

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3925

[C — 2010/27231]

7 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3 tel que modifié par le décret-programme du 3 février 2005 et le décret du 22 novembre 2007, 4, 5, 9, 17 et 55;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 19 tel que modifié par les décrets du 11 mars 1999 et du 19 juin 2002 et 60;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 février 2003, du 22 janvier 2004, du 4 mai 2006, du 21 décembre 2006, du 8 février 2007, du 1^{er} mars 2007, du 19 avril 2007, du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation, du 20 décembre 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement., du 24 janvier 2008, du 27 novembre 2008, du 5 décembre 2008, du 12 février 2009, du 27 mai 2009, du 18 juin 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 février 2003, du 2 mai 2003, du 22 janvier 2004, du 28 avril 2005, du 10 novembre 2005, du 22 décembre 2005, du 21 décembre 2006, du 1^{er} mars 2007, du 24 janvier 2008, du 12 février 2009 et du 27 mai 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004, dont certaines dispositions ont été annulées par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 185.629 du 7 août 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets, dont des errata ont été publiés dans le *Moniteur belge* du 30 juin 2004 et du 21 janvier 2010;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 21 septembre 2009;

Vu l'avis 48.098/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 mai 2010 en vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la Directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets prévoit dans son article 16 que des critères et des procédures d'admission des déchets dans les différentes catégories de CET doivent être développés dans les deux ans suivant son entrée en vigueur; que tel est le but poursuivi par la Décision 2003/33/CE du 19 décembre 2002;

Considérant qu'il importe de traduire par un ou plusieurs textes réglementaires coordonnés la Décision 2003/33/CE susvisée;

Considérant que l'application complète de la Décision 2003/33/CE aurait dû être effective au 16 juillet 2005; que le délai laissé aux Etats membres est donc dépassé; qu'il convient donc de prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'assurer ladite transposition dans les délais les plus brefs;

Considérant qu'il y a lieu de transposer explicitement l'annexe à la Décision 2003/33/CE qui concerne plus précisément, d'une part, la procédure d'acceptation des déchets en centres d'enfouissement technique - CET -, d'autre part, les critères analytiques et physiques y afférents; que cette transposition peut s'opérer de manière opportune par le biais de modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets;

Considérant par ailleurs que depuis la mise en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003, divers événements, dont un arrêt du Conseil d'Etat et une saisine de la Commission européenne, ont mis en évidence l'opportunité de modifier, de préciser ou d'améliorer certaines dispositions de cet arrêté; qu'il est dès lors nécessaire d'adapter la réglementation existante relative aux centres d'enfouissement technique, en matière notamment :

- de délégations des prises de décision;
- de modalités de réhabilitation du site après exploitation;
- de critères de réaction et d'actions remédiatrices en fonction des résultats des analyses des eaux souterraines;
- de fixation des sûretés et cautionnement;
- de fixation des règles tarifaires;

Considérant que, suite à la transposition de la Décision 2003/33/CE et aux modifications des conditions sectorielles applicables aux CET, des modifications supplémentaires sont à apporter également à deux autres arrêtés afin de les accorder, à savoir l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Considérant notamment que la Décision 2003/33/CE laisse la possibilité aux Etats membres de définir des sous-catégories de CET pour les déchets non dangereux conformément à leurs stratégies nationales de gestion des déchets, sur base du principe développé dans le tableau de l'annexe B de la Décision; que les critères d'admission des déchets dans ces CET peuvent être définis par les Etats membres dans le respect de la Décision pour assurer une bonne répartition des déchets non dangereux dans les différentes cellules de CET pour déchets non dangereux; que, pour ne pas limiter les possibilités de la Région wallonne en la matière dans le futur, trois des quatre sous-catégories de CET pour déchets non dangereux prévues dans le tableau de l'annexe B de la Décision 2003/33/CE sont reprises;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I^{er}, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique*

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 2.4, les mots « modifiées par les décrets du Conseil régional wallon des 11 avril 1984, 16 juillet 1985, 7 octobre 1985, 7 septembre 1989, 21 avril 1994, 6 avril 1995, 22 janvier 1998 et 6 décembre 2001 » sont supprimés;
- 2° au point 2.12, les mots « 2, 25° » sont remplacés par les mots « 2, 24° »;
- 3° le point 2.13 est remplacé par ce qui suit :
« 2.13) Gaz : tous les gaz produits par les déchets mis en CET »;
- 4° les définitions suivantes sont ajoutées :
« 2.18) Critères d'admission : critères auxquels les déchets doivent satisfaire pour être admissibles en CET de catégorie ou sous-catégorie concernée;
2.19) Paramètres traceurs : paramètres ayant pour but de détecter rapidement tout changement significatif de la qualité des eaux au droit ou aux alentours d'un CET;
2.20) Paramètres de surveillance : paramètres pouvant indiquer une pollution des nappes par un CET;
2.21) Seuil de vigilance : seuil dont le dépassement entraîne la nécessité de réaliser des analyses de vérifications et/ou d'exercer une surveillance accrue pour le ou les paramètres incriminés;
2.22) contamination endogène persistante : présence durable, dans les eaux, d'un contaminant généré par l'activité d'enfouissement des déchets à une concentration supérieure au seuil de vigilance, et pouvant engendrer des risques pour l'homme et/ou l'environnement;
2.23) Seuil de déclenchement : seuil dont le dépassement entraîne l'obligation de prendre des mesures conservatoires et/ou d'enclencher directement une procédure d'actions correctives sur les eaux;
2.24) Plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines : plan visé à l'article 57 et requis par l'annexe VI, point 1.18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
2.25) Plan d'intervention : plan visé à l'article 1^{er}, 25°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
2.26) Stockage souterrain : site permanent de stockage des déchets dans une cavité géologique profonde telle qu'une mine de sel ou de potassium;
2.27) Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation simulés en laboratoire; ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase introductive, les mots « les CET » sont remplacés par les mots « les CET et cellules »;

2° le 2^e item est remplacé par ce qui suit :

« — classe 2 : les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.02 de l'arrêté nomenclature, soit :

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.02.01 de l'arrêté nomenclature - classe 2.1.a;

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.02.02 de l'arrêté nomenclature - classe 2.1.b;

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.02.03 de l'arrêté nomenclature - classe 2.2.; »;

3° le 5^e item, 2^e tiret est remplacé par ce qui suit :

« — les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.05.02 de l'arrêté nomenclature, soit :

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.05.02.01 de l'arrêté nomenclature - classe 5.2.1.a;

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.05.02.02 de l'arrêté nomenclature - classe 5.2.1.b;

— les CET et cellules visés par la rubrique 90.25.05.02.03 de l'arrêté nomenclature - classe 5.2.2. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « s'il répond aux critères du présent arrêté » sont remplacés par les mots « s'il répond aux critères d'admission définis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique, sans préjudice à l'annexe 3 du présent arrêté en ce qu'elle concerne la dispense des essais »;

2° au § 3, les mots « CET de classe 2 » sont remplacés par les mots « CET de classe 2.1.a ou 2.1.b. »

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Les conditions particulières peuvent prévoir que de petites quantités de déchets dangereux stables et non réactifs, par exemple solidifiés ou vitrifiés, dont le comportement en matière de production de lixiviats est équivalent à celui des déchets non dangereux et qui satisfont aux critères d'admission pertinents, peuvent être enfouis dans un CET ou une cellule de classe 2.1.b ou 5.2.1.b.

La demande d'enfouissement est accompagnée d'une évaluation environnementale, réalisée par un auteur d'études d'incidences sur l'environnement agréé pour la catégorie « gestion des déchets », démontrant :

1° l'absence de risques significatifs pour l'environnement;

2° le fait que l'enfouissement concerne de petites quantités de déchets industriels dangereux et que ceux-ci sont compatibles avec les déchets mis en CET;

3° le fait que les circonstances sont exceptionnelles.

Les conditions particulières déterminent les quantités admissibles dans le CET et les conditions spécifiques d'enfouissement des déchets dangereux visés à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eaux souterraines » sont remplacés par les mots « les articles R. 153 et suivants du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « à l'arrêté du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eaux souterraines » sont remplacés par les mots « par les articles R. 153 et suivants du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau. »

Art. 6. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Si, sur la base d'une étude réalisée conformément aux articles R. 178 à R. 180 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est établi que le CET n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, les conditions particulières peuvent adapter en conséquence les exigences des articles 10, 11 et 12. »

Art. 7. L'article 14, § 1^{er}, 1^{er} item, du même arrêté est complété par les mots « en ce compris les dispositifs assurant la séparation étanche entre déchets organiques biodégradables et déchets non biodégradables à l'interface entre les cellules. ».

Art. 8. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. L'exploitant est tenu :

1° de réduire les nuisances et les dangers, tels que les émissions d'odeurs et de poussières, des matériaux emportés par le vent, le bruit et les mouvements des véhicules, la formation d'aérosols, les incendies pouvant résulter de l'exploitation du CET;

2° d'assurer la maintenance et l'entretien optimal de tous les appareillages, installations et aménagements;

3° de garantir la stabilité des ouvrages et des installations;

4° d'assurer l'isolement, notamment hydraulique, esthétique et sécuritaire du CET;

5° sans préjudice de l'article 46, § 2, dès l'achèvement des déversements dans un secteur ou en cas d'inactivité d'un secteur d'une durée supérieure à un an sur, de procéder à la mise en place de la couverture visée à l'annexe 1^{re}, point 3, sauf si, sur la base d'une étude réalisée conformément aux articles R. 178 à R. 180 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les conditions particulières précisent qu'il n'est pas nécessaire de recueillir et de traiter les lixiviats ou s'il a été établi que le CET n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface. A tout le moins, la couverture du CET se limite à une couche de terre de revêtement d'épaisseur égale ou supérieure à 1m sur laquelle il est procédé au réaménagement végétal;

6° dès l'achèvement des déversements dans un secteur ou en cas d'inactivité d'un secteur d'une durée supérieure à un an sur, de mettre en place et d'exécuter la surveillance topographique requise en vertu des articles 38 et 39. Si, sur base d'une évaluation des risques pertinents produite par l'exploitant, il est établi que le CET n'est pas ou plus, par la nature des déchets admis, susceptible d'être le siège de tassements significatifs, les conditions particulières peuvent adapter en conséquence les exigences des articles 38 et 39. A tout le moins, l'exploitant est tenu de transmettre annuellement un rapport d'observations visuelles durant les périodes d'exploitation et de post-gestion. Ce rapport est conservé en annexe du registre visé à l'article 25, alinéa 6. »

Art. 9. A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au 1^{er} alinéa, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « L'autorité compétente, à la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, impose » sont remplacés par les mots « Les conditions particulières peuvent imposer ».

Art. 10. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, les tirets 1 à 7 sont remplacés par les points suivants « 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° »;
- 2° au § 1^{er}, les mots « de classe 1, 2.1.a, 2.1.b ou 2.2 » sont ajoutés après le mot « CET »;
- 3° à la place du § 2 annulé par l'arrêt n° 185.629 du Conseil d'Etat, sont insérés les paragraphes 2 à 5 rédigés comme suit :

« § 2. Le CET de classe 3 est doté d'une installation de service et de contrôle comprenant au moins les dispositifs du § 1^{er}, 1°, 3°, 4° et 7°.

§ 3. Le CET de classe 4A est doté d'une installation de service et de contrôle comprenant au moins les dispositifs du § 1^{er}, 1° et 7°.

§ 4. Le CET de classe 4B est doté d'une installation de service et de contrôle comprenant au moins les dispositifs du § 1, 1°, 2° et 7°.

§ 5. Le CET de classe 5 est doté d'une installation de service et de contrôle fixée par les conditions particulières et dont l'efficacité ne peut être inférieure à celle obtenue par la mise en place des dispositifs du § 1^{er}, 1°, 3° et 4°. »;
- 4° les paragraphes 3 et 4 sont abrogés.

Art. 11. A l'article 23 du même arrêté, le 1^{er} alinéa partiellement annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Les conditions particulières fixent les jours et plages horaires durant lesquels peut avoir lieu l'acceptation des déchets. »

Art. 12. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, les mots « autre que de classe 4 ou 5 » sont ajoutés après le mot « CET »;
- 2° au § 2, les mots « d'un CET autre que de classe 4 ou 5 » sont ajoutés après les mots « L'exploitant ».

Art. 13. A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 3, les mots « d'un CET de classes 1, 2, ou 3 » sont ajoutés après les mots « L'exploitant »;
- 2° les alinéas suivants sont ajoutés :

« L'exploitant d'un CET de classes 4 ou 5 consigne dans ce registre, pour chaque jour d'exploitation :

 - la prise d'échantillons et la réception des protocoles relatifs aux analyses imposées par le permis d'environnement;
 - un rapport descriptif de tout événement inhabituel et ou susceptible de mettre en cause la protection de l'environnement;
 - un rapport descriptif de tous les entretiens, incidents, réparations, ¼ en rapport avec le CET et ses dépendances.

Toutefois, les informations établissant que les exigences fondamentales en vue de la caractérisation de base d'un déchet sont remplies, conformément au point 1.1. de l'annexe 3 ainsi que les résultats des essais réalisés pour la vérification de la conformité conformément au point 1.2 de l'annexe 3 peuvent être repris dans un registre distinct. Ces informations sont conservées par l'exploitant jusqu'au terme de la post-gestion du CET et maintenues jusqu'à ce terme à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance en un endroit facilement accessible à ce dernier, désigné par les conditions particulières. »

Art. 14. L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. En cas de refus du déchet, notamment suite à l'application de la procédure d'admission des déchets décrite à l'annexe 3 ou au regard des conditions afférentes au permis d'environnement, l'exploitant :

- note sur le bordereau, visé à l'article 24 du présent arrêté, le numéro d'immatriculation du véhicule et sa destination annoncée;
- en informe sans délai par message télécopié les bourgmestres des communes d'implantation du CET, l'Office et le fonctionnaire chargé de la surveillance. »

Art. 15. L'article 28 du même arrêté partiellement annulé par l'avis n° 185.629 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. Les conditions particulières, sur base des données fournies par l'exploitant dans sa demande de permis, déterminent le matériel dont le CET doit au moins être équipé en distinguant le matériel qui doit être présent en permanence sur le site et celui qui peut être mis à disposition dans un délai rapproché. »

Art. 16. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, alinéa 2, la 1^{re} phrase est remplacée par la phrase suivante :

« L'exploitant communique le programme détaillé de la formation ainsi que la liste des enseignants et du personnel qui la suit, au fonctionnaire technique »;
- 2° au § 3, le mot « jugé » est supprimé.

Art. 17. A l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1^{er} alinéa, les items 1 et 2 sont remplacés par ce qui suit :

- « — le découpage et l'organisation du CET en cellules et la classe de chacune d'elles selon la classification reprise à l'article 3 du présent arrêté;
- la liste - codes et libellés selon la nomenclature du catalogue - des déchets éliminés dans chaque type de cellules;
- le sous-découpage des cellules en secteurs;
- la localisation des secteurs destinés à accueillir les déchets contenant de l'amiante; »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le plan d'exploitation est actualisé selon les mêmes exigences tous les deux ans. Au vu de la spécificité de l'établissement, les conditions particulières peuvent adapter la fréquence d'actualisation du plan d'exploitation sans toutefois dépasser cinq ans. »

Art. 18. A l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, alinéa 3, les mots « l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique peut accepter » sont remplacés par les mots « les conditions particulières peuvent prévoir »;

2° au § 3, 1^{er} alinéa, les mots « l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire chargé de la surveillance peut » sont remplacés par les mots « les conditions particulières peuvent » et les mots « qu'il détermine » sont remplacés par les mots « qu'elles déterminent »;

3° au § 3, l'alinéa 2 partiellement annulé par l'avis n° 185.629 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :
« Dans les mêmes circonstances, les conditions particulières peuvent imposer la mise en place d'un dispositif d'abattement ou d'absorption des odeurs à l'aide de produits et de techniques appropriées.

Elles peuvent requérir toute étude et information de la part de l'exploitant. »

Art. 19. A l'article 36 du même arrêté, le 1^{er} alinéa est complété comme suit :

« Le cas échéant, les conditions particulières fixent les conditions de valorisation interne ou externe des déchets enfouis pour autant que l'intérêt environnemental de la valorisation soit démontré par l'exploitant. »

Art. 20. L'intitulé de la section 1^{re} du chapitre V du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Généralités ».

Art. 21. A l'article 44, alinéa 3, du même arrêté, les mots « article 56 » sont remplacés par les mots « article 53, § 3 ».

Art. 22. A l'article 45, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa suivant est inséré après l'alinéa 3 :

« Les sources situées en aval hydrogéologique direct du CET et susceptibles d'être affectées sont intégrées au dispositif de surveillance des nappes. »;

2° à l'alinéa 4 qui devient l'alinéa 5, les mots « l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique impose » sont remplacés par les mots « ou sur base du plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines défini aux articles 56 et 57, les conditions particulières imposent » et les mots « il définit » sont remplacés par les mots « elles définissent »;

3° la dernière phrase est abrogée.

Art. 23. A l'article 46 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, 1^{er} alinéa, est remplacé par ce qui suit :

« Les eaux contaminées et les lixiviats ne peuvent pas être rejetés tels quels hors du site. Ces liquides sont intégralement collectés et conduits, dans les meilleurs délais, vers une station d'épuration dûment autorisée pour y être traités. »;

2° au § 1^{er}, les alinéas 2, 3 et 4 sont abrogés;

3° au § 2, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables »;

4° au § 2, les mots « l'autorité compétente autorise » sont remplacés par les mots « les conditions particulières autorisent »;

5° au § 2, les mots « après avoir recueilli l'avis du fonctionnaire technique » sont abrogés;

6° au § 2, les mots « le fonctionnaire chargé de la surveillance autorise ou impose » sont remplacés par les mots « les conditions particulières autorisent ou imposent »;

7° le § 6 partiellement annulé par l'avis n° 185.629 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Tous les ouvrages en ciment, béton et matières assimilées susceptibles d'entrer en contact avec des lixiviats agressifs sont recouverts de manière continue par un revêtement inaltérable. »;

8° le § 7 annulé par l'avis n° 185.629 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux CET et cellules de classe 3, 4A et 5.3. »

Art. 24. Les sections 2, 3 et 4 du chapitre V du même arrêté, dont les articles 57 et 58 sont partiellement annulés par l'avis n° 185.629 du Conseil d'Etat, sont remplacées par ce qui suit :

« Section 2. — Conditions de déversement

Sous-section 1^{re}. — Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires
et voies artificielles d'écoulement

Art. 47. Les eaux usées industrielles rejetées en eaux de surface ordinaires ou en voies artificielles d'écoulement respectent les conditions suivantes :

1. le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 10,5 ou inférieur à 6,5;
2. la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;
3. la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 90 mg d'oxygène par litre;

4. la demande chimique en oxygène (DCO) des eaux déversées ne peut excéder 300 mg par litre;
5. la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;
6. la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0.5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
7. la teneur en indice hydrocarbures C10-C40 des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;
8. la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 20 mg N/l du 1^{er} mai au 31 octobre;
9. la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 50 mg N/l du 1^{er} novembre au 30 avril;
10. la teneur en phénol des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg par litre;
11. la teneur en cyanures dit facilement décomposables ou cyanures aisément libérables des eaux déversées ne peut dépasser 0.5 mg CN par litre;
12. la teneur en sulfures et mercaptans des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg S par litre;
13. la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cr par litre;
14. la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Zn par litre;
15. la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;
16. la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 2mg Ni par litre;
17. la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,15 mg As par litre;
18. la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cu par litre;
19. la teneur en cadmium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cd par litre;
20. la teneur en mercure total des eaux déversées ne peut dépasser 0,05 mg Hg par litre;
21. la teneur en composés organohalogénés absorbables (AOX) des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Cl par litre;
22. les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;
23. les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées aux articles R. 131 à R. 141 et annexes I^o et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et non visées dans les présentes conditions.

Sous-section 2. — Conditions de déversement en égouts publics

Art. 48. Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1. le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 10,5 ou inférieur à 6;
2. la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;
3. la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;
4. les matières en suspension déversées ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement du réseau de collecte;
5. la dimension des matières en suspension ne peut excéder 10 mm;
6. la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);
7. la teneur en cyanures dit facilement décomposables ou cyanures aisément libérables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg CN par litre;
8. la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cr par litre;
9. la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 4 mg Zn par litre;
10. la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;
11. la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg Ni par litre;
12. la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,15 mg As par litre;
13. la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cu par litre;
14. la teneur en cadmium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cd par litre;
15. la teneur en mercure total des eaux déversées ne peut dépasser 0,05 mg Hg par litre;
16. la teneur en composés organohalogénés absorbables (AOX) des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Cl par litre;
17. la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;
18. les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;
19. il est interdit de jeter ou déverser des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières;
20. la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut excéder 2 000 mg par litre;
21. les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées aux articles R. 131 à R. 141 et annexes I et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et non visées dans les présentes conditions.

Art. 49. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les conditions particulières peuvent déroger à la norme sur les chlorures (rejet en égouts) en fonction de conditions météorologiques exceptionnelles établies par l'Institut royal météorologique de Belgique.

§ 2. Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les conditions particulières peuvent, sur base de l'historique des résultats des campagnes de mesures et au vu de la spécificité de l'établissement sur base de critères tels que le milieu récepteur des eaux, le type de traitement des lixiviats ou le volumes des eaux déversées, modifier la liste des paramètres visés aux articles 47 et 48 si deux contrôles effectués à six mois d'intervalle donnent des résultats inférieurs aux seuils de pertinence définis à l'annexe 4C.

*Section 3. — Contrôles, autocontrôle et surveillance**Sous-section 1^{re}. — Méthodes d'analyse et d'échantillonnage*

Art. 50. L'exploitant et le fonctionnaire chargé de la surveillance utilisent les méthodes de référence pour l'échantillonnage et l'analyse de tous les paramètres visés aux articles 47 à 49 établies par le Ministre.

Art. 51. La mesure d'un « métal total », visée aux articles 47 et 48, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Les limites de quantification applicables lors des analyses sont précisées dans les tableaux figurant en annexes 4B et 4C.

Sous-section 2. — Prélèvements ponctuels

Art. 52. § 1^{er}. Les dates et heures des prélèvements, requis en vertu des articles 53 et 56, sont communiquées par l'exploitant au moins cinq jours ouvrables à l'avance par message télécopié au :

- fonctionnaire technique;
- fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. Préalablement à la prise d'un échantillon d'eau souterraine, il est procédé, pour autant que la perméabilité de l'aquifère le permette, pendant au moins une heure et en tout cas jusqu'à stabilisation du niveau piézométrique et de la conductivité mesurée, à un pompage de la nappe à un débit adéquat.

§ 3. Sont repris sur chaque document faisant mention du prélèvement :

- la date, l'heure du prélèvement ainsi que le nom du préleveur;
- la référence et les coordonnées précises du point de prélèvement (X, Y en Lambert et Z nivellement national);
- toute observation particulière éventuelle.

Pour les prélèvements d'eaux souterraines, les éléments suivants sont également fournis :

- le niveau piézométrique;
- la profondeur à laquelle le prélèvement a été effectué;
- les variations du niveau relatif, du pH, de la température et de la conductivité au cours du pompage.

*Sous-section 3**Contrôle et autocontrôle des eaux usées industrielles, des eaux de surface et des lixiviats*

Art. 53. § 1^{er}. L'exploitant fait réaliser trimestriellement en phase d'exploitation et tous les six mois en phase de post-gestion, par un laboratoire agréé, des prélèvements d'échantillons et des analyses sur les lixiviats non traités, dans le bassin de collecte ou en amont immédiat de celui-ci.

Les analyses portent sur les paramètres de terrain repris à l'annexe 4B.

Tous les deux ans, les analyses sont étendues à l'ensemble des paramètres de surveillance correspondant à la rubrique du CET repris à l'annexe 4B. Il est également procédé à une évaluation qualitative des composés organiques présents à l'aide d'un chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse ou d'un dispositif équivalent ainsi qu'un screening des métaux par ICP.

§ 2. L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des prélèvements d'échantillons et des analyses des eaux usées industrielles sur les paramètres et aux fréquences suivants :

- trimestriellement sur les paramètres de la conductivité, des matières en suspension, de la DCO, de la DBO5, de l'ammonium, des nitrates, de l'azote total, des phosphates;
- semestriellement sur les paramètres des chlorures, des sulfates, de l'arsenic, du chrome, du cuivre, du nickel, du plomb, du zinc, du fer, du manganèse, de l'indice hydrocarbures C10-C40;
- annuellement sur les paramètres du cadmium, du mercure, de l'indice phénols, des cyanures, du benzène, du naphthalène et des AOX;
- annuellement détermination de la toxicité après 48 h sur *Pseudokirchneriella subcapitata*, suivant la norme ISO 8692 Qualité de l'eau - Essai d'inhibition de la croissance des algues d'eau douce avec des algues vertes unicellulaires;
- annuellement : détermination de la toxicité à long terme vis-à-vis de *Daphnia magna*, basée sur la norme ISO 10706 (effet sur la reproduction et la mortalité en 21 j. ou méthode simplifiée en 14 j); ou détermination de l'inhibition de la mobilité de *Daphnia magna* Straus (Cladocera, Crustacea) - Essai de toxicité aiguë, basée sur la norme ISO 6341.

Les conditions particulières précisent les tests applicables à l'établissement.

§ 3. L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé des prélèvements d'échantillons et analyses des eaux de surface en amont et en aval du rejet des eaux usées industrielles sur les paramètres et aux fréquences suivants :

- trimestriellement sur les paramètres de la conductivité, des MES, de la DCO, de la DBO5, de l'ammonium, des nitrates, de l'azote total, des phosphates;
- semestriellement sur les paramètres des chlorures, des sulfates, de l'arsenic, du chrome, du cuivre, du nickel, du plomb, du zinc, du fer, du manganèse, de l'indice hydrocarbures C10-C40;
- annuellement sur les paramètres du cadmium, du mercure, de l'indice phénols, des cyanures, du benzène, du naphthalène et des AOX;
- semestriellement, au mois de mars et septembre : Test IDL ou Indice Diatomique LECLERCQ.

§ 4. Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au vu de l'historique des résultats ou en raison de la spécificité de l'établissement sur base de critères tels que le milieu récepteur des eaux, le type de traitement des lixiviats ou le volumes des eaux déversées, les conditions particulières peuvent modifier la liste des paramètres à analyser et la fréquence des prélèvements et analyses prévues aux §§ 1^{er} à 3.

Art. 54. § 1^{er}. A l'exception des établissements de classe 3 et de classe 5.3, l'exploitant réalise hebdomadairement des prélèvements d'échantillons et des analyses afin de s'assurer du respect des conditions de déversement des eaux usées visées aux articles 47 et 48 et du fonctionnement correct des installations d'épuration. Les analyses portent sur les paramètres de la DCO et de l'azote ammoniacal.

§ 2. Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les conditions particulières peuvent, en raison de la spécificité de l'établissement, sur base de critères tels que le milieu récepteur des eaux, le type de traitement de lixiviats ou le volume des eaux déversées, modifier la liste des paramètres à analyser et la fréquence des prélèvements et analyses.

Art. 55. § 1^{er}. Les eaux usées industrielles déversées sont évacuées par un dispositif de contrôle répondant aux exigences suivantes :

Pour les établissements de classe 3 et de classe 5.3 :

1. permettre le prélèvement aisé d'échantillons proportionnels au débit des eaux déversées;
2. permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;
3. être facilement accessible sans formalité préalable;
4. être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux;

Pour les autres établissements :

1. permettre le prélèvement aisé d'échantillons proportionnels au débit des eaux déversées;
2. permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;
3. être facilement accessible sans formalité préalable;
4. être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux;
5. indiquer en lecture directe, lors du contrôle des eaux déversées, la valeur du débit instantané exprimé en l/sec et/ou m³/h, du pH, de la conductivité, de la Température et de la DCO;
6. enregistrer de façon permanente la valeur du volume journalier exprimée en m³/j, du pH, de la température, de la DCO et de la conductivité et ceci à un pas de temps minimum d'heure par heure;
7. assurer le prélèvement automatique d'échantillons proportionnels au débit mesuré des eaux déversées pendant 24 heures et la conservation de ceux-ci pendant 48 heures.

§ 2. Sans préjudice de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les conditions particulières peuvent en raison de la spécificité de l'établissement, sur base de critères tels que le milieu récepteur des eaux, le type de traitement de lixiviats ou le volume des eaux déversées, modifier le dispositif de contrôle.

Sous-section 4. — Contrôle des eaux souterraines

Art. 56. § 1^{er}. La surveillance des eaux souterraines est menée selon la procédure définie en annexe 4A.

Les paramètres traceurs et de surveillance sont repris dans le tableau figurant en annexe 4B.

Pour les CET de classes 5.1, 5.2 et 5.3, les paramètres à analyser sont fixés, en fonction de la spécificité du CET concerné, par les conditions particulières parmi les paramètres listés pour les CET de classe 1 ou 2.

§ 2. Un monitoring de routine sur les paramètres traceurs est mis en œuvre avec une fréquence semestrielle, durant les mois de mars et de septembre, pour les eaux souterraines des piézomètres et les sources.

Tous les deux ans et pour la première fois lors de la 1^{ère} campagne de surveillance, les analyses sont étendues à l'ensemble des paramètres de surveillance afin de détecter l'évolution éventuelle des caractéristiques à l'émission du CET.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Les conditions particulières peuvent, au vu de la spécificité de certains sites quant à la vitesse d'écoulement des eaux souterraines, modifier la fréquence des prélèvements et analyses, en respectant toutefois le minimum d'un prélèvement et d'une analyse par an.

Les conditions particulières peuvent, au vu de l'historique des résultats et de la caractérisation des déchets, modifier la liste des paramètres à analyser à l'exception des paramètres traceurs et des paramètres de terrain. Toutefois, la mesure d'un paramètre donné ne peut être abandonnée pendant une période de maximum six ans qu'à la condition que deux contrôles effectués à 6 mois d'intervalle donnent des résultats inférieurs aux valeurs de référence VR pour les eaux souterraines de l'annexe 1^{re} du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols ou, à défaut de valeurs de référence, :

- pour les paramètres de minéralisation et salinité : au P95 des aquifères mentionné au tableau de l'annexe 4B;
- pour les autres paramètres : à la limite de quantification LOQ mentionnée au tableau de l'annexe 4B.

§ 3. Au cours de ce monitoring le dépassement d'un seuil de vigilance, tel que mesuré par le laboratoire agréé et confirmé, en cas de contestation de l'exploitant, par une analyse contradictoire effectuée dans deux autres laboratoires agréés, déclenche le démarrage d'un contrôle accru ciblé sur le problème détecté si le rapport entre les concentrations en aval et en amont est supérieur à trois.

Les modalités de ce contrôle (points de prélèvement, durée, fréquence, paramètres) sont établies en concertation avec le fonctionnaire chargé de la surveillance dans les 30 jours qui suivent la confirmation du dépassement.

§ 4. Si le contrôle accru démontre que le dépassement détecté n'est pas dû à une contamination endogène persistante et conclut à l'absence de risque, le monitoring de routine reprend tel qu'adapté au problème détecté.

Si le contrôle accru démontre l'existence d'une contamination endogène persistante ou est insuffisant pour conclure à l'absence de risque, le plan d'intervention est mis en œuvre immédiatement et l'exploitant soumet à l'autorité compétente un plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines, dans un délai de trois mois à dater de la demande formulée par le fonctionnaire technique.

Art. 57. § 1^{er}. Le plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines comprend une étude de caractérisation et de délimitation du panache de contamination réalisée par un expert agréé conformément au décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Il vise également à tenir compte du fond géochimique local et des éventuelles contaminations exogènes ou historiques.

§ 2. Le plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines évalue les risques identifiés pour les récepteurs et, tenant compte de l'ensemble des spécificités locales ainsi caractérisées, il propose des extensions du réseau de surveillance, ainsi que les valeurs particulières de déclenchement pour les paramètres indiqués au tableau de l'annexe 4B, en tenant compte des formations hydrogéologiques spécifiques sur le site du CET. Il indique enfin les mesures correctives envisagées par l'exploitant en cas de franchissement de ces seuils.

§ 3. L'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, statue sur la validité du plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines au plus tard 60 jours après réception de cet avis. Elle entérine les valeurs particulières de déclenchement, pour chaque piézomètre du réseau de surveillance et fixe le programme de mesures correctives.

§ 4. Si la valeur d'un seuil de déclenchement est dépassée, le programme des mesures correctives visant à ramener durablement les concentrations dans les eaux souterraines à des valeurs inférieures aux seuils de déclenchement est exécuté par l'exploitant.

Sous-section 5. — Rapport d'analyses

Art. 58. § 1^{er}. Les résultats des analyses de contrôles et d'autocontrôles sont enregistrés sur support papier et informatisé et conservés au siège d'exploitation pendant cinq ans. Le fonctionnaire chargé de la surveillance en dispose dans les 24 heures de sa demande.

§ 2. Les certificats d'analyses requis en vertu du présent chapitre sont annexés au registre visé à l'article 25 du présent arrêté. Ils sont signés par le responsable du laboratoire agréé.

§ 3. Sur chaque certificat d'analyses, sont repris, pour chaque paramètre mesuré :

- les seuils de vigilance et de déclenchement des paramètres mentionnés à l'annexe 4B en ce qui concerne les eaux souterraines;
- les paramètres relatifs aux conditions de déversement fixées dans le permis en ce qui concerne les eaux usées industrielles;
- les normes de qualité environnementales en ce qui concerne les eaux de surface.

Art. 58bis. Tous les ans, un rapport est transmis par l'exploitant au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance, au fonctionnaire compétent du Département de l'Environnement et de l'Eau ainsi qu'aux bourgmestres des communes d'implantation du CET.

Ce rapport comporte à tout le moins :

1. les certificats des analyses visées aux articles 53 et 56 du présent arrêté;
2. les résultats des analyses regroupés sous la forme :
 - d'un tableau de chiffres, reprenant les lieux et dates de prélèvement, les paramètres et, le cas échéant, les codes des paramètres de l'annexe 4B ainsi que les seuils de vigilance et de déclenchement;
 - de graphiques reprenant systématiquement les résultats observés au cours des cinq dernières années. Tous les six mois, la version informatisée de ce tableau est également transmise par voie électronique au fonctionnaire compétent du Département de l'Environnement et de l'Eau;
3. les protocoles de prélèvement d'eau souterraine ainsi que les données enregistrées relatives à la fluctuation de la (des) nappe(s) phréatique(s), recueillies en fonction des prescriptions de l'article 45, § 1^{er}, du présent arrêté;
4. les données enregistrées relatives au fonctionnement de la station d'épuration recueillies en fonction des prescriptions de l'article 55 du présent arrêté, notamment les volumes mensuels de lixiviats recueillis, sur la base des dispositifs mis en place par l'exploitant. Ces volumes mensuels sont représentés de manière cumulative sur des graphiques à l'échelle adéquate. »

Art. 25. L'intitulé de la section 1^{re} du chapitre VI du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Maîtrise des gaz ».

Art. 26. L'intitulé de la sous-section 1^{re} de la section 1^{re} du chapitre VI du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Récolte des gaz ».

Art. 27. A l'article 59 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, la première phrase est complétée par les mots « et assure le traitement de ceux-ci »;
- 2° au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables »;
- 3° au § 1^{er}, alinéa 2, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz »;
- 4° au § 1^{er}, alinéa 3, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables » et le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz »;
- 5° au § 2, alinéas 1^{er}, 2 et 3, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz »;
- 6° au § 3, alinéa 1^{er}, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz ».

Art. 28. L'intitulé de la sous-section 2 de la section 1^{re} du chapitre VI du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Caractérisation et gestion des gaz ».

Art. 29. A l'article 60 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz »;
- 2° au § 2, alinéa 3, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz »;
- 3° au § 4, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz » et la dernière phrase est abrogée;
- 4° au § 5, alinéas 1^{er}, 2 et 3, le mot « biogaz » est remplacé par le mot « gaz ».

Art. 30. A l'article 61 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, les mots « de collecte du biogaz » sont remplacés par les mots « de collecte et de traitement des gaz »;
- 2° aux §§ 2 et 3, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables ».

Art. 31. L'article 68 du même arrêté est abrogé.

Art. 32. L'intitulé du chapitre VII du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Sûretés, assurances et règles tarifaires ».

Art. 33. A l'article 69 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le § 2 est abrogé;
- 2° au § 3, qui devient le § 2, les mots « notamment ceux prévus au § 4 », sont complétés par les mots « de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement »;
- 3° les paragraphes suivants sont ajoutés :

« § 3. Le mode de calcul de la sûreté est détaillé dans les tableaux figurant en annexe 5 du présent arrêté.

En fonction des spécificités du CET considéré, l'exploitant soumet son calcul au fonctionnaire technique dans le cadre de sa demande de permis d'environnement.

L'exploitant peut proposer de déroger à l'utilisation des montants mentionnés dans les tableaux présentés en annexe 5 s'il fournit au fonctionnaire technique un devis des travaux requis dans le cadre :

- a) des interventions en cas d'accident ou de pollution;
- b) de la remise en état du site après exploitation;
- c) de la post-gestion.

Pour obtenir ce devis, il fait appel à des entrepreneurs ou sociétés pouvant se prévaloir d'une expérience suffisante dans le domaine d'activités considéré. Il en fournit les preuves au fonctionnaire technique.

§ 4. Les prix unitaires repris dans les tableaux en annexe 5 du présent arrêté sont les prix de l'année 2007. Dès lors, le montant de la sûreté (S) est ajusté à la date anniversaire (date pivot) du permis d'environnement selon la formule suivante :

$$S_{\text{ajusté}} = S \times \frac{\text{Indice des prix à la consommation à la date pivot}}{\text{Indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2007}}$$

L'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2007 s'élevait à 105,2 (base 2004 = 100). »

Art. 34. § 1^{er}. L'intitulé de l'annexe I^{re} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Etanchéités de fond, de flanc et de surface ».

§ 2. L'intitulé « Caractéristiques des matériaux » figurant dans la même annexe est précédé du chiffre « 1 ».

§ 3. L'intitulé « L'étanchéité minérale (matériaux argileux rapportés ou remaniés) » est précédé du chiffre « 1.1. ».

§ 4. Le paragraphe figurant dans le point 2 de la même annexe après les mots « A l'interface entre les cellules » est remplacé par le paragraphe suivant :

« Les cellules de classes 2.1.a, 2.1.b ou 2.2 doivent être séparées physiquement les unes des autres pour autant que la classe des cellules contiguës diffère par un dispositif assurant la séparation étanche entre déchets organiques biodégradables et déchets non biodégradables, de telle manière :

- que les lixiviats générés par l'action des eaux sur les déchets déversés dans une cellule d'une classe donnée ne puissent entrer en contact avec les déchets déversés dans les cellules de classe différente;
- que les gaz soient gérés de manière optimale.

Les lixiviats des cellules de différentes classes (2.1.a, 2.1.b ou 2.2) peuvent être traités de manière commune si cette méthode ne compromet pas l'efficacité du traitement. »

§ 5. Au 1^{er} alinéa du point 3.1 de la même annexe, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables ».

§ 6. Au dernier alinéa du point 3.1 de la même annexe, les mots « l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique peut » sont remplacés par les mots « les conditions particulières peuvent ».

§ 7. Dans les titres du tableau du point 3.2 de la même annexe, le mot « organiques » est inséré entre les mots « déchets » et « biodégradables ».

Art. 35. Le même arrêté est complété d'une annexe 3, telle que figurant en annexe I^{re} du présent arrêté, intitulée comme suit :

« Annexe 3. — Procédure de classification et d'admission des déchets ».

Art. 36. Le même arrêté est complété d'une annexe 4, telle que figurant en annexe II du présent arrêté, intitulée comme suit :

« Annexe 4. — Procédure de surveillance et de contrôle des eaux souterraines ».

Art. 37. Le même arrêté est complété d'une annexe 5, telle que figurant en annexe III du présent arrêté, intitulée comme suit :

« Annexe 5. — Mode de calcul de la sûreté ».

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets

Art. 38. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets, l'intitulé est complété par ce qui suit :

« et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique ».

Art. 39. Dans le même arrêté, il est ajouté un article 1^{er bis} rédigé comme suit :

« Art. 1^{er bis}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1) Critères d'admission : les critères auxquels les déchets doivent satisfaire pour être admissibles en CET de catégorie ou sous-catégorie concernée;
- 2) Déchets d'amiante : déchets provenant des travaux décrits dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante;
- 3) Déchets de construction contenant de l'amiante : déchets repris sous la rubrique 17.06.05 de l'annexe I^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

- 4) Déchets d'amiante appropriés : déchets qui, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante, sont assimilés aux déchets d'amiante, à savoir :

- les matériaux contenant de l'amiante;
- les matériaux qui ont été en contact ou ont été contaminés par des fibres d'amiante et qui ne peuvent être décontaminés sur place à l'aide d'un aspirateur et/ou à l'eau.

Cependant, cette définition ne concerne pas les déchets contenant de l'amiante mais qui sont également dangereux en vertu d'autres constituants ou propriétés;

- 5) Amiante liée : amiante liée à un support inerte non friable et emballée dans du plastique;
- 6) Emballés dans du plastique : conditionnés dans un emballage présentant des garanties similaires vis-à-vis de l'environnement que celles prévues dans l'article 7 l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.

En outre, ces emballages doivent être fermés hermétiquement et garantir une résistance suffisante aux chocs et aux déchirures;

- 7) Suffisamment confinée : distincte pour assurer que les déchets contenant de l'amiante demeurent physiquement séparés du reste des autres déchets;
- 8) Matériaux appropriés : matériaux granulaires incombustibles ne contenant aucun élément susceptible de perturber les déchets ou l'emballage;
- 9) Mesures appropriées : mesures destinées à assurer que le CET ou la cellule ne puisse faire l'objet d'aucune opération susceptible d'entraîner une libération des fibres (comme par exemple le forage de trous), incluant au moins une signalétique pour identifier sans ambiguïté les emplacements des cellules contenant des déchets d'amiante;
- 10) Déchets à base de plâtre (gypse) : déchets repris sous la rubrique 17.08.02 de l'annexe I^{er} à l'arrêté de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- 11) Déchets stables et non réactifs : déchets dont le comportement à la lixiviation n'évolue pas de manière défavorable à long terme, dans des conditions de mise en CET données ou en cas d'accidents prévisibles, que ce soit :

- par l'évolution du déchet en tant que tel (par exemple, biodégradation);
- sous l'effet des conditions ambiantes à long terme (par exemple, eau, air, température, contraintes mécaniques);
- sous l'effet d'autres déchets (notamment de produits de déchets tels que les lixiviats et les gaz).

- 12) Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation simulés en laboratoire.

Art. 40. Au même arrêté, il est ajouté un article 1^{er}ter rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}ter. Pour l'application du présent arrêté et dans le cadre de l'admission des déchets en CET, la classification des CET comme définie à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique est applicable. »

Art. 41. Au même arrêté, l'article 2, § 7, b), est remplacé par ce qui suit :

« b) sans préjudice des dispositions des §§ 1^{er} à 6, les déchets organiques biodégradables repris à la colonne 6 du tableau figurant à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets. »

Art. 42. Au même arrêté, il est ajouté un article 2bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. Pour les déchets autres que ceux qui sont interdits de mise en CET en vertu de l'article 2, seuls ceux qui satisfont aux critères d'admission qui figurent dans l'annexe 1^{er} ou qui ne nécessitent pas d'essais, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des CET, peuvent être mis en CET de classe 3 ou de classe 5.3.

Pour les déchets autres que ceux qui sont interdits de mise en CET en vertu de l'article 2, seuls ceux qui satisfont aux critères d'admission qui figurent dans une des annexes 2, 3, 3bis ou 4 ou qui ne nécessitent pas d'essais, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des CET, peuvent être mis en CET de classe 2 ou de classe 5.2.

Pour les déchets autres que ceux qui sont interdits de mise en CET en vertu de l'article 2, seuls ceux qui satisfont aux critères d'admission qui figurent dans l'annexe 5 ou qui ne nécessitent pas d'essais, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des CET, peuvent être mis en CET de classe 1 ou de classe 5.1.

Pour les déchets autres que ceux qui sont interdits de mise en CET en vertu de l'article 2, seuls ceux qui satisfont aux critères d'admission qui figurent dans l'annexe 6 ou qui ne nécessitent pas d'essais, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des CET, peuvent être admis dans un CET de classe 4.

Pour les déchets autres que ceux qui sont interdits de mise en CET en vertu de l'article 2, seuls ceux qui satisfont aux critères d'admission précisés dans l'annexe 7 peuvent être mis dans les stockages souterrains. »

Art. 43. Au même arrêté, il est ajouté un article *2ter* rédigé comme suit :

« Le Ministre précise les conditions techniques de réalisation des tests de lixiviation. »

Art. 44. Le même arrêté est complété d'une annexe 1^{re}, telle que figurant en annexe IV du présent arrêté :

« Annexe 1^{re}. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets inertes - classes 3 et 5.3 ».

Art. 45. Le même arrêté est complété d'une annexe 2, telle que figurant en annexe V du présent arrêté :

« Annexe 2. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui ne remplissent pas les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs - classes 2.1.a et 5.2.1.a ».

Art. 46. Le même arrêté est complété d'une annexe 3, telle que figurant en annexe VI du présent arrêté :

« Annexe 3. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui remplissent les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs - classes 2.1.b et 5.2.1.b ».

Art. 47. Le même arrêté est complété d'une annexe 3*bis*, telle que figurant en annexe VII du présent arrêté :

« Annexe 3*bis*. — Conditions particulières relatives à certains déchets ».

Art. 48. Le même arrêté est complété d'une annexe 4, telle que figurant en annexe VIII du présent arrêté :

« Annexe 4. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non dangereux, organiques biodégradables et déchets non biodégradables compatibles - classes 2.2 et 5.2.2 ».

Art. 49. Le même arrêté est complété d'une annexe 5, telle que figurant en annexe IX du présent arrêté :

« Annexe 5. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets dangereux - classes 1 et 5.1 ».

Art. 50. Le même arrêté est complété d'une annexe 6, telle que figurant en annexe X du présent arrêté :

« Annexe 6. — Critères d'admission des déchets en CET de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage - CET de classe 4 ».

Art. 51. Le même arrêté est complété d'une annexe 7, telle que figurant en annexe XI du présent arrêté :

« Annexe 7. — Critères d'admission des déchets dans les stockages souterrains ».

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Art. 52. L'article 79 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 79. La sûreté pour l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique couvre les frais afférents à la remise en état et aux phases de maintenance, de surveillance et de contrôle de l'installation durant la période de post-gestion.

Le montant de la sûreté pour le centre d'enfouissement technique est fixé par l'autorité compétente sur avis du fonctionnaire technique, conformément à l'article 82. »

Art. 53. A l'article 80 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la sûreté pour un centre d'enfouissement technique est constituée sous la forme d'une ou de plusieurs garanties bancaires, elle(s) répond(ent) aux conditions suivantes :

- il s'agit d'une garantie bancaire à première demande au bénéfice du Gouvernement wallon, le garant s'engageant à libérer le montant garanti dans un délai d'un mois à dater de l'envoi par courrier recommandé à la poste de la demande de libération de la garantie par le Gouvernement wallon pour défaut d'exécution des obligations du débiteur dans un délai d'un mois à dater du jugement déclaratif de faillite du débiteur;
- le garant y déclare expressément renoncer au bénéfice de discussion et de division, au bénéfice des articles 2036, 2037 et 2039 du code civil et, en général, au bénéfice de tout avantage et exception juridiquement prévus en faveur du garant à l'encontre tant du débiteur que du Gouvernement wallon;
- l'exécution des obligations de l'exploitant du centre d'enfouissement technique en matière de remise en état et de post-gestion découlant du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et des conditions générales et sectorielles, y sont garanties de façon inconditionnelle. »;

2° le § 3 est complété par la phrase « Cette disposition ne s'applique pas aux sûretés concernant les centres d'enfouissement technique. »

Art. 54. A l'article 83 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, après les mots « l'article 55, § 5 », les mots suivants sont ajoutés : « et en cas de centre d'enfouissement technique, l'article 55, § 6*bis*, alinéa 2 et alinéa 3 »;

2° au § 2, les mots « , introduite par l'exploitant, » sont ajoutés après les mots « La demande de libération » et les mots « ou l'article 55, § 6 *bis*, alinéa 2 et alinéa 3 » sont ajoutés après les mots « l'article 55, § 5 »;

3° au § 4, les mots « , introduite par l'exploitant et » sont ajoutés après les mots « la demande de libération de la sûreté », les mots « conformément à l'article 55, § 6*bis*, alinéa 4 et alinéa 5, du décret » sont ajoutés après les mots « post-gestion du centre d'enfouissement technique » et les mots « par l'exploitant » sont ajoutés après les mots « elle est adressée ».

Art. 55. A l'article 84 du même arrêté, à la première phrase, les mots « ou ses obligations de post-gestion du centre d'enfouissement technique » sont ajoutés après les mots « ses obligations de remise en état des lieux » et les mots « ou la post-gestion du centre d'enfouissement technique » sont ajoutés après les mots « les travaux de remise en état ».

Art. 56. A l'article 115 du même arrêté, le mot « *bis* » est ajouté après les mots « l'article 55, §§ 4 à 6 »

Art. 57. § 1^{er}. A l'annexe VI du même arrêté, intitulée « Formulaire relatif aux centres d'enfouissement technique », le point 4 de la partie I est modifié comme suit :

« Les tarifs proposés pour la mise en CET de chaque type de déchet ainsi que la structure de ces tarifs, ceux-ci devant couvrir au moins les coûts des éléments suivants :

1. Aménagements des installations du site et du CET (bâtiment administratif, entrepôt de stockage, bascule, portique de détection des matières radioactives, station d'épuration, système de gestion des gaz, système de gestion des eaux de ruissellement, capping de fond et de flanc,...);
2. Fonctionnement et maintenance des engins de chantier pendant les années d'exploitation;
3. Fonctionnement du système de gestion des lixiviats pendant les années d'exploitation;
4. Fonctionnement du système de gestion des gaz de CET pendant les années d'exploitation;
5. Coût du personnel pendant les années d'exploitation;
6. Coût des campagnes de contrôles et d'analyses sur les eaux et sur l'air pendant les années d'exploitation;
7. Frais administratifs pendant les années d'exploitation;
8. Amortissement en capital et en intérêts des sommes avancées pendant les années d'exploitation;
9. Coût de la remise en état après exploitation;
10. Coût de la post-gestion après remise en état sur une période de 30 ans;
11. Assurances et frais bancaires notamment ceux liés aux sûretés. »

§ 2. A la partie I de la même annexe, le point 24 rédigé comme suit est ajouté :

« 24. Une description technique et un relevé de la capacité des moyens mis en œuvre, et plus spécifiquement le nombre et le type de camions, le nombre et le type de compacteurs, le nombre et le type de bulldozers, le nombre et le type de pelles hydrauliques, etc. en distinguant le matériel qui doit être présent en permanence sur le site et celui qui peut être mis à disposition dans un délai rapproché. »

§ 3. A la partie I de la même annexe, le point 18 est remplacé par ce qui suit :

« 18. les mesures envisagées en vue de limiter efficacement tout risque pour les eaux de surface et les eaux souterraines susceptibles d'être affectées par le CET, notamment le plan interne d'intervention et de protection des eaux souterraines à mettre en œuvre en cas de dépassement des seuils de déclenchement relatifs aux eaux souterraines; ».

*CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002
arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées*

Art. 58. La rubrique 90.25.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées est remplacée par ce qui suit :

Numéro-Installation ou activité		Classe	EIE	Organisme à consulter	Facteurs de division		
90.25.02	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique de déchets non dangereux, industriels et ménagers, ces derniers tels que définis par l'article 2, 2°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets				ZH	ZHR	ZI
90.25.02.01	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui ne remplissent pas les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs (classe CET 2.1.a)	1	X	OWD, DE			
90.25.02.02	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui remplissent les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs (classe CET 2.1.b)	1	X	OWD, DE			
90.25.02.03	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non dangereux, organiques biodégradables et déchets non biodégradables compatibles - sans préjudice des dispositions de l'article 19, § 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets - (classe CET 2.2)	1	X	OWD, DE			

Art. 59. La rubrique 90.25.05.02 de l'annexe I du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

Numéro-Installation ou activité		Classe	EIE	Organisme à consulter	Facteurs de division		
90.25.05.02	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets industriels non dangereux (classe CET 5.2)				ZH	ZHR	ZI
90.25.05.02.01	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui ne remplissent pas les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs (classe CET 5.2.1.a)	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.02	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux qui remplissent les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs (classe CET 5.2.1.b)	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.03	Centre d'enfouissement technique et cellules de centre d'enfouissement technique pour déchets non dangereux, organiques biodégradables et déchets non biodégradables compatibles - sans préjudice des dispositions de l'article 19, § 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets - (classe CET 5.2.2)	1	X	OWD, DE			

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 60. § 1^{er} Les dispositions des chapitres I et II s'appliquent aux centres d'enfouissement technique existants à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dès l'entrée en vigueur du présent arrêté sauf en ce qui concerne :

- 1° les sûretés constituées qui devront être ajustées dans un délai de cinq années à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'ajustement annuel, imposé à l'article 82, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2001 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement tel que concrétisé par l'article 69, § 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique s'applique toutefois dès la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 2° le contrôle des eaux pour lequel la mise en conformité doit être réalisé dans les six mois qui suivent cette date;
- 3° le plan d'exploitation visé à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, est transmis au fonctionnaire technique dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Pour les centres d'enfouissement technique de classe 5 autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les conditions particulières relatives au contrôle des eaux restent valables pour le terme fixé.

Art. 61. § 1^{er}. Les demandes de permis d'environnement relatif à un centre d'enfouissement technique classé dans la rubrique 90.25.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et les centres d'enfouissement technique classés dans la rubrique 90.25.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont assimilés à des demandes ou à des centres d'enfouissement technique visés par la ou les sous-rubrique(s) 90.25.02.01 à 90.25.02.03 et ce, sur la base des données reprises dans la demande de permis d'environnement.

§ 2. Les demandes de permis d'environnement relatif à un centre d'enfouissement technique classé dans la rubrique 90.25.05.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et les centres d'enfouissement technique classés dans la rubrique 90.25.05.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont assimilés à des demandes ou à des centres d'enfouissement technique visés par la ou les sous-rubrique(s) 90.25.05.02.01 à 90.25.05.02.03 et ce, sur la base des données reprises dans la demande de permis d'environnement.

Art. 62. Sans préjudice des articles 59 et 60, les demandes de permis d'environnement pour un centre d'enfouissement technique introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées selon les règles en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

Art. 63. L'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est abrogé pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

Art. 64. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE I^{er}

« Annexe 3. — Procédure de classification et d'admission des déchets »

La présente annexe définit la procédure uniforme de classification et d'admission des déchets.

Le point 1 de la présente annexe définit la procédure visant à déterminer l'admissibilité des déchets dans les centres d'enfouissement technique. Cette procédure comprend la caractérisation de base, la vérification de la conformité et la vérification sur place, telles que définies ci-après.

Le point 2 de la présente annexe énumère les méthodes à utiliser pour l'échantillonnage et l'analyse des déchets.

Le point 3 de la présente annexe définit l'évaluation de la sécurité qui doit être menée pour le stockage souterrain.

1. PROCEDURE D'ADMISSION DES DECHETS DANS LES CENTRES D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE

1.1. Caractérisation de base

La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission; elle consiste à caractériser globalement les déchets en rassemblant toutes les informations nécessaires à une élimination sûre des déchets à long terme. La caractérisation de base est requise pour chaque type de déchets.

1.1.1. Les fonctions de la caractérisation de base sont les suivantes :

- a) informations de base concernant le déchet (type et origine, composition, consistance, lixiviation et - si nécessaires et disponibles - autres propriétés caractéristiques);
- b) informations de base permettant de comprendre le comportement du déchet en CET et les possibilités de prétraitement tel que défini à l'article 2, 13° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- c) évaluation du déchet par rapport aux valeurs limites fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique;
- d) détermination de variables clés (paramètres critiques) pour la vérification de la conformité ainsi que des possibilités de simplification des essais correspondants (en vue d'une réduction sensible du nombre de paramètres à mesurer, mais uniquement après la fourniture des informations appropriées). La caractérisation peut permettre d'établir des corrélations entre la caractérisation de base et les résultats des méthodes d'essai simplifiées et de déterminer la fréquence des essais de vérification de la conformité.

Si la caractérisation de base d'un déchet montre qu'il remplit les critères d'admission correspondant à une classe de CET, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique, ce déchet est jugé admissible dans cette classe de CET. Dans le cas contraire, le déchet ne peut être admis dans cette classe de CET.

L'exploitant s'assure que les informations fournies au titre de leur caractérisation par le producteur des déchets concernés ou, à défaut, la personne responsable de leur gestion sont exactes.

L'exploitant consigne dans le registre imposé par l'article 25 du présent arrêté les informations établissant que les exigences fondamentales en vue de la caractérisation de base d'un déchet sont remplies.

1.1.2. Les exigences fondamentales en vue de la caractérisation de base d'un déchet sont les suivantes :

- a) source et origine du déchet;
- b) informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits);
- c) description du prétraitement appliqué au déchet, tel que défini à l'article 2, 13° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ou présentation des motifs expliquant pourquoi ce prétraitement n'est pas jugé nécessaire;
- d) données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant;
- e) apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique);
- f) code des déchets selon la nomenclature reprise dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- g) pour les déchets dangereux, en cas d'entrées miroirs : propriétés qui rendent ce déchet dangereux, conformément à l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- h) informations prouvant que le déchet n'est pas couvert par les exclusions visées à l'article 19, § 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- i) classe de CET dans laquelle le déchet peut être admis;
- j) au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau du CET;
- k) vérification visant à déterminer si le déchet peut être recyclé ou valorisé.

1.1.3. Essais

Sauf dans les cas visés au point 1.1.4, tout déchet doit faire l'objet d'essais visant à obtenir les informations susmentionnées. Outre son comportement à la lixiviation, la composition du déchet doit être connue ou précisée par des essais. Les essais utilisés pour la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais relatifs à la vérification de la conformité.

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais en laboratoire requis et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Une distinction peut être établie entre :

- a) les déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé;
- b) les déchets dont la production n'est pas régulière.

Les caractérisations mentionnées aux points a) et b) fournissent des informations qui peuvent être directement comparées aux critères d'admission dans la classe de CET correspondante; des informations descriptives peuvent également être fournies (en ce qui concerne par exemple les conséquences de leur stockage avec des déchets ménagers).

a) Déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé

Il s'agit de déchets spécifiques et constants régulièrement produits dans le cadre du même procédé, dans lequel :

- l'installation et le procédé à l'origine des déchets sont bien connus et les matériaux entrant dans le procédé ainsi que le procédé lui-même sont bien définis;
- l'exploitant de l'installation fournit toutes les informations nécessaires et informe l'exploitant du CET des modifications apportées au procédé (en particulier en ce qui concerne les matériaux qui y entrent).

Le procédé est mis en œuvre souvent dans une seule installation. Mais les déchets peuvent aussi provenir d'installations différentes, s'ils peuvent être identifiés comme un flux unique présentant des caractéristiques communes, à l'intérieur de limites connues (par exemple, les mâchefers résultant de l'incinération des déchets ménagers).

Pour ce type de déchets, la caractérisation de base comprend les exigences fondamentales énumérées au point 1.1.2, et plus particulièrement les points suivants :

- plage de composition de chaque type de déchets;
- plage et variabilité des propriétés caractéristiques;
- le cas échéant, les propriétés de lixiviation des déchets, déterminée par un essai de lixiviation en batchée et/ou un essai de percolation et/ou un essai de dépendance au pH;
- les variables clés devant faire l'objet d'essais réguliers.

Si des déchets issus du même procédé sont produits dans différentes installations, des informations doivent être fournies en ce qui concerne le champ de l'évaluation. Par conséquent, un nombre suffisant de mesures, permettant d'atteindre un résultat statistiquement représentatif, doit être effectué pour montrer la plage et la variabilité des propriétés caractéristiques du déchet. On peut alors considérer que le déchet en question est caractérisé et il ne sera plus ensuite soumis qu'à une vérification de conformité, à moins que des modifications significatives n'interviennent dans les processus de production des déchets.

Pour les déchets issus du même procédé et produits dans une même installation, les résultats des mesures ne peuvent montrer que des variations mineures des propriétés des déchets par rapport aux valeurs limites correspondantes. On peut alors considérer que le déchet en question est caractérisé et il ne sera plus ensuite soumis qu'à une vérification de la conformité, à moins que des modifications significatives n'interviennent dans le processus de production des déchets.

Les propriétés des déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange des déchets, des déchets issus de centres de transfert ou des flux de déchets collectés en mélange peuvent varier considérablement. Ce facteur doit être pris en compte lors de la caractérisation de base. Ce type de déchets peut relever du point *b*).

b) Déchets dont la production n'est pas régulière

Il s'agit de déchets qui ne sont pas régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé à l'intérieur d'une même installation et qui ne font pas partie d'un flux de déchets bien caractérisé. Chaque lot issu de ce type de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation. Cette caractérisation de base comprend les exigences fondamentales d'une caractérisation de base. Comme chaque lot produit doit être caractérisé, aucune vérification de la conformité n'est requise.

1.1.4. Cas dans lesquels les essais ne sont pas requis

Les essais correspondant à la caractérisation de base ne doivent pas être effectués dans les cas suivants :

- a) le déchet concerné figure sur la liste de déchets ci-dessous pour lesquels des essais ne sont pas requis;
- b) toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont connues, dûment justifiées et approuvées par l'autorité compétente;
- c) le déchet fait partie d'un type de déchets pour lesquels il est difficile dans la pratique de réaliser des essais ou pour lequel on ne dispose pas de procédures d'essai ni de critères d'admission appropriés. Ce cas doit être justifié et étayé par des documents, qui précisent notamment les motifs pour lesquels les déchets sont jugés admissibles dans cette classe de CET.

Liste des déchets admissibles sans essai dans des CET pour déchets inertes

Les déchets figurant sur la liste succincte suivante sont censés remplir les critères énoncés dans la définition des déchets inertes, à l'article 2, 6° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, ainsi qu'aux valeurs limites applicables aux déchets admissibles dans les CET pour déchets inertes. Ces déchets peuvent être admis sans essai dans un CET pour déchets inertes.

Il doit s'agir d'un même flux (une seule source) d'un même type de déchets. Différents déchets figurant sur cette liste peuvent être admis ensemble, à condition qu'ils proviennent de la même source.

En cas de présomption de contamination (résultant de l'inspection visuelle ou de la connaissance de l'origine des déchets), il convient de réaliser des essais ou de refuser les déchets concernés. Si un déchet appartenant à une catégorie figurant sur la liste est contaminé ou contient d'autres matières ou substances telles que des métaux, de l'amiante, des matières plastiques, des substances chimiques, etc., dans une proportion qui augmente le risque lié à ce déchet au point de justifier son élimination dans une autre catégorie de décharge, il ne peut être admis dans un CET pour déchets inertes.

En cas de doute concernant la conformité du déchet avec la définition des déchets inertes donnée à l'article 2, 6° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et avec les valeurs limites applicables aux déchets admissibles dans les CET pour déchets inertes ou concernant une éventuelle contamination du déchet, des essais doivent être réalisés. A cet effet, les méthodes visées au point 2 de la présente annexe seront utilisées.

Codes selon l'A.G.W. du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets	Description	Restrictions
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	
17 01 01	Béton	Uniquement déchets triés (*)
17 01 02	Briques	Uniquement déchets triés (*)
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement déchets triés (*)
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06	Uniquement déchets triés (*)
17 02 02	Verre	

Codes selon l'A.G.W. du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets	Description	Restrictions
17 05 04	Terre et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe, ainsi que de la terre et des cailloux provenant de sites contaminés
19 12 05	Verre	
20 01 02	Verre	Uniquement verre collecté séparément
20 02 02	Terre et cailloux	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
<p>(*) Déchets de construction et de démolition triés contenant moins de 0,5 % en poids d'autres types de matériaux (tels que des métaux, des matières plastiques, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc.). L'origine de ces déchets doit être connue.</p> <p>— Aucun déchet provenant de bâtiments contaminés par des substances dangereuses inorganiques ou organiques, par exemple du fait de procédés de fabrication utilisés dans les bâtiments, de la pollution du sol, du stockage et de l'utilisation de pesticides ou d'autres substances dangereuses, etc., à moins qu'il apparaisse clairement que le bâtiment démolit n'était pas pollué de manière significative.</p> <p>— Aucun déchet provenant de bâtiments traités, couverts ou peints avec des matériaux contenant des substances dangereuses en quantité significative.</p>		

Les déchets ne figurant pas sur cette liste doivent faire l'objet d'essais, conformément au point 1, en vue de déterminer s'ils remplissent les critères d'admission dans les décharges pour déchets inertes.

Déchets admissibles sans essai dans des CET pour déchets non dangereux

Les déchets qui sont classés comme non dangereux à la rubrique 20 du catalogue des déchets visé dans le tableau figurant en annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines peuvent être admis sans essai dans les CET pour déchets non dangereux.

Les déchets ne peuvent être admis s'ils n'ont pas été soumis au préalable à un traitement conforme à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique, ou s'ils sont contaminés dans une proportion susceptible d'accroître le risque lié aux déchets au point de justifier leur élimination dans d'autres CET.

Ils ne peuvent pas être admis dans les mêmes cellules que celles dans lesquelles les déchets dangereux stables et non réactifs sont acceptés, conformément à l'article 5 du présent arrêté.

1.2. Vérification de la conformité

Quand un déchet a été jugé admissible dans une classe de CET à l'issue de la caractérisation de base, conformément au point 1, ce déchet est ensuite soumis à une vérification de sa conformité visant à déterminer s'il est conforme aux résultats de la caractérisation de base et aux critères appropriés d'admission tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

La vérification de la conformité vise à réaliser des contrôles périodiques des flux de déchets réguliers.

Les paramètres appropriés qui doivent faire l'objet d'essais sont déterminés dans la caractérisation de base. Ces paramètres doivent correspondre aux informations comprises dans la caractérisation de base; seul un contrôle portant sur les variables clés (paramètres critiques), défini dans la caractérisation de base, est nécessaire.

Le contrôle doit montrer que le déchet satisfait, pour les paramètres critiques, aux valeurs limites fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Les essais utilisés pour la vérification de la conformité sont choisis parmi ceux utilisés pour la caractérisation de base. Ces essais comprennent au moins un essai de lixiviation en bâchée. A cet effet, les méthodes visées au point 2 seront utilisées.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la caractérisation de base, visés au point 1.1.4 a) et c), sont également exemptés des essais de vérification de la conformité. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une vérification de leur conformité avec les informations sur la caractérisation de base autres que les essais.

La vérification de la conformité est effectuée au moins une fois par an et l'exploitant doit, dans tous les cas, veiller à ce que sa portée et sa fréquence soient conformes à celles déterminées par la caractérisation de base.

Les résultats des essais sont inscrits dans le registre imposé par l'article 25 du présent arrêté.

1.3. Vérification sur place

Chaque chargement de déchets admis dans un CET fait l'objet d'une inspection visuelle avant et après le déchargement. Les documents requis doivent être vérifiés.

Pour les déchets éliminés dans un CET de classe 5, les conditions particulières du permis d'environnement peuvent prévoir que cette vérification s'effectue au point de départ des déchets.

Les déchets peuvent être admis dans un CET s'ils sont les mêmes que ceux ayant déjà fait l'objet d'une caractérisation de base et d'une vérification de conformité et dont la description figure dans les documents d'accompagnement. Dans le cas contraire, les déchets ne doivent pas être admis.

Lors de la livraison, des échantillons sont prélevés régulièrement, de manière à ce qu'il y ait toujours un échantillon représentatif sur le site. Les échantillons prélevés sont conservés de façon optimale après l'admission des déchets pendant au moins un mois.

Le Ministre précise les exigences techniques relatives aux essais de vérification sur place et, lorsque c'est pertinent, des méthodes d'essai rapides.

2. METHODES D'ECHANTILLONNAGE ET D'ESSAI

Les échantillonnages et les essais pour la caractérisation de base et la vérification de la conformité sont effectués par un laboratoire agréé en vertu de l'article 14, 2° d) du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets. Toutefois, les exploitants des CET disposant de l'enregistrement EMAS conformément à l'article 32 du présent arrêté peuvent effectuer les échantillonnages eux-mêmes ou les faire effectuer par un sous-traitant compétent placé sous leur autorité directe.

Aussi longtemps qu'une norme du CEN n'a pas été établie en tant que norme européenne (NE) officielle, des normes ou des procédures régionales ou le projet de norme du CEN, quand il aura atteint le stade prEN, sont appliqués.

Les méthodes suivantes seront utilisées.

Echantillonnage

Pour l'échantillonnage des déchets réalisé pour la caractérisation de base, la vérification de la conformité et la vérification sur place, un plan d'échantillonnage sera élaboré conformément à la première partie de la norme sur l'échantillonnage actuellement développée par le CEN.

Propriétés générales des déchets

EN 13137 : Dosage du COT dans les déchets, boues et sédiments

prEN 14346 : Calcul de la teneur en matière sèche à partir de la détermination du résidu sec ou de la teneur en eau

Essais de lixiviation

PrEN 14405 Essai de comportement à la lixiviation - Essai de percolation à écoulement ascendant (on utilise ce dernier pour les constituants inorganiques)

EN 12457/1-4 : Lixiviation - Essai de conformité pour la lixiviation des déchets fragmentés et des boues

Partie 2 : L/S = 10 l/kg et granulométrie < 4 mm

Partie 4 : L/S = 10 l/kg et granulométrie < 10 mm

Les modalités de mise en œuvre de cette norme peuvent être précisées par le Ministre

Digestion des déchets non traités

EN 13657 : Digestion en vue de la détermination ultérieure de la part des éléments solubles dans l'eau régale contenus dans les déchets (cette digestion partielle des déchets solides est réalisée avant l'analyse élémentaire, ce qui laisse la matrice de silicate intacte)

EN 13656 : Digestion assistée par micro-ondes avec un mélange d'acides fluorhydrique (HF), nitrique (HNO₃) et chlorhydrique (HCl) pour la détermination ultérieure d'éléments contenus dans les déchets (digestion totale des déchets solides réalisée avant l'analyse élémentaire)

Analyse

EN 12506 : Analyse des éluats - Détermination du pH et dosage de As, Ba, Cd, Co, Cr VI, Cu, Mo, Ni, NO₂, Pb, S total, SO₄, V et Zn (analyse des constituants inorganiques des déchets solides et/ou de leurs éluats et éléments majeurs, mineurs et en trace)

EN 13370 : Analyse chimique des éluats - Détermination de : ammonium, AOX, conductivité, Hg, « indice phénol », COT, CN aisément libérables, F [analyse des constituants inorganiques des déchets solides et/ou de leurs éluats (anions)]

prEN 14039 : Détermination de la teneur en hydrocarbures par chromatographie en phase gazeuse dans la plage C10-C40

Les méthodes appliquées aux essais et aux analyses pour lesquels les méthodes du CEN ne sont pas (encore) disponibles doivent être approuvées par l'Office.

3. EVALUATION DE LA SECURITE POUR L'ADMISSION DES DECHETS EN STOCKAGE SOUTERRAIN

3.1. Principes de sécurité pour le stockage souterrain - tous types de stockage

L'évaluation spécifique de la sécurité du site doit prendre en compte les éléments ci-dessous en vue de l'admission de déchets en stockage souterrain. La réalisation de cette évaluation spécifique incombe à l'exploitant.

3.1.1. Importance de la barrière géologique

L'isolement des déchets par rapport à la biosphère est l'objectif ultime de l'élimination finale des déchets en stockage souterrain. Les déchets, la barrière géologique et les cavités, y compris toute structure artificielle, constituent un système qui, ajouté à tous les autres aspects techniques, doit satisfaire aux exigences correspondantes.

Il convient de démontrer la sécurité à long terme de l'installation (point 3.1.2.7) pour satisfaire à l'interdiction générale du rejet direct de polluants dans les eaux souterraines et pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines

3.1.2. Evaluation des risques spécifiques à un site

L'évaluation des risques suppose d'identifier :

- le danger (en l'espèce, les déchets déposés);
- les cibles (en l'espèce, la biosphère et éventuellement les eaux souterraines);
- les voies par lesquelles les substances provenant des déchets peuvent atteindre la biosphère;
- l'évaluation de l'impact des substances susceptibles d'atteindre la biosphère.

Les critères d'admission en stockage souterrain doivent notamment être liés à l'analyse de la roche hôte, c'est pourquoi il est confirmé que les conditions fixées aux articles 8, 9, 16, 18, 20 et 21 du présent arrêté ne sont pas d'application.

Les critères d'admission en stockage souterrain ne peuvent être définis qu'à partir des conditions locales. Il faut donc démontrer que l'horizon géologique est de nature à permettre un stockage, c'est-à-dire évaluer les risques liés au confinement, en tenant compte du système global comprenant les déchets, les structures et les cavités artificielles et la formation géologique encaissante.

L'évaluation spécifique des risques liés au site de l'installation doit être effectuée à la fois pour les phases d'exploitation et de post exploitation. Sur la base de ces évaluations, les mesures de contrôle et de sécurité qui s'imposent ainsi que les critères d'admission sont définis.

Une analyse intégrée de l'évaluation de la performance est préparée; cette analyse comprend notamment :

- 1) une évaluation géologique;
- 2) une évaluation géomécanique;
- 3) une évaluation hydrogéologique;
- 4) une évaluation géochimique;
- 5) une évaluation des incidences sur la biosphère;
- 6) une évaluation de la phase d'exploitation;

- 7) une évaluation à long terme;
- 8) une évaluation de l'incidence de toutes les installations situées à la surface du site.

3.1.2.1. Evaluation géologique

Des recherches ou une connaissance approfondies des données géologiques du site sont nécessaires. Ce travail comprend des études et des analyses portant sur les types de roches, les sols et la topographie. L'évaluation géologique devrait démontrer l'adéquation du site à un stockage souterrain. L'emplacement, la fréquence et la structure de toute faille ou fracture observée dans les couches géologiques environnantes et l'incidence éventuelle d'une activité sismique sur ces structures doivent notamment être étudiés. Les autres emplacements envisageables pour le site doivent aussi être pris en compte.

3.1.2.2. Evaluation géomécanique

La stabilité des cavités doit être démontrée par des études et des évaluations appropriées. Les déchets stockés sont pris en compte dans cette évaluation. Il convient systématiquement d'analyser les processus et d'étayer cette analyse par une documentation.

La démonstration devrait porter sur les points suivants :

- 1) pendant et après la formation des cavités, aucune déformation importante susceptible d'altérer la mise en œuvre du stockage souterrain ou d'ouvrir une voie vers la biosphère ne devrait se produire dans la cavité elle-même ou à la surface de la terre;
- 2) la résistance à la déformation de la cavité est suffisante pour empêcher son effondrement pendant l'exploitation;
- 3) les matériaux entreposés doivent avoir la stabilité nécessaire compatible avec les propriétés géomécaniques de la roche hôte.

3.1.2.3. Evaluation hydrogéologique

Une étude approfondie des propriétés hydrogéologiques est nécessaire pour évaluer la configuration de l'écoulement des eaux souterraines dans les strates environnantes, sur la base d'informations relatives à la conductivité hydraulique de la formation géologique encaissante, de ses fractures et des gradients hydrauliques.

3.1.2.4. Evaluation géochimique

Une étude approfondie de la roche et de la composition des eaux souterraines est nécessaire pour évaluer la composition actuelle des eaux souterraines et leur évolution possible dans le temps, la nature et la quantité des minéraux comblant les fractures, ainsi qu'une description minéralogique quantitative de la roche hôte. Il convient d'évaluer l'incidence de la variabilité sur le système géochimique.

3.1.2.5. Evaluation des incidences sur la biosphère

Il convient de réaliser une étude concernant les incidences éventuelles du stockage souterrain sur la biosphère. Des études de référence doivent être menées pour définir le niveau des substances concernées dans le milieu naturel local.

3.1.2.6. Evaluation de la phase d'exploitation

Pour la phase d'exploitation, l'analyse doit démontrer les points suivants :

- 1) la stabilité des cavités, déjà visée au point 3.1.2.2.;
- 2) l'absence de risque inacceptable d'ouverture d'une voie de transfert entre les déchets et la biosphère;
- 3) l'absence de risque inacceptable susceptible d'affecter le fonctionnement de l'installation.

Lors de la démonstration de la sécurité pendant la phase d'exploitation, une analyse systématique du fonctionnement de l'installation doit être menée sur la base de données spécifiques relative à l'inventaire des déchets, à la gestion de l'installation et au programme d'activités. Il convient de démontrer que les déchets ne provoqueront dans la roche aucune réaction chimique ou physique susceptible d'altérer sa résistance et son étanchéité et de représenter un danger pour le stockage lui-même. Pour ces raisons, outre les déchets interdits par l'article 19, § 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les déchets spontanément inflammables dans les conditions de stockage prévues (température, humidité), les produits gazeux, les déchets volatils, les déchets collectés sous forme de mélanges indéfinissables ne doivent pas être acceptés.

Les incidents particuliers susceptibles de créer une voie de transfert entre les déchets et la biosphère pendant la phase d'exploitation doivent être identifiés. Il convient de résumer et de classer les différents types de risques opérationnels envisageables dans des catégories spécifiques. Leurs incidences éventuelles doivent faire l'objet d'une évaluation. Il convient de démontrer l'absence de risque inacceptable lié à la rupture du confinement. Des mesures d'urgence doivent être prévues.

3.1.2.7. Evaluation à long terme

En vue d'atteindre les objectifs de la mise en CET durable, l'évaluation des risques doit porter sur le long terme. Il convient de s'assurer qu'aucune voie de transfert ne sera créée vers la biosphère à long terme après l'exploitation du site de stockage souterrain.

Les protections du dépôt souterrain (par exemple la qualité des déchets, les structures artificielles, les ouvrages de consolidation et d'obturation des puits et des forages), la performance de la roche hôte, les strates environnantes et les roches de recouvrement doivent faire l'objet d'une évaluation quantitative sur le long terme et d'une évaluation fondée sur des données spécifiques au site ou sur des hypothèses suffisamment larges. Les conditions géochimiques et hydrogéologiques telles que l'écoulement des eaux souterraines (points 3.1.2.3 et 3.1.2.4), l'efficacité des barrières, l'atténuation naturelle ainsi que la lixiviation des déchets stockés doivent être prises en considération.

Il convient de démontrer la sécurité à long terme du site de stockage souterrain par une évaluation de la sécurité, qui comprend une description de l'état initial du site à un moment déterminé (par exemple, à sa fermeture) puis un scénario décrivant les évolutions majeures prévues dans le temps géologique. Enfin, il faut évaluer les conséquences de la libération des substances concernées hors du stockage souterrain, dans le cadre de différents scénarios reflétant l'évolution à long terme envisageable pour la biosphère, la géosphère et le site de stockage souterrain.

Le revêtement des conteneurs et des cavités ne doit pas être pris en compte lors de l'évaluation des risques à long terme liés au dépôt de déchets, en raison de leur durée de vie limitée.

3.1.2.8. Evaluation de l'incidence des installations de réception en surface

Même si les déchets amenés au site sont destinés à être mis en stockage souterrain, ils sont déchargés, contrôlés et éventuellement stockés en surface avant d'atteindre leur destination finale. Les installations de réception doivent être conçues et exploitées de manière à prévenir toute atteinte à la santé des personnes et à l'environnement local. Elles doivent remplir les mêmes conditions que toute autre installation de réception de déchets.

3.1.2.9. Evaluation des autres risques

En vue d'assurer la protection des travailleurs, les déchets ne doivent être déposés en stockage souterrain que si ce site est séparé de manière sûre des activités minières.

Les déchets ne doivent pas être acceptés s'ils contiennent ou risquent de produire des substances dangereuses susceptibles de porter atteinte à la santé des personnes, par exemple des germes pathogènes de maladies transmissibles.

3.2. Remarques complémentaires - Mines de sel

3.2.1. Importance de la barrière géologique

Les principes de sécurité relatifs aux mines de sel accordent un double rôle à la roche qui entoure les déchets :

- elle joue le rôle de roche hôte dans laquelle les déchets sont encapsulés,
- à l'instar des strates de roche imperméables sus-jacentes et sous-jacentes (anhydrite, par exemple), elle joue le rôle de barrière géologique destinée à empêcher les eaux souterraines de pénétrer dans le CET et, le cas échéant, à contenir efficacement les liquides ou les gaz susceptibles de s'échapper du site du CET. Lorsque cette barrière géologique est percée de puits et de forages, ces derniers doivent être scellés pendant le fonctionnement des installations pour prévenir la pénétration d'eau et ils doivent être hermétiquement fermés lorsque le CET souterrain n'est plus exploité. Si l'extraction minérale se poursuit après la fermeture du CET, la zone du CET doit alors être scellée par un barrage hydrauliquement imperméable, construit en tenant compte de la pression hydraulique effective calculée en fonction de la profondeur, afin que l'eau susceptible de s'infiltrer dans la mine encore exploitée ne puisse pas pénétrer dans la zone du CET;
- dans les mines de sel, on estime que le sel permet un confinement total. Les déchets ne peuvent alors entrer au contact de la biosphère que si un accident ou un événement géologique, tel qu'un mouvement de l'écorce terrestre ou un phénomène d'érosion (lié par exemple à la hausse du niveau de la mer), se produit. Les déchets sont peu susceptibles d'évoluer en cours de stockage, et il convient d'envisager les conséquences de ce type de scénarios.

3.2.2. Evaluation à long terme

La sécurité à long terme d'un stockage souterrain établi dans une roche saline doit être principalement démontrée par la désignation de cette roche comme roche barrière. La roche saline répond à l'exigence d'imperméabilité aux gaz et aux liquides, d'encapsulation des déchets en raison de son comportement convergent et de confinement total des déchets à la fin du processus de transformation.

Le comportement convergent de la roche n'est donc pas incompatible avec l'exigence de stabilité des cavités pendant la phase opérationnelle. La stabilité est importante pour garantir la sécurité de fonctionnement des installations et pour maintenir l'intégrité de la barrière géologique sans limite temporelle, afin d'assurer une protection constante de la biosphère. Les déchets doivent être isolés en permanence de la biosphère. L'affaissement contrôlé des roches de recouvrement ou les autres défauts envisageables à long terme ne sont acceptables que s'il peut être démontré que ces transformations n'entraîneront pas de failles, que l'intégrité de la barrière sera maintenue et qu'aucune voie susceptible d'entraîner un contact entre l'eau et les déchets ou une migration des déchets ou de leurs composants vers la biosphère ne se formera.

3.3. Remarques complémentaires - Roches dures

Par "stockage profond dans des roches dures", on entend un stockage souterrain à plusieurs centaines de mètres de profondeur, les "roches dures" recouvrant différentes roches ignées (par exemple le granit ou le gneiss), ainsi que des roches sédimentaires telles que le calcaire et le grès.

3.3.1. Principes de sécurité

Un stockage profond en roche dure est envisageable pour éviter d'imposer aux générations futures la responsabilité des déchets en question, puisque les structures de ce type doivent être passives et ne nécessitent pas de maintenance. En outre, ces structures ne doivent pas faire obstacle à la valorisation des déchets ou à la mise en œuvre ultérieure de mesures correctives. Elles doivent également être conçues de manière à assurer que les atteintes ou la responsabilité environnementales liées aux activités des générations actuelles ne retomberont pas sur les générations futures.

Les principes de sécurité du stockage souterrain des déchets accordent une place essentielle au concept de l'isolement des déchets par rapport à la biosphère, ainsi qu'à l'atténuation naturelle de tout polluant émis par les déchets. Pour certains types de substances et de déchets dangereux, il est apparu nécessaire de protéger la société et l'environnement contre un risque d'exposition importante sur de longues périodes. Une longue période recouvre plusieurs milliers d'années. Ces niveaux de protection peuvent être atteints par un stockage profond en roche dure. Le stockage profond de déchets dans des roches dures peut se faire dans des mines désaffectées, dans lesquelles les activités minières ont cessé, ou dans de nouvelles installations de stockage.

En cas de stockage en roche dure, un confinement total n'est pas envisageable. Le stockage souterrain doit donc être conçu de manière à ce que l'atténuation naturelle des strates environnantes limite l'effet des polluants de sorte qu'ils n'exercent aucun effet négatif irréversible sur l'environnement. En d'autres termes, la capacité de l'environnement proche d'atténuer et de dégrader les polluants déterminera l'acceptabilité d'une fuite provenant d'une installation de ce type.

Il convient de démontrer la sécurité à long terme de l'installation (point 3.1.2.7) pour satisfaire à l'interdiction générale du rejet direct de polluants dans les eaux souterraines et pour prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraines. Les caractéristiques d'un système de stockage profond doivent être évaluées de manière globale, en tenant compte du fonctionnement cohérent des différentes composantes du système. Le stockage profond en roche dure se situe sous la surface de la nappe phréatique. Le stockage profond en roche dure assure qu'aucun rejet de substance dangereuse provenant du stockage n'atteigne la biosphère, pas plus que la partie supérieure de la nappe phréatique ouverte sur la biosphère, en quantité ou dans des concentrations susceptibles d'avoir des conséquences dommageables. Par conséquent, les voies d'écoulement d'eau vers la biosphère et à l'intérieur de la biosphère doivent faire l'objet d'une évaluation. Il convient d'évaluer les incidences de la variabilité des conditions sur le système hydrogéologique.

Du gaz peut se former dans un stockage profond en roche dure en raison de la détérioration à long terme des déchets, des emballages et des structures artificielles. Ce facteur doit donc être pris en compte lors de la conception d'installations de stockage profond en roche dure.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

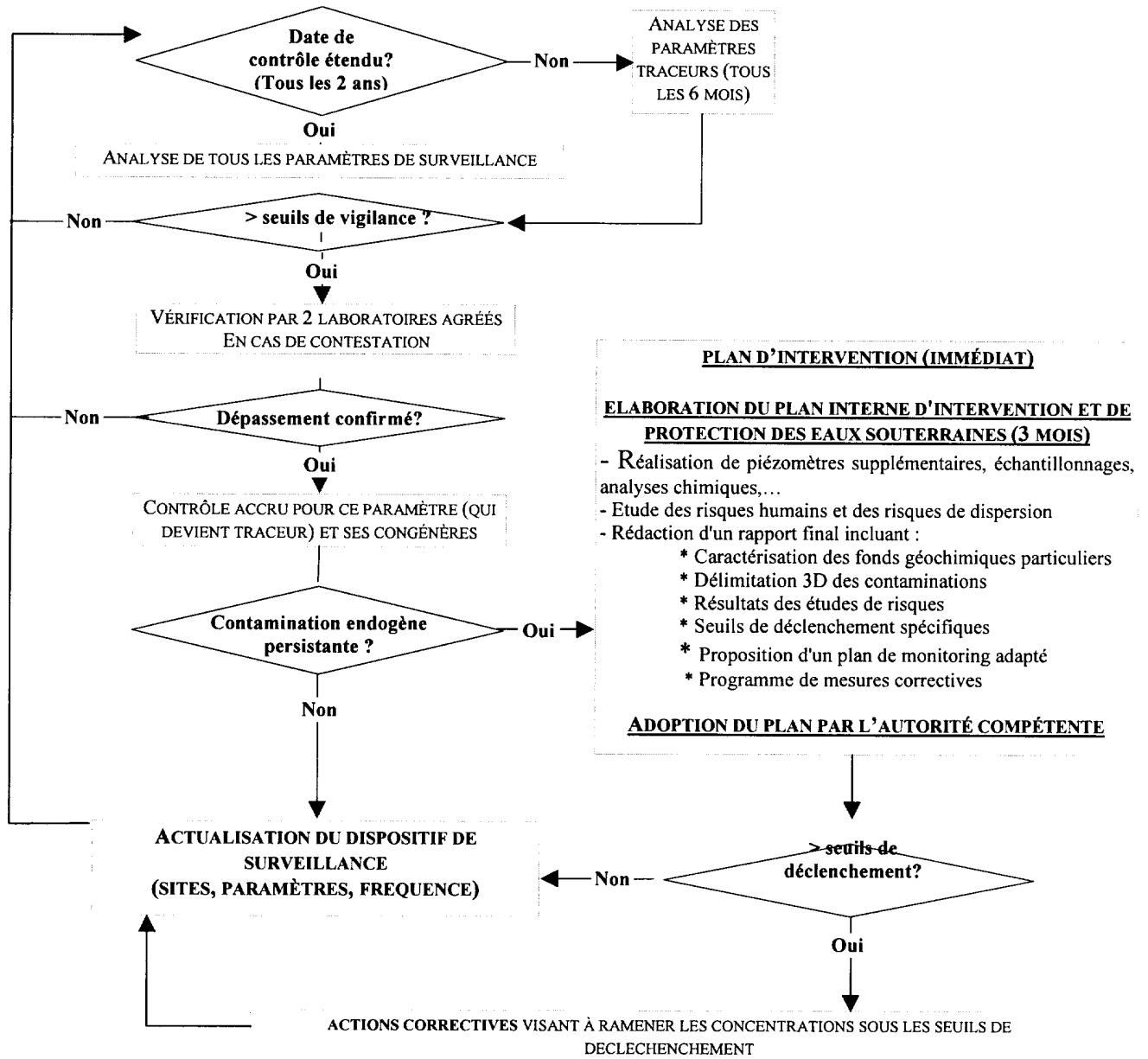
Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE II

« Annexe 4 – Procédure de surveillance et de contrôle des eaux souterraines »

Annexe 4A : Procédure de surveillance des eaux souterraines



Annexe 4.B. — Paramètres à contrôler et seuils de déclenchement

Paramètres				Statistiques des aquifères		Classe 1 (et 5.1) Classe 2 (et 5.2)		Classe 3 (et 5.3)		Classe 4		Seuils (1)		
Code	Libellé	Unités	LOQ (2)	Médiane	P95	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Vigilance	Déclenchement	
Paramètres de terrain														
2005	Température	°C				X	X	X	X	X	X		-	
2101	pH					X	X	X	X	X	X		-	
2102	Conductivité	µS/cm		646	1009	X	X	X	X	X	X	2100	-	
2008	Eh	mV				X	X	X	X	X	X		-	
2106	ou O ₂ dissous	mg/l											-	
2002	Turbidité	NTU				X	X	X	X	X	X		-	
2006	ou MES	mg/l											-	
Minéralisation et salinité														
2201	Chlorures	mg/l	1	Valeurs moyennes disponibles par aquifère Consulter l'Etat des nappes de Wallonie (3)	72	X	X	X	X	X	X	150	X	
2202	Sulfates (4)	mg/l	5		159	X	X	X	X	X	X	X	250	X
3001	Nitrates	mg/l NO ₃	2		50		X			X				-
2204	Calcium	mg/l	5		187					X				-
2205	Magnésium	mg/l	1		34					X				-
2206	Sodium	mg/l	1		44					X			150	-
2207	Potassium	mg/l	1		12					X				-
3203	Fluorures	mg/l	0,05		0,5		X			X	X	X	1,5	X
2107	Alcalinité (TAC)	°F	1		35					X				-
Métaux (5)														
3601	Arsenic	µg/l	1	0,3	1,7	X	X			X		X	10	X
3602	Cadmium	µg/l	0,05	0,1	0,4	X	X			X		X	5	X

Paramètres				Statistiques des aquifères		Classe 1 (et 5.1) Classe 2 (et 5.2)		Classe 3 (et 5.3)		Classe 4		Seuils (1)	
Code	Libellé	Unités	LOQ (2)	Médiane	P95	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Vigilance	Déclen- chement
3603	Chrome	µg/l	2	0,7	3,4	X	X		X		X	50	X
3503	Cuivre	µg/l	2	1,7	39	X	X	X	X	X	X	100	X
3604	Mercure	µg/l	0,1	0	0,1		X				X	1	X
3605	Nickel	µg/l	2	1	8,2	X	X	X	X	X	X	20	X
3606	Plomb	µg/l	1	0,3	3,0	X	X		X	X	X	10	X
3607	Antimoine	µg/l	1	0	0,3		X					5	X
3608	Sélénium ⁴	µg/l	1	0,7	3,2		X					10	X
3504	Zinc	µg/l	20	15	130	X	X	X	X	X	X	200	X
3501	Fer (sur filtré 0,45 µ) (6)	µg/l	20	6	988	X	X		X		X	1000	-
3502	Manganèse (7)	µg/l	5	2,5	315	X	X		X		X	250	-
	Autres métaux ⁸	µg/l					X				X		X
Matières oxydables et substances eutrophisantes													
4002	COT	mg/l C	0,3	0,7	2,5	X	X	X	X	X	X	5	-
4012	DCO	mg/l O ₂	5				X				X	-	-
4013	DBO ₅	mg/l O ₂	3				X				X	-	-
3003	Ammonium	mg/l NH ₄	0,05		0,3	X	X			X	X	0,5	-
3005	Phosphore	mg/l P ₂ O ₅	0,1		0,9		X		X		X	1,15	-
Micro-polluants organiques													
4004	Indice phénols	µg/l	2			X	X					5	-
3205	Cyanures (totaux)	µg/l	3	1,5	2,8		X					50	X
4003	Huiles minérales (indice hydrocarbures C10-C40)	µg/l	50			X	X		X		X	100	X
4020	Indice hydrocarbures volatils (C5-C11)	µg/l	30			X	X					100	-

Paramètres				Statistiques des aquifères		Classe 1 (et 5.1) Classe 2 (et 5.2)		Classe 3 (et 5.3)		Classe 4		Seuils (1)	
Code	Libellé	Unités	LOQ (2)	Médiane	P95	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Traceur	Etendu	Vigilance	Déclen- chement
4201	Benzène	µg/l	0,25				X					1	X
4202	Toluène	µg/l	1				X					70	X
4203	Ethylbenzène	µg/l	0,5				X					30	X
4204	Xylènes	µg/l	0,5				X					50	X
4511	Naphtalène	µg/l	0,5				X					6	X
	Autres HAP ⁸	µg/l	0,005				X				X	cf. annexe I du décret sols	
4007	A.O.X.	µg Cl/l	10			X	X		X		X	100	-
4307	Tétrachloréthylène (PCE)	µg/l	0,5				X					20 au total	X
4306	Trichloréthylène (TCE)	µg/l	0,5				X						X
4325	(Cis+trans) 1,2- dichloroéthènes	µg/l	0,5				X						X
4318	Chlorure de vinyle	µg/l	1				X						X
	Autres solvants chlorés (8)	µg/l	1				X					cf. annexe I du décret sols	
4700	PCB's (7 Ballschmitter)	µg/l	0,01				X				X	0,01	X
	Autres composés sui- vant percolats ⁸	µg/l					X						

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Notes

- (1) Les croix désignent les paramètres pour lesquels un seuil de déclenchement doit être fixé dans le plan d'intervention en cas de dépassement du seuil de vigilance.
- (2) Limite de quantification maximale exigée des laboratoires agréés.
- (3) <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/>
- (4) Les seuils pour ce paramètre ne s'appliquent pas formations géologiques du Houiller (codes M015, M016 et E017) ni aux masses d'eau souterraine en contact avec celui-ci (E030 et M073).
- (5) Sauf mention contraire, il s'agit de la mesure du métal extractible, sur échantillon non filtré et acidifié à pH2.
- (6) Les seuils pour ce paramètre ne s'appliquent pas aux aquifères locaux du Houiller (codes M015, M016 et E017) ni à l'aquifère du calcaire carbonifère (masses d'eau E013 et E060).
- (7) Les seuils pour ce paramètre ne s'appliquent pas aux aquifères locaux du Houiller (codes M015, M016 et E017), aux masses d'eau en contact avec le socle Houiller (E030 et M073) ainsi qu'au massif schisto-gréseux de l'Ardenne (masses d'eau M100, R101, M102 et M103).
- (8) Liste de paramètres à fixer au cas par cas.

Annexe 4.C. — Seuils de pertinence

Libellé	Unités	Limites de quantification $\mu\text{g/l}$	Contrôle lixiviats	Seuil de pertinence $\mu\text{g/l}$
Paramètres de terrain				
Température	°C		X	
pH			X	
Conductivité	$\mu\text{S/cm}$		X	
Turbidité	NTU		X	
MES	mg/l	5		
Minéralisation et salinité				
Chlorures	mg/l	5	X	
Sulfates (1)	mg/l	15	X	
Métaux				
Arsenic	$\mu\text{g/l}$	1		500
Cadmium	$\mu\text{g/l}$	0,05		1,5
Chrome	$\mu\text{g/l}$	2		50
Cuivre	$\mu\text{g/l}$	2		400
Mercurure	$\mu\text{g/l}$	0,1		0,5
Nickel	$\mu\text{g/l}$	2		200
Plomb	$\mu\text{g/l}$	1		70
Zinc	$\mu\text{g/l}$	20		3000
Fer	$\mu\text{g/l}$	20		
Manganèse	$\mu\text{g/l}$	5		
Matières oxydables et substances eutrophisantes				
COT	mg/l C	0,3		
DCO	mg/l O ₂	10		
DBO5	mg/l O ₂	3		
Ammonium	mg/l NH ₄	0,05		
Nitrates	mg/l NO ₃	2		
Phosphore	mg/l P	0,1		
Micro-polluants organiques				
Matières extractibles à l'éther de pétrole.	mg/l	5		
Indice phénols	$\mu\text{g/l}$	2		10
Cyanures	$\mu\text{g/l}$	3		50
Huiles minérales (indice hydrocarbures C10-C40)	$\mu\text{g/l}$	50		100
Benzène	$\mu\text{g/l}$	0,25		
Toluène	$\mu\text{g/l}$	1		
Ethylbenzène	$\mu\text{g/l}$	0,5		
Xylènes	$\mu\text{g/l}$	0,5		
Naphtalène	$\mu\text{g/l}$	0,5		24
Autres HAP	$\mu\text{g/l}$	0,005		
A.O.X.	$\mu\text{g Cl/l}$	10		100
PCB's (7 Ballschmitter)	$\mu\text{g/l}$	0,01		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE III

« Annexe 5 – Mode de calcul de la sûreté »

1. Remise en état provisoire du site après exploitation du CET

Poste	Commentaires		Unités	Quantité	Prix unitaires (€ HTVA)	Prix total
A. Couverture provisoire	Au niveau des cellules qui ont été en exploitation (1)					
A1. Couverture intermédiaire	Alternative 1 : mise en œuvre avec fourniture des matériaux	S x 0,15 m	m ³		8,75	
	Alternative 2 : mise en œuvre sans fourniture des matériaux (2)	S x 0,15 m	m ³		4,00	
A2. Couche drainante gaz	Alternative 1 : nappe drainante naturelle					
	- Géotextile de protection + matériaux drainants (15 cm de sable grossier)		m ²		6,30	
	- Drains de dégazage en PEHD	250 m/ha	m		27,50	
	Alternative 2 : nappe drainante synthétique	S x 1,1 ⁽³⁾	m ²		4,00	
A3. Couverture provisoire Alternative 1 : avec des terres de 2 nd catégorie Couverture provisoire Alternative 2 : avec des limons argileux/boues de dragage	Alternative 1 : mise en œuvre avec fourniture des matériaux	S x 0,7 m	m ³		8,75	
	Alternative 2 : mise en œuvre sans fourniture des matériaux ²	S x 0,7 m	m ³		4,00	
	Alternative 1 : mise en œuvre avec fourniture des matériaux	S x 0,7 m	m ³		16,00	
	Alternative 2 : mise en œuvre sans fourniture des matériaux ²	S x 0,7 m	m ³		4,00	
A4. Engazonnement	-		m ²		0,60	
A5. Pose de bornes pour le nivellement topographique	-	16/ha	pièce		75,00	
A6. Réseau de dégazage (4)	Raccord des puits à gaz à la torchère (tuyauteries et accessoires)	200 m/ha	m		50,00	
A7. Récupération des eaux de ruissellement	Fossés périphériques	120 m/ha	m		45,00	

2. Remise en état définitive.

B. Couverture définitive (5)	Quand le taux annuel de tassement relatif est inférieur à 1,5 % sur l'ensemble du site après la fin définitive des déversements et la pose de la couverture provisoire					
------------------------------	--	--	--	--	--	--

B1. Travaux préparatoires (6)	Adaptation provisoire du réseau de dégazage	-	ha		6200,00	
	Enlèvement et stockage de la couche provisoire de terres de 2 nd catégorie	S x 0,6 m	m ³		5,00	
	Reprofilage général	-	m ²		0,50	
	Comblement et mise à niveau définitif (avec du limon)	S x 1,5 m	m ³		7,5	
B2. Couche drainante gaz	Alternative 1 : nappe drainante naturelle					
	- Matériaux drainants (sable grossier)	S x 0,15 m	m ³		25,00	
	- Drains de dégazage en PEHD	250 m/ha	m		27,50	
	Alternative 2 : nappe drainante synthétique	S x 1,1 ³	m ²		4,00	
B3. Couche d'étanchéité	Géotextile de protection	S x 1,1 ³	m ²		2,50	
	Etanchéité non minérale					
	Alternative 1 : géomembrane PEHD 2 mm	S x 1,1 ³	m ²		7,50	
	Alternative 2 : géocomposite (bentonite)	épaisseur = 0,05 m	m ²		6,00	
	Etanchéité minérale (argile) ⁽⁷⁾	épaisseur = 0,6 - 0,8 m	m ³		25,00	
B4. Couche drainante pour les eaux	Nappe drainante					
	Alternative 1 : naturelle					
	Géotextile de séparation sous les matériaux drainants + géotextile de protection sur les matériaux drainants	S x 1,1 ³	m ²		5,00	
	Matériaux drainants (sable)	S x 0,15 m	m ³		21,00	
	Alternative 2 : géosynthétique	S x 1,1 ³	m ²		6,00	
	Tuyauteries de drainage des eaux	200 m/ha	m		25,00	
B5. Terres végétales	Remise en place des terres de 2 nd catégorie récupérées	S x 0,6 m	m ³		4,00	
	Terres végétales					
	Alternative 1 : mise en œuvre avec fourniture des matériaux	épaisseur = 0,3 - 0,5 m	m ³		12,50	
	Alternative 2 : mise en œuvre sans fourniture des matériaux ²	épaisseur = 0,3 - 0,5 m	m ³		4,00	
B6. Couverture végétale	Engazonnement	-	m ²		0,60	
	Plantations	-	m ²		2,00	
B7. Réseau de dégazage	Raccord des puits à gaz à la torchère (tuyauteries et accessoires)	200 m/ha	m		50,00	

B8. Finition	Pose de bornes pour le nivellement topographique	12/ha	pièce		75,00	
	Récupération des eaux de ruissellement (fossés)	100 m/ha	m		45,00	
	Elimination des installations obsolètes ⁽⁸⁾	-	ha		75000,00	
Sous -total						
Etudes, contrôles, surveillances, frais généraux					15 %	
TOTAL						

3. Post-gestion du CET

Pour le calcul de la sûreté, la post-gestion est scindée en deux périodes :

Phase I : en attendant la réduction des tassements de la couverture provisoire – période estimée à 7 ans après la pose de la couverture provisoire.

Phase II : période estimée à 23 ans après la pose de la couverture définitive.

En ce qui concerne les lixiviats, on considère que la récolte et le traitement des lixiviats se limite à une période de 15 ans après la pose de la couverture définitive.

Poste	Commentaires	Durée	Unités	Quantité	Prix unitaires (€ H.T.V.A.)	Prix total
C1. Gestion du suivi (administratif)	Contrôles, traitement de données,	30 ans	an		20000,00	
C2. Entretien esthétique (végétation)	Tontes	2x/an pendant 30 ans	ha.an		1250,00	
	Entretien des arbustes	23 ans	ha.an		25,00	
	Entretien des pistes et voiries	1x/an pendant 30 ans	pièce		2500,00	
	Entretien des fossés	2x/an pendant 30 ans	ha.an		500,00	
C3. Maintien de l'inaccessibilité au site	Entretien clôture (renouvellement 1/5 tous les 3 ans)	30 ans	m		35,00	
	Suppression clôture en fin de vie	-	m		25,00	
	Gardiennage	1j/sem pendant 30 ans	j		200,00	
C4. Maintien de la stabilité mécanique	Mise en place inclinomètres ⁽⁹⁾ (1/ha)	-	m		200,00	
	Mesures de stabilité au niveau des inclinomètres (1/incl.)	-	mesure		150,00	
	Relevés topographiques	2x/an/ha pendant 7 ans 1x/an/ha pendant 23 ans	relevé		500,00	
C5. Entretien du système de drainage et traitement des eaux	Entretien de la station de traitement des lixiviats	22 ans	an		65000,00	
	Entretien du réseau de reprise des lixiviats/pompes,	6x/an pendant 15 ans	ha.an		3500,00	
	Traitement des lixiviats ⁽¹⁰⁾	15 ans	m ³		15,00 ⁽¹¹⁾	
	Prélèvement et analyses sur rejets d'eaux	2x/an pendant 15 ans 1x/an pendant 15 ans	prélèv.		3000,00	

C6. Maintien du drainage et brûlage des gaz	Maintenance du réseau de dégazage	2x/an pendant 30 ans	ha.an		1500,00	
	Maintenance de la torchère	30 ans	an		45000,00	
	Analyse des gaz en amont et aval de la torchère	In : 2x/an pendant 30 ans	point		1400,00	
		Out : 1x/an pendant 30 ans	point		1500,00	
C7. Suivi des eaux souterraines	Entretien des piézomètres	30 ans	piézo.an		300,00	
	Suivi des piézomètres	2x/an pendant 30 ans	piézo.an		1750,00	
C8. Réseau de surveillance des gaz à l'extérieur du site	Entretien des puits de contrôle	30 ans	puits.an		500,00	
	Suivi des puits de contrôle	2x/an pendant 30 ans	puits.an		2500,00	
C9. Suivi des eaux de surface	Contrôle (prélèvement et analyse) en amont et aval du site	2x/an pendant 30 ans	point.an		1500,00	
C10. Autres	Gestion de l'air ambiant (maintenance d'une station d'échantillonnage et d'une station météo)	30 ans	station.an		1500,00	
	Contrôle de l'air ambiant (immission)	2x/an pendant 30 ans	point.an		1750,00	
	Elimination des installations obsolètes (bureau, torchère, réseau,)	-	site		50000,00	
TOTAL						

4. Interventions en cas d'accident ou de pollution

Poste	Prix unitaires (€ H.T.V.A.)	Prix total
D1. Refaire une partie de digue endommagée	5 €/m ³ x 20 % du tonnage annuel	
D2. Refaire une partie de la couverture	15 €/m ² x (20 % du tonnage annuel/hauteur)	
D3. Débordement du bassin de lixiviats	20 €/m ³ x (20 % du tonnage annuel plafonné à 20 % du montant total des garanties)	
TOTAL		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Notes

- (1) En cas de renouvellement de permis, pour des CET de grande taille, toutes les cellules d'un CET ne seront pas exploitées en même temps : dans ce cas, la surface à considérer pour la couverture provisoire correspond à la surface des cellules qui seront exploitées simultanément sur le CET. Dans le cas du début d'exploitation d'un CET, la surface à considérer est la surface totale du CET.
- (2) On suppose que les matériaux sont disponibles sur le site du CET.
- (3) On utilisera la surface augmentée de 10 % pour tenir compte des pertes de découpe et de recouvrement de la membrane.
- (4) Il est supposé que les puits de dégazage sont placés au fur et à mesure du comblement d'une cellule à l'aide de tube télescopique. De même, l'investissement de la torchère est supposé être réalisé en cours d'exploitation.
- (5) On suppose qu'aucune partie du site n'a encore fait l'objet d'une couverture définitive. La surface à considérer est donc la surface totale du CET.
- (6) Certains de ces travaux préparatoires peuvent ne pas être requis suivant le type de CET et d'aménagement existant.
- (7) La valeur de l'argile tient une part importante dans le coût total de capping. Lors du calcul de la sûreté, il est conseillé de connaître avec plus de précisions quel va être le lieu d'approvisionnement de l'argile pour définir l'importance du coût de transport.
- (8) Localisé sur le site. La surface à considérer ne reprend pas la surface globale du CET.
- (9) Si la hauteur du CET est supérieure à 5 m.
- (10) Volume à traiter au cours de la phase de post-exploitation :
Si P_0 (m^3/an) représente la production annuelle de lixiviats au cours de la dernière année d'exploitation, soit $P_0 = S \times 0,5 P$ où S = surface d'infiltration (m^2) et P = normale annuelle des précipitations exprimées en m alors
 - En présence d'une couverture provisoire, on observe une décroissance exponentielle de la production de lixiviats de type P_0 ($\exp -2/3 t$) jusqu'à atteindre un débit de fuite égal à 10 % de P_0
 - P_0 En présence d'une couverture définitive, on observe une décroissance exponentielle de la production de lixiviats de type P_0 ($\exp -t$) jusqu'à atteindre un débit de fuite égal à 1 % de P_0
- (11) Pour un traitement sur site. Dans le cas d'un traitement hors site, il faut considérer un coût de 52 €/m³.

ANNEXE IV

« Annexe I^{re}. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets inertes – classes 3 et 5.3 »

Les déchets admis dans un CET de classe 3 ou 5.3 correspondent aux déchets inertes visés par une croix dans la 4^e colonne du tableau figurant à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Les valeurs limites de lixiviation suivantes s'appliquent aux déchets admissibles dans les CET pour déchets inertes; elles sont calculées, en termes de relargage, sur la base d'un ratio liquide-solide (L/S) de 10 l/kg. Le test de lixiviation à appliquer sur les déchets se fait selon la norme européenne EN-12457-2 ou 4.

Des valeurs limites jusqu'à trois fois plus élevées peuvent être admises pour les paramètres spécifiques visés au présent point, autres que le carbone organique total sur éluat, les BTEX, les PCB et les hydrocarbures, et en limitant l'accroissement possible de la valeur limite pour le COT à un maximum de deux fois la valeur limite, si :

- l'autorité compétente délivre, au cas par cas, un permis d'environnement pour certains déchets spécifiques admis dans le CET concerné, compte tenu des caractéristiques du CET et de ses environs, et
- les émissions (y compris les lixiviats) du CET, en tenant compte des limites fixées pour les paramètres spécifiques correspondants visés au présent point, ne présentent aucun risque supplémentaire pour l'environnement, selon ce qui ressort d'une évaluation des risques.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
PH	4-13
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chlorures	800

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Fluorures	10
Sulfates	1000 (*)
Indice phénol	1
COT sur éluat	500 (**)
FS (Fraction soluble)	4 000 (***)
	(*) Si le déchet ne respecte pas ces valeurs pour le sulfate, il peut être jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas la valeur de 6000 mg/kg à un ratio L/S = 10 l/kg. La valeur correspondant au ratio L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation en bâchée ou par un essai de percolation dans des conditions approchant l'équilibre local.
	(**) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg (suivant la méthode fondée sur des spécificités techniques CEN / TS 14429).
	(***) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	30 000 (*)
BTEX	6
Benzène	0,5
Toluène	6
Ethylbenzène	5
Xylènes	6
Styrène	1,5
PCB	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP	
Benzo(a)anthracène	35
Benzo(a)pyrène	8,5
Benzo(ghi)pérylène	35
Benzo(b)fluoranthène	55
Benzo(k)fluoranthène	55
Chrysène	400
Phénanthrène	30
Fluoranthène	40
Indéno(123cd)pyrène	35
Naphtalène	20
	(*) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat pour L/S = 10 l/kg, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE V

« Annexe 2. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux, qui ne remplissent pas les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs – classes 2.1.a et 5.2.1.a

Les déchets admis dans un CET de classe 2.1.a ou 5.2.1.a correspondent aux déchets non biodégradables non dangereux repérés par les lettres « NB » ou par la lettre « C » dans la 6^e colonne du tableau figurant à l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, pour autant qu'ils ne soient pas identifiés comme déchets dangereux dans le même catalogue, sauf en ce qui concerne les déchets visés à l'annexe 3bis point A (amiante) du présent arrêté.

Dans certaines circonstances, une valeur limite jusqu'à trois fois plus élevée peut être admise pour le paramètre « fraction soluble », si :

- l'autorité compétente délivre, au cas par cas, un permis d'environnement pour la fraction stabilisée provenant de l'épuration des fumées des incinérateurs des ordures ménagères admis dans le CET concerné, compte tenu des caractéristiques dudit CET et de ses environs, et
- les émissions (y compris les lixiviats) du CET, en tenant compte des limites fixées pour les paramètres spécifiques correspondants visés au présent point, ne présentent aucun risque supplémentaire pour l'environnement, selon ce qui ressort d'une évaluation des risques

A. Les déchets granulaires

Les valeurs limites de lixiviation suivantes sont calculées, en termes de relargage, sur la base d'un ratio liquide-solide (L/S) de 10 l/kg.

Les déchets granulaires comprennent tous les déchets non monolithiques. Le test de lixiviation à appliquer sur les déchets granulaires se fait selon la norme européenne EN-12457-2 ou 4.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
PH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr total	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfates	30 000
Phénols	1 000
FS (Fraction soluble)	60 000 (*)
	(*) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	6 % (*)
Styrène	2,5
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000
	(*) à l'exclusion du carbone contenu dans les polymères - pour l'application de la présente disposition, on entend par polymères, les matières plastiques solides telles que feuilles, granulats, objets, morceaux solide.

B. Les déchets monolithiques

Un déchet est considéré comme monolithique si :

- un échantillonnage par carottage est possible dans ce déchet sur base du protocole décrit aux points 4.2 à 4.4 dans la norme française XP-X31-212 (version de juillet 1995);
- sur base des essais mécaniques tels que décrits aux points 5.1 (essai de compression sur échantillon en état), 5.2 (essai de traction sur échantillon en état), 5.4 (essai de compression sur échantillon après immersion) et 5.5 (essai de traction sur échantillon après immersion) de la même norme française XP-X31-212, l'échantillon respecte les seuils de compression (Rc) et de traction (Rt) suivants :
 - o avant immersion $R_c > 1$ MPa et $R_t > 0,1$ MPa;
 - o après immersion $R'_c > 1$ MPa et $R'_t > 0,1$ MPa.

Les échantillons de déchets monolithiques sont alors réduits en fragments de taille inférieure à 10 mm avant d'être soumis à un test de lixiviation selon la norme EN-12457-4. La fraction granulométrique des échantillons inférieure à 4 mm (fraction fine) est préalablement éliminée par tamisage à sec.

Les valeurs limites suivantes s'appliquent aux déchets non dangereux monolithiques. Les valeurs de relargage sont calculées pour $L/S = 10$ l/kg.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : $L/S = 10$ l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
pH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr total	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfates	30 000
Phénols	1 000
FS (Fraction soluble)	60 000 (*)
	(*) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets monolithiques satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	6 % (*)
Styrène	2,5
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000
	(*) Si cette valeur est dépassée, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente, à condition que la valeur limite de 800 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat à la propre valeur de pH du matériau ou pour un pH compris entre 7,5 et 8,0.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE VI

« Annexe 3. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non biodégradables, compatibles ou non, non dangereux, qui remplissent les critères concernant les déchets non biodégradables, non dangereux qui peuvent être mis en CET avec des déchets dangereux stables et non réactifs – classes 2.1.b et 5.2.1.b »

Les déchets admis dans un CET de classe 2.1.b ou 5.2.1.b correspondent aux déchets non biodégradables non dangereux et aux déchets non biodégradables dangereux mais stables et non réactifs repérés par les lettres « NB » ou par la lettre « C » dans la 6^e colonne du tableau figurant à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Dans certaines circonstances, des valeurs limites jusqu'à trois fois plus élevées peuvent être admises pour les paramètres spécifiques visés au présent point, autres que le carbone organique total sur éluat, le carbone organique total (COT) et le pH, si :

- l'autorité compétente délivre, au cas par cas, un permis d'environnement pour certains déchets spécifiques admis dans le CET concerné, compte tenu des caractéristiques du CET et de ses environs, et
- les émissions (y compris les lixiviats) du CET, en tenant compte des limites fixées pour les paramètres spécifiques correspondants visés au présent point, ne présentent aucun risque supplémentaire pour l'environnement, selon ce qui ressort d'une évaluation des risques.

A. Les déchets granulaires

Les valeurs limites suivantes s'appliquent aux déchets non dangereux granulaires ainsi qu'aux déchets dangereux granulaires stables et non réactifs, admis dans le CET pour déchets non dangereux. Les valeurs de relargage sont calculées pour L/S = 10 l/kg.

Les déchets granulaires comprennent tous les déchets non monolithiques. Le test de lixiviation à appliquer sur les déchets granulaires se fait selon la norme européenne EN-12457-2 ou 4.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
pH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr total	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfates	20 000
Phénols	1 000
COT sur éluat	800 (*)
FS (Fraction soluble)	60 000 (**)
	(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg (suivant la méthode fondée sur des spécificités techniques CEN /TS 14429).
	(**) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets granulaires satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	5 % (*)
Styrène	2,5
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000
CNA (capacité de neutralisation acide)	à fixer par l'autorité compétente
	(*) Si cette valeur est dépassée, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente, à condition que la valeur limite de 800 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat à la propre valeur de pH du matériau ou pour un pH compris entre 7,5 et 8,0.

La stabilité physique et la capacité portante des déchets doivent être suffisantes; les conditions particulières du permis d'environnement peuvent prévoir des critères supplémentaires en la matière.

B. Les déchets monolithiques

Un déchet est considéré comme monolithique si :

- un échantillonnage par carottage est possible dans ce déchet sur base du protocole décrit aux points 4.2 à 4.4 dans la norme française XP-X31-212 (version de juillet 1995);
- sur base des essais mécaniques tels que décrits aux points 5.1 (essai de compression sur échantillon en état), 5.2 (essai de traction sur échantillon en état), 5.4 (essai de compression sur échantillon après immersion) et 5.5 (essai de traction sur échantillon après immersion) de la même norme française XP-X31-212, l'échantillon respecte les seuils de compression (Rc) et de traction (Rt) suivants :
 - o avant immersion $R_c > 1$ MPa et $R_t > 0,1$ MPa;
 - o après immersion $R'_c > 1$ MPa et $R'_t > 0,1$ MPa.

Les échantillons de déchets monolithiques sont alors réduits en fragments de taille inférieure à 10 mm avant d'être soumis à un test de lixiviation selon la norme EN-12457-4. La fraction granulométrique des échantillons inférieure à 4 mm (fraction fine) est préalablement éliminée par tamisage à sec.

Les valeurs limites suivantes s'appliquent aux déchets non dangereux monolithiques ainsi qu'aux déchets dangereux monolithiques stables et non réactifs, admis dans le CET pour déchets non dangereux. Les valeurs de relargage sont calculées pour L/S = 10 l/kg.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
pH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr total	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfates	20 000
Phénols	1 000
COT sur éluat	800 (*)
FS (Fraction soluble)	60 000 (**)
	(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 g/kg (suivant la méthode fondée sur des spécificités techniques CEN /TS 14429).
	(**) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets monolithiques satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	5 % (*)
Styrène	2,5
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000
CNA (capacité de neutralisation acide)	à fixer par l'autorité compétente
	(*) Si cette valeur est dépassée, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente, à condition que la valeur limite de 800 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat à la propre valeur de pH du matériau ou pour un pH compris entre 7,5 et 8,0.

L'exploitant veille à ce que les déchets monolithiques dangereux soient stables et non réactifs avant leur admission dans les CET pour déchets non dangereux. Les conditions particulières du permis d'environnement peuvent définir des critères supplémentaires pour garantir la stabilité et la non-réactivité des déchets monolithiques dangereux stables et non réactifs admis dans les CET pour déchets non dangereux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE VII

« Annexe 3bis. — Conditions particulières relatives à certains déchets »

A. Déchets contenant de l'amiante

Les déchets de construction contenant de l'amiante, les déchets d'amiante et les déchets d'amiante appropriés peuvent être admis sans essai dans les CET de classe 2.1.a. ou 2.1.b., 5.2.1.a ou 5.2.1.b.

Ces déchets ainsi que les CET ou cellules de CET qui les reçoivent satisfont aux exigences suivantes :

- seuls sont admis les déchets contenant de l'amiante liée qui ne présentent d'autre caractère de danger que celui lié à la présence d'amiante,
- afin d'éviter la dispersion des fibres, la zone de stockage est recouverte chaque jour et avant chaque opération de compactage par des matériaux appropriés et, si les déchets ne sont pas emballés, elle est régulièrement arrosée,
- le CET ou la cellule est recouverte d'une couche finale afin d'éviter la dispersion des fibres,
- les cellules accueillant les déchets contenant de l'amiante sont suffisamment confinées,
- le CET ou la cellule ne fait l'objet d'aucune opération susceptible d'entraîner une libération des fibres (par exemple par le perçage des trous ou l'écrasement des déchets éliminés),
- après la fermeture du CET ou de la cellule, un plan indiquant les lieux d'enfouissement des déchets contenant de l'amiante est transmis par l'exploitant à l'autorité compétente,
- des mesures appropriées sont prises après la fermeture du CET pour limiter les éventuelles utilisations du sol, afin d'éviter tout contact humain avec les déchets,
- une comptabilité propre et détaillée des déchets visés ci-dessus est tenue à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Les conditions particulières peuvent préciser les modalités de cette comptabilité dans le permis d'environnement du CET.

B. Les déchets de plâtre (gypse)

Les déchets à base de plâtre (gypse) sont uniquement éliminés dans des CET de classe 2.1.a. ou 2.1.b. 5.2.1.a ou 5.2.1.b. Les valeurs limites pour le COT de 5 % et pour le COT sur éluat de 800 mg/kg s'appliquent aux déchets mis en CET avec de tels déchets.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE VIII

« Annexe 4. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets non dangereux, organiques biodégradables et déchets non biodégradables compatibles – classes 2.2 et 5.2.2 »

Les déchets admis dans un CET de classe 2.2 ou 5.2.2 correspondent aux déchets non dangereux organiques biodégradables et aux déchets non biodégradables non dangereux compatibles repérés par la lettre « B » ou par la lettre « C » dans la 6^e colonne du tableau figurant à l'annexe I^e de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Les valeurs limites de lixiviation suivantes sont calculées, en termes de relargage, sur la base d'un ratio liquide-solide (L/S) de 10 l/kg. Le test de lixiviation à appliquer sur les déchets se fait selon la norme européenne EN-12457-2 ou 4 .

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
pH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr total	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfates	30 000
Phénols	1 000
FS (Fraction soluble)	60 000 (*)
	(*) Les valeurs correspondant à la fraction soluble (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
Styrène	2,5
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE IX

« Annexe 5. — Critères d'admission des déchets en CET pour déchets dangereux – classes 1 et 5.1 »

Les déchets admis dans un CET de classe 1 ou 5.1 correspondent aux déchets dangereux visés par une croix dans la 3^{ème} colonne du tableau figurant à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets.

Dans certaines circonstances, des valeurs limites jusqu'à trois fois plus élevées peuvent être admises pour les paramètres spécifiques visés au présent point, autres que le carbone organique total sur éluat et la perte au feu et/ou COT, si :

- l'autorité compétente délivre, au cas par cas, un permis d'environnement pour certains déchets spécifiques admis dans le CET concerné, compte tenu des caractéristiques dudit CET et de ses environs, et
- les émissions (y compris les lixiviats) du CET, en tenant compte des limites fixées pour les paramètres spécifiques correspondants visés au présent point, ne présentent aucun risque supplémentaire pour l'environnement, selon ce qui ressort d'une évaluation des risques.

A. Les déchets granulaires

Les valeurs limites de lixiviation fixées ci-dessous s'appliquent aux déchets dangereux granulaires admissibles dans les CET pour déchets dangereux. Les valeurs de relargage sont calculées pour L/S = 10 l/kg.

Les déchets granulaires comprennent tous les déchets non monolithiques. Le test de lixiviation à appliquer sur les déchets granulaires se fait selon la norme européenne EN-12457-2 ou 4.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
PH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr total	70
Cu	100
Hg	2
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chlorures	25 000
Fluorures	500
Sulfates	50 000
Phénols	1 000
COT sur éluat	1 000 (*)
FS (Fraction soluble)	100 000 (**)
	(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le COT sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 1 000 mg/kg (suivant la méthode fondée sur des spécificités techniques CEN /TS 14429).
	(**) Les valeurs correspondant à la (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets granulaires satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	6 % (*) (**)
Styrène	3
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000

Valeurs limites pour le contenu total de paramètres organiques	
Perte au feu	10 % (*)
CNA (capacité de neutralisation acide)	à fixer par l'autorité compétente
	(*) Il convient d'utiliser soit la perte au feu, soit le COT
	(**) Si cette valeur est dépassée, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente à condition que la valeur limite de 1 000 mg/kg pour le carbone organique total sur éluat soit respectée pour L/S = 10 l/kg, soit au pH du déchet, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

B. Les déchets monolithiques

Un déchet est considéré comme monolithique si :

- un échantillonnage par carottage est possible dans ce déchet sur base du protocole décrit aux points 4.2 à 4.4 dans la norme française XP-X31-212 (version de juillet 1995);
- sur base des essais mécaniques tels que décrits aux points 5.1 (essai de compression sur échantillon en état), 5.2 (essai de traction sur échantillon en état), 5.4 (essai de compression sur échantillon après immersion) et 5.5 (essai de traction sur échantillon après immersion) de la même norme française XP-X31-212, l'échantillon respecte les seuils de compression (Rc) et de traction (Rt) suivants :
 - o avant immersion $R_c > 1$ MPa et $R_t > 0,1$ MPa;
 - o après immersion $R'_c > 1$ MPa et $R'_t > 0,1$ MPa.

Les échantillons de déchets monolithiques sont alors réduits en fragments de taille inférieure à 10 mm avant d'être soumis à un test de lixiviation selon la norme EN-12457-4. La fraction granulométrique des échantillons inférieure à 4 mm (fraction fine) est préalablement éliminée par tamisage à sec.

Les valeurs limites suivantes s'appliquent aux déchets dangereux monolithiques admis dans les CET pour déchets dangereux. Les valeurs de relargage sont calculées pour L/S = 10 l/kg.

Valeurs limites en matière de lixiviation	
Paramètres	Condition de lixiviation : L/S = 10 l/kg
	Unité : mg/kg ms, sauf pH (adimensionnel)
pH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr total	70
Cu	100
Hg	2
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chlorures	25 000
Fluorures	500
Sulfates	50 000
Phénols	1 000
COT sur éluat	1 000 (*)
FS (Fraction soluble)	100 000 (**)
	(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le COT sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 1 000 mg/kg (suivant la méthode fondée sur des spécificités techniques CEN/TS 14429).
	(**) Les valeurs correspondant à la (FS) peuvent être utilisées à la place des valeurs fixées pour le sulfate et le chlorure.

Outre les valeurs limites en matière de lixiviation fixées ci-dessus, les déchets monolithiques satisfont aux critères supplémentaires suivants :

Valeurs limites	
Paramètres	Unité : mg/kg ms
COT	6 % (*) (**)
Styrène	3
PCB	50
Hydrocarbures (C10 à C40)	50 000
Perte au feu	10% (*)
CNA (capacité de neutralisation acide)	à fixer par l'autorité compétente
	(*) Il convient d'utiliser soit la perte au feu, soit le COT
	(**) Si cette valeur est dépassée, une valeur limite plus élevée peut être admise par l'autorité compétente à condition que la valeur limite de 1000 mg/kg pour le carbone organique total sur éluat soit respectée pour L/S = 10 l/kg, soit au pH du déchet, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE X

« Annexe 6. — Critères d'admission des déchets en CET de matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage ou de curage – classes 4A et 4B.

Les déchets admis dans un CET de classe 4A correspondent aux matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage appartenant à la catégorie A, telle que définie à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage.

Les déchets admis dans un CET de classe 4B correspondent aux matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage appartenant à la catégorie B, telle que définie à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 1995 relatif à la gestion des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau du fait de travaux de dragage et de curage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE XI

« Annexe 7. — Critères d'admission des déchets dans les stockages souterrains »

1. Déchets exclus

Conformément au point 3.1.2. de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, les déchets susceptibles de subir des transformations physiques, chimiques ou biologiques indésirables après leur dépôt ne doivent pas être éliminés en stockage souterrain. Les déchets concernés sont les suivants:

- a) les déchets visés à l'article 19, § 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- b) les déchets et leurs contenants susceptibles de réagir au contact de l'eau ou de la roche hôte, dans les conditions de stockage données, et d'entraîner :
 - une variation de volume;
 - la production de substances ou de gaz auto-inflammables, toxiques ou explosifs, ou
 - toute autre réaction susceptible de mettre en danger la sécurité opérationnelle et/ou l'intégrité de la barrière.

Les déchets qui risquent de réagir les uns au contact des autres doivent être définis et classés dans des groupes de compatibilité; les différents groupes de compatibilité doivent être physiquement séparés au moment du stockage;

- c) les déchets ayant une odeur âcre;
- d) les déchets susceptibles de produire un mélange air-gaz toxique ou explosif. Il s'agit en particulier des déchets qui donnent lieu à :
 - des concentrations de gaz toxique, du fait des pressions partielles de leurs composants;
 - des concentrations supérieures de plus de 10 % à la concentration correspondant à la limite inférieure d'explosibilité, lorsqu'ils sont saturés à l'intérieur d'un conteneur;
- e) les déchets ayant une stabilité insuffisante compte tenu des conditions géomécaniques;
- f) les déchets auto-inflammables ou spontanément inflammables dans les conditions de stockage données, les produits gazeux, les déchets volatils, les déchets collectés sous forme de mélanges indéfinissables;
- g) les déchets contenant ou susceptibles de libérer des germes pathogènes de maladies transmissibles.

2. Liste des déchets admissibles en stockage souterrain

Les déchets inertes ainsi que les déchets dangereux et non dangereux qui ne relèvent pas du point 1 sont admissibles en stockage souterrain.

3. Evaluation spécifique des risques liés au site

L'admission des déchets sur un site spécifique doit être soumise à une évaluation des risques spécifique de ce site.

Cette évaluation spécifique décrite au point 3.1.2 de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, pour les déchets admissibles en stockage souterrain doit démontrer que le niveau de confinement par rapport à la biosphère est acceptable. Les critères doivent être remplis compte tenu des conditions de stockage.

Un déchet ne peut être admis que s'il est compatible avec l'évaluation spécifique de la sécurité du site.

Le Ministre précise la procédure de décision permettant de déterminer si un déchet est compatible avec l'évaluation de la sécurité du site.

4. Conditions d'admission

Les déchets ne peuvent être entreposés en stockage souterrain que si ce site est séparé de manière sûre des activités minières.

Les déchets qui risquent de réagir les uns au contact des autres doivent être définis et classés dans des groupes de compatibilité; les différents groupes de compatibilité doivent être physiquement séparés au moment du stockage.

Seuls les déchets qui remplissent les critères visés à l'annexe 1^{re} peuvent être admis dans les stockages souterrains pour déchets inertes.

Seuls les déchets qui remplissent les critères visés à l'annexe 2, 3 ou 4 peuvent être admis dans les stockages souterrains pour déchets non dangereux.

Seuls les déchets compatibles avec l'évaluation spécifique de la sécurité du site concerné, comme prévue au point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, peuvent être admis dans un stockage souterrain pour déchets dangereux. Dans ce cas, les critères de l'annexe 5 ne s'appliquent pas. Les déchets sont toutefois soumis à la procédure d'admission définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique.

Dans certaines circonstances, des valeurs limites jusqu'à trois fois plus élevées peuvent être admises pour des paramètres spécifiques, dans les conditions et les cas spécifiés dans les annexes 1^{re} ou 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique.

Namur, le 7 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3925

[C — 2010/27231]

7. OKTOBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 und das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 4, 5, 9, 17 und 55;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 19 in seiner durch die Dekrete vom 11. März 1999 und 19. Juni 2002 abgeänderten Fassung, und Artikel 60;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003, vom 22. Januar 2004, vom 4. Mai 2006, vom 21. Dezember 2006, vom 8. Februar 2007, vom 1. März 2007, vom 19. April 2007, vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne, vom 20. Dezember 2007 über die Beteiligung der Öffentlichkeit in Sachen Umwelt, vom 24. Januar 2008, vom 27. November 2008, vom 5. Dezember 2008, vom 12. Februar 2009, vom 27. Mai 2009, vom 18. Juni 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003, 2. Mai 2003, 22. Januar 2004, 28. April 2005, 10. November 2005, 22. Dezember 2005, 21. Dezember 2006, 1. März 2007, 24. Januar 2008, 12. Februar 2009 und 27. Mai 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004, von dem einige Bestimmungen durch das Urteil des Staatsrats Nr. 185.629 vom 7. August 2008 aufgehoben worden sind, und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren, dessen Errata im *Belgisches Staatsblatt* vom 30. Juni 2004 und 21. Januar 2010 veröffentlicht worden sind;

Aufgrund des am 21. September 2009 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des am 17. Mai 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 48.098/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass Artikel 16 der Richtlinie 1999/31/EG vom 26. April 1999 über Abfalldeponien vorsieht, dass Kriterien und Verfahren für die Annahme der Abfälle in den verschiedenen Kategorien von technischen Vergrabungszentren binnen zwei Jahren nach deren Inkrafttreten entwickelt werden müssen; dass dies der Zweck der Entscheidung 2003/33/EG vom 19. Dezember 2002 ist;

In der Erwägung, dass die oben erwähnte Entscheidung 2003/33/EG durch mehrere koordinierte Verordnungstexte umzusetzen ist;

In der Erwägung, dass die Entscheidung 2003/33/EG am 16. Juli 2005 vollständig anwendbar hätte werden sollen; dass die den Mitgliedstaaten gelassene Frist demnach überschritten ist; dass die notwendigen Maßnahmen zur baldigsten Umsetzung der Entscheidung dringend zu treffen sind;

In der Erwägung, dass der Anhang zur Entscheidung 2003/33/EG ausdrücklich umzusetzen ist; dass dieser Anhang einerseits das Verfahren für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren und andererseits die betreffenden analytischen und physikalischen Kriterien betrifft; dass diese Umsetzung durch eine Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren zweckmäßig stattfinden kann;

In der Erwägung andererseits, dass seitdem der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 anwendbar geworden ist, verschiedene Ereignisse, worunter ein Urteil des Staatsrats und eine Befassung der Europäischen Kommission, die Zweckmäßigkeit einer Abänderung, einer näheren Erläuterung oder einer Verbesserung mancher Bestimmungen dieses Erlasses hervorgehoben haben; dass es somit notwendig ist, die bestehende Regelung in Bezug auf die technischen Vergrabungszentren anzupassen, insbesondere betreffend:

- die Befugnisübertragungen für Entscheidungen;
- die Bestimmungen für die Sanierung von Standorten nach der Bewirtschaftung;
- die Reaktionskriterien und die Aktionen zur Abhilfe aufgrund der Ergebnisse der Grundwasseranalysen;
- die Bildung der Sicherheiten und Bürgschaften;
- die Festlegung der Tarifregeln;

In der Erwägung, dass im Anschluss an die Umsetzung der Entscheidung 2003/33/EG und an die Änderung der auf technische Vergrabungszentren anwendbaren sektorbezogenen Bedingungen zusätzliche Änderungen auch an zwei anderen Erlassen anzubringen sind, um sie aufeinander abzustimmen; dabei handelt es sich um den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

In der Erwägung insbesondere, dass die Entscheidung 2003/33/EG den Mitgliedstaaten auf der Grundlage des in der Tabelle des Anhangs B zur Entscheidung erläuterten Grundsatzes die Möglichkeit überlässt, in Übereinstimmung mit ihren nationalen Strategien zur Abfallbewirtschaftung Untergruppen von technischen Vergrabungszentren für die nicht gefährlichen Abfälle zu definieren; dass die Kriterien für die Annahme von Abfällen in diesen technischen Vergrabungszentren durch die Mitgliedstaaten unter Beachtung der Vorschriften der Entscheidung festgelegt werden können, um eine optimale Verteilung der nicht gefährlichen Abfälle in die verschiedenen, für nicht gefährliche Abfälle vorgesehenen Zellen der technischen Vergrabungszentren zu gewährleisten; dass, um die künftigen Möglichkeiten der Wallonischen Region nicht zu begrenzen, drei der vier in der Tabelle des Anhangs B zur Entscheidung 2003/33/EG genannten Untergruppen von technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche Abfälle übernommen werden; »,

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3, § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt, kraft Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur dann von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn diese Abweichung begründet wird;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur Zeit teilweise veraltet ist; dass manche dieser Bestimmungen in der Tat in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder sich auf Analysemethoden beziehen, die heute verboten sind, wie z.B.:

- der Putrefaktionstest mit Methylenblau, ein in Vergessenheit geratener Parameter;

- die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es zuletzt möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, wobei auf den Wunsch der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung einzuleiten, eingegangen wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003
zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren**

Artikel 1 - In Art. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° unter 2.4 wird die Wortfolge "abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrats vom 11. April 1984, vom 16. Juli 1985, vom 7. Oktober 1985, vom 7. September 1989, vom 21. April 1994, vom 6. April 1995, vom 22. Januar 1998 und vom 6. Dezember 2001" gestrichen;
- 2° unter 2.12 wird "2, 25°" durch "2, 24°" ersetzt;
- 3° der Punkt 2.13 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:
«2.13) Gase: alle Gase, die durch die in einem technischen Vergrabungszentrum abgelagerten Abfälle erzeugt werden»;
- 4° die folgenden Definitionen werden hinzugefügt:
«2.18) Annahmekriterien: Kriterien, denen die Abfälle genügen müssen, um in einem technischen Vergrabungszentrum der betreffenden Kategorie oder Unterkategorie angenommen zu werden;
2.19) Markerparameter: Parameter, deren Zweck es ist, eine bedeutsame Änderung der Qualität des Wassers in oder um ein technisches Vergrabungszentrum rasch festzustellen;
2.20) Überwachungsparameter: Parameter, anhand deren eine Verschmutzung der Wasserschichten durch ein technisches Vergrabungszentrum festgestellt werden kann;
2.21) Wachsamkeitsschwelle: Schwelle, deren Überschreitung es nötig macht, Kontrolleanalysen vorzunehmen und/oder eine verstärkte Überwachung für das oder die betreffenden Parameter auszuüben;
2.22) dauernde endogene Kontamination: dauerndes Vorhandensein im Wasser eines durch die Tätigkeit der Vergrabung von Abfällen entstandenen Kontaminanten in einer Konzentration, die die Wachsamkeitsschwelle übersteigt, und Risiken für den Menschen und/oder die Umwelt verursachen kann;
2.23) Auslösungsschwelle: Schwelle, deren Überschreitung die Pflicht mit sich bringt, Sicherungsmaßnahmen zu treffen und/oder unmittelbar ein Verfahren mit Maßnahmen zur Verbesserung der Wasserqualität einzuleiten;
2.24) Interner Einsatz- und Schutzplan für das Grundwasser: in Artikel 57 genannter Plan, der gemäß der Anlage VI, Punkt 1.18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erforderlich ist;
2.25) Einsatzplan: in Artikel 1, Nr. 25° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung genannter Plan;
2.26b) Untertagedeponie: Dauernder Standort für die Lagerung von Abfällen in einem tiefen geologischen Hohlraum wie z.B. eine Salz- oder Kaliumgrube;
2.27) Eluat: bei im Labor simulierten Auslaugungstests erhaltene Lösung».

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in dem einleitenden Satz wird die Wortfolge "die technischen Vergrabungszentren" durch die Wortfolge "die technischen Vergrabungszentren und die Zellen" ersetzt;
2. Die zweite Position wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:
«— Klasse 2: die in der Rubrik 90.25.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen, d.h.:
— die in der Rubrik 90.25.02.01 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 2.1.a;
— die in der Rubrik 90.25.02.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 2.1.b;
— die in der Rubrik 90.25.02.03 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 2.2.»;
- 3° Die 5. Position, 2. Strich wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:
«— die in der Rubrik 90.25.05.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen, d.h.:
— die in der Rubrik 90.25.05.02.01 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 5.2.1.a;
— die in der Rubrik 90.25.05.02.02 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 5.2.1.b;
— die in der Rubrik 90.25.05.02.03 des Nomenklaturerlasses erwähnten technischen Vergrabungszentren und Zellen - Klasse 5.2.2.»

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 wird die Wortfolge "wenn er den Kriterien des vorliegenden Erlasses entspricht" durch folgende Wortfolge ersetzt "wenn er den Annahmekriterien im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom

18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren entspricht, unbeschadet der Anlage 3 zu vorliegendem Erlass, für was die Befreiung von den Versuchen betrifft“;

- 2° in § 3 wird die Wortfolge „technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2“ durch „technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2.1.a oder 2.1.b“ ersetzt.

Art. 4 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 5 - In den besonderen Bedingungen kann vorgesehen werden, dass kleinere Mengen von stabilen, nicht reaktiven gefährlichen Abfällen, zum Beispiel verfestigte oder verglaste Abfälle, deren Auslaugungsverhalten dem ungefährlicher Abfälle entspricht, und die den maßgeblichen Annahmekriterien genügen, in einem technischen Vergrabungszentrum oder einer Zelle der Klasse 2.1.b oder 5.2.1.b vergraben werden können.

Dem Antrag auf Vergrabung wird eine Umweltbewertung beigefügt, die von einem für die Kategorie „Abfallbewirtschaftung“ zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer angefertigt wird und Folgendes nachweist:

- 1° die Risikolosigkeit für die Umwelt;

die Tatsache, dass die Vergrabung kleinere Mengen gefährlicher industrieller Abfälle betrifft, die mit den im technischen Vergrabungszentrum aufgenommenen Abfällen vereinbar sind;

- 3° dass die Umstände außergewöhnlich sind.

In den besonderen Bedingungen werden die im technischen Vergrabungszentrum zugelassenen Mengen und die spezifischen Bedingungen für die Vergrabung der in Absatz 1 erwähnten Abfälle festgelegt.»

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 2, Absatz 1, wird der Wortlaut „dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers“ durch „den Artikeln R.153 ff. des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet“, ersetzt;

- 2° in § 2, Absatz 2 wird die Wortfolge „in dem Erlass vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers erwähnten“ durch die Wortfolge „in den Artikeln R.153 und ff. des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten“ ersetzt.

Art. 6 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 13 - Wenn auf der Grundlage einer Studie, die gemäß Art. R. 178 bis R.180 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, durchgeführt wird, der Nachweis erbracht wird, dass das technische Vergrabungszentrum kein potentiell Risiko für den Boden, das Grundwasser oder das Oberflächenwasser nach sich zieht, können die Anforderungen nach Artikel 10, 11 und 12 in den Sonderbedingungen dementsprechend angepasst werden.»

Art. 7 - Artikel 14, § 1, 1. Position desselben Erlasses wird durch folgende Wortfolge ergänzt: „einschließlich der Vorrichtungen, die die wasserdichte Trennung zwischen den biologisch abbaubaren, organischen Abfällen und den nicht biologisch abbaubaren Abfällen an der Schnittstelle zwischen den Zellen gewährleistet.“

Art. 8 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 16 - Der Betreiber ist verpflichtet:

- 1° die Belästigungen und Gefahren, wie beispielsweise Geruchs- und Staubemissionen, vom Wind fortgewehten Materialien, Lärm und Fahrzeugbewegungen, Aerosolbildung, Brände, die sich aus dem Betrieb des technischen Vergrabungszentrums ergeben können, zu verringern;
- 2° die Wartung und den optimalen Unterhalt aller Geräte, Anlagen und Einrichtungen zu gewährleisten;
- 3° die Stabilität der Bauwerke und Anlagen zu sichern;
- 4° die Absonderung, insbesondere die hydraulische, ästhetische und sicherheitsbezogene Absonderung des technischen Vergrabungszentrums zu gewährleisten;
- 5° unbeschadet des Artikels 46, § 2 die Einrichtung der in der Anlage 1, Punkt 3 erwähnten Abdeckschicht sofort ab der Beendigung der Aufschüttungen in einem Sektor oder im Falle einer mehr als ein Jahr dauernden Betriebseinstellung eines Sektors vorzunehmen, außer wenn auf der Grundlage einer Studie, die gemäß Art. R.46 bis R.2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, durchgeführt wird, in den Sonderbedingungen angegeben wird, dass es nicht nötig ist, das Sickerwasser zu sammeln und zu behandeln, oder wenn sich erweist, dass das technische Vergrabungszentrum kein potentiell Risiko für den Boden, das Grundwasser oder das Oberflächenwasser nach sich zieht. Die Abdeckschicht des technischen Vergrabungszentrums besteht zumindest aus einer mindestens 1 M dicken Erdschicht, über der eine pflanzliche Wiedereinrichtung vorgenommen wird;
- 6° sofort ab der Beendigung der Aufschüttungen in einem Sektor oder im Falle einer mehr als ein Jahr dauernden Betriebseinstellung eines Sektors, die aufgrund der Artikel 38 und 39 erforderliche topographische Überwachung einzuleiten und vorzunehmen. Wenn auf der Grundlage einer durch den Betreiber vorgenommenen Bewertung der relevanten Risiken festgestellt wird, dass das technische Vergrabungszentrum durch die Art der angenommenen Abfälle nicht oder nicht mehr bedeutsame Senkungen aufweisen kann, können die Anforderungen nach Artikel 38 und 39 dementsprechend in den besonderen Bedingungen angepasst werden. Der Betreiber hat die minimale Verpflichtung, jährlich einen Bericht über die visuellen Beobachtungen während des Betriebs und der Nachbewirtschaftung zu übermitteln. Dieser Bericht wird als Beilage zum in Artikel 25, Absatz 6 genannten Register aufbewahrt.»

Art. 9 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° im ersten Absatz wird das Wort „organische“ zwischen „abbaubare“ und „Abfälle“ eingefügt;
- 2° Der zweite Absatz wird durch folgende Wortfolge ersetzt: „In den besonderen Bedingungen kann die Ausrottung der schädlichen Tiere von der zuständigen Behörde angeordnet werden“.

Art. 10 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 werden die Gedankenstriche 1 bis 7 durch die folgenden Nummern ersetzt: „1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° und 7°“;
- 2° in § 1 wird die Wortfolge „der Klasse 1, 2.1.a, 2.1.b oder 2.2“ nach „Vergrabungszentrum“ eingefügt“;

3° anstatt des § 2, der durch das Urteil Nr. 185.629 des Staatsrates für nichtig erklärt wurde, werden die Paragraphen 2 bis 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2. Das technische Vergrabungszentrum der Klasse 3 verfügt über eine Bedienungs- und Kontrolleinrichtung, die mindestens die Vorrichtungen nach § 1, 1°, 3°, 4° und 7° umfasst.

§ 3. Das technische Vergrabungszentrum der Klasse 4A verfügt über eine Bedienungs- und Kontrolleinrichtung, die mindestens die Vorrichtungen nach § 1, 1° und 7° umfasst.

§ 4. Das technische Vergrabungszentrum der Klasse 4B verfügt über eine Bedienungs- und Kontrolleinrichtung, die mindestens die Vorrichtungen nach § 1, 1°, 2° und 7° umfasst.

§ 5. Das technische Vergrabungszentrum der Klasse 5 verfügt über eine Bedienungs- und Kontrolleinrichtung, die den Bestimmungen der Sonderbedingungen genügt, und deren Zweckmäßigkeit nicht unterhalb deren liegen darf, die durch den Einsatz der Vorrichtungen nach § 1, 1°, 3° und 4° erreicht würde.»

4° die Paragraphen 3 und 4 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - In Artikel 23 desselben Erlasses wird der 1. Absatz, der durch den Staatsrat teilweise aufgehoben worden war, durch Folgendes ersetzt:

«In den Sonderbedingungen werden die Tage und Uhrzeiten bestimmt, an denen die Annahme von Abfällen stattfinden kann.»

Art. 12 - In Artikel 24 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 1. Absatz wird "außer der Klasse 4 oder 5" nach "Vergrabungszentrum" eingefügt;

2° in § 2 wird nach "Betreiber" die Wortfolge "eines technischen Vergrabungszentrums außer der Klasse 4 oder 5" eingefügt.

Art. 13 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 wird nach "Betreiber" die Wortfolge "eines technischen Vergrabungszentrums der Klasse 1, 2 oder 3" eingefügt.

2° die nachstehenden Absätze werden hinzugefügt:

«Für jeden Betriebstag verzeichnet der Betreiber eines technischen Vergrabungszentrums der Klassen 4 oder 5 in diesem Register:

- die Entnahme von Proben und den Eingang der Protokolle, die sich auf die kraft der Umweltgenehmigung verlangten Analysen beziehen;
- einen Bericht mit der Beschreibung jedes ungewöhnlichen Vorfalles und/oder jedes Vorfalles, der Gefahr läuft, die Umwelt zu gefährden;
- einen Bericht mit der Beschreibung aller Wartungen, Vorfälle, Reparaturen... die sich auf das technische Vergrabungszentrum und dessen Nebenanlagen beziehen.

Die Informationen in Übereinstimmung mit Pos. 1.1. der Anlage 3, aus denen sich ergibt, dass die Grundanforderungen zur grundlegenden Charakterisierung eines Abfalls erfüllt sind, und die Ergebnisse der Versuche zur Prüfung der Konformität in Übereinstimmung mit Pos. 1.2. der Anlage 3 können jedoch in einem getrennten Register eingetragen werden. Diese Informationen werden bis zum Ende der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums vom Betreiber aufbewahrt und bis zu diesem Zeitpunkt zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gehalten, dies an einem für Letzteren leicht erreichbaren Ort, der in den Sonderbedingungen angegeben wird.»

Art. 14 - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 26 - Im Falle einer Ablehnung des Abfalls, insbesondere anschließend an die Anwendung des in der Anlage 3 beschriebenen Verfahrens für die Annahme der Abfälle, oder unter Bezugnahme auf die Bedingungen in Zusammenhang mit der Umweltgenehmigung hat der Betreiber:

- auf dem in Artikel 24 des vorliegenden Erlasses erwähnten Identifizierungsschein das amtliche Kennzeichen des Fahrzeugs und den angegebenen Zielort zu vermerken;
- unverzüglich per Telefax die Bürgermeister der Gemeinden, auf deren Gebiet sich das technische Vergrabungszentrum befindet, das Amt und den mit der Überwachung beauftragten Beamten zu informieren.»

Art. 15 - Artikel 28 desselben Erlasses, der durch das Gutachten des Staatsrats Nr. 185.629 teilweise aufgehoben worden war, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 28 - In den Sonderbedingungen wird auf der Grundlage der vom Betreiber in seinem Genehmigungsantrag mitgeteilten Daten das Material angegeben, mit dem das technische Vergrabungszentrum minimal ausgestattet sein muss, wobei zwischen dem Material zu unterscheiden ist, das ständig vor Ort vorhanden sein muss, und demjenigen, das binnen kurzer Zeit zur Verfügung gestellt werden kann.»

Art. 16 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 2, wird der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt:

«Der Betreiber übermittelt dem technischen Beamten das ausführliche Programm der Ausbildung sowie die Liste der Ausbilder und der teilnehmenden Personalmitglieder»;

2° in § 3 wird die Wortfolge "durch den technischen Beamten als gleichwertig erachteten" durch "gleichwertigen" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 33 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die ersten beiden Positionen des ersten Absatzes werden durch Folgendes ersetzt:

- « — die Aufteilung und Organisation des technischen Vergrabungszentrums in Zellen und die Klasse einer jeden Zelle nach der Einstufung nach Artikel 3 vorliegenden Erlasses;
- die Liste der in jeder Art Zelle beseitigten Abfälle (Abfallcode und Bezeichnung);
- die Unterteilung der Zellen in Sektoren;
- die Standortbestimmung der Sektoren, die dazu bestimmt sind, asbesthaltige Abfälle aufzunehmen;»;

2° Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

«Der Betriebsplan wird alle zwei Jahre nach den gleichen Anforderungen aktualisiert. Aufgrund der Spezifität des Betriebs können die Häufigkeit der Aktualisierung des Betriebsplans in den Sonderbedingungen angepasst werden, ohne jedoch fünf Jahre zu überschreiten.»

Art. 18 - In Artikel 35 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 2, Absatz 3 wird die Wortfolge "kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten der" durch "können die Sonderbedingungen die" und wird das Wort "zustimmen" durch "vorsehen" ersetzt;

2° in § 3, 1. Absatz wird die Wortfolge "kann die zuständige Behörde auf Gutachten des mit der Überwachung beauftragten Beamten" durch "können die Sonderbedingungen" ersetzt;

3° in § 3 wird der 2. Absatz, der durch das Gutachten des Staatsrats Nr. 185.629 teilweise aufgehoben worden ist, wird durch Folgendes ersetzt:

«Unter den gleichen Umständen können die Sonderbedingungen das Anbringen einer Vorrichtung zur Verringerung oder Aufnahme der Gerüche durch angemessene Erzeugnisse oder Techniken verlangen.

Sie können zudem von dem Betreiber alle zweckdienlichen Studien oder Informationen verlangen.»

Art. 19 - In Artikel 36 desselben Erlasses wird der erste Absatz folgendermaßen ergänzt:

«Gegebenenfalls werden in den Sonderbedingungen die internen oder externen Verwertungsbedingungen der eingegrabenen Abfälle bestimmt, insoweit der Betreiber das umweltbezogene Interesse der Verwertung nachweisen kann.»

Art. 20 - Die Überschrift von Kapitel V, Abschnitt 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Allgemeines".

Art. 21 - In Artikel 44, Absatz 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Artikel 56" durch den Wortlaut "Artikel 53, § 3" ersetzt.

Art. 22 - In Art. 45, § 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der folgende Absatz wird nach Absatz 3 eingefügt:

«Die hydrogeologisch unmittelbar nach (stromabwärts) dem technischen Vergrabungszentrum befindlichen Quellen, die beeinträchtigt werden könnten, werden in das System zur Überwachung der Grundwasserschichten integriert.»;

2° In Absatz 4, der zu Absatz 5 wird, wird die Wortfolge ", wird die Installierung von zusätzlichen Piezometern von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten auferlegt" durch "oder auf der Grundlage des internen Einsatz- und Schutzplanes für das Grundwasser nach Artikel 56 und 57 wird die Installierung von zusätzlichen Piezometern in den Sonderbedingungen auferlegt" ersetzt.

3° der letzte Satz wird aufgehoben.

Art. 23 - In Artikel 46 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1, Absatz 1, wird durch Folgendes ersetzt:

«Das kontaminierte Wasser und das Sickerwasser dürfen nicht unbehandelt außerhalb des Standorts abgeleitet werden. Diese Flüssigkeiten werden in ihrer Gesamtheit gesammelt und unverzüglich einer ordnungsgemäß zugelassenen Klärstation zugeführt, um dort behandelt zu werden.»;

2° in § 1 werden die Absätze 2, 3 und 4 aufgehoben.

3° in § 2 wird das Wort ", organischen" zwischen "abbaubaren" und "Abfälle" eingefügt;

4° in § 2 werden die Wortfolge "die zuständige Behörde" durch "die Sonderbedingungen", und das Wort "erlaubt" durch "erlauben" ersetzt;

5° in § 2 wird die Wortfolge ", nachdem sie das Gutachten des technischen Beamten eingeholt hat" gestrichen;

6° in § 2 wird die Wortfolge "wenn der mit der Überwachung beauftragte Beamte das Sprengen mit Wasser erlaubt oder auferlegt" durch "wenn die Sonderbedingungen das Sprengen mit Wasser erlauben oder auferlegen" ersetzt;

7° § 6, der durch das Gutachten des Staatsrats Nr. 185.629 teilweise aufgehoben worden ist, wird durch Folgendes ersetzt:

«Die gesamten Bauwerke aus Zement, Beton und gleichartigen Stoffen, die mit aggressivem Sickerwasser in Kontakt kommen könnten, werden mit einer dichten, kontinuierlichen Verkleidung bedeckt.»;

8° § 7, der durch das Gutachten des Staatsrats Nr. 185.629 teilweise aufgehoben worden ist, wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 7. Die oben stehenden Bestimmungen sind nicht auf die technischen Vergrabungszentren und Zellen der Klasse 3, 4A und 5.3 anwendbar.»

Art. 24 - Die Abschnitte 2, 3 und 4 von Kapitel V desselben Erlasses, deren Artikel 57 und 58 durch das Gutachten des Staatsrats Nr. 185.629 teilweise aufgehoben worden sind, werden durch Folgendes ersetzt:

«Abschnitt 2 – Ableitungsbedingungen

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege

Art. 47 - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in künstliche Abflusswege abgeleitete industrielle Abwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1. der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 10,5 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;
2. die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;
3. der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 90 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;
4. der chemische Sauerstoffbedarf (CSB) des abgeleiteten Wassers darf 300 mg/l nicht überschreiten;
5. der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

6. der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
7. der Indexgehalt für Mineralöle C10 - C40 des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;
8. der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf vom 1. Mai bis zum 31. Oktober 20 mg N/l nicht überschreiten;
9. der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf vom 1. November bis zum 30. April 50 mg N/l nicht überschreiten;
10. der Gehalt an Phenol des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg pro Liter nicht überschreiten;
11. der Gehalt an sgt. leicht zersetzbaren Cyaniden oder leicht freisetzbaren Cyaniden im abgeleiteten Wasser darf 0,5 mg CN pro Liter nicht überschreiten;
12. der Gehalt an Sulfiden und Mercaptanen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg S pro Liter nicht überschreiten;
13. der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;
14. der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;
15. der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;
16. der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;
17. der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,15 mg As pro Liter nicht überschreiten;
18. der Gehalt an gesamtem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;
19. der Gehalt an gesamtem Kadmium des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cd pro Liter nicht überschreiten;
20. der Gehalt an gesamtem Quecksilber des abgeleiteten Abwassers darf 0,05 mg Hg pro Liter nicht überschreiten;
21. der Gehalt an absorbierbaren Organohalogenverbindungen (AOX) des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Cl pro Liter nicht überschreiten;
22. im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
23. das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten und in den vorliegenden Bedingungen nicht genannten Stoffe nicht enthalten.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

Art. 48 - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Industrieabwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1. der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 10,5 nicht überschreiten oder 6 nicht unterschreiten;
2. die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
3. der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
4. Die abgeleiteten Schwebstoffe dürfen von Ihrer Struktur aus der Funktion der Förderstationen des Sammelnetzes nicht schaden;
5. die Größe der Schwebstoffe darf 10 mm nicht überschreiten;
6. der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;
7. der Gehalt an sgt. leicht zersetzbaren Cyaniden oder leicht freisetzbaren Cyaniden im abgeleiteten Wasser darf 0,5 mg CN pro Liter nicht überschreiten;
8. der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;
9. der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 4 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;
10. der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;
11. der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 2 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;
12. der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,15 mg As pro Liter nicht überschreiten;
13. der Gehalt an gesamtem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;
14. der Gehalt an gesamtem Kadmium des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cd pro Liter nicht überschreiten;
15. der Gehalt an gesamtem Quecksilber des abgeleiteten Abwassers darf 0,05 mg Hg pro Liter nicht überschreiten;
16. der Gehalt an absorbierbaren Organohalogenverbindungen (AOX) des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Cl pro Liter nicht überschreiten;
17. der Gehalt der an aus Petrolether extrahierbaren Stoffe des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
18. im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
19. es ist verboten, feste Abfälle, die vorher mechanisch zerkleinert worden sind, oder solche Abfälle enthaltendes Abwasser zu entsorgen oder abzuleiten;
20. der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
21. das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in en Anlagen I und VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, erwähnten und in den vorliegenden Bedingungen nicht genannten Stoffe nicht enthalten, außer wenn eine ausdrückliche Genehmigung vorliegt.

Art. 49 - § 1. Unbeschadet von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Sonderbedingungen von der Norm über Chloride (Ableitung in die Kanalisationen) aufgrund außergewöhnlicher Wetterbedingungen, die von dem Königlichen Institut für Meteorologie von Belgien bestimmt werden, abweichen.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Sonderbedingungen aufgrund der Chronologie der Ergebnisse der Messkampagnen und der

Spezifität des Betriebs basierend auf Kriterien wie z.B. der Vorfluter, die Art der Behandlung des Sickerwassers oder das Volumen des abgeleiteten Wassers, die Liste der in Artikel 47 und 48 genannten Parameter abändern, wenn zwei Kontrollen, die mit einem Intervall von sechs Monaten durchgeführt werden, Ergebnisse liefern, die die Relevanzschwellen nach der Anlage 4C unterschreiten.

Abschnitt 3 — Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung

Unterabschnitt 1 — Analyse- und Probenahmemethoden

Art. 50 - Der Betreiber und der mit der Überwachung beauftragte Beamte verwenden die von dem Minister bestimmten Referenzmethoden für die Bemusterung und die Analyse aller in den Artikeln 47 bis 49 erwähnten Parameter.

Art. 51 - Die in Artikel 47 und 48 genannte Messung eines "totalen Metalls" erfolgt mit einer auf 2 pH versäuerten ungefilterten Probe.

Die bei den Analysen anwendbaren Quantifizierungsgrenzen stehen in den Tabellen in den Anlagen 4B und 4C.

Unterabschnitt 2 — Punktuelle Probeentnahmen

Art. 52 - § 1. Die Daten und Uhrzeiten der aufgrund von Artikeln 53 und 56 erforderten Probeentnahmen werden vom Betreiber mindestens fünf Werktage im Voraus den nachstehenden Beamten per Fax mitgeteilt:

- dem technischen Beamten;
- dem mit der Überwachung beauftragten Beamten.

§ 2. Vor der Entnahme einer Grundwasserprobe wird an der Grundwasserschicht bei einer geeigneten Fördermenge während mindestens einer Stunde, und dies auf jeden Fall bis zur Stabilisierung des piezometrischen Niveaus und der gemessenen Leitfähigkeit, gepumpt, unter der Voraussetzung, dass die Durchlässigkeit des Grundwasserleiters dies erlaubt.

§ 3. Auf jeder Unterlage, die die Probeentnahme erwähnt, stehen:

- das Datum, die Uhrzeit der Probeentnahme sowie der Name des Operators;
- das Bezugszeichen und die genauen Koordinaten der Entnahmestelle (Lambert-Koordinaten X und Y sowie nationales Höhennetz Z);
- jegliche etwaige besondere Beobachtung.

Was die Entnahme von Grundwasser angeht, stehen ebenfalls die folgenden Angaben:

- das piezometrische Niveau;
- die Tiefe der Probeentnahme;
- die Schwankungen des relativen Pegels, des pH-Wertes, der Temperatur und der Leitfähigkeit im Laufe der Entnahme.

Unterabschnitt 3 — Kontrolle und Selbstkontrolle des industriellen Abwassers, des Oberflächenwassers und des Sickerwassers

Art. 53 - § 1. Der Betreiber lässt jedes Vierteljahr in der Betriebsphase und jedes Halbjahr in der Nachbewirtschaftungsphase durch ein zugelassenes Labor Probeentnahmen und Analysen des nicht behandelten Sickerwassers in dem Sammelbecken oder unmittelbar vor (stromaufwärts) Letzterem durchführen.

Die Analysen betreffen die Geländeparameter nach der Anlage 4B.

Alle zwei Jahre werden die Analysen auf die Gesamtheit der Überwachungsparameter erweitert, die der Rubrik des technischen Vergrabungszentrums in der Anlage 4B entsprechen. Eine qualitative Auswertung der vorhandenen organischen Verbindungen mit Hilfe eines mit einem Massenspektrometer oder einem vergleichbaren Gerät gekoppelten Gaschromatographen sowie ein ICP-Screening der Metalle werden ebenfalls vorgenommen.

§ 2. Der Betreiber lässt durch ein zugelassenes Labor Probenahmen und Analysen des industriellen Abwassers betreffend folgende Parameter und mit folgender Häufigkeit durchführen:

- alle drei Monate: Leitfähigkeit, Schwebstoffe, CSB, BSB5, Ammonium, Nitrate, Gesamtstickstoff, Phosphate;
- alle sechs Monate: Chloride, Sulfate, Arsen, Chrom, Kupfer, Nickel, Blei, Zink; Eisen, Mangan, Mineralölindex C10-C40;
- einmal pro Jahr: Kadmium, Quecksilber, Phenolindex, Cyanide, Benzol, Naphtalin und AOX;
- einmal pro Jahr: Bestimmung der Toxizität nach 48 St. gegenüber *Pseudokirchneriella subcapitata*, nach der Norm ISO 8692 - Wasserbeschaffenheit - Süßwasser-algen-Wachstumshemmtest mit einzelligen Grünalgen;
- einmal pro Jahr: Bestimmung der Langzeit-Toxizität gegenüber *Daphnia magna*, nach der Norm ISO 10706 (Auswirkungen auf Reproduktion und Letalität in 21 Tagen oder vereinfachte Methode in 14 Tagen); oder Bestimmung der Hemmung der Beweglichkeit von *Daphnia magna* Straus (Cladocera, Crustacea) - Versuch der akuten Toxizität nach der Norm ISO 6341.

In den Sonderbedingungen werden die auf den Betrieb anwendbaren Prüfungen bestimmt.

§ 3. Der Betreiber lässt durch ein zugelassenes Labor Probenahmen und Analysen des Oberflächenwassers vor (stromaufwärts) und nach (stromabwärts) der Ableitstelle des Industrieabwassers betreffend folgende Parameter und mit folgender Häufigkeit durchführen:

- alle drei Monate: Leitfähigkeit, Schwebstoffe, CSB, BSB5, Ammonium, Nitrate, Gesamtstickstoff, Phosphate;
- alle sechs Monate: Chloride, Sulfate, Arsen, Chrom, Kupfer, Nickel, Blei, Zink; Eisen, Mangan, Mineralölindex C10-C40;
- jährlich: Kadmium, Quecksilber, Phenolindex, Cyanide, Benzol, Naphtalin und AOX;
- alle sechs Monate, im März und im September: IDL-Prüfung oder diatomischer Index nach LECLERCQ.

§ 4. Unbeschadet von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Sonderbedingungen aufgrund der Chronologie der Ergebnisse oder der Spezifität des Betriebs basierend auf Kriterien wie z.B. der Vorfluter, die Art der Behandlung des Sickerwassers oder das Volumen des abgeleiteten Wassers, die Liste der zu analysierenden Parameter und die Häufigkeit der Probenahmen und Analysen nach § 1 bis § 3 abändern.

Art. 54. § 1. Mit Ausnahme der Betriebe der Klassen 3 und 5.3 führt der Betreiber wöchentlich Probeentnahmen und Analysen durch, um sicher zu gehen, dass die in Artikel 47 und 48 genannten Bedingungen für die Ableitung des Abwassers beachtet werden, und die Kläranlagen einwandfrei funktionieren. Die Analysen betreffen die Parameter für den CSB und den Ammoniumstickstoff.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Sonderbedingungen aufgrund der Spezifität des Betriebs basierend auf Kriterien wie z.B. der Vorfluter, die Art der Behandlung des Sickerwassers oder das Volumen des abgeleiteten Wassers, die Liste der zu analysierenden Parameter und die Häufigkeit der Probenahmen und Analysen abändern.

Art. 55 - § 1. Das abgeleitete industrielle Abwasser wird durch eine Kontrollvorrichtung abgeführt, die folgenden Anforderungen genügt:

Für die Betriebe der Klassen 3 und 5.3:

1. eine leichte Entnahme von Proben im Verhältnis zur Abflussmenge des abgeleiteten Wassers möglich machen;
2. auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
3. leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
4. an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet;

Für die anderen Betriebe:

1. eine leichte Entnahme von Proben im Verhältnis zur Abflussmenge des abgeleiteten Wassers möglich machen;
2. auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;
3. leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;
4. an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet;
5. durch direkte Ablesung bei der Kontrolle des abgeleiteten Wassers die in l/sec und/oder m³/h ausgedrückte augenblickliche Abflussmenge, den pH-Wert, die Leitfähigkeit, die Temperatur und den CSB angeben;
6. auf ständige Weise den Wert des in m³ pro Tag ausgedrückten täglichen Volumens, der Temperatur, des CSB und der Leitfähigkeit registrieren, und dies mindestens jede Stunde;
7. für die automatische Entnahme von Proben im Verhältnis zu der gemessenen Abflussmenge des abgeleiteten Wassers während 24 Stunden und deren Aufbewahrung während 48 Stunden sorgen.

§ 2. Unbeschadet von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe können die Sonderbedingungen aufgrund der Spezifität des Betriebs basierend auf Kriterien wie z.B. der Vorfluter, die Art der Behandlung des Sickerwassers oder das Volumen des abgeleiteten Wassers, die Kontrolleinrichtung abändern.

Unterabschnitt 4 — Kontrolle des Grundwassers

Art. 56 - § 1. Die Überwachung des Grundwassers erfolgt nach dem in der Anlage 4A festgelegten Verfahren.

Die Marker- und Überwachungsparameter stehen in der Tabelle der Anlage 4B.

Für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 5.1, 5.2 und 5.3 werden in den Sonderbedingungen die zu analysierenden Parameter aufgrund der Spezifität des betreffenden technischen Vergrabungszentrums unter den für die technischen Vergrabungszentren der Klassen 1 oder 2 aufgelisteten Parametern bestimmt.

§ 2. Ein Routine-Monitoring der Markerparameter wird für das Grundwasser der Piezometer und die Quellen mit einer sechsmonatigen Häufigkeit während der Monate März und September eingeführt.

Alle zwei Jahre und dies zum ersten Mal während der 1. Überwachungskampagne werden die Analysen auf die Gesamtheit der Überwachungsparameter erweitert, um die eventuelle Entwicklung der Emissionsmerkmale des technischen Vergrabungszentrums zu erfassen.

Die Probeentnahmen und Analysen werden durch ein gemäß dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung zugelassenes Labor durchgeführt.

Aufgrund der Spezifität bestimmter Standorte betreffend die Abflussgeschwindigkeit des Grundwassers kann in den Sonderbestimmungen die Häufigkeit der Probeentnahmen und Analysen abgeändert werden, wobei eine minimale Häufigkeit von einer Probeentnahme und einer Analyse pro Jahr einzuhalten ist.

Die Sonderbedingungen können aufgrund der Chronologie der Ergebnisse und der Charakterisierung der Abfälle die Liste der zu analysierenden Parameter, mit Ausnahme der Markerparameter und der Geländeparameter, abändern. Auf die Messung eines gegebenen Parameters darf jedoch nur während höchstens sechs Jahren verzichtet werden, unter der Bedingung, dass zwei Kontrollen, die mit einem Intervall von 6 Monaten stattfinden, Ergebnisse liefern, die für das Grundwasser die Bezugswerte BW nach der Anlage 1 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung unterschreiten; falls keine Bezugswerte bestehen, sind folgende Werte zu berücksichtigen:

- für die Parameter in Bezug auf die Mineralisierung und Salinität: P95 der Grundwasserschichten nach der Tabelle der Anlage 4B;
- für die anderen Parameter: die Bestimmungsgrenze LOQ nach der Tabelle der Anlage 4B.

§ 3. Im Laufe dieses Monitorings löst die Überschreitung einer Wachsamkeitsschwelle, so wie durch das zugelassene Labor gemessen und im Falle einer Bestreitung seitens des Betreibers mittels einer kontradiktorischen Analyse in zwei anderen Labors bestätigt, den Beginn einer verstärkten Kontrolle aus, die sich auf das festgestellte Problem konzentriert, wenn das Verhältnis zwischen den Konzentrationen stromabwärts und stromaufwärts mehr als 3 beträgt.

Die Modalitäten dieser Kontrolle (Entnahmestellen, Dauer, Häufigkeit, Parameter) werden binnen 30 Tagen nach der Bestätigung der Überschreitung in Absprache mit dem mit der Überwachung beauftragten Beamten festgelegt.

§ 4. Wenn sich aus der verstärkten Kontrolle ergibt, dass die festgestellte Überschreitung nicht auf eine dauernde endogene Kontamination zurückzuführen ist, und dass kein Risiko besteht, fängt das Routine-Monitoring in seiner an das festgestellte Problem angepassten Form wieder an.

Wenn die verstärkte Kontrolle das Bestehen einer dauernden endogenen Kontamination nachweist oder unzureichend ist, um darauf zu schließen, dass kein Risiko besteht, wird der Einsatzplan unverzüglich eingeleitet und der Betreiber unterbreitet der zuständigen Behörde einen internen Einsatz- und Schutzplan für das Grundwasser binnen einer Frist von drei Monaten ab dem vom technischen Beamten gestellten Antrag.

Art. 57 - § 1. Der interne Einsatz- und Schutzplan für das Grundwasser umfasst eine Studie zur Charakterisierung und zur Abgrenzung der Kontaminationsfahne, die von einem gemäß dem Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung zugelassenen Sachverständigen durchgeführt wird. Der Plan zielt ebenfalls darauf ab, den lokalen geochemischen Boden und die etwaigen exogenen oder historischen Kontaminationen zu berücksichtigen.

§ 2. Der interne Einsatz- und Schutzplan für das Grundwasser bewertet die für die Rezeptoren identifizierten Risiken und schlägt unter Berücksichtigung der so charakterisierten örtlichen Spezifitäten Erweiterungen des Überwachungsnetzes vor, sowie die besonderen Auslösungswerte für die in der Tabelle der Anlage 4B angegebenen Parameter, unter Berücksichtigung der spezifischen hydrogeologischen Formationen am Standort des technischen Vergrabungszentrums. Schließlich gibt er die bei einer Überschreitung dieser Schwellenwerte vom Betreiber in Erwägung gezogenen korrigierenden Maßnahmen an.

§ 3. Auf Gutachten des technischen Beamten befindet die zuständige Behörde spätestens binnen 60 Tagen nach dem Eingang dieses Gutachtens über die Gültigkeit des internen Einsatz- und Schutzplans für das Grundwasser. Sie bestätigt die besonderen Auslösungswerte für jedes Piezometer des Überwachungsnetzes und legt das Programm der korrigierenden Maßnahmen fest.

§ 4. Wenn der Wert einer Auslösungsschwelle überschritten ist, führt der Betreiber das Programm der korrigierenden Maßnahmen durch, zwecks eines nachhaltigen Zurückbringens der Konzentrationen in dem Grundwasser auf Werte unterhalb der Auslösungswerte.

Unterabschnitt 5 — Analysebericht

Art. 58 - § 1. Die Ergebnisse der Analysen zur Kontrolle und Selbstkontrolle werden auf Papier und Datenträger registriert und während fünf Jahren am Betriebssitz aufbewahrt. Der mit der Überwachung beauftragte Beamte verfügt über diese Ergebnisse binnen 24 Stunden nach seinem Antrag.

§ 2. Die kraft vorliegenden Kapitels erforderten Analysebescheinigungen werden dem in Artikel 25 vorliegenden Erlasses genannten Register beigefügt. Sie werden von der für das zugelassene Labor verantwortlichen Person unterzeichnet.

§ 3. Auf jeder Analysebescheinigung stehen für jeden gemessenen Parameter:

- die Wachsamkeits- und Auslösungsschwellenwerte für die in der Anlage 4B genannten Parameter, was das Grundwasser betrifft;
- die Parameter betreffend die in der Genehmigung festgelegten Ableitungsbedingungen für industrielles Abwasser;
- die Umweltqualitätsnormen für das Oberflächenwasser.

Art. 58bis - Der Betreiber übermittelt jedes Jahr einen Bericht dem technischen Beamten, dem mit der Überwachung beauftragten Beamten, dem zuständigen Beamten der Abteilung Umwelt und Wasser sowie den Bürgermeister der Gemeinden, auf deren Gebiet sich das technische Vergrabungszentrum befindet.

Dieser Bericht umfasst mindestens:

1. die in Artikel 53 und 56 vorliegenden Erlasses erwähnten Analysebescheinigungen;
2. die Ergebnisse der Analysen, zusammengefasst in der Form
 - einer Zahlentabelle mit den Orten und Daten der Entnahmen, den Parametern und gegebenenfalls den Codes für die Parameter der Anlage 4B sowie den Wachsamkeits- und Auslösungsschwellen;
 - von Diagrammen, in denen die während den letzten fünf Jahren beobachteten Ergebnisse systematisch übernommen werden.

Alle sechs Monate wird die EDV-Fassung dieser Tabelle ebenfalls auf elektronischem Wege dem zuständigen Beamten der Abteilung Umwelt und Wasser übermittelt;
3. die Protokolle für die Entnahme von Grundwasser sowie die registrierten Daten betreffend die Schwankungen der Grundwasserleitschicht(en), die gemäß den Vorschriften von Artikel 45, § 1 vorliegenden Erlasses gesammelt wurden;
4. die registrierten Daten betreffend die Funktion der Klärstation, die gemäß den Vorschriften von Artikel 55 vorliegenden Erlasses gesammelt wurden, insbesondere die monatlichen Volumen des gesammelten Sickerwassers, basierend auf den vom Betreiber angebrachten Vorrichtungen. Diese monatlichen Volumen werden kumulativ auf Diagrammen im geeigneten Maßstab dargestellt.».

Art. 25 - Die Überschrift von Kapitel VI, Abschnitt 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Gasfassung".

Art. 26 - Die Überschrift von Kapitel VI, Abschnitt 1, Unterabschnitt 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Sammlung der Gase".

Art. 27 - In Artikel 59 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° der erste Satz von § 1, Absatz 1 wird durch den Wortlaut "und sorgt für deren Behandlung" ergänzt;
- 2° in § 1, Absatz 1 wird das Wort ", organische" zwischen "abbaubare" und "Abfälle" eingefügt;
- 3° in § 1, Absatz 2, wird das Wort "Biogases" durch "Gases" ersetzt;
- 4° in § 1, Absatz 3, wird das Wort ", organischen" zwischen "abbaubaren" und "Abfällen" eingefügt und wird das Wort "Biogase" durch "Gase" ersetzt;
- 5° in § 2, Absatz 1, 2 und 3 wird das Wort "Biogas(e)(s)" durch "Gas(e)(s)" ersetzt;
- 6° in § 3, Absatz 1, wird das Wort "Biogases" durch "Gases" ersetzt.

Art. 28 - Die Überschrift von Kapitel VI, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Charakterisierung und Behandlung der Gase".

Art. 29 - In Artikel 60 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 wird das Wort "Biogas" durch das Wort "Gas" ersetzt;
- 2° au § 2, Absatz 3, wird das Wort "Biogases" durch "Gases" ersetzt;
- 3° in § 4 wird das Wort "Biogas" durch das Wort "Gas" ersetzt und wird der letzte Satz gestrichen;
- 4° in § 5, Absatz 1, 2 und 3 wird das Wort "Biogas(e)(s)" durch "Gas(e)(s)" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 61 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 wird der Wortlaut "zum Auffangen des Biogases" durch "zum Auffangen und zur Behandlung der Gase" ersetzt;
- 2° in § 2 und § 3 wird das Wort ", organische" zwischen "abbaubare" und "Abfälle" eingefügt.

Art. 31 - Artikel 68 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 32 - Die Überschrift von Kapitel VII desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: "Sicherheitsleistungen, Versicherungen und Tarifregeln".

Art. 33 - In Artikel 69 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° § 2 wird aufgehoben;
- 2° in § 3 wird die Wortfolge "insbesondere derjenigen, die in § 4 vorgesehen sind," durch "insbesondere derjenigen, die in Artikel 55, § 4 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehen sind," ersetzt.
- 3° die nachstehenden Paragraphen werden hinzugefügt:
«§ 3. Das Verfahren zur Berechnung der Sicherheit wird in den Tabellen der Anlage 5 zu vorliegendem Erlass detailliert angegeben.

Aufgrund der Besonderheiten des betreffenden technischen Vergrabungszentrums unterbreitet der Betreiber seine Berechnung dem technischen Beamten im Rahmen seines Antrags auf eine Umweltgenehmigung.

Der Betreiber kann vorschlagen, von der Verwendung der in den Tabellen der Anlage 5 angegebenen Beträge abzuweichen, wenn er dem technischen Beamten einen Kostenvoranschlag für die Arbeiten übermittelt, die im Rahmen folgender Vorgänge erforderlich sind:

- a) die Einsätze bei Unfall oder Verschmutzung;
- b) die Wiederinstandsetzung des Standorts nach dem Betrieb;
- c) die Nachbewirtschaftung.

Um diesen Kostenvoranschlag zu erhalten, wendet er sich an Unternehmer oder Gesellschaften, die sich auf eine zureichende Erfahrung im betreffenden Tätigkeitsbereich berufen können. Er übermittelt die Belege dem technischen Beamten.

§ 4. Die in den Tabellen der Anlage 5 zu vorliegendem Erlass angegebenen Einheitspreise sind diejenigen des Jahres 2007. Somit wird der Betrag der Sicherheit (S) am Jahrestag (Richtdatum) der Umweltgenehmigung nach folgender Formel angepasst:

$$S_{\text{angepasst}} = S \times \frac{\text{Index der Verbraucherpreise am Richtdatum}}{\text{Index der verbraucherpreise am 1. Januar 2007}}$$

Der Index der Verbraucherpreise am 1. Januar 2007 betrug 105,2 (Basis 2004 = 100).»

Art. 34 - § 1. Die Überschrift der Anlage I desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

« Boden-, Seiten- und Oberflächenabdichtung».

§ 2. Vor der Überschrift "Eigenschaften der Materialien" in derselben Anlage steht die Nummer "1."

§ 3. Vor der Überschrift "Mineralische Abdichtung (tonhaltige aufgeschüttete oder verbesserte Materialien)" steht die Nummer "1.1."

§ 4. Unter der Nummer 2 derselben Anlage wird der Paragraph nach der Wortfolge "Schnittstelle zwischen den Zellen" durch folgenden Paragraphen ersetzt:

«Unter der Voraussetzung, dass die Klasse der nebeneinander befindlichen Zellen unterschiedlich ist, müssen die Zellen der Klassen 2.1.a, 2.1.b oder 2.2 durch eine Vorrichtung, die eine wasserdichte Trennung zwischen den biologisch abbaubaren, organischen Abfällen und den nicht biologisch abbaubaren Abfällen gewährleistet, physisch voneinander getrennt werden, so dass:

- das Sickerwasser, das sich aus der Aktion des Wassers auf die Abfälle, die sich in einer Zelle einer gegebenen Klasse befinden, ergibt, nicht in Kontakt mit den Abfällen kommen kann, die in Zellen einer anderen Klasse deponiert werden;
- die Gase optimal behandelt werden.

Das Sickerwasser aus Zellen unterschiedlicher Klassen (2.1.a, 2.1.b oder 2.2) kann gemeinsam behandelt werden, wenn diese Methode die Effizienz der Behandlung nicht beeinträchtigt.»

§ 5. Unter 3.1 derselben Anlage wird im 1. Absatz das Wort ", organische" zwischen "abbaubare" und "Abfälle" eingefügt.

§ 6. Unter 3.1 derselben Anlage wird im letzten Absatz die Wortfolge "kann die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten" durch "können die Sonderbedingungen" ersetzt;

§ 7. In den Titeln der Tabelle unter 3.2. derselben Anlage wird das Wort ", organische(n)" zwischen "abbaubare(n)" und "Abfälle" eingefügt.

Art. 35 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 3 ergänzt, die in der Anlage I zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 3 — Verfahren zur Klassifizierung und Annahme der Abfälle».

Art. 36 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 4 ergänzt, die in der Anlage II zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 4 — Verfahren zur Überwachung und Kontrolle des Grundwassers.»

Art. 37 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 5 ergänzt, die in der Anlage III zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 5 — Verfahren zur Berechnung der Sicherheitsleistung.»

KAPITEL II — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren*

Art. 38 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren wird wie folgt ergänzt:

«und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren».

Art. 39 - In denselben Erlass wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *1bis* - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1) Annahmekriterien: die Kriterien, denen die Abfälle genügen müssen, um in einem technischen Vergrabungszentrum der betreffenden Kategorie oder Unterkategorie angenommen zu werden;
- 2) Asbestabfälle: Abfälle aus den Arbeiten, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beschrieben sind;
- 3) Asbesthaltige Bauabfälle: in der Rubrik 17.06.05 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs genannte Abfälle;
- 4) Geeignete Asbestabfälle: Abfälle, die in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest Asbestabfällen gleichgestellt werden, nämlich:

- Materialien, die Asbest enthalten;
- Materialien, die mit Asbest in Kontakt gewesen oder durch Asbestfasern kontaminiert worden sind, und die vor Ort nicht anhand eines Staubsaugers und/oder Wasser dekontaminiert werden können.

Diese Definition betrifft jedoch nicht die asbesthaltigen Abfälle, die aber ebenfalls wegen anderer Bestandteile oder Eigenschaften gefährlich sind;

- 5) gebundener Asbest: mit einem inerten, nicht brüchigen Träger gebundener, in Kunststoff verpackter Asbest;
- 6) in Kunststoff verpackt: in einer Verpackung umhüllt, die in Sachen Umweltschutz die gleichen Garantien bietet wie diejenigen nach Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest beigefügt zu werden.

Diese Verpackungen müssen zudem luftdicht verschlossen werden und einen genügenden Widerstand gegen Stöße und Risse bieten;

- 7) ausreichend isoliert: derart getrennt, dass gewährleistet ist, dass die asbesthaltigen Abfälle von den anderen Abfällen physisch getrennt bleiben;
- 8) Geeignete Materialien: körnige unbrennbare Materialien, die kein Element beinhalten, das die Abfälle oder die Verpackung schädigen kann;
- 9) geeignete Maßnahmen: Maßnahmen, die zum Zweck haben, sicher zu gehen, dass das technische Vergrabungszentrum nicht Gegenstand eines Vorgangs sein kann, durch den Fasern freigesetzt werden (wie z.B. das Bohren von Löchern); diese Maßnahmen umfassen zumindestens die Benutzung von Schildern, um die Stellen der Zellen, die Asbestabfälle enthalten, unzweideutig zu identifizieren;
- 10) Abfälle auf Gipsbasis: in der Rubrik 17.08.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs genannte Abfälle;
- 11) Stabile, nicht reaktive Abfälle: Abfälle, deren Auslaugungsverhalten sich bei der gegebenen Deponietechnik oder bei absehbaren Unfällen langfristig nicht negativ verändert, sei es:
 - im Abfall selbst (z.B. durch biologischen Abbau);
 - unter dem Einfluss langfristiger Umweltbedingungen (z.B. Wasser, Luft, Temperatur, mechanischer Druck);
 - unter dem Einfluss anderer Abfälle (einschließlich Abfallprodukten wie Sickerwasser und Gasen).

- 12) Eluat: bei in Labors simulierten Auslaugungstest erreichte Lösung.»

Art. 40 - In denselben Erlass wird ein Artikel *1ter* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *1ter* - Zwecks der Anwendung vorliegenden Erlasses und im Rahmen der Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren ist die Einstufung der technischen Vergrabungszentren nach Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren anwendbar.»

Art. 41 - Artikel 2, § 7, *b)* desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«*b)* unbeschadet der Bestimmungen von § 1 bis § 6, die biologisch abbaubaren, organischen Abfälle, die in der Spalte 6 der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs angeführt werden.»

Art. 42 - In denselben Erlass wird ein Artikel *2bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *2bis* - Für die anderen Abfälle, als diejenigen, deren Einlagerung in technische Vergrabungszentren kraft Artikel 2 untersagt ist, können nur diejenigen Abfälle, die den Annahmekriterien genügen, die in der Anlage 1 stehen, oder die gemäß der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren keine Tests benötigen, in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder 5.3 angenommen werden.

Für die anderen Abfälle, als diejenigen, deren Einlagerung in technische Vergrabungszentren kraft Artikel 2 untersagt ist, können nur diejenigen Abfälle, die den Annahmekriterien genügen, die in einer der Anlagen 2, 3, *3bis* oder 4 stehen, oder die gemäß der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren keine Tests benötigen, in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2 oder 5.2 angenommen werden.

Für die anderen Abfälle, als diejenigen, deren Einlagerung in technische Vergrabungszentren kraft Artikel 2 untersagt ist, können nur diejenigen Abfälle, die den Annahmekriterien genügen, die in der Anlage 5 stehen, oder die gemäß der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren keine Tests benötigen, in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 1 oder 5.1 angenommen werden.

Für die anderen Abfälle, als diejenigen, deren Einlagerung in technische Vergrabungszentren kraft Artikel 2 untersagt ist, können nur diejenigen Abfälle, die den Annahmekriterien genügen, die in der Anlage 6 stehen, oder die gemäß der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren keine Tests benötigen, in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 4 angenommen werden.

Für die anderen Abfälle, als diejenigen, deren Einlagerung in technische Vergrabungszentren kraft Artikel 2 untersagt ist, können nur diejenigen Abfälle, die den Annahmekriterien genügen, die in der Anlage 7 stehen, in Untertagedeponien angenommen werden.»

Art. 43 - In denselben Erlass wird ein Artikel 2ter mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Der Minister bestimmt die technischen Bedingungen für die Durchführung der Auslaugungstests.»

Art. 44 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 1 ergänzt, die in der Anlage IV zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 1. — Kriterien für die Annahme von Abfällen
in technischen Vergrabungszentren für inerte Abfälle - Klasse 3 und 5.3»

Art. 45 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 2 ergänzt, die in der Anlage V zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 2. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht biologisch abbaubare (kompatible oder nicht compatible), nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien nicht genügen, die für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle gelten, die zusammen mit gefährlichen, stabilen und nicht reaktiven Abfällen in technische Vergrabungszentren eingelagert werden können - Klasse 2.1.a und 5.2.1.a»

Art. 46 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 3 ergänzt, die in der Anlage VI zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 3. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht biologisch abbaubare (kompatible oder nicht compatible), nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien genügen, die für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle gelten, die zusammen mit gefährlichen, stabilen und nicht reaktiven Abfällen in technische Vergrabungszentren eingelagert werden können - Klasse 2.1.b und 5.2.1.b»

Art. 47 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 3bis ergänzt, die in der Anlage VII zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 3bis. — Sonderbedingungen für bestimmte Abfälle»

Art. 48 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 4 ergänzt, die in der Anlage VIII zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 4. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche, biologisch abbaubare, organische Abfälle und nicht biologisch abbaubare, compatible Abfälle - Klasse 2.2 und 5.2.2»

Art. 49 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 5 ergänzt, die in der Anlage IX zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 5. — Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren
für gefährliche Abfälle - Klasse 1 und 5.1»

Art. 50 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 6 ergänzt, die in der Anlage X zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 6. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren betreffend die infolge von Ausbagger- und Ausschlämearbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffe - Klasse 4»

Art. 51 - Derselbe Erlass wird durch eine Anlage 7 ergänzt, die in der Anlage XI zu vorliegendem Erlass steht, und folgende Überschrift hat:

«Anlage 7. — Kriterien für die Annahme von Abfällen in Untertagedeponien»

KAPITEL III — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002
über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999
über die Umweltgenehmigung*

Art. 52 - Artikel 79 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch das Folgende ersetzt:

«Art. 79 - Die Sicherheit für den Betrieb eines technischen Vergrabungszentrums deckt die Kosten, die mit der Wiederinstandsetzung und den Phasen der Wartung, Überwachung und Kontrolle der Anlage während der Nachbewirtschaftung verbunden sind.

Der Betrag der Sicherheit für das technische Vergrabungszentrum wird durch die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten gemäß Artikel 82 festgesetzt.»

Art. 53 - In Artikel 80 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn die Sicherheit für ein technisches Vergrabungszentrum in Form einer bzw. mehrerer Bankbürgschaften besteht, entspricht bzw. genügen sie folgenden Bedingungen:

— es handelt sich um eine Bankbürgschaft auf erste Anfrage zugunsten der Wallonischen Regierung, bei der der Bürge sich verpflichtet, den verbürgten Betrag innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Versand des

Antrags auf Freigabe der Sicherheit per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief durch die Wallonische Regierung wegen der fehlenden Erfüllung der Verpflichtungen des Schuldners innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Urteil zur Eröffnung des Konkurses des Schuldners zu befreien;

- der Bürge erklärt ausdrücklich darin, dass er auf die Einrede der Vorausklage und die Einrede der anteilmäßigen Haftung, auf den Anspruch auf die Artikel 2036, 2037 und 2039 des Zivilgesetzbuches und im Allgemeinen auf jeden Vorteil und jede Ausnahme verzichtet, die durch das Recht zugunsten des Bürgen sowohl entgegen dem Schuldner als auch entgegen der Wallonischen Region vorgesehen sind;
 - die Erfüllung der Verpflichtungen des Betreibers des technischen Vergrabungszentrums in Sachen Wiederinstandsetzung und Nachbewirtschaftung, die sich aus dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und den allgemeinen und sektorbezogenen Bedingungen ergeben, wird bedingungslos gewährleistet.»;
- 2° § 3 wird durch folgenden Satz ergänzt "Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Sicherheiten, die die technischen Vergrabungszentren betreffen.»

Art. 54 - In Artikel 83 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° in § 1 wird der folgende Wortlaut nach dem Wortlaut "Artikel 55, § 5" hinzugefügt: "und im Fall eines technischen Vergrabungszentrums in Artikel 55, § 6bis, Absatz 2 und Absatz 3";
- 2° in § 2 wird der Wortlaut "durch den Betreiber eingereichte" zwischen das Wort "Der" und das Wort "Antrag" eingefügt und wird der Wortlaut "oder Artikel 55, § 6bis, Absatz 2 und Absatz 3" nach dem Wortlaut "in Artikel 55, § 5" eingefügt;
- 3° in § 4 wird der Wortlaut "durch den Betreiber eingereichte" zwischen das Wort "Der" und den Wortlaut "Antrag auf Freigabe der Sicherheitsleistung" eingefügt, wird der Wortlaut "gemäß Artikel 55, § 6bis, Absatz 4 und Absatz 5 des Dekrets" nach dem Wortlaut "Nachverwaltung des technischen Vergrabungszentrums" eingefügt und wird der Wortlaut "durch den Betreiber" nach dem Wortlaut "je nach Fall" eingefügt.

Art. 55 - In Artikel 84 desselben Erlasses wird im ersten Satz der Wortlaut "oder seine Verpflichtungen in Sachen Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums" nach dem Wortlaut "seine Verpflichtungen der Wiederinstandsetzung des Geländes" eingefügt und der Wortlaut "oder der Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums" nach dem Wortlaut "der Wiederinstandsetzungsarbeiten" eingefügt.

Art. 56 - In Artikel 115 desselben Erlasses wird das Wort "bis" nach dem Wortlaut "Artikel 55, §§ 4 bis 6" hinzugefügt.

Art. 57 - § 1. In der Anlage VI zum selben Erlass, deren Überschrift "Formular bezüglich der technischen Vergrabungszentren" lautet, wird Punkt 4 von Teil I folgendermaßen abgeändert:

«Die für die Einlagerung von jedem Abfalltyp in ein technisches Vergrabungszentrum vorgeschlagenen Tarife sowie die Struktur dieser Tarife, die mindestens die Kosten der folgenden Elemente decken sollen:

1. Einrichtung der Anlagen des Standortes und des technischen Vergrabungszentrums (Verwaltungsgebäude, Lager, Waage, Portal zur Aufspürung der radioaktiven Stoffe, Kläranlage, System zur Behandlung der Gase, System zur Behandlung des Niederschlagswassers, "Capping" des Grundes und der Seiten,...);
2. Betrieb und Wartung der Baustellenfahrzeuge während der Betriebsjahre;
3. Betrieb des Systems zur Behandlung des Sickerwassers während der Betriebsjahre;
4. Betrieb des Systems zur Behandlung der Gase des technischen Vergrabungszentrums während der Betriebsjahre;
5. Personalkosten während der Betriebsjahre;
6. Kosten für die Kampagnen zur Kontrolle und Analyse des Wassers und der Luft während der Betriebsjahre;
7. Verwaltungskosten während der Betriebsjahre;
8. Abschreibung des Kapitals und der Zinsen für die während der Betriebsjahre vorgeschossenen Summen;
9. Kosten für die Wiederinstandsetzung nach der Bewirtschaftung;
10. Kosten für die Nachbewirtschaftung nach der Wiederinstandsetzung während eines Zeitraums von 30 Jahren;
11. Versicherungen und Bankkosten, u.a. die mit den Sicherheitsleistungen verbundenen Kosten.».

§ 2. In Teil I derselben Anlage wird ein Punkt 24 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«24. Eine technische Beschreibung und eine Auflistung der Kapazität der eingesetzten Mittel und ganz besonders die Anzahl und der Typ der Lkws, die Anzahl und der Typ der Verdichter, die Anzahl und der Typ der Bulldozer, die Anzahl und der Typ der Hydraulikbagger, usw. ..., wobei das Material, das ständig am Standort sein muss, von dem Material, das kurzfristig zur Verfügung gestellt werden kann, zu unterscheiden ist.»

§ 3. In Teil I derselben Anlage wird Punkt 18 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«18° die Maßnahmen, die berücksichtigt werden, um jede Gefahr für das Oberflächenwasser und das Grundwasser, die durch das technische Vergrabungszentrum beeinträchtigt werden können, wirksam zu begrenzen, insbesondere der interne Einsatz- und Schutzplan für das Grundwasser, der bei einer Überschreitung der Auslösungsschwellen in Bezug auf das Grundwasser einzusetzen ist.».

**KAPITEL IV — — Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002
zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie
der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten**

Art. 58 - Die Rubrik 90.25.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird durch das Folgende ersetzt:

Nummer-Anlage oder Tätigkeit		Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtung	Teilungsfaktoren		
90.25.02	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht gefährliche Industrie- und Haushaltsabfälle, Letztere so wie in Artikel 2, 2° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt				ZH	ZHR	ZI
90.25.02.01	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht biologisch abbaubare, kompatible oder nicht kompatible, nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle nicht entsprechen, die in einem technischen Vergrabungszentrum mit stabilen und nicht reaktiven gefährlichen Abfällen gelagert werden können (Klasse CET 2.1.a).	1	X	OWD, DE			
90.25.02.02	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht biologisch abbaubare, kompatible oder nicht kompatible, nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle entsprechen, die in einem technischen Vergrabungszentrum mit stabilen und nicht reaktiven gefährlichen Abfällen gelagert werden können (Klasse CET 2.1.b).	1	X	OWD, DE			
90.25.02.03	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für ungefährliche, organische biologisch abbaubare Abfälle und nicht biologisch abbaubare kompatible Abfälle - unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 19, § 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle - (Klasse CET 2.2)	1	X	OWD, DE			

Art. 59 - Die Rubrik 90.25.05.02 der Anlage I zum selben Erlass wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

Nummer-Anlage oder Tätigkeit		Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtung	Teilungsfaktoren		
90.25.05.02	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht gefährliche Industrieabfälle (Klasse CET 5.2)				ZH	ZHR	ZI
90.25.05.02.01	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht biologisch abbaubare, kompatible oder nicht kompatible, nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle nicht entsprechen, die in einem technischen Vergrabungszentrum mit stabilen und nicht reaktiven gefährlichen Abfällen gelagert werden können (Klasse CET 5.2.1.a).	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.02	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht biologisch abbaubare, kompatible oder nicht kompatible, nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle entsprechen, die in einem technischen Vergrabungszentrum mit stabilen und nicht reaktiven gefährlichen Abfällen (Klasse CET 5.2.1.b) gelagert werden können.	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.03	Technisches Vergrabungszentrum und Zellen von technischem Vergrabungszentrum für nicht gefährliche, organische, biologisch abbaubare Abfälle und nicht biologisch abbaubare kompatible Abfälle - unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 19, § 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle - (Klasse CET 5.2.2)	1	X	OWD, DE			

KAPITEL V — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 60 - § 1. Die Bestimmungen der Kapitel I und II finden Anwendung auf die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden technischen Vergrabungszentren, dies sofort beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mit Ausnahme dessen, was das Folgende betrifft:

- 1° die gebildeten Sicherheiten, die innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses angepasst werden müssen. Die jährliche Anpassung, die durch Artikel 82, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2001 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, so wie durch Artikel 69, § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren konkretisiert, auferlegt wird, findet jedoch ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses Anwendung;
- 2° die Kontrolle des Wasser, für welches die Angleichung an die geltenden Vorschriften innerhalb von sechs Monaten nach diesem Datum erfolgen muss;
- 3° der in Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren erwähnte Betriebsplan wird dem technischen Beamten innerhalb eines Monats nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermittelt.

§ 2. Für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugelassenen technischen Vergrabungszentren der Klasse 5 bleiben die besonderen Bedingungen bezüglich der Kontrolle des Wassers für den festgesetzten Zeitraum gültig.

Art. 61 - § 1. Die Anträge auf Umweltgenehmigung bezüglich eines in der Rubrik 90.25.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten eingestuften technischen Vergrabungszentrums, die vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, und die in der Rubrik 90.25.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten eingestuften technischen Vergrabungszentren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehen, werden Anträgen oder technischen Vergrabungszentren gleichgestellt, die in der bzw. den Unter-rubrik(en) 90.25.02.01 bis 90.25.02.03 genannt werden, und dies auf der Grundlage der im Antrag auf Umweltgenehmigung stehenden Daten.

Die Anträge auf Umweltgenehmigung bezüglich eines in der Rubrik 90.25.05.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten eingestuften technischen Vergrabungszentrums, die vor dem Inkrafttretensdatum des vorliegenden Erlasses eingereicht wurden, und die in der Rubrik 90.25.05.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten eingestuften technischen Vergrabungszentren, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehen, werden Anträgen oder technischen Vergrabungszentren gleichgestellt, die in der bzw. den Unter-rubrik(en) 90.25.05.02.01 bis 90.25.05.02.03 erwähnt werden, und dies auf der Grundlage der im Antrag auf Umweltgenehmigung stehenden Daten.

Art. 62 - Unbeschadet der Artikel 59 und 60 werden die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses für ein technisches Vergrabungszentrum eingereichten Anträge auf Umweltgenehmigung gemäß den zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags geltenden Regeln behandelt.

Art. 63 - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser wird für das, was die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Betriebe betrifft, aufgehoben.

Art. 64 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE I

«Anlage 3 — Verfahren zur Einstufung und zur Annahme der Abfälle»

In der vorliegenden Anlage wird das einheitliche Verfahren zur Einstufung und zur Annahme der Abfälle bestimmt.

In Punkt 1 der vorliegenden Anlage wird das Verfahren zur Bestimmung der Zulässigkeit der Abfälle in den technischen Vergrabungszentren bestimmt. Dieses Verfahren enthält die grundlegende Charakterisierung, eine Übereinstimmungsuntersuchung und eine Untersuchung an Ort und Stelle, so wie weiter unten bestimmt.

In Punkt 2 der vorliegenden Anlage werden die zu verwendenden Verfahren für die Probenahme und die Analyse der Abfälle aufgelistet.

In Punkt 3 der vorliegenden Anlage wird die Sicherheitsprüfung bestimmt, die für Untertagedeponien vorgenommen werden muss.

1. VERFAHREN FÜR DIE ANNAHME VON ABFÄLLEN IN DEN TECHNISCHEN VERGRABUNGSZENTREN

1.1. Grundlegende Charakterisierung

Die grundlegende Charakterisierung ist der erste Schritt des Annahmeverfahrens und besteht aus einer vollständigen Charakterisierung der Abfälle durch Ermittlung aller für eine langfristig sichere Deponierung der Abfälle erforderlichen Informationen. Die grundlegende Charakterisierung wird für sämtliche Abfallarten verlangt.

1.1.1. Aufgaben der grundlegenden Charakterisierung:

- a) grundlegende Angaben über die Abfälle (Art und Herkunft, Zusammensetzung, Homogenität, Auslaugbarkeit und - falls notwendig und verfügbar - andere typische Eigenschaften);
- b) grundlegende Informationen für das Verständnis der Abfälle in technischen Vergrabungszentren und Optionen für eine Vorbehandlung, wie in Artikel 2, 13° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt;
- c) Beurteilung der Abfälle anhand der Grenzwerte, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festsetzung der Kriterien zur Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren, festgesetzt werden.
- d) Ermittlung der Schlüsselparameter (kritische Parameter) für die Übereinstimmungsuntersuchung und Optionen für die Vereinfachung dieses Verfahrens (was zu einer erheblichen Verringerung der zu messenden Bestandteile führt, aber erst nach dem Nachweis der relevanten Informationen). Die Charakterisierung kann Werte dafür liefern, wie die Angaben der grundlegenden Charakterisierung mit den Ergebnissen der vereinfachten Untersuchungsmethoden verglichen werden können und wie häufig diese Untersuchungen durchzuführen sind.

Wenn die grundlegende Charakterisierung des Abfalls ergibt, dass die Kriterien für ein technisches Vergrabungszentrum gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festsetzung der Kriterien zur Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren erfüllt sind, gilt der Abfall als annehmbar für diese Vergrabungszentrumsklasse. Andernfalls darf der Abfall nicht für diese Vergrabungszentrumsklasse angenommen werden.

Der Betreiber vergewissert sich davon, dass die durch den Erzeuger der betroffenen Abfälle oder andernfalls durch die für ihre Bewirtschaftung verantwortliche Person gemäß ihrer Charakterisierung übermittelten Informationen stimmen.

Der Betreiber hält in dem durch Artikel 25 des vorliegenden Erlasses auferlegten Register die Informationen fest, die beweisen, dass die grundsätzlichen Anforderungen im Hinblick auf die grundlegende Charakterisierung eines Abfalls erfüllt sind.

1.1.2. Mindestvorschriften für die grundlegende Charakterisierung der Abfälle:

- a) Quelle und Herkunft der Abfälle;
- b) Informationen über den Herstellungsprozess, bei dem die Abfälle anfallen (Beschreibung und Merkmale der Rohstoffe und Erzeugnisse);
- c) Beschreibung der Abfallvorbehandlung gemäß Artikel 2, 13° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle oder Begründung, warum eine solche Vorbehandlung als nicht erforderlich betrachtet wird;
- d) Angaben über die Zusammensetzung des Abfalls und das Auslaugungsverhalten, soweit relevant;
- e) äußerer Eindruck des Abfalls (Geruch, Farbe, physische Beschaffenheit);
- f) Abfallcode gemäß dem im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs stehenden Verzeichnis;
- g) für gefährliche Abfälle im Falle von Doppeleinträgen: die relevanten gefährlichen Eigenschaften entsprechend der Anlage zum im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs stehenden Verzeichnis;
- h) Informationen zum Nachweis, dass der Abfall nicht unter die Ausnahmen gemäß Artikel 19, § 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle fällt;
- i) Klasse des technischen Vergrabungszentrums, in welche der Abfall aufgenommen werden kann;
- j) notfalls, zusätzliche im technischen Vergrabungszentrum zu treffende Vorkehrungen;
- k) Prüfung, ob der Abfall dem Recycling zugeführt oder verwertet werden kann.

1.1.3. Untersuchung

Außer in den unter Punkt 1.1.4 erwähnten Fällen muss jeder Abfall in der Regel untersucht werden, um die vorgenannten Informationen zu erhalten. Neben dem Auslaugungsverhalten muss auch die Zusammensetzung des Abfalls bekannt sein oder durch eine Untersuchung ermittelt werden. Untersuchungen zum Zwecke der grundlegenden Charakterisierung müssen stets auch die Übereinstimmungsuntersuchungen umfassen.

Der Inhalt der Charakterisierung, der Umfang der erforderlichen Laboruntersuchungen und der Bezug zwischen der grundlegenden Charakterisierung und der Übereinstimmungsprüfung hängen von der Abfallart ab. Es kann unterschieden werden zwischen:

- a) Abfällen, die bei demselben Herstellungsverfahren regelmäßig anfallen;
- b) Abfällen, die nicht regelmäßig anfallen.

Die Charakterisierungen in den Kategorien a) und b) liefern Informationen, die unmittelbar mit den Annahmekriterien für das entsprechende technische Vergrabungszentrum verglichen werden können; zusätzlich können Beschreibungen geliefert werden (z.B. über die Folgen einer Ablagerung gemeinsam mit Haushaltsabfällen)

- a) Abfälle, die bei demselben Herstellungsverfahren regelmäßig anfallen

Hierbei handelt es sich um spezifische Abfälle mit gleichbleibenden Eigenschaften, die regelmäßig bei demselben Herstellungsverfahren anfallen, bei dem

- die Anlage und das Verfahren, bei dem die Abfälle anfallen, bekannt sind und die bei diesem Verfahren verarbeiteten Rohstoffe und das Verfahren selbst genau festgelegt sind,
- der Betreiber der Anlage alle erforderlichen Informationen liefert und den Betreiber des technischen Vergrabungszentrums von Änderungen des Verfahrens unterrichtet (insbesondere über Änderungen bei den Rohstoffen).

Das Herstellungsverfahren findet häufig in einer einzelnen Betriebsanlage statt. Die Abfälle können aber auch aus verschiedenen Anlagen stammen, wenn sie als ein einzelner Abfallstrom mit gemeinsamen Merkmalen im Rahmen bekannter Grenzen (z.B. Rost- und Kesselasche aus der Verbrennung von Haushaltsabfällen) bestimmt werden können.

Die grundlegende Charakterisierung dieser Abfälle umfasst vor allem die unter Punkt 1.1.2 aufgelisteten Mindestangaben und ganz besonders folgende Punkte:

- Zusammensetzung von jedem Abfalltyp,
- Bandbreite und Veränderlichkeit der typischen Eigenschaften,
- ggf. Ermittlung der Auslaugbarkeit der Abfälle durch einen Laborauslaugtest und/oder eine Perkolationsprüfung und/oder eine Prüfung der pH-Abhängigkeit,

— regelmäßige Untersuchung der Schlüsselvariablen.

Fällt Abfall aus demselben Herstellungsverfahren aber in unterschiedlichen Betriebsanlagen an, sind Informationen über den Untersuchungsbereich zu liefern. Demnach muss eine genügende Anzahl Messungen, die es möglich macht, ein statistisch repräsentatives Ergebnis zu erhalten, vorgenommen werden, um die Zusammensetzung und die Schwankungsbreite der für den Abfall charakteristischen Eigenschaften zu zeigen. Der Abfall kann sodann als charakterisiert gelten, und für weitere Lieferungen ist nur noch die Übereinstimmungsprüfung durchzuführen, solange die Herstellungsprozesse nicht wesentlich geändert werden.

Für Abfälle, die in demselben Verfahren und in derselben Betriebsanlagen anfallen, ist eine weitergehende Bewertung erforderlich. Der Abfall kann sodann als charakterisiert gelten, und für weitere Lieferungen ist nur noch die Übereinstimmungsprüfung durchzuführen, solange der Herstellungsprozess der Abfälle nicht wesentlich geändert wird.

Abfälle aus Einrichtungen für die Mischung von Abfällen, aus Abfallverladestationen oder Mischabfallströme aus Müllsammelanlagen können sehr unterschiedliche Eigenschaften haben. Dies muss bei der grundlegenden Charakterisierung berücksichtigt werden. Solche Abfälle fallen unter die Kategorie b).

b) Abfälle, die nicht regelmäßig anfallen.

Diese Abfälle fallen nicht regelmäßig im selben Herstellungsprozess derselben Betriebsanlage an und sind nicht Teil eines hinlänglich charakterisierten Abfallstromes. Deshalb muss jede einzelne Charge eines solchen Abfalls charakterisiert werden. Die grundlegende Charakterisierung erfolgt anhand der hierfür festgelegten Mindestvorschriften. Da jede Charge einzeln charakterisiert werden muss, ist keine Übereinstimmungsuntersuchung erforderlich.

1.1.4. Fälle, bei denen keine Untersuchung erforderlich ist.

Auf Untersuchungen, die der grundlegenden Charakterisierung entsprechen, kann in folgenden Fällen verzichtet werden:

- der Abfall ist im unten stehenden Verzeichnis derjenigen Abfälle aufgeführt, die nicht untersucht zu werden brauchen;
- sämtliche notwendigen Informationen für die grundlegende Charakterisierung sind bekannt, ordnungsgemäß begründet und durch die zuständige Behörde genehmigt;
- bestimmte Abfallarten, bei denen eine Untersuchung nicht durchführbar ist oder keine geeigneten Prüfverfahren und Annahmekriterien vorhanden sind. Dies muss begründet und dokumentiert werden; ferner müssen die Gründe dafür angegeben werden, warum der Abfall als für dieses technische Vergrabungszentrum annehmbar betrachtet wird.

Verzeichnis der Abfälle, die ohne Prüfung in technischen Vergrabungszentren für Inertabfälle angenommen werden können

Bei den in der folgenden Kurzliste aufgeführten Abfällen wird davon ausgegangen, dass sie die in Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definierten Kriterien für Inertabfälle und die auf die in den technischen Vergrabungszentren für Inertabfälle anwendbaren Grenzwerte erfüllen. Solche Abfälle können in einem technischen Vergrabungszentrum für Inertabfälle ohne Prüfung angenommen werden.

Bei dem Abfall muss es sich um einen einzelnen Strom (eine einzelne Quelle) aus einem einzigen Material handeln. Unterschiedliche, in der Liste aufgeführte Abfälle können gemeinsam angenommen werden, solange sie aus derselben Quelle stammen.

Bei Verdacht (nach Sichtkontrolle oder aufgrund der Kenntnis von der Herkunft des Abfalls) auf Verunreinigungen ist eine Prüfung durchzuführen oder der Abfall zurückzuweisen. Wenn die aufgelisteten Abfälle verunreinigt sind oder andere Materialien oder Stoffe wie etwa Metalle, Asbest, Kunststoffe, Chemikalien usw. in einem Umfang enthalten, der die mit dem Abfall verbundene Gefahr so weit erhöht, dass ihre Ablagerung in einer anderen Deponieklasse gerechtfertigt ist, dürfen sie nicht in einem technischen Vergrabungszentrum für Inertabfälle angenommen werden.

Bestehen Zweifel daran, dass der Abfall der Definition für Inertabfall gemäß Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und den auf die in den technischen Vergrabungszentren für Inertabfälle anwendbaren Grenzwerten entspricht, oder bezüglich der Reinheit des Abfalls ist eine Prüfung vorzunehmen. Zu diesem Zweck werden die unter Punkt 2 der vorliegenden Anlage aufgeführten Verfahren angewandt.

Codes gemäß dem EWR vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs	Bezeichnung	Beschränkungen
10 11 03	Glasfaserabfall	Nur ohne organische Bindemittel
15 01 07	Verpackungen aus Glas	
17 01 01	Beton	Nur ausgewählte Abfälle (*)
17 01 02	Ziegel	Nur ausgewählte Abfälle (*)
17 01 03	Fliesen und Keramik	Nur ausgewählte Abfälle (*)
17 01 07	Gemische aus Beton, Ziegeln, Fliesen und Keramik, die nicht unter der Rubrik 17 01 06 erwähnt werden	Nur ausgewählte Abfälle (*)
17 02 02	Glas	
17 05 04	Boden und Steine mit Ausnahme derjenigen, die in Rubrik 17 05 03 erwähnt werden	Ausgenommen Oberboden und Torf sowie Boden und Steine aus kontaminierten Flächen
19 12 05	Glas	
20 01 02	Glas	Nur getrennt gesammeltes Glas
20 02 02	Boden und Steine	Nur Abfälle aus Gärten und Parkanlagen, ausgenommen Oberboden und Torf

Codes gemäß dem EWR vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs	Bezeichnung	Beschränkungen
(*) Ausgewählte Abfälle aus Bau- und Abrissmaßnahmen mit weniger als 0,5% in Gewicht von anderen Stoffen (z.B. Metalle, Kunststoffe, organische Stoffe, Holz, Gummi usw.). Die Herkunft des Abfalls muss bekannt sein. — Keine Abfälle aus Gebäuden, die mit gefährlichen anorganischen oder organischen Stoffen verunreinigt sind, z.B. aufgrund von Herstellungsverfahren am Bau, Bodenverunreinigungen, Lagerung und Verwendung von Pflanzenschutzmitteln oder anderen Stoffen usw. - es sei denn, dass der Nachweis erbracht werden kann, dass das abgerissene Gebäude nicht nennenswert kontaminiert ist. — Keine Abfälle aus Gebäuden, die mit Materialien behandelt, bedeckt oder bemalt wurden, die in erheblichem Maße mit gefährlichen Stoffen gestrichen sind.		

Abfälle, die in dieser Liste nicht aufgeführt sind, müssen einer Untersuchung gemäß Punkt 1 unterzogen werden, um zu ermitteln, ob sie den Annahmekriterien für Inertabfälle auf Deponien entsprechen.

Verzeichnis der ohne Untersuchung in technischen Vergrabungszentren annehmbaren nicht gefährlichen Abfälle

Die Abfälle, die in der Rubrik 20 des in der Tabelle, die als Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs beigefügt ist, erwähnten Abfallkatalogs als nicht gefährlich eingestuft sind, die getrennt gesammelten, nicht gefährlichen Haushaltsabfallfraktionen und die gleichen, nicht gefährlichen Materialien anderen Ursprungs können ohne Prüfung in den technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden.

Die Abfälle dürfen nicht angenommen werden, wenn sie nicht einer vorherigen Behandlung gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festsetzung der Kriterien zur Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren unterzogen wurden, oder wenn sie in einem Maße verunreinigt sind, dass die damit verbundenen Gefahren ausreichen, um eine Ablagerung in anderen technischen Vergrabungszentren zu rechtfertigen.

Sie dürfen gemäß Artikel 5 des vorliegenden Erlasses nicht in denselben Zellen abgelagert werden, in denen stabile, nicht reaktive gefährliche Abfälle angenommen werden.

1.2. Übereinstimmungsuntersuchung

Ist ein Abfall nach der grundlegenden Charakterisierung gemäß Punkt 1 in einer Klasse von technischem Vergrabungszentrum als annehmbar betrachtet worden, ist er anschließend einer Übereinstimmungsuntersuchung zu unterziehen, mit der ermittelt wird, ob der Abfall mit den Ergebnissen der grundlegenden Charakterisierung und den einschlägigen Annahmekriterien, wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festsetzung der Kriterien zur Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren bestimmt, übereinstimmt.

Zweck der Übereinstimmungsuntersuchung ist die regelmäßige Prüfung ständig anfallender Abfallströme.

Die zu prüfenden relevanten Parameter werden in der grundlegenden Charakterisierung festgelegt. Sie sollten sich auf die grundlegende Charakterisierung beziehen. Dabei ist nur eine Prüfung der Schlüsselvariablen (kritische Parameter) erforderlich, die in der grundlegenden Charakterisierung festgelegt sind.

Aus der Prüfung muss hervorgehen, dass der Abfall die Grenzwerte für die kritischen Parameter einhält, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festsetzung der Kriterien zur Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren festgesetzt werden.

Für die Übereinstimmungsuntersuchung finden eins oder mehrere Verfahren Anwendung, die für die grundlegende Charakterisierung angewandt werden. Die Untersuchung muss zumindest den Schüttelauslaugtest umfassen. Zu diesem Zweck werden die unter Punkt 2 aufgeführten Verfahren angewandt.

Abfälle, die von den Untersuchungen für die grundlegende Charakterisierung nach Punkt 1.1.4 a) und c) ausgenommen sind, sind auch von der Übereinstimmungsuntersuchung freigestellt. Sie müssen aber auf ihre Übereinstimmung mit den anderen Informationen der grundlegenden Charakterisierung außer den Untersuchungen hin geprüft werden.

Übereinstimmungsuntersuchungen werden mindestens einmal jährlich vorgenommen, und der Betreiber muss in jedem Fall sicherstellen, dass sie in dem Umfang und der Häufigkeit erfolgen, wie sie in der grundlegenden Charakterisierung festgelegt sind.

Die Untersuchungsergebnisse werden in das durch Artikel 25 des vorliegenden Erlasses auferlegte Register eingetragen.

1.3. Kontrolle an Ort und Stelle

Jede Abfalllieferung, die in einem technischen Vergrabungszentrum angenommen werden, wird vor und nach dem Entladen einer Sichtkontrolle unterzogen. Die vorgeschriebenen Unterlagen sind zu prüfen.

Für Abfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 5 entsorgt werden, kann in den Sonderbedingungen der Umweltgenehmigung vorgesehen werden, dass diese Prüfung am Abgangspunkt der Abfälle vorgenommen wird.

Der Abfall wird in dem technischen Vergrabungszentrum angenommen, wenn es sich um den gleichen handelt, der einer grundlegenden Charakterisierung und einer Übereinstimmungsuntersuchung unterzogen wurde und der in den Begleitunterlagen beschrieben ist. Andernfalls darf der Abfall nicht angenommen werden.

Bei der Lieferung werden regelmäßige Proben genommen, so dass es immer ein repräsentatives Muster am Standort gibt. Die Proben sind nach der Annahme des Abfalls mindestens einen Monat lang aufzubewahren.

Der Minister setzt die technischen Anforderungen bezüglich der Kontrolluntersuchungen an Ort und Stelle und, wenn es relevant ist, ebenfalls schnelle Untersuchungsverfahren fest.

2. PROBENAHE- UND PRÜFVERFAHREN

Probenahme und Prüfungen zur grundlegenden Charakterisierung und Prüfung der Übereinstimmung sind von einem gemäß Artikel 14, 2° d) des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle zugelassenen Labor vorzunehmen. Die Betreiber von technischen Vergrabungszentren, die über die EMAS-Registrierung gemäß Artikel 32 des vorliegenden Erlasses verfügen, können aber die Probenahmen selber vornehmen oder sie durch einen ihnen unterstehenden fachkundigen Subunternehmer vornehmen lassen.

Solange keine Norm des Europäischen Normenausschusses als amtliche europäische Norm (EN) festgesetzt worden ist, werden regionale Normen bzw. Verfahren oder der Normentwurf des Europäischen Normenausschusses, wenn er die prEN-Sufe erreicht hat, angewandt.

Es sind folgende Verfahren anzuwenden.

Probenahme

Für die Probenahme von Abfällen - für die grundlegende Charakterisierung, die Übereinstimmungsuntersuchung und die Untersuchung auf der Deponie - ist ein Probenahmeplan gemäß Teil 1 der gegenwärtig vom CEN entwickelten Norm für Probenahmen zu entwickeln.

Allgemeine Abfalleigenschaften

- EN 13137: Bestimmung des TOC in Abfällen, Schlämmen und Sedimenten
 prEN 14346: Ermittlung des Trockenmassegehalts durch Bestimmung der Trockenrückstände oder des Feuchtegehalts

Auslaugungstests

- prEN 14405 Untersuchung des Auslaugungsverhaltens - Perkolationsprüfung (Perkolationsprüfung für anorganische Bestandteile)
 EN 12457/1-4: Eluierung - Übereinstimmungsuntersuchung für die Auslaugung von körnigen Abfällen und Schlämmen
 Teil 2: L/S = 10 l/kg und Korngröße < 4 mm
 Teil 4: L/S = 10 l/kg und Korngröße < 10 mm

Der Minister kann die Modalitäten zur Einsetzung dieser Norm bestimmen.

Aufschluss des Rohabfalls

- EN 13657: Aufschluss zur anschließenden Bestimmung des in Königswasser löslichen Anteils an Elementen in Abfällen (Teilaufschluss des Festabfalls vor einer Elementaranalyse ohne Zerstörung der Silikatmatrix)
 EN 13656: Aufschluss mittels Mikrowellengerät mit einem Gemisch aus Fluorwasserstoffsäure (HF), Salpetersäure (HNO₃) und Salzsäure (HCl) für die anschließende Bestimmung der Elemente im Abfall (Gesamtaufschluss des Festabfalls vor der Elementaranalyse)

Analyse

- EN 12506: Analyse von Eluaten - Bestimmung von pH, As, Ba, Cd, Co, Cr, Cr VI, Cu, Mo, Ni, NO₂, Pb, S insgesamt, SO₄, V und Zn (Analyse der anorganischen Bestandteile des Festabfalls und/oder seiner Eluate; höchster/geringster Messwert und Spurenelemente)
 EN 13370: Chemische Analyse von Eluaten - Bestimmung von: Ammonium, AOX, Leitfähigkeit, HG, Phenolindex, TOC, CN- leichtfreisetzbar, F- Analyse der anorganischen Bestandteile des Festabfalls und/oder seiner Eluate (Anionen)].
 prEN 14039: Bestimmung des Kohlenstoffgehalts im Bereich von C10-C40 durch Gaschromatographie

Für Tests und Analysen, für welche (noch) keine CEN-Verfahren zur Verfügung stehen, sind die verwendeten Verfahren von dem Amt zu genehmigen.

3. SICHERHEITSBEWERTUNG FÜR DIE ABFALLANNAHME IN UNTERTAGEDEPONIE**3.1. Sicherheitsphilosophie für Untertagedeponien - alle Klassen**

Die spezifische Bewertung der Sicherheit des Standortes muss folgende Elemente im Hinblick auf die Annahme von Abfällen in Untertagedeponien berücksichtigen. Die Erstellung dieser Bewertung obliegt dem Betreiber.

3.1.1. Die Bedeutung der geologischen Barriere

Bei der Endlagerung von Abfällen in Untertagedeponien geht es vor allem darum, sie von der Biosphäre zu isolieren. Die Abfälle, die geologische Barriere und die Hohlräume einschließlich aller baulichen Anlagen bilden gemeinsam ein System, das mit allen übrigen technischen Aspekten die entsprechenden Voraussetzungen erfüllen muss.

Der Nachweis einer langfristigen Sicherheit der Einlagerung (Punkt 3.1.2.7) muss erfolgen, um dem allgemeinen Verbot der Direkteinleitungen von Schadstoffen in das Grundwasser zu entsprechen und um eine Verschlechterung des Zustands aller Grundwasserkörper zu verhindern.

3.1.2. Standortsspezifische Risikobewertung

Im Rahmen der Risikobewertung ist folgendes zu ermitteln:

- die Gefahr (in diesem Fall die abzulagernden Abfälle),
- die Rezeptoren (in diesem Fall die Biosphäre und eventuell das Grundwasser),
- die Wegsamkeiten, über die Stoffe aus den Abfällen in die Biosphäre gelangen können,
- die Wirkungen der Stoffe, die in die Biosphäre gelangen können.

Die Annahmekriterien für eine Untertagedeponie hängen unter anderem von der Analyse des aufnehmenden Gesteins ab; deswegen ist es bestätigt, dass die in den Artikeln 8, 9, 16, 18, 20 und 21 des vorliegenden Erlasses festgesetzten Bedingungen nicht anwendbar sind.

Die Annahmekriterien für die Deponierung unter Tage müssen anhand der örtlich gegebenen Bedingungen erstellt werden. Dies erfordert den Nachweis, dass die Schichten für die Anlage einer Deponie geeignet sind, d.h. eine Bewertung der Risiken für eine Einlagerung unter Berücksichtigung des Gesamtsystems von Abfall, baulichen Anlagen und Hohlräumen und des aufnehmenden Gesteinsmassivs.

Die standortsspezifische Risikobewertung der Einrichtung muss sowohl für die Betriebslaufzeit als auch für die Phase nach Beendigung des Betriebs durchgeführt werden. Anhand dieser Bewertungen können die erforderlichen Kontroll- und Sicherheitsmaßnahmen sowie die Annahmekriterien ausgearbeitet werden.

Es ist eine integrierte Leistungsbewertung mit folgenden Elementen zu erstellen:

- 1) Geologische Bewertung;
- 2) Geomechanische Bewertung;
- 3) Hydrogeologische Bewertung;
- 4) Geochemische Bewertung;
- 5) Bewertung der Auswirkungen auf die Biosphäre;
- 6) Bewertung der Betriebslaufzeit;
- 7) langfristige Bewertung;
- 8) Bewertung der Auswirkungen sämtlicher Übertageeinrichtungen vor Ort

3.1.2.1. Geologische Bewertung

Es ist eine eingehende Untersuchung oder Kenntnis des geologischen Aufbaus eines Standortes erforderlich. Dazu gehören Untersuchungen und Analysen der Gesteinsarten, der Böden und der Topographie. Die geologische Bewertung muss die Eignung des Standortes für eine Untertagedeponie nachweisen. Dabei sind die Lage, die

Häufigkeit und die Struktur aller Verwerfungen oder Brüche in der umgebenden geologischen Schicht sowie die etwaigen Auswirkungen seismischer Aktivitäten auf diese Strukturen zu berücksichtigen. Außerdem sollten auch alternative Standorte erwogen werden.

3.1.2.2. Geomechanische Bewertung

Durch geeignete Untersuchungen und Prognosen muss die Stabilität der Hohlräume nachgewiesen werden. Die abgelagerten Abfälle sind in diese Bewertung einzubeziehen. Die Prozesse sind systematisch zu analysieren und zu dokumentieren.

Folgende Aspekte sind nachzuweisen:

- 1) Während und nach der Schaffung der Hohlräume sind weder am Hohlraum selbst noch an der Erdoberfläche größere Deformationen zu erwarten, die den Betrieb der Untertagedeponie beeinträchtigen oder Wegsamkeiten zur Biosphäre herstellen könnten;
- 2) Die Tragfähigkeit des Hohlraums ist so groß, dass es während des Betriebs nicht zu einem Zusammenbruch kommen kann.
- 3) Das abgelagerte Material hat die für die geomechanischen Eigenschaften des aufnehmenden Gesteins erforderliche Stabilität.

3.1.2.3. Hydrogeologische Bewertung

Es ist eine eingehende Untersuchung der hydraulischen Eigenschaften zur Ermittlung der Grundwasserströme in den benachbarten Schichten erforderlich, die sich auf Angaben über die hydraulische Leitfähigkeit des Gesteinsmassivs, über Brüche und hydraulische Gradienten stützt.

3.1.2.4. Geochemische Bewertung

Es ist eine eingehende Untersuchung der Zusammensetzung des Gesteins und des Grundwassers erforderlich, um die gegenwärtige Zusammensetzung des Grundwassers und ihre eventuelle Veränderung im Laufe der Zeit sowie die Art und Menge der die Brüche füllenden Mineralien zu ermitteln und eine quantitative mineralogische Bestandsaufnahme des aufnehmenden Gesteins vorzunehmen. Auch sind die Auswirkungen der Veränderlichkeit des Abfalls auf das geochemische System festzustellen.

3.1.2.5. Bewertung der Auswirkungen auf die Biosphäre

Es ist eine Untersuchung der Biosphäre erforderlich, die durch die Untertagedeponie beeinflusst werden kann. Ferner ist die Ausgangssituation zu ermitteln und durch Untersuchungen die natürliche örtliche Konzentration der relevanten Stoffe festzustellen.

3.1.2.6. Bewertung der Betriebslaufzeit

Für die Betriebslaufzeit muss eine Analyse nachweisen,

- 1) dass die Hohlräume ausreichend stabil sind (siehe Punkt 3.1.2.2);
- 2) dass kein unannehmbares Risiko dafür besteht, dass die Abfälle in Kontakt mit der Biosphäre kommen könnten;
- 3) dass kein unannehmbares Risiko für den Betrieb der Einrichtung besteht.

Beim Nachweis der Betriebssicherheit ist eine systematische Analyse des Betriebs der Einrichtung auf der Grundlage spezifischer Daten zum Abfallverzeichnis, zum Betriebsmanagement und zum Betriebsablauf durchzuführen. Es ist nachzuweisen, dass der Abfall keinerlei chemische oder physikalische Reaktion mit dem Gestein eingeht, welche die Festigkeit und Dichtigkeit des Gesteins beeinträchtigt und so die Ablagerung selbst gefährdet. Deshalb dürfen neben den Abfällen, die gemäß Artikel 19, § 3 des Dekrets vom 27 Juni 1996 über die Abfälle verboten sind, auch solche Abfälle nicht angenommen werden, die unter Deponiebedingungen (Temperatur, Feuchtigkeit) zu spontaner Selbstentzündung neigen wie etwa Gaserzeugnisse, flüchtige Abfälle und solche, die aus nicht identifizierten Müllmischungen stammen.

Besondere Vorfälle, die während der Betriebslaufzeit zur Entwicklung von Wegsamkeiten zwischen den Abfällen und der Biosphäre führen können, sind festzustellen. Die verschiedenen Arten von möglichen Betriebsrisiken sind in besonderen Kategorien zusammenzufassen. Ihre möglichen Auswirkungen sind zu evaluieren. Es ist nachzuweisen, dass an der Betriebsstätte kein unannehmbares Risiko für eine Freisetzung des eingelagerten Abfalls besteht. Weiter sind Notfallpläne aufzustellen.

3.1.2.7. Langfristige Bewertung

Zur Einhaltung der Ziele einer umweltverträglichen Ablagerung muss eine Risikobewertung lange Zeiträume betrachten. Es ist sicherzustellen, dass auch nach Einstellung des Betriebs der Untertagedeponie langfristig keine Wegsamkeiten zur Biosphäre hergestellt werden.

Die Barrieren des Standorts der Untertagedeponie (z.B. Abfallmerkmale, bauliche Anlagen, Verfüllung und Versiegelung von Schächten und Bohrlöchern), das Verhalten des aufnehmenden Gesteins, der umgebenden Schichten und des Deckgebirges müssen für lange Zeiträume quantitativ bewertet und auf der Grundlage der standortspezifischen Daten oder hinreichend vorsichtiger Schätzungen evaluiert werden. Ferner sind die geochemischen und geohydrologischen Bedingungen wie etwa der Grundwasserfluss (siehe Punkte 3.1.2.3 und 3.1.2.4), die Wirksamkeit der Barrieren, ihr natürliches Schwächerwerden und das Auslaugungsverhalten der eingelagerten Abfälle in Rechnung zu stellen.

Die langfristige Sicherheit einer Untertagedeponie muss durch eine Sicherheitsprüfung nachgewiesen werden, die einen anfänglichen Zustand zu einem gegebenen Zeitpunkt (z. B. Schließung der Anlage) darstellt und anschließend ein Szenario mit den wichtigsten Veränderungen in geologischen Zeiträumen entwickelt. Schließlich sind die Folgen einer Freisetzung relevanter Stoffe aus der Untertagedeponie für verschiedene Szenarien zu bewerten, die mögliche langfristige Veränderungen in der Biosphäre, der Geosphäre und der Untertagedeponie wiedergeben.

Auskleidungen der Behälter und Hohlräume sind wegen ihrer begrenzten Lebensdauer bei der langfristigen Risikobewertung der Abfalleinlagerungen nicht zu berücksichtigen.

3.1.2.8. Bewertung der Auswirkungen der Aufnahmeeinrichtungen über Tage

Auch wenn die am Standort angenommenen Abfälle für eine unterirdische Einlagerung bestimmt sind, müssen sie vor Erreichen ihres endgültigen Ziels an der Oberfläche umgeladen, geprüft und möglicherweise auch gelagert werden. Die Aufnahmeeinrichtungen sind so zu konzipieren und zu handhaben, dass Schädigungen der menschlichen Gesundheit und der örtlichen Umwelt vermieden werden. Sie müssen dieselben Voraussetzungen wie alle übrigen Abfallannahmeeinrichtungen erfüllen.

3.1.2.9. Bewertung der übrigen Risiken

Aus Gründen des Schutzes des Personals sind Abfälle nur in solchen Untertagedeponien abzulagern, die von Bergbauaktivitäten sicher isoliert sind.

Abfälle dürfen nicht angenommen werden, wenn sie gefährliche Stoffe enthalten oder bilden, die gesundheitsschädlich sind, etwa pathogene Keime übertragbarer Krankheiten.

3.2. Weitere Überlegungen - Salzbergwerke

3.2.1. Bedeutung der geologischen Barriere

In der Sicherheitsphilosophie für Salzbergwerke hat das Gestein, das den Abfall umgibt, eine zweifache Funktion:

- Es wirkt als aufnehmendes Gestein, in dem die Abfälle eingekapselt werden,
- Gemeinsam mit der undurchlässigen Gesteinsschicht (z.B. Anhydrit) als Sohle und Deckschicht wirkt es als geologische Barriere, die das Grundwasser von einem Eindringen in die Deponie abhält und ggf. Flüssigkeiten oder Gase aus dem Deponiebereich wirksam an einem Entweichen hindert. Wo diese geologische Barriere von Schächten und Bohrlöchern durchlöchert ist, müssen diese während der Betriebslaufzeit so versiegelt werden, dass kein Wasser eindringen kann, und nach der Schließung des technischen Vergrabungszentrums hermetisch abgedichtet werden. Wenn der Bergbaubetrieb länger aufrechterhalten wird als das technische Vergrabungszentrum, muss der Ablagerungsbereich nach der Beendigung der Deponietätigkeit mit einer wasserundurchlässigen Sperrwand versiegelt werden, die entsprechend dem berechneten hydraulischen Druck in der jeweiligen Tiefe errichtet wird, so dass Wasser, das in die noch betriebene Mine eindringt, nicht in das Gebiet des technischen Vergrabungszentrums durchsickern kann.
- das Salz in Salzstöcken gilt als vollkommene Kapselung. Abfälle kommen mit der Biosphäre nur bei einem Störfall wie etwa einem Erdbeben oder Erosion oder einem Ereignis in geologischen Zeiträumen (z.B. dem Ansteigen des Meeresspiegels) in Berührung. Der Abfall dürfte sich in der Lagerstätte nicht verändern, aber die Folgen solcher Störfall-Szenarien müssen in Betracht gezogen werden.

3.2.2. Langfristige Bewertung

Der Nachweis der langfristigen Sicherheit einer Untertagedeponie in einem Salzstock muss im Prinzip durch eine Bestimmung des Salzgesteins als Sperrgestein vorgenommen werden. Salzgestein erfüllt die Bedingung, für Gase und Flüssigkeiten undurchlässig zu sein, den Abfall aufgrund seines Konvergenzverhaltens abzukapseln und ihn nach Abschluss des Transformationsprozesses vollständig einzuschließen.

Das Konvergenzverhalten des Salzgesteins widerspricht damit nicht der Bedingung, dass die Hohlräume während der Betriebslaufzeit stabil sein müssen. Die Stabilität ist wichtig, um einen sicheren Betriebsablauf zu gewährleisten und die Unversehrtheit der geologischen Barriere für unbegrenzte Zeit zu erhalten, so dass ein andauernder Schutz der Biosphäre gewährleistet ist. Die Abfälle müssen dauerhaft von der Biosphäre isoliert werden. Eine kontrollierte Senkung des Deckgesteins oder andere langfristige Schäden können nur dann in Kauf genommen werden, wenn sich nachweisen lässt, dass lediglich bruchfreie Veränderungen stattfinden, die Unversehrtheit der geologischen Barriere gewahrt bleibt und sich keine Wegsamkeiten bilden, durch die Wasser mit dem Abfall in Berührung kommen oder die Abfälle oder ihre Bestandteile in die Biosphäre entweichen können.

3.3. Weitere Überlegungen - Festgestein

Eine "Tiefendeponie in Festgestein" wird hier definiert als unterirdische Ablagerung in mehreren hundert Metern Tiefe, wo Festgestein aus verschiedenen magmatischen Gesteinsarten (wie Granit oder Gneiss), aber auch aus Sedimentgestein wie etwa Kalkstein und Sandstein besteht.

3.3.1. Sicherheitsphilosophie

Eine Tiefendeponie in Festgestein ist ein praktikables Verfahren, um künftige Generationen nicht mit der Verantwortung für die Abfälle zu belasten, sofern sie als passive Lagerstätte ohne erforderliche Wartungsmaßnahmen errichtet wird. Ferner darf die Anlage nicht die Wiederbringung der Abfälle oder die Möglichkeit späterer Korrekturmaßnahmen verhindern. Sie ist so zu konzipieren, dass negative Umweltauswirkungen oder Verbindlichkeiten aus den Tätigkeiten der gegenwärtigen Generationen nicht künftige Generationen treffen.

Kernpunkt der Sicherheitsphilosophie für unterirdische Abfalldeponien ist die Isolierung des Abfalls von der Biosphäre durch eine natürliche Rückhaltung aller Arten von Schadstoffen, die aus dem Abfall entweichen. Im Falle bestimmter Arten gefährlicher Stoffe und Abfälle müssen die Gesellschaft und die Umwelt für lange Zeiträume vor einer nachhaltigen Belastung geschützt werden. "Lange Zeiträume" bedeutet mehrere tausend Jahre. Ein solches Schutzniveau kann durch Tiefendeponien in Festgestein erzielt werden. Die Tiefendeponie in Festgestein kann entweder in aufgelassenen Minen, in denen keine Minentätigkeiten mehr stattfinden, oder in eigens dafür geschaffenen Bergwerken errichtet werden.

Im Falle einer Deponie in Festgestein ist eine vollkommene Abkapselung nicht möglich. Deshalb ist eine Untertagedeponie so zu errichten, dass die natürliche Rückhaltefähigkeit der umgebenden Schichten die Auswirkungen von Schadstoffen so weit senkt, dass sie keine irreversiblen negativen Folgen mehr für die Umwelt haben. Dies bedeutet, dass die Billigung von Freisetzungen aus solchen Einrichtungen von der Fähigkeit der näheren Umwelt zur Abschwächung und zum Abbau von Schadstoffen abhängt.

Der Nachweis einer langfristigen Sicherheit der Einlagerung (Punkt 3.1.2.7) muss erfolgen, um dem allgemeinen Verbot der Direkteinleitungen von Schadstoffen in das Grundwasser zu entsprechen und um eine Verschlechterung des Zustands aller Grundwasserkörper zu verhindern. Die Leistungsfähigkeit einer Tiefendeponie muss ganzheitlich unter Berücksichtigung der reibungslosen Zusammenarbeit der verschiedenen Teile des Systems bewertet werden. In einer Tiefendeponie in Festgestein liegt die Lagerstätte unterhalb des Grundwasserspiegels. Bei Tiefendeponien in Festgestein wird diese Bedingung erfüllt, indem keine freigesetzten gefährlichen Stoffe aus der Lagerstätte weder die Biosphäre noch die oberen Teile des Grundwassersystems, das Verbindungen zur Biosphäre hat, in Mengen oder Konzentrationen erreichen, die schädlich werden könnten. Deshalb ist eine Untersuchung der Wasserströme innerhalb der oder zur Biosphäre vorzunehmen. Ferner müssen die Auswirkungen von Veränderungen auf das geohydraulische System bewertet werden.

Eine Gasbildung kann in Tiefendeponien in Festgestein aufgrund eines langfristigen Verfalls des Abfalls, der Verpackungen und der künstlichen Anlagen erfolgen. Dies muss bei der Konzeption von Einrichtungen für Tiefendeponien in Festgestein ebenfalls berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

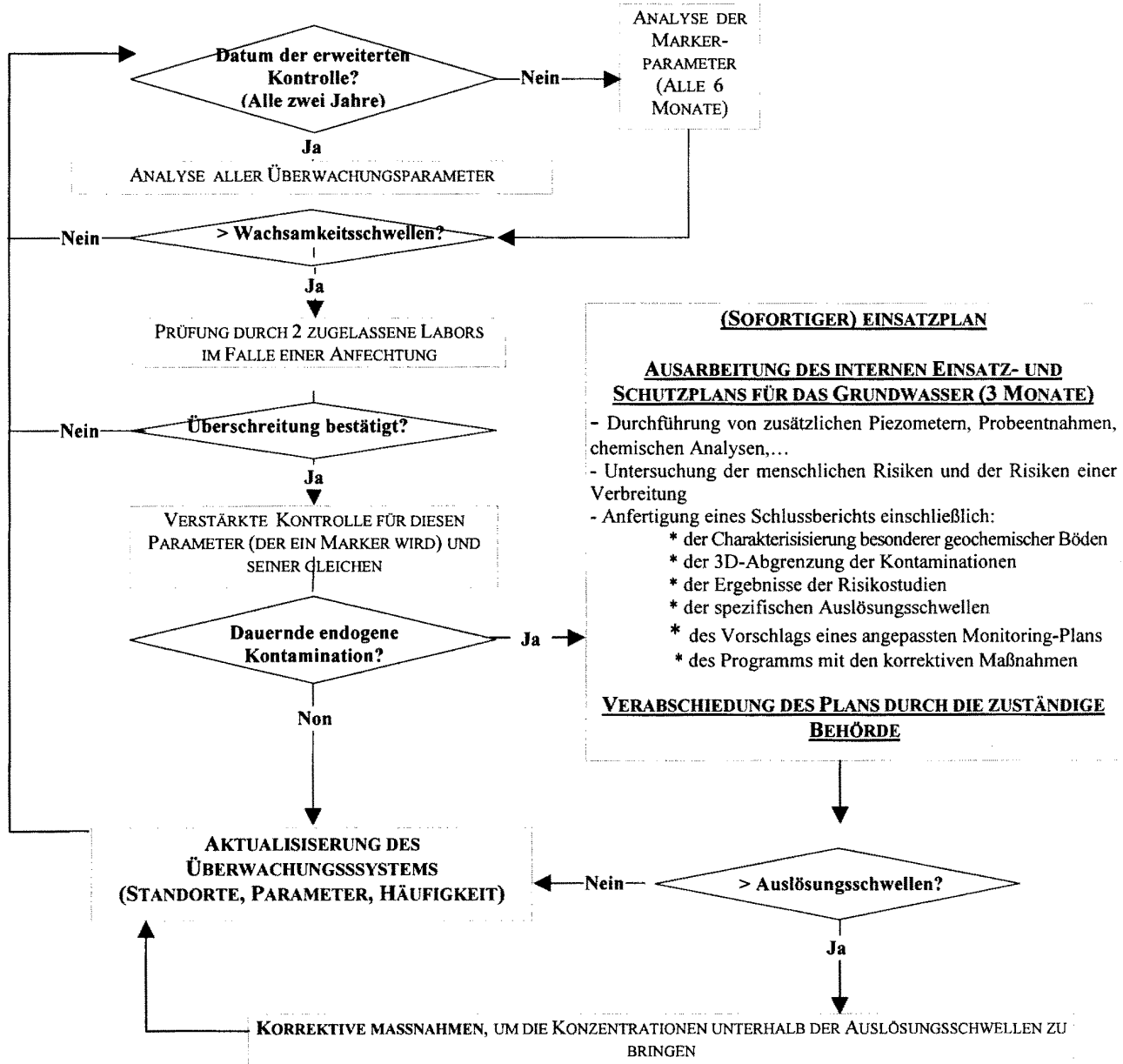
Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE II

"Anlage 4 – Verfahren zur Überwachung und Kontrolle des Grundwassers"

Anlage 4A: Verfahren zur Überwachung des Grundwassers



Anlage 4.B Zu kontrollierende Parameter und Auslösungsschwellen

Parameter	Code	Bezeichnung	Einheiten	LOQ ²	Medianwert	P95	Statistische Daten der Klasse 1 (und 5.1)		Klasse 3 (und 5.3)		Klasse 4		Schwellenwerte ¹	
							Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Wachsamkeit	Auslösung
Geländeparameter														
2005		Temperatur	°C				X	X	X	X	X	X		
2101		pH					X	X	X	X	X	X		
2102		Leitfähigkeit	µS/cm	646	1009		X	X	X	X	X	X	2100	
2008		Eh	mV											
2106		oder aufgelöster O ₂	mg/l				X	X	X	X	X	X		
2002		Trübung	NTU											
2006		oder Schwebstoffe	mg/l				X	X	X	X	X	X		
Mineralisierung und Salzgehalt														
2201		Chloride	mg/l	1	je	72	X	X	X	X	X	X	150	X
2202		Sulfate ⁴	mg/l	5	Grundwa	159	X	X	X	X	X	X	250	X
3001		Nitrate	mg/l NO ₃	2	sserleiter	50	X	X	X	X	X	X		
2204		Calcium	mg/l	5	verfügbar	187								
2205		Magnesium	mg/l	1	e	34								
2206		Natrium	mg/l	1	Durchsch	44								
2207		Kalium	mg/l	1	nittswerte	12								
3203		Fluoride	mg/l	0,05	Den	0,5	X	X	X	X	X	X	1,5	X
					"Stand der Grundwasserleiterschichten in der Wallonie" ³ einsehen									

¹ Die Kreuze bezeichnen die Parameter, für die im Einsatzplan eine Auslösungsschwelle zu bestimmen ist, falls die Wachsamkeitsschwelle überschritten wird.
² Maximale Bestimmungsgrenze, die vor den zugelassenen Labors angefordert wird.
³ <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/>

2107	Alkalinität (TAC)	°F	1	35		X				-	
Metalle ⁵											
3601	Arsen	µg/l	1	0,3		X			X	10	X
3602	Cadmium	µg/l	0,05	0,1		X			X	5	X
3603	Chrom	µg/l	2	0,7		X			X	50	X
Parameter											
Statistische Daten											
Klasse 1 (und 5.1)											
Klasse 2 (und 5.2)											
Klasse 3 (und 5.3)											
Klasse 4											
Schwellenwerte											
Code	Bezeichnung	Einheiten	LOQ ²	Medianwert	Marker	Erweiterter Marker	Marker	Erweiterter Marker	Erweiterter Marker	Wachsamkeit	Auslösung
3503	Kupfer	µg/l	2	1,7	X	X	X	X	X	100	X
3604	Quecksilber	µg/l	0,1	0,1		X			X	1	X
3605	Nickel	µg/l	2	8,2	X	X	X	X	X	20	X
3606	Blei	µg/l	1	0,3	X	X	X	X	X	10	X
3607	Antimon	µg/l	1	0,3		X				5	X
3608	Selen ⁴	µg/l	1	0,7		X				10	X
3504	Zink	µg/l	20	15	X	X	X	X	X	200	X
3501	Eisen (Filter 0,45 µ) ⁶	µg/l	20	988	X	X	X	X	X	1000	-
3502	Mangan ⁷	µg/l	5	2,5	X	X	X	X	X	250	-
	Sonstige Metalle ⁸	µg/l				X			X		X
Oxidierbare Stoffe und eutrophisierende Substanzen											
4002	TOC	mg/l C	0,3	0,7	X	X	X	X	X	5	-
4012	CSB	mg/l O ₂	5			X			X	-	-
4013	BSB5	mg/l O ₂	3			X			X	-	-
3003	Ammonium	mg/l NH ₄	0,05	0,3	X	X	X	X	X	0,5	-
3005	Phosphor	mg/l P ₂ O ₅	0,1	0,9		X		X	X	1,15	-

⁴ Die Schwellen für diesen Parameter sind nicht auf die geologischen Formationen des Karbons (Code M015, M016 und E017) noch auf die unterirdischen Wassermassen, die mit ihm in Kontakt sind (E030 und M073) anwendbar.

⁵ Außer wenn anders angegeben, handelt es sich um die Messung des extrahierbaren Metalls anhand einer nicht gefilterten und auf pH2 angesäuerten Probe

⁶ Die Schwellen für diesen Parameter sind nicht auf die örtlichen Grundwasserleiter des Karbons (Code M015, M016 und E017) noch auf den Grundwasserleiter des Kohlenkalksteins (Wassermassen E013 und E060) anwendbar.

⁷ Die Schwellen für diesen Parameter sind nicht auf die örtlichen Grundwasserleiter des Karbons (Code M015, M016 und E017), noch auf die Wassermassen, die mit dem Karbonsockel in Kontakt sind (E030 und M073) noch auf das schiefer- und sandsteinhaltige Massiv der Ardennen (Wassermassen M100, R101, M102 und M103) anwendbar.

Organische Mikroschadstoffe														
Code	Bezeichnung	Einheiten	LOQ ²	Statistische Daten der Grundwasserleiter	Medianwert	IP95	Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Wachsamkeit	Auslösung
4004	Phenolindex	µg/l	2				X	X					5	-
3205	Cyanide (gesamt)	µg/l	3	1,5	2,8			X					50	X
4003	Mineralöle (Index für die Kohlenwasserstoffe C10-C40)	µg/l	50				X	X		X			100	X
4020	Index für die flüchtigen Kohlenwasserstoffe (C5-C11)	µg/l	30				X	X					100	-
4201	Benzol	µg/l	0,25					X					1	X
4202	Toluol	µg/l	1					X					70	X
Parameter				Statistische Daten der Grundwasserleiter			Klasse 1 (und 5.1) Klasse 2 (und 5.2)	Klasse 3 (und 5.3)	Klasse 4				Schwellenwerte	
Code	Bezeichnung	Einheiten	LOQ ²	Medianwert	IP95	Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Marker	Erweiterter	Wachsamkeit	Auslösung	
4203	Ethylbenzen	µg/l	0,5				X					30	X	
4204	Xylol	µg/l	0,5				X					50	X	
4511	Naphtalen	µg/l	0,5				X					6	X	
	Sonstige PAK ⁸	µg/l	0,005				X				X	S. Anlage I Dekret Böden		
4007	A.O.X.	µg Cl/l	10			X	X		X			100	-	
4307	Tetrachlorethylen (PCE)	µg/l	0,5				X					20 insgesamt	X	
4306	Trichlorethylen (TCE)	µg/l	0,5				X					20 insgesamt	X	
4325	(Cis+trans)1,2-Dichloroethen	µg/l	0,5				X						X	
4318	Vinylchlorid	µg/l	1				X						X	
	chlorhaltige Lösungsmittel ⁸	µg/l	1				X						S. Anlage I Dekret Böden	
4700	PCB's (7 Ballschmitter)	µg/l	0,01				X		X				0,01	X

8 Liste von Parametern, die von Fall zu Fall festzulegen sind

Sonstige Verbindungen nach Sickerwasser ⁸	µg/l													

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

ANLAGE III

"Anlage 5 – Verfahren zur Berechnung der Sicherheitsleistung."

1. Wiederinstandsetzung des Standorts nach dem Betrieb des technischen Vergrabungszentrums

Position	Kommentare	Einheiten	Menge	Einheitspreise (€ außer MWSt)preis	Gesamtpreis
A. Provisorische Abdeckschicht	Für die Zellen, die in Betrieb gewesen sind ⁹				
A1. Zwischenabdeckschicht	Alternative 1: Einrichtung mit Lieferung der Materialien	m ³	S x 0,15 m	8,75	
	Alternative 2: Einrichtung ohne Lieferung der Materialien ¹⁰	m ³	S x 0,15 m	4,00	
A2. Gasdränschicht	Alternative 1: natürliche Dränschicht				
	- Schützendes Geotextil + dränierende Materialien (15 cm Grobsand)	m ²		6,30	
	- Entgasungsrohre aus PEHD	m	250 m / ha	27,50	
	Alternative 2: Kunststoff-Dränschicht	m ²	S x 1,1 ¹¹	4,00	
A3. Provisorische Abdeckschicht	Alternative 1: Einrichtung mit Lieferung der Materialien	m ³	S x 0,7 m	8,75	
Alternative 1: mit Erdreich 2 ^{ter} Kategorie	Alternative 2: Einrichtung ohne Lieferung der Materialien	m ³	S x 0,7 m	4,00	
Provisorische Abdeckschicht	Alternative 1: Einrichtung mit Lieferung der Materialien	m ³	S x 0,7 m	16,00	
Alternative 2: mit tonigem Lehm / Baggerschlamm	Alternative 2: Einrichtung ohne Lieferung der Materialien	m ³	S x 0,7 m	4,00	
A4. Anpflanzung von Rasen	-	m ²		0,60	

9

Bei einer Erneuerung der Genehmigung werden bei größeren technischen Vergrabungszentren nicht alle Zellen zugleich betrieben; in diesem Fall ist die für die provisorische Deckung in Betracht zu ziehende Oberfläche diejenige der Zellen des technischen Vergrabungszentrums, die zugleich betrieben werden. Im Falle des Betriebsanfangs eines technischen Vergrabungszentrums muss die gesamte Oberfläche des technischen Vergrabungszentrums berücksichtigt werden.

10

Es wird davon ausgegangen, dass die Materialien an dem Standort des technischen Vergrabungszentrums verfügbar sind

11

Die Fläche wird um 10% erhöht, um die Verluste beim Schneiden und für die Überlappung des Membrans auszugleichen.

Position	Kommentare		Einheiten	Menge	Einheitspreise (€ außer MWSt)preis	Gesamtpreis
A5. Einrichtung von Marksteinen für das topographische Nivellement	-	16 / ha	St.		75,00	
A6 Entgasungsnetz ¹²	Anschluss der Gasbrunnen an die Fackel (Rohrleitungen und Zubehör)	200 m / ha	m		50,00	
A7. Rückgewinnung des Niederschlagswassers	Periphere Gräben	120 m / ha	m		45,00	

2. Endgültige Wiederinstandsetzung

B. Endgültige Abdeckschicht ¹³	Wenn der jährliche relative Senkungssatz für den gesamten Standort nach dem endgültigen Ende der Ablagerungen und dem Anlegen der provisorischen Abdeckschicht unterhalb 1,5% liegt					
B1. Vorbereitende Arbeiten ¹⁴	Vorläufige Anpassung des Entgasungsnetzes	-	Ha		6200,00	
	Entfernung und Lagerung der provisorischen Erdschicht	S x 0,6 m	m ³		5,00	
	Allgemeine Neuprofilierung	-	m ²		0,50	
	Zuschüttung und endgültige Nivellierung (mit Lehm)	S x 1,5 m	m ³		7,5	
B2. Gasdränierende Schicht	Alternative 1: natürliche Dränschicht					
	- Dränierende Materialien (Grobsand)	S x 0,15 m	m ³		25,00	
	- Entgasungsrohre aus PEHD	250 m / ha	m		27,50	
	Alternative 2: Kunststoff-Dränschicht	S x 1,1 ³	m ²		4,00	
B3. Abdichtungsschicht	Geotextil für den Schutz	S x 1,1 ³	m ²		2,50	
	Nicht mineralische Abdichtung					
	Alternative 1: Geomembran PEHD 2 mm	S x 1,1 ³	m ²		7,50	

12

Es wird davon ausgegangen, dass die Entgasungsbrunnen nach und nach im Laufe der Zuschüttung einer Zelle mit Teleskoprohren angebracht werden. Es wird auch davon ausgegangen, dass die Investition für die Fackel im Laufe des Betriebs vorgenommen wird.

13

Es wird vermutet, dass kein Teil des Standorts bereits endgültig abgedeckt worden ist. Die zu berücksichtigende Fläche ist also die Gesamtfläche des technischen Vergrabungszentrums.

14

Je nach der Art des technischen Vergrabungszentrums und der bereits bestehenden Einrichtungen, kann es sein, dass bestimmte vorbereitende Arbeiten nicht erforderlich sind.

	Alternative 2: Geokomposit (Bentonit)	Stärke = 0,05 m	m ²	6,00	
	Mineralische Abdichtung (Ton) ¹⁵	Stärke = 0,6-0,8 m	m ³	25,00	
B4. Dränierende Schicht für das Wasser	Dränschicht				
	Alternative 1: natürliche Lösung				
	Geotextil für die Trennung unterhalb der dränierenden Materialien + Geotextil für den Schutz oberhalb der dränierenden Materialien	S x 1,1 ³	m ²	5,00	
	Dränierende Materialien (Sand)	S x 0,15 m	m ³	21,00	
	Alternative 2: geosynthetisches Material	S x 1,1 ³	m ²	6,00	
	Rohrleitungen zum Dränen des Wassers	200 m / ha	m	25,00	
B5. Vegetalderde	Wiederanbringen des zurückgewonnen Erdreichs	S x 0,6 m	m ³	4,00	
	2. Kategorie				
	Vegetalderde				
	Alternative 1: Einrichtung mit Lieferung der Materialien	Stärke = 0,3-0,5 m	m ³	12,50	
	Alternative 2: Einrichtung ohne Lieferung der Materialien	Stärke = 0,3-0,5 m	m ³	4,00	
B6. Pflanzendecke	Anpflanzung von Rasen	-	m ²	0,60	
	Anpflanzungen	-	m ²	2,00	
B7 Entgasungsnetz	Anschluss der Gasbrunnen an die Fackel (Rohrleitungen und Zubehör)	200 m / ha	m	50,00	
B8. Fertigstellung	Einrichtung von Marksteinen für das topographische Nivellement	12 / ha	St.	75,00	
	Rückgewinnung des Niederschlagswassers (Graben)	100 m / ha	m	45,00	
	Beseitigung der obsoleten Einrichtungen ¹⁶	-	Ha	75000,00	
Zwischensumme					
Studien, Kontrolle, Überwachung, Allgemeynkosten					15 %

15

Der Preis für den Ton bildet einen bedeutenden Anteil der gesamten Kosten für das capping. Bei der Berechnung der Sicherheit wird empfohlen, genau zu wissen, wo der Ton bezogen wird, um die Transportkosten für Letzteren bewerten zu können.

16

Am Standort lokalisiert. Die zu berücksichtigende Fläche ist nicht die Gesamtfläche des technischen Vergrabungszentrums.

GESAMTBETRAG	
--------------	--

3. Nachbewirtschaftung des technischen Vergrabungszentrums

Für die Berechnung der Sicherheit wird die Nachbewirtschaftung in zwei Perioden aufgeteilt:

Phase I: in Abwartung der Abnahme der Senkung der provisorischen Abdeckschicht – auf 7 Jahre nach dem Anlegen der provisorischen Abdeckschicht geschätzte Periode.

Phase II: auf 23 Jahre nach dem Anlegen der endgültigen Abdeckschicht geschätzte Periode.

Was das Sickerwasser anbetrifft, wird davon ausgegangen, dass die Sammlung und Behandlung des Sickerwassers auf einen Zeitraum von 15 Jahren nach dem Anlegen der endgültigen Abdeckschicht beschränkt ist.

Position	Kommentare	Dauer	Einheiten	Menge	Einheitspreise (€ außer MWSt)reis	Gesamtpreis
C1. Verwaltungsarbeit	Kontrolle, Verarbeitung der Daten, ...	30 Jahre	Jahr		20000,00	
C2. Ästhetische Instandhaltung (Vegetation)	Rasenmähen	2x/Jahr während 30 Jahren	ha.Jahr		1250,00	
	Instandhaltung der Sträucher	23 Jahre	ha.Jahr		25,00	
	Instandhaltung der Wege und Straßen	1x/Jahr während 30 Jahren	St.		2500,00	
	Instandhaltung der Gräben	2x/Jahr während 30 Jahren	ha.Jahr		500,00	
C3. Weiterbestehen der Unmöglichkeit des Zugangs zum Standort	Instandhaltung des Zauns (Erneuerung 1/5 alle drei Jahre)	30 Jahre	m		35,00	
	Abschaffung des Zauns am Lebensende	-	m		25,00	
	Aufsicht	1x/Woche während 30 Jahren	Tag		200,00	
C4. Erhaltung der mechanischen Stabilität	Einrichtung der Gefällmesser ¹⁷ (1 / ha)	-	m		200,00	
	Messung der Stabilität an den Gefällmessern (1 / Gef.)	-	Messung		150,00	
	Topographische Geländeaufnahmen	2x/Jahr während 7 Jahren 1x/Jahr während 23 Jahren	Geländeaufnahme		500,00	
C5. Instandhaltung des Systems zum Dränen und zur Behandlung des Wassers	Wartung der Sickerwasseraufbereitungsanlage	22 Jahre	Jahr		65000,00	

Position	Kommentare	Dauer	Einheiten	Menge	Einheitspreise (€ außer MWST)preis	Gesamtpreis
	Instandhaltung des Netzes zur Wiederaufnahme des Sickerwassers / Pumpen ..	6x/Jahr während 15 Jahren	ha.Jahr		3500,00	
	Verarbeitung des Sickerwassers ¹⁸	15 Jahre	m ³		15,00 ¹⁹	
	Probenentnahmen und Analysen vom abgeleiteten Wasser	2x/Jahr während 15 Jahren 1x/Jahr während 15 Jahren	Entnahme :		3000,00	
C6. Instandhaltung des Dränens und Brennens der Gase	Instandhaltung des Entgasungsnetzes	2x/Jahr während 30 Jahren	ha.Jahr		1500,00	
	Instandhaltung der Fackel	30 Jahre	Jahr		45000,00	
	Analyse der Gase vor und nach der Fackel	In: 2x/Jahr während 30 Jahren Out: 1x/Jahr während 30 Jahren	Punkt Punkt		1400,00 1500,00	
C7 Überwachung des Grundwassers	Instandhaltung der Piezometer	30 Jahre	Piezo.Jahr		300,00	
	Überwachung der Piezometer	2x/Jahr während 30 Jahren	Piezo.Jahr		1750,00	

18

Während der Nachbewirtschaftung zu verarbeitendes Volumen:

Ist P_0 ($m^3/jahr$) die jährliche Produktion von Sickerwasser im Laufe des letzten Betriebsjahrs, d.h. $P_0 = S \times 0,5 \times P$ (wobei $S =$ Sickerungsfläche (m^2) und $P =$ normaler Jahreswert der Niederschläge in m ausgedrückt)

dann:

- stellt man im Falle einer provisorischen Abdeckung eine exponentielle Abnahme der Produktion von Sickerwasser der Art P_0 ($\exp -2/3 t$) fest, bis eine Verlustrate von 10% P_0 erreicht wird.
- stellt man im Falle einer endgültigen Abdeckung eine exponentielle Abnahme der Produktion von Sickerwasser der Art P_0 ($\exp -t$) fest, bis eine Verlustrate von 1% P_0 erreicht wird.

19

Für eine Behandlung am Standort selbst. Für eine Behandlung außerhalb des Standorts gilt ein Preis von 52 €/m³.

Position	Kommentare	Dauer	Einheiten	Menge	Einheitspreise (€ außer MWST)	Gesamtpreis
C8. Gasüberwachungsnetz außerhalb des Standorts	Instandhaltung der Kontrollschächte	30 Jahre	Schacht.Jahr		500,00	
C9 Überwachung des Oberflächenwassers	Überwachung der Kontrollschächte	2x/Jahr während 30 Jahren	Schacht.Jahr		2500,00	
C10. Sonstige Tätigkeiten	Kontrolle (Probenentnahme und Analyse) stromaufwärts und stromabwärts des Standorts	2x/Jahr während 30 Jahren	Punkt..Jahr		1500,00	
	Umgebungsluft (Erhaltung einer Probennahmestation und einer Wetterstation)	30 Jahre	Station..Jahr		1500,00	
	Kontrolle der Umgebungsluft (Immission)	2x/Jahr während 30 Jahren	Punkt..Jahr		1750,00	
	Beseitigung der obsoleten Einrichtungen (Büro, Fackel, Netz, ...)	-	Standort		50000,00	
GESAMTBETRAG						

4. Einsätze bei Unfall oder Verschmutzung

Position	Einheitspreise (€ außer MWST)	Gesamtpreis
D1. Einen beschädigten Teil des Deichs reparieren	5€/m ³ x 20% der jährlichen Tonnenmenge	
D2. Einen beschädigten Teil der Decke reparieren	15€/m ² x (20% der jährlichen Tonnenmenge/Höhe)	
D3. Ausfüllen des Sickerwasserbeckens	20€/m ³ x (20% der jährlichen Tonnenmenge mit einem Höchstbetrag gleich 20% des Gesamtbetrags der Sicherheiten)	
GESAMTBETRAG		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 4.C Relevanzschwellen

Bezeichnung	Einheiten	Bestimmungsgrenzen µg/l	Sickerwasser-Kontrolle	Relevanzschwellen µg/l
Geländeparameter				
Temperatur	°C		X	
pH			X	
Leitfähigkeit	µS/cm		X	
Trübung	NTU		X	
Schwebstoffe	mg/l	5		
Mineralisierung und Salzgehalt				
Chloride	mg/l	5	X	
Sulfate ⁹	mg/l	15	X	
Metalle				
Arsen	µg/l	1		500
Cadmium	µg/l	0,05		1,5
Chrom	µg/l	2		50
Kupfer	µg/l	2		400
Quecksilber	µg/l	0,1		0,5
Nickel	µg/l	2		200
Blei	µg/l	1		70
Zink	µg/l	20		3000
Eisen	µg/l	20		
Mangan	µg/l	5		
Oxidierbare Stoffe und eutrophisierende Substanzen				
TOC	mg/l C	0,3		
CSB	mg/l O ₂	10		
DBO ₅	mg/l O ₂	3		
Ammonium	mg/l NH ₄	0,05		
Nitrate	mg/l NO ₃	2		
Phosphor	mg/l P	0,1		
Organische Mikroschadstoffe				
Mit Petrolether extrahierbare Stoffe	mg/l	5		
Phenolindex	µg/l	2		10
Cyanide	µg/l	3		50
Mineralöle (Index für die Kohlenwasserstoffe C10-C40)	µg/l	50		100
Benzol	µg/l	0,25		
Toluol	µg/l	1		
Ethylbenzen	µg/l	0,5		
Xylole	µg/l	0,5		
Naphtalen	µg/l	0,5		24
Sonstige PAK	µg/l	0,005		
A.O.X.	µg Cl/l	10		100
PCB (7 Ballschmitter)	µg/l	0,01		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE IV

"Anlage 1. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für inerte Abfälle – Klasse 3 und 5.3"

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder 5.3 angenommenen Abfälle entsprechen den inerten Abfällen, die in der 4. Spalte der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs mit einem Kreuz bestimmt werden.

Für Abfälle, die in technischen Vergrabungszentren für inerte Abfälle angenommen werden, gelten die folgenden Grenzwerte für Auslaugungsverhalten, die ausgehend von einem Flüssigkeit/Feststoff-Verhältnis (L/S) von 10 l/kg für die insgesamt freigesetzte Menge berechnet werden. Welche Auslaugprüfung für die Abfälle angewandt werden soll, beruht auf der Europäischen Norm EN-12457-2 oder 4°.

Bis zu dreimal höhere Grenzwerte können für bestimmte unter dieser Nummer aufgeführte Parameter erlaubt werden (ausgenommen bei gelösten organischen Kohlenstoffverbindungen (DOC), BTEX, PCB und Mineralöl und beschränkt bei TOC lediglich auf bis zu zweimal höhere Grenzwerte), wenn

die zuständige Behörde für bestimmte in dem betreffenden technischen Vergrabungszentrum angenommene Abfälle von Fall zu Fall und unter Berücksichtigung der Eigenschaften des technischen Vergrabungszentrums und seiner Umgebung eine entsprechende Umweltgenehmigung erteilt, und

die Emissionen (einschließlich Sickerwasser) des technischen Vergrabungszentrums — unter Berücksichtigung der Grenzwerte für die spezifischen Parameter dieses Abschnittes und gemäß einer entsprechenden Risikobewertung — keine zusätzliche Gefahr für die Umwelt darstellen.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
PH	4-13
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr gesamt	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chloride	800
Fluoride	10
Sulfate	1 000 (*)
Phenolindex	1
DOC	500 (**)
TDS	4 000 (***)
	Werden bei dem Abfall diese Grenzwerte für Sulfat nicht eingehalten, können die Annahmekriterien dennoch als erfüllt gelten, wenn die Auslaugung den Wert von 6 000 mg/kg bei L/S = 10 l/kg nicht überschreitet. Der Wert von L/S = 10 l/kg kann entweder durch einen Schüttelauslaugtest oder eine Perkolationsprüfung unter annähernd lokalen Gleichgewichtsbedingungen ermittelt werden.
	(**) Hält der Abfall diese Grenzwerte für DOC bei seinem eigenen pH-Wert nicht ein, kann er alternativ bei L/S = 10 l/kg und einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 untersucht werden. Der Abfall kann als die Annahmekriterien für DOC erfüllend betrachtet werden, wenn das Ergebnis dieser Untersuchung 500 mg/kg nicht überschreitet. (nach der Methode auf der Grundlage der technischen Spezifitäten ENV 14429).
	(***) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	30 000 (*)
BTEX	6
Benzol	0,5
Toluol	6
Ethylbenzen	5
Xylole	6
Styren	1,5
PCB	1
Mineralöle (C10 bis C40)	500
PAK	
Benzo(a)anthrazen	35
Benzo(a)Pyren	8,5
Benzo(ghi)perylen	35
Benzo(b)fluoranthren	55
Benzo(k)fluoranthren	55
Chrysen	400
Phenanthren	30
Fluoranthren	40
Indeno-(1,2,3-cd)-pyren	35
Naphtalen	20
	(*) Bei Böden kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 500 mg/kg ausgehend von L/S = 10 l/kg beim pH-Wert des Bodens oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE V.

„Anlage 2. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht biologisch abbaubare (kompatible oder nicht compatible), nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien nicht genügen, die für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle gelten, die zusammen mit gefährlichen, stabilen und nicht reaktiven Abfällen in technische Vergrabungszentren eingelagert werden können – Klasse 2.1.a und 5.2.1.a“.

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2.1.a oder 5.2.1.a angenommenen Abfälle entsprechen den nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfällen, die in der 6. Spalte der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs mit den Buchstaben „NB“ oder „C“ bestimmt werden, sofern sie in demselben Katalog nicht als gefährliche Abfälle identifiziert werden, außer was die in der Anlage 3bis Pos. A (Asbest) vorliegenden Erlasses genannten Abfälle betrifft.

Unter bestimmten Umständen kann ein bis zu dreimal höherer Grenzwerte für den Parameter „vollständig gelöste Feststoffe“ (TDS) erlaubt werden, wenn

- die zuständige Behörde für den stabilisierten Anteil aus der Klärung des Rauchs aus Hausmüllverbrennungsanlagen, die in dem betreffenden technischen Vergrabungszentrum angenommen werden von Fall zu Fall und unter Berücksichtigung der Eigenschaften des technischen Vergrabungszentrums und seiner Umgebung eine entsprechende Umweltgenehmigung erteilt, und
- die Emissionen (einschließlich Sickerwasser) des technischen Vergrabungszentrums — unter Berücksichtigung der Grenzwerte für die spezifischen Parameter dieses Abschnittes und gemäß einer entsprechenden Risikobewertung — keine zusätzliche Gefahr für die Umwelt darstellen.

A. Körnige Abfälle

Die folgenden Grenzwerte für Auslaugungsverhalten werden ausgehend von einem Flüssigkeit/Feststoff-Verhältnis (L/S) von 10 l/kg für die insgesamt freigesetzte Menge berechnet.

Zu den körnigen Abfällen gehören alle Abfälle, die nicht monolithisch sind. Welche Auslaugprüfung für die körnigen Abfälle angewandt werden soll, beruht auf der Europäischen Norm EN-12457-2 oder 4.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
PH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr gesamt	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloride	15 000
Fluoride	150
Sulfate	30 000
Phenole	1 000
TDS	60 000 (*)
	(*) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	6% (*)
Styren	2,5
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000
	(*) mit Ausnahme des in Polymeren enthaltenen Kohlenstoffs versteht man für die Anwendung vorliegender Bestimmung unter Polymeren die festen Kunststoffe wie z.B. Folien, Granulate, Gegenstände, feste Teile.

B. Monolithische Abfälle

Ein Abfall gilt als monolithisch wenn

- eine Entnahme von Bohrkernen nach dem in Pos. 4.2 bis 4.4 der französischen Norm XP-X31-212 (Fassung von Juli 1995) beschriebenen Protokoll in diesem Abfall möglich ist;
- der Abfall aufgrund der unter Pos. 5.1 (Druckversuch mit einer unveränderten Probe), 5.2. (Zugversuch mit einer unveränderten Probe), 5.4 (Druckversuch mit einer Probe nach Eintauchen) und 5.5 (Zugversuch mit einer Probe nach Eintauchen) derselben französischen Norm XP-X31-212 die folgenden Schwellenwerte für den Druck (Rc) und den Zug (Rt) einhält:
 - o vor Eintauchen: Rc > 1 MPa und Rt > 0,1 MPa;
 - o nach Eintauchen: R'c > 1 MPa und R't > 0,1 MPa.

Die Proben von monolithischen Abfällen werden dann in Fragmente mit Abmessungen < 10 mm zerkleinert, bevor sie einer Auslaugprüfung nach der Norm EN-12457-4 unterworfen werden. Die Fraktion mit Proben < 4mm (feine Fraktion) wird vorher durch Trockensieben beseitigt.

Die folgenden Grenzwerte sind auf nicht gefährliche monolithische Abfälle anwendbar. Die für die insgesamt freigesetzte Menge bestimmten Werte werden für L/S = 10 l/kg berechnet.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
pH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr gesamt	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloride	15 000
Fluoride	150
Sulfate	30 000
Phenole	1 000
TDS	60 000 (*)
	(*) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die monolithischen Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwerte	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	6% (*)
Styren	2,5
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50000
	(*) Wenn dieser Wert überschritten wird, kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 800 mg/kg beim pH-Wert des Materials oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE VI

„Anlage 3. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht biologisch abbaubare (kompatible oder nicht compatible), nicht gefährliche Abfälle, die den Kriterien genügen, die für die nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfälle gelten, die zusammen mit gefährlichen, stabilen und nicht reaktiven Abfällen in technische Vergrabungszentren eingelagert werden können – Klasse 2.1.b und 5.2.1.b“.

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2.1.b oder 5.2.1.b angenommenen Abfälle entsprechen den nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen Abfällen, und den nicht biologisch abbaubaren, gefährlichen, jedoch stabilen und nicht-reaktiven Abfällen, die in der 6. Spalte der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs mit den Buchstaben „NB“ oder „C“ bestimmt werden.

Unter bestimmten Umständen können bis zu dreimal höhere Grenzwerte für die in vorliegendem Abschnitt genannten spezifischen Parameter mit Ausnahme der gelösten organischen Kohlenstoffverbindungen (DOC), des gesamten organischen Kohlenstoffs (TOC) und des pH-Wertes angenommen werden, wenn:

- die zuständige Behörde für bestimmte in dem betreffenden technischen Vergrabungszentrum angenommene Abfälle von Fall zu Fall und unter Berücksichtigung der Eigenschaften des technischen Vergrabungszentrums und seiner Umgebung eine entsprechende Umweltgenehmigung erteilt, und
- die Emissionen (einschließlich Sickerwasser) des technischen Vergrabungszentrums — unter Berücksichtigung der Grenzwerte für die spezifischen Parameter dieses Abschnittes und gemäß einer entsprechenden Risikobewertung — keine zusätzliche Gefahr für die Umwelt darstellen.

A. Körnige Abfälle

Die folgenden Grenzwerte sind auf die nicht gefährlichen körnigen sowie auf die gefährlichen körnigen stabilen und nicht reaktiven Abfälle anwendbar, die in einem technischen Vergrabungszentrum für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden. Die für die insgesamt freigesetzte Menge bestimmten Werte werden für L/S = 10 l/kg berechnet.

Zu den körnigen Abfällen gehören alle Abfälle, die nicht monolithisch sind. Welche Auslaugprüfung für die körnigen Abfälle angewandt werden soll, beruht auf der Europäischen Norm EN-12457-2 oder 4.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
pH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr gesamt	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chloride	15 000
Fluoride	150
Sulfate	20 000
Phenole	1 000
DOC	800 (*)
TDS	60 000 (**)
	(*) Hält der Abfall diese Grenzwerte für DOC bei seinem eigenen pH-Wert nicht ein, kann er alternativ bei L/S = 10 l/kg und einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 untersucht werden. Der Abfall kann als die Annahmekriterien für DOC erfüllend betrachtet werden, wenn das Ergebnis dieser Untersuchung 800 mg/kg nicht überschreitet. (nach der Methode auf der Grundlage der technischen Spezifitäten ENV 14429).
	(**) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die körnigen Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	5% (*)
Styren	2,5
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000
ANC (Säureneutralisierungskapazität)	muss von der zuständigen Behörde ermittelt werden
	(*) Wenn dieser Wert überschritten wird, kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 800 mg/kg beim pH-Wert des Materials oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

Die mechanische Stabilität und die Tragfähigkeit der Abfälle müssen zureichend sein; in den Sonderbedingungen der Umweltgenehmigung können diesbezüglich zusätzliche Kriterien festgelegt werden.

B. Monolithische Abfälle

Ein Abfall gilt als monolithisch wenn

- eine Entnahme von Bohrkernen nach dem in Pos. 4.2 bis 4.4 der französischen Norm XP-X31-212 (Fassung von Juli 1995) beschriebenen Protokoll in diesem Abfall möglich ist;
- der Abfall aufgrund der unter Pos. 5.1 (Druckversuch mit einer unveränderten Probe), 5.2. (Zugversuch mit einer unveränderten Probe), 5.4 (Druckversuch mit einer Probe nach Eintauchen) und 5.5 (Zugversuch mit einer Probe nach Eintauchen) derselben französischen Norm XP-X31-212 die folgenden Schwellenwerte für den Druck (Rc) und den Zug (Rt) einhält:
 - o vor Eintauchen: Rc > 1 MPa und Rt > 0,1 MPa;
 - o nach Eintauchen: R'c > 1 MPa und R't > 0,1 MPa.

Die Proben von monolithischen Abfällen werden dann in Fragmente mit Abmessungen < 10 mm zerkleinert, bevor sie einer Auslaugprüfung nach der Norm EN-12457-4 unterworfen werden. Die Fraktion mit Proben < 4mm (feine Fraktion) wird vorher durch Trockensieben beseitigt.

Die folgenden Grenzwerte sind auf die nicht gefährlichen monolithischen sowie auf die gefährlichen monolithischen stabilen und nicht reaktiven Abfälle anwendbar, die in dem technischen Vergrabungszentrum für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden. Die für die insgesamt freigesetzte Menge bestimmten Werte werden für L/S = 10 l/kg berechnet.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
pH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr gesamt	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chloride	15 000
Fluoride	150
Sulfate	20 000
Phenole	1 000
DOC	800 (*)
TDS	60 000 (**)
	(*) Hält der Abfall diese Grenzwerte für DOC bei seinem eigenen pH-Wert nicht ein, kann er alternativ bei L/S = 10 l/kg und einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 untersucht werden. Der Abfall kann als die Annahmekriterien für DOC erfüllend betrachtet werden, wenn das Ergebnis dieser Untersuchung 800 mg/kg nicht überschreitet. (nach der Methode auf der Grundlage der technischen Spezifitäten ENV 14429).

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
	(**) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die monolithischen Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwerte	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	5% (*)
Styren	2,5
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000
ANC (Säureneutralisierungskapazität)	muss von der zuständigen Behörde ermittelt werden
	(*) Wenn dieser Wert überschritten wird, kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 800 mg/kg beim pH-Wert des Materials oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

Der Betreiber sorgt dafür, dass die gefährlichen monolithischen Abfälle stabil und nicht reaktiv sind, bevor sie in den technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden. In den Sonderbedingungen der Umweltgenehmigung können zusätzliche Kriterien bestimmt werden, um die Stabilität und Nichtreaktivität der stabilen und nicht-reaktiven gefährlichen monolithischen Abfälle zu garantieren, die in technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE VII

„Anlage 3bis. Sonderbedingungen für bestimmte Abfälle“

A. Asbesthaltige Abfälle

Asbesthaltige Bauabfälle, Asbestabfälle und geeignete Asbestabfälle können ohne Untersuchung in den technischen Vergrabungszentren der Klasse 2.1.a oder 2.1.b, 5.2.1.a oder 5.2.1.b angenommen werden.

Diese Abfälle sowie die technischen Vergrabungszentren oder Zellen von technischen Vergrabungszentren, die sie annehmen, müssen folgende Voraussetzungen erfüllen:

- nur die Abfälle, die gebundenes Asbest enthalten, und keine sonstige Gefahr aufweisen, als diejenige, die mit dem Vorhandensein von Asbest verbunden ist, werden angenommen,
- Zur Verhinderung einer Faserausbreitung ist der Bereich der Ablagerung täglich und vor jeder Verdichtung mit geeigneten Materialien abzudecken und bei unverpacktem Abfall regelmäßig zu besprengen,
- eine abschließende Abdeckung wird zur Verhinderung einer Faserausbreitung auf dem technischen Vergrabungszentrum oder der Zelle aufgebracht,
- die Zellen, in denen asbesthaltige Abfälle gelagert werden, sind ausreichend voneinander isoliert,
- in dem technischen Vergrabungszentrum oder in der Zelle dürfen keine Arbeiten vorgenommen werden, die zu einer Freisetzung von Asbestfasern führen (z.B. Bohren von Löchern oder Zerdrückung von beseitigten Abfällen),
- Nach der Schließung des technischen Vergrabungszentrums oder der Zelle muss der Betreiber der zuständigen Behörde einen Lageplan der Orte, wo die asbesthaltigen Abfälle deponiert wurden, übermitteln,
- Nach der Schließung des technischen Vergrabungszentrums sind geeignete Maßnahmen zur Einschränkung der möglichen Nutzung des Geländes zu treffen, um zu vermeiden, dass Menschen in Kontakt mit den Abfällen geraten,
- eine saubere und detaillierte Buchführung der oben genannten Abfälle wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten. In den Sonderbedingungen können die Modalitäten dieser Buchführung in der Umweltgenehmigung für das technische Vergrabungszentrum näher bestimmt werden.

B. Gipsabfälle

Gipsabfälle werden nur in den technischen Vergrabungszentren der Klasse 2.1.a oder 2.1.b, 5.2.1.a oder 5.2.1.b entsorgt. Die Grenzwerte von 5% für TOC und 800 mg/kg für DOC sind auf die Abfälle anwendbar, die mit solchen Abfällen zusammen deponiert werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE VIII

„Anlage 4. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für nicht gefährliche, biologisch abbaubare, organische Abfälle und nicht biologisch abbaubare, kompatible Abfälle – Klasse 2.2 und 5.2.2“

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 2.2 oder 5.2.2 angenommenen Abfälle entsprechen den biologisch abbaubaren, organischen, nicht gefährlichen Abfällen, und den nicht biologisch abbaubaren, nicht gefährlichen, kompatiblen Abfällen, die in der 6. Spalte der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs mit den Buchstaben „B“ oder „C“ bestimmt werden.

Die folgenden Grenzwerte für Auslaugungsverhalten werden ausgehend von einem Flüssigkeit/Feststoff-Verhältnis (L/S) von 10 l/kg für die insgesamt freigesetzte Menge berechnet. Welche Auslaugprüfung für die Abfälle angewandt werden soll, beruht auf der Europäischen Norm EN-12457-2 oder 4°.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
PH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr gesamt	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloride	15 000
Fluoride	150
Sulfate	30 000
Phenole	1 000
TDS	60 000 (*)
	(*) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
Styren	2,5
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE IX

"Anlage 5. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren für gefährliche Abfälle - Klasse 1 und 5.1"

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 1 oder 5.1 angenommenen Abfälle entsprechen den gefährlichen Abfällen, die in der 3. Spalte der Tabelle in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs mit einem Kreuz bestimmt werden.

Unter bestimmten Umständen können bis zu dreimal höhere Grenzwerte für die in vorliegendem Abschnitt genannten spezifischen Parameter mit Ausnahme der gelösten organischen Kohlenstoffverbindungen (DOC) und des Glühverlusts und/oder TOC angenommen werden, wenn:

- die zuständige Behörde für bestimmte in dem betreffenden technischen Vergrabungszentrum angenommene Abfälle von Fall zu Fall und unter Berücksichtigung der Eigenschaften des technischen Vergrabungszentrums und seiner Umgebung eine entsprechende Umweltgenehmigung erteilt, und
- die Emissionen (einschließlich Sickerwasser) des technischen Vergrabungszentrums — unter Berücksichtigung der Grenzwerte für die spezifischen Parameter dieses Abschnittes und gemäß einer entsprechenden Risikobewertung — keine zusätzliche Gefahr für die Umwelt darstellen.

A. Körnige Abfälle

Die nachstehend bestimmten Grenzwerte für Auslaugungsverhalten sind auf die körnigen gefährlichen Abfälle anwendbar, die in den technischen Vergrabungszentren für gefährliche Abfälle angenommen werden können. Die für die insgesamt freigesetzte Menge bestimmten Werte werden für $L/S = 10$ l/kg berechnet.

Zu den körnigen Abfällen gehören alle Abfälle, die nicht monolithisch sind. Welche Auslaugprüfung für die körnigen Abfälle angewandt werden soll, beruht auf der Europäischen Norm EN-12457-2 oder 4.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: $L/S = 10$ l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
pH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr gesamt	70
Cu	100
Hg	2
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chloride	25 000
Fluoride	500
Sulfate	50 000
Phenole	1 000
DOC	1 000 (*)
TDS	100 000 (**)
	(*) Hält der Abfall diese Grenzwerte für DOC bei seinem eigenen pH-Wert nicht ein, kann er alternativ bei $L/S = 10$ l/kg und einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 untersucht werden. Der Abfall kann als die Annahmekriterien für DOC erfüllend betrachtet werden, wenn das Ergebnis dieser Untersuchung 1000 mg/kg nicht überschreitet. (nach der Methode auf der Grundlage der spezifischen Eigenschaften ENV 14429).
	(**) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die körnigen Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	6% (*) (**)
Styren	3

Grenzwert für den Gesamtgehalt organischer Parameter	
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000
Glühverlust	10% (*)
ANC (Säureneutralisierungskapazität)	muss von der zuständigen Behörde ermittelt werden
	(*) Es gilt, entweder den Glühverlust oder den TOC zu benutzen.
	(**) Wird dieser Wert überschritten, kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 1 000 mg/kg ausgehend von L/S = 10 l/kg beim pH-Wert des Abfalls oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

B. Monolithische Abfälle

Ein Abfall gilt als monolithisch wenn

- eine Entnahme von Bohrkernen nach dem in Pos. 4.2 bis 4.4 der französischen Norm XP-X31-212 (Fassung von Juli 1995) beschriebenen Protokoll in diesem Abfall möglich ist;
- der Abfall aufgrund der unter Pos. 5.1 (Druckversuch mit einer unveränderten Probe), 5.2. (Zugversuch mit einer unveränderten Probe), 5.4 (Druckversuch mit einer Probe nach Eintauchen) und 5.5 (Zugversuch mit einer Probe nach Eintauchen) derselben französischen Norm XP-X31-212 die folgenden Schwellenwerte für den Druck (Rc) und den Zug (Rt) einhält:
 - o vor Eintauchen: Rc > 1 MPa und Rt > 0,1 MPa;
 - o nach Eintauchen: R'c > 1 MPa und R't > 0,1 MPa.

Die Proben von monolithischen Abfällen werden dann in Fragmente mit Abmessungen < 10 mm zerkleinert, bevor sie einer Auslaugprüfung nach der Norm EN-12457-4 unterworfen werden. Die Fraktion mit Proben < 4 mm (feine Fraktion) wird vorher durch Trockensieben beseitigt.

Die folgenden Grenzwerte sind auf monolithische gefährliche Abfälle anwendbar, die in technischen Vergrabungszentren für gefährliche Abfälle angenommen werden. Die für die insgesamt freigesetzte Menge bestimmten Werte werden für L/S = 10 l/kg berechnet.

Grenzwerte für Auslaugungsverhalten	
Parameter	Auslaugungsbedingung: L/S = 10 l/kg
	Einheit: mg/kg TS, außer pH (adimensional)
PH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr gesamt	70
Cu	100
Hg	2
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chloride	25 000
Fluoride	500
Sulfate	50 000
Phenole	1 000
DOC	1 000 (*)
TDS	100 000 (**)
	(*) Hält der Abfall diese Grenzwerte für DOC bei seinem eigenen pH-Wert nicht ein, kann er alternativ bei L/S = 10 l/kg und einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 untersucht werden. Der Abfall kann als die Annahmekriterien für DOC erfüllend betrachtet werden, wenn das Ergebnis dieser Untersuchung 1 000 mg/kg nicht überschreitet. (nach der Methode auf der Grundlage der technischen Spezifitäten ENV 14429).
	(**) Statt der Werte für Sulfat und Chlorid können die Werte für vollständig gelöste Feststoffe (TDS) herangezogen werden.

Neben den oben festgelegten Grenzwerten für Auslaugungsverhalten genügen die monolithischen Abfälle ebenfalls folgenden zusätzlichen Kriterien:

Grenzwerte	
Parameter	Einheit: mg/kg TS
TOC	6% (*) (**)
Styren	3
PCB	50
Mineralöle (C10 bis C40)	50 000
Glühverlust	10% (*)
ANC (Säureneutralisierungskapazität)	muss von der zuständigen Behörde ermittelt werden
	(*) Es gilt, entweder den Glühverlust oder den TOC zu benutzen.
	(**) Wird dieser Wert überschritten, kann von der zuständigen Behörde ein höherer Grenzwert angenommen werden, sofern für DOC der Grenzwert von 1000 mg/kg ausgehend von L/S = 10 l/kg beim pH-Wert des Abfalls oder bei einem pH-Wert zwischen 7,5 und 8,0 eingehalten wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE X

"Anlage 6. Kriterien für die Annahme von Abfällen in technischen Vergrabungszentren betreffend die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffe - Klasse 4A und 4B".

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 4A angenommenen Abfälle entsprechen den Stoffen, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, und der Kategorie A gehören, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden.

Die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 4B angenommenen Abfälle entsprechen den Stoffen, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden, und der Kategorie B gehören, wie bestimmt in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 1995 über die Bewirtschaftung der Stoffe, die infolge von Ausbagger- und Ausschlämmarbeiten dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE XI

"Anlage 7. Kriterien für die Annahme von Abfällen in Untertagedeponien"

1. Ausgeschlossene Abfälle

In Übereinstimmung mit Pos. 3.1.2 der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren müssen die Abfälle, die nach ihrer Einlagerung unerwünschte physikalische, chemische oder biologische Veränderungen erfahren können, nicht in Untertagedeponien eingelagert werden. Dazu gehören:

- a) die in Artikel 19, §3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle genannten Abfälle;
- b) Abfälle und ihre Behälter, die mit Wasser oder dem aufnehmenden Gestein unter Deponiebedingungen reagieren und zu Folgendem führen können:
 - Volumenveränderung,
 - Bildung von selbstentzündlichen oder giftigen oder explosiven Stoffen oder Gasen, oder

- sonstige Reaktionen, welche die Betriebssicherheit und/oder die Unversehrtheit der Barrieren gefährden könnten.

Abfälle, die miteinander reagieren können, sind zu definieren und nach Kompatibilitätsgruppen zu klassifizieren; die verschiedenen Kompatibilitätsgruppen sind zum Zeitpunkt der Einlagerung räumlich zu trennen;

- c) Abfälle mit einem stechenden Geruch;
- d) Abfälle, die ein giftiges oder explosives Luft-Gas-Gemisch bilden können. Dies gilt insbesondere für Abfälle, die
 - toxische Gaskonzentrationen aufgrund der Partialdrücke ihrer Bestandteile bilden,
 - bei Sättigung in Behältern Konzentrationen bilden, die höher sind als eine Zehnerpotenz unterhalb der Explosionsgrenze;
- e) Abfälle mit ungenügender Stabilität gegenüber den geomechanischen Bedingungen;
- f) Abfälle, die unter gegebenen Deponiebedingungen sich selbst entzünden oder zu spontaner Entzündung neigen, gasförmige Erzeugnisse, flüchtige Abfälle und solche, die aus nicht identifizierten Mischungen stammen;
- g) Abfälle, die pathogene Keime für übertragbare Krankheiten enthalten oder herausbilden können.

2. Verzeichnis der in Untertagedeponien annehmbaren Abfälle

Inerte Abfälle sowie gefährliche und nicht gefährliche Abfälle, die nicht unter Pos. 1 fallen, können in Untertagedeponien angenommen werden.

3. Standortspezifische Risikobewertung

Der Annahme von Abfall an einem besonderen Standort muss eine standortspezifische Risikobewertung vorausgehen.

Diese spezifische Bewertung, die in Pos. 3.1.2 der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren für die Abfälle, die in Untertagedeponien annehmbar sind, beschrieben ist, soll nachweisen, dass ein angemessener Abschluss von der Biosphäre vorhanden ist. Die Kriterien sind unter den Bedingungen für die Lagerung zu erfüllen.

Ein Abfall kann nur angenommen werden, wenn er mit der spezifischen Sicherheitsbewertung des Standorts vereinbar ist.

Der Minister bestimmt das Verfahren zur Entscheidung, ob ein Abfall mit der spezifischen Sicherheitsbewertung des Standorts vereinbar ist.

4. Annahmebedingungen

Abfälle können nur in Untertagedeponien abgelagert werden, die von Bergbauaktivitäten sicher getrennt sind.

Abfälle, die miteinander reagieren können, sind zu definieren und nach Kompatibilitätsgruppen zu klassifizieren; die verschiedenen Kompatibilitätsgruppen sind zum Zeitpunkt der Einlagerung räumlich zu trennen.

Nur die Abfälle, die die in Anlage 1 genannten Kriterien erfüllen, können in Untertagedeponien für inerte Abfälle angenommen werden.

Nur die Abfälle, die die in Anlage 2, 3 oder 4 genannten Kriterien erfüllen, können in Untertagedeponien für nicht gefährliche Abfälle angenommen werden.

Nur die Abfälle, die mit der spezifischen Sicherheitsbewertung des Standorts vereinbar sind, wie in Pos. 3 der Anlage 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren für die Abfälle vorgesehen, können in eine Untertagedeponie für gefährliche Abfälle angenommen werden. In diesem Fall sind der Kriterien der Anlage 5 nicht anwendbar. Die Abfälle unterliegen jedoch dem Annahmeverfahren nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren.

Unter bestimmten Umständen, unter Einhaltung der in den Anlagen 1 oder 3 angegebenen Bedingungen und in den dort genannten Fällen können bis zu dreimal höhere Grenzwerte für spezifische Parameter angenommen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3925

[C — 2010/27231]

7 OKTOBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving, het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 3 zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 en het decreet van 22 november 2007, 4, 5, 9, 17 en 55;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, op de artikelen 19, zoals gewijzigd bij de decreten van 11 maart 1999 en 19 juni 2002, en 60; Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 februari 2003, 22 januari 2004, 4 mei 2006, 21 december 2006, 8 februari 2007, 1 maart 2007, 19 april 2007, 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen, 20 december 2007 betreffende de inspraak van het publiek inzake het leefmilieu, 24 januari 2008, 27 november 2008, 5 december 2008, 12 februari 2009, 27 mei 2009, 18 juni 2009; Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 februari 2003, 2 mei 2003, 22 januari 2004, 28 april 2005, 10 november 2005, 22 december 2005, 21 december 2006, 1 maart 2007, 24 januari 2008, 12 februari 2009 en 27 mei 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004, waarvan sommige bepalingen nietig werden verklaard bij het besluit van de Raad van State nr. 185.629 van 7 augustus 2008, en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004, tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving, waarvan errata bekend werden gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 2004 en 21 januari 2010;

Gelet op het advies van de gewestelijke afvalcommissie, gegeven op 21 september 2009;

Gelet op advies 48.098/4 van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat Richtlijn 1999/31/EG van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen in artikel 16 bepaalt dat er criteria en procedures voor de aanvaarding van de afvalstoffen in de verschillende categorieën van technische ingravingscentra ontwikkeld moeten worden binnen de twee jaar volgend op de inwerkingtreding ervan; dat dit het doel is dat nagestreefd wordt bij Besluit 2003/33/EG van 19 december 2003;

Overwegende dat bovenvermeld Besluit 2003/33/EG omgezet dienen te worden in één of meerdere gecoördineerde regelgevende teksten;

Overwegende dat het Besluit 2003/33/EG volledig toegepast had dienen te worden op 16 juli 2005; dat de termijn die de lidstaten kregen dus verstreken is; dat dringend de nodige maatregelen getroffen dienen te worden om die omzetting zo spoedig mogelijk te voltooien;

Overwegende dat er een uitdrukkelijke omzetting vereist is van de bijlage bij het Besluit 2003/33/EG dat meer bepaald betrekking heeft op enerzijds de procedure voor de aanvaarding van afvalstoffen in technische ingravingscentra en op anderzijds de analytische en fysieke criteria dienaangaande; dat die omzetting vlot uitgevoerd kan worden via wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving;

Overwegende dat er overigens sinds de uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 zaken zijn opgetreden, w.o. een arrest van de Raad van State en een aanhangigmaking bij de Europese Commissie, die duidelijk hebben gemaakt dat sommige bepalingen van dat besluit best gewijzigd, uitgeklaard of verbeterd konden worden; en dat het bijgevolg noodzakelijk is de bestaande regelgeving aan te passen inzake de technische ingravingscentra, en meer bepaald inzake :

- bevoegdheidsoverdrachten bij het treffen van beslissingen;
- nadere regels voor sanering van sites na uitbating ervan;
- criteria voor herstel beogende reacties en acties in functie van de resultaten van de grondwateranalyses;
- het vaststellen van zekerheden en borgstellingen;
- het vaststellen van tariefregels;

Overwegende dat ten gevolge van de omzetting van Besluit 2003/33/EG en de wijzigingen van de sectorale voorwaarden die van toepassing zijn op de technische ingravingscentra er eveneens bijkomende wijzigingen nodig zijn in twee andere besluiten om ze samenhang te verlenen, namelijk het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Overwegende dat het Besluit 2003/33/EG meer bepaald de lidstaten de mogelijkheid laat om subcategorieën van technische ingravingscentra vast te leggen voor ongevaarlijke afvalstoffen in overeenstemming met hun nationale strategieën inzake afvalbeheer, op grond van het beginsel uitgewerkt in de tabel van bijlage B bij dat besluit; dat de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in die technische ingravingscentra bepaald kunnen worden door de lidstaten met inachtneming van het Besluit om voor een goede opsplitsing van de ongevaarlijke afvalstoffen te zorgen in de verschillende cellen van technische ingravingscentra voor ongevaarlijke afvalstoffen; dat, om de mogelijkheden van het Waalse Gewest terzake in de toekomst niet te beperken, drie van de vier subcategorieën van technische ingravingscentra voor ongevaarlijke afvalstoffen zoals bepaald in de tabel bij bijlage B van het Besluit 2003/33/EG overgenomen werden;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 nu gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI - Algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, o.a. :

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt;

- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt wordt en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 wordt gewijzigd als volgt :

- 1° onder punt 2.4 vervallen de woorden « gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 11 april 1984, 16 juli 1985, 7 oktober 1985, 7 september 1989, 21 april 1994, 6 april 1995, 22 januari 1998 en 6 december 2001, »;
- 2° onder punt 2.12 worden de woorden « 2, 25° » vervangen door de woorden « 2,24° »;
- 3° punt 2.13 wordt vervangen als volgt :
« 2.13) Gassen : alle gassen voortgebracht door de afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum gestort worden »;
- 4° volgende definities worden toegevoegd :
« 2.18) Aanvaardingscriteria : criteria waaraan de afvalstoffen moeten voldoen om aanvaard te kunnen worden in een technisch ingravingscentrum van de betrokken (sub)categorie;
2.19) Traceerparameters : parameters die ertoe strekken, snel elke significante verandering in de waterkwaliteit ter hoogte of in de omgeving van een technisch ingravingscentrum op te sporen;
2.20) Toezichtparameters : parameters die erop kunnen wijzen dat grondwaterlagen door een technisch ingravingscentrum verontreinigd worden;
2.21) Waakzaamheidsdrempel : drempel die, indien overschreden, de noodzaak inhoudt om nazichtsonderzoeken te verrichten en/of voor de afwijkende parameters een verhoogd toezicht uit te oefenen;
2.22) persistente endogene vervuiling : blijvende aanwezigheid in het water van een vervuilende stof die te wijten is aan het ingraven van afvalstoffen met een hogere concentratie dan de waakzaamheidsdrempel, waardoor risico's kunnen ontstaan voor mens en/of milieu;
2.23) Actiedrempel : drempel die, indien overschreden, de verplichting inhoudt om bewarende maatregelen te treffen en/of rechtstreeks een procedure in te schakelen om correctiemaatregelen voor het water te treffen;
2.24) Intern interventie- en beschermingsplan voor het grondwater : plan waarvan sprake in artikel 57 en vereist bij bijlage VI, punt 1.18, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 4 maart 2002 betreffende de milieuvergunning;
2.25) Interventieplan : plan waarvan sprake in artikel 1, 25°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
2.26) Ondergrondse opslag : permanente plaats voor de opslag van afvalstoffen zoals in een diepe geologische holte zoals een zout- of kaliummijn;
2.27) Eluaat : oplossing verkregen bij uitlogingsproeven, gesimuleerd in een laboratorium; ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in de inleidende zin worden de woorden « de centra » vervangen door de woorden « de centra en de cellen »;
- 2° het tweede item wordt vervangen als volgt :
« — klasse 2 : de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.02 van het nomenclatuur-besluit, namelijk :
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.02.01 van het nomenclatuur-besluit - klasse 2.1.a;
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.02.02 van het nomenclatuur-besluit - klasse 2.1.b;
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.02.03 van het nomenclatuur-besluit - klasse 2.2; »;
- 3° het vijfde item wordt vervangen als volgt :
« — de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.05.02 van het nomenclatuur-besluit, namelijk :
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.05.02.01 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.2.1.a;
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.05.02.02 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.2.1.b;
— de centra en de cellen bedoeld in rubriek 90.25.05.02.03 van het nomenclatuur-besluit - klasse 5.2.2 ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « als ze aan de criteria van dit besluit voldoen, » vervangen door de woorden « als ze aan de aanvaardingscriteria voldoen, omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra, onverminderd bijlage 3 van dit besluit wat betreft de vrijstelling van de proeven, »;
- 2° in § 3 worden de woorden « CET van klasse 2 » vervangen door de woorden « CET van klasse 2.1.a of 2.1.b ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De bijzondere voorwaarden kunnen bepalen dat kleine hoeveelheden stabiele en niet-reactieve gevaarlijke afvalstoffen, die bijvoorbeeld verhard of verglaasd zijn, met een uitlooggedrag dat gelijkwaardig is aan dat van ongevaarlijke afvalstoffen en die voldoen aan de relevante ingravingscriteria, ingegraven mogen worden in een technisch ingravingscentrum of in een cel van klasse 2.1.b of 5.2.1.b.

Bij de aanvraag tot ingraving wordt een milieu-evaluatie gevoegd, uitgevoerd door een effectenonderzoeker erkend voor de categorie « afvalstoffenbeheer », die aantoont :

- 1° dat er geen significante risico's zijn voor het leefmilieu;
- 2° dat de ingraving betrekking heeft op kleine hoeveelheden gevaarlijke industriële afvalstoffen en dat die samen ingegraven mogen worden met de andere afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum terecht komen;
- 3° dat het buitengewone omstandigheden betreft.

De bijzondere voorwaarden bepalen de hoeveelheden die in het technisch ingravingscentrum aanvaardbaar zijn en de specifieke voorwaarden voor de ingraving van de gevaarlijke afvalstoffen waarvan sprake in lid 1. »

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 2, lid 1, worden de woorden « het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen » vervangen door de woorden « de artikelen R.153 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt »;
- 2° in § 2, lid 2, worden de woorden « het besluit van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen » vervangen door de woorden « de artikelen R.153 en volgende van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ».

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Als op grond van een onderzoek, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen R.178 tot en met R.180 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, aangetoond wordt dat het technisch ingravingscentrum geen potentieel gevaar oplevert voor bodem, grondwater of oppervlaktewater, mogen de bijzondere voorwaarden van de artikelen 10, 11 en 12 dienovereenkomstig aangepast worden. »

Art. 7. Artikel 14, § 1, item 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden « met in begrip van de systemen voor een afgedichte scheiding tussen biologisch afbreekbare afvalstoffen en biologisch niet-afbreekbare waterstoffen op het grensvlak tussen de cellen. »

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De exploitant is verplicht :

- 1° de hinder en de gevaren zoals geur- en stofhinder, zwerfvuil dat door de wind rondgeblazen wordt, geluidshinder en voertuigbewegingen, aerosolvorming en eventuele brand door de uitbating van de technische ingravingscentra te beperken;
- 2° te zorgen voor de optimale instandhouding en het optimale onderhoud van alle apparaten, installaties en inrichtingen;
- 3° de stabiliteit van de werken en installaties te vrijwaren;
- 4° de afzondering van het technisch ingravingscentrum te garanderen om hydraulische, esthetische en veiligheidsredenen;
- 5° onverminderd artikel 46, § 2, vlak na afloop van de lozingen in een sector of in geval van non-activiteit van een sector voor meer dan één jaar, de in bijlage 1, punt 3, bedoelde afdekking aan te brengen, behalve als op grond van een onderzoek uitgevoerd overeenkomstig de artikelen R.178 tot en met R.180 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de bijzondere voorwaarden nader bepalen dat het onnodig is het percolaat op te vangen en te behandelen of als is aangetoond dat het technisch ingravingscentrum geen potentieel risico inhoudt voor de bodem, het grondwater of de oppervlaktewateren. Minstens houdt de afdekking van het technisch ingravingscentrum één laag afdekkende aarde in die 1 meter dik is of meer, waarop dan planten aangebracht worden;
- 6° vlak na afloop van de lozingen in één sector of bij non-activiteit van één sector voor meer dan één jaar, het topografisch toezicht vereist volgens de artikelen 38 en 39 in te voeren en te verrichten. Als op grond van een relevante risico-evaluatie door de uitbater aangetoond wordt dat het technisch ingravingscentrum wegens de aard van de aanvaarde afvalstoffen niet (meer) aan de basis zou kunnen liggen van significante grondverzakkingen, kunnen de bijzondere voorwaarden de vereisten van de artikelen 38 en 39 dienovereenkomstig aanpassen. Minstens is de uitbater ertoe verplicht jaarlijks een verslag over te maken met zijn visuele waarnemingen tijdens de uitbatings- en de nabesluitperiode. Dat verslag wordt bewaard als bijlage bij het register waarvan sprake in artikel 25, lid 6. »

Art. 9. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in lid 1 wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen »;
- 2° in lid 2 worden de woorden « Op verzoek van de toezichthoudende ambtenaar legt de bevoegde overheid de verdelging van ongedierte op » vervangen door de woorden « De bijzondere voorwaarden kunnen de verdelging van ongedierte opleggen ».

Art. 10. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de streepjes 1 tot en met 7 vervangen door volgende punten « 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° »;
- 2° in § 1 worden de woorden « van klasse 1, 2.1.a of 2.2 » toegevoegd aan de woorden « CET »;
- 3° in plaats van § 2, nietig verklaard bij arrest nr. 185.629 van de Raad van State, worden de paragrafen 2 tot en met 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Het technisch ingravingscentrum van klasse 3 wordt voorzien van een dienst- en controle-installatie die minstens met de voorzieningen van § 1, 1°, 3°, 4° en 7°, uitgerust is.

§ 3. Het technisch ingravingscentrum van klasse 4A wordt voorzien van een dienst- en controle-installatie die minstens met de voorzieningen van § 1, 1° en 7°, uitgerust is.

§ 4. Het technisch ingravingscentrum van klasse 4B wordt voorzien van een dienst- en controle-installatie die minstens met de voorzieningen van § 1, 1°, 2° en 7°, uitgerust is.

§ 5. Het technisch ingravingscentrum van klasse 5 wordt voorzien van een dienst- en controle-installatie vastgesteld bij de bijzondere voorwaarden en waarvan de doeltreffendheid niet lager mag zijn dan die welke verkregen wordt door de invoering van de voorzieningen van § 1, 1°, 3° en 4°. »;

4° de paragrafen 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 11. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt lid 1, gedeeltelijk nietig verklaard bij arrest van de Raad van State, vervangen door hetgeen volgt :

« De dagen en uren waarin afvalstoffen aanvaard mogen worden, worden in de bijzondere voorwaarden vastgelegd. ».

Art. 12. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in § 1 worden in lid 1 de woorden « anders dan van klasse 4 of 5 » toegevoegd na het woord « CET »;

2° in § 2 worden de woorden « van een ander CET dan van klasse 4 of 5 » toegevoegd na het woord « exploitant ».

Art. 13. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 worden de woorden « van een CET van klasse 1, 2 of 3 » toegevoegd na het woord « exploitant ».

2° volgende leden worden toegevoegd :

« De exploitant van een CET' van klasse 4 of 5 tekent voor elke exploitatie in dat register op :

- het nemen van monsters en het in ontvangst nemen van protocollen betreffende de door de milieuvergunning opgelegde analyses;
- een beschrijvend verslag over elk voorval dat ongewoon is of dat de milieubescherming in gevaar zou kunnen brengen;
- een beschrijvend verslag over elk onderhoud, voorval, herstel i.v.m. het CET' en zijn bijgebouwen.

De informatie waaruit evenwel blijkt dat de fundamentele vereisten met het oog op een basisomschrijving van afvalstoffen ingevuld zijn, overeenkomstig punt 1.1 van bijlage 3, evenals de uitslagen van proeven doorgevoerd voor het conformiteitsnazicht overeenkomstig punt 1.2 van bijlage 3 kunnen in een afzonderlijk register vermeld worden. Die informatie wordt door de exploitant bewaard tot na afloop van het nabeheer van het technisch ingravingscentrum en wordt tot dan op een in de bijzondere voorwaarden aangeduide vlot toegankelijke plaats ter beschikking gehouden van de ambtenaren belast met het nazicht. »

Art. 14. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. Als de afvalstoffen geweigerd worden, met name door de toepassing van de procedure voor de aanvaarding van de afvalstoffen omschreven in bijlage 3 of ten opzichte van de voorwaarden voor de milieuvergunning :

- noteert de exploitant op het vervoerformulier waarvan sprake in artikel 24 van dit besluit het inschrijvingsnummer van het voertuig en diens aangekondigde bestemming;
- licht er onverwijld per fax de burgemeesters over in van de gemeenten waar het technisch ingravingscentrum gevestigd is, de Dienst en de ambtenaar belast met het toezicht. »

Art. 15. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gedeeltelijk nietig verklaard bij advies nr. 185.629 van de Raad van State, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 28. Op grond van de gegevens verstrekt door de exploitant in zijn vergunningsaanvraag bepalen de bijzondere voorwaarden het materieel waarmee het technisch ingravingscentrum minstens uitgerust moet zijn, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen het materieel dat permanent op de site aanwezig moet zijn en het materieel dat in een kort tijdsbestek beschikbaar gemaakt kan worden. »

Art. 16. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, lid 2, wordt de eerste volzin vervangen door de volgende :

« De exploitant deelt het omstandige opleidingsprogramma aan de technisch ambtenaar mee, evenals de lijst van de lesgevers en van het personeel dat de opleiding volgt »;

2° in § 3 worden de woorden « door de technische ambtenaar als gelijkwaardig beschouwd » vervangen door het woord « gelijkwaardig ».

Art. 17. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de items 1 en 2 vervangen door hetgeen volgt :

- de opdeling en de organisatie van het technisch ingravingscentrum in cellen en de klasse waarin elke cel is ondergebracht volgens de klassificering vermeld in artikel 3 van dit besluit;
- de lijst - codes en verwoordingen volgens de nomenclatuur van de catalogus - van de afvalstoffen die in elke soort cel verwerkt werden;
- de onderverdeling van de cellen in sectoren;
- de lokalisering van sectoren waarin abesthoudende afvalstoffen opgeslagen worden; »;

2° lid 2 wordt vervangen als volgt :

« Het exploitatieplan wordt om de twee jaar bijgehouden volgens dezelfde vereisten. Gelet op het specifiek karakter van de inrichting kunnen de bijzondere voorwaarden de frequentie aanpassen waarmee het exploitatieplan wordt bijgewerkt, zonder evenwel langer te mogen duren dan vijf jaar. »

Art. 18. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 3, worden de woorden « kan de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar instemmen met » vervangen door de woorden « kunnen de bijzondere voorwaarden voorzien in ».

2° in § 3, lid 1, worden de woorden « kan de bevoegde overheid na advies van de toezichthoudende ambtenaar » vervangen door de woorden « kunnen de bijzondere voorwaarden »;

3° in § 3 wordt lid 2 gedeeltelijk nietig verklaard bij advies nr. 185.629 van de Raad van State, vervangen door hetgeen volgt :

« In dezelfde omstandigheden kunnen de bijzondere voorwaarden de invoering opleggen van een regeling voor geurvermindering of -absorptie d.m.v. gepaste producten en technieken.

Ze kunnen van de exploitant onderzoek en informatie vereisen. »

Art. 19. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« In voorkomend geval bepalen de bijzondere voorwaarden de voorwaarden voor de interne of externe benutting van de ingegraven afvalstoffen voor zover het milieubelang van die benutting door de exploitant wordt aangetoond. »

Art. 20. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Algemeen ».

Art. 21. In artikel 44, lid 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 56 » vervangen door de woorden « artikel 53, § 3 ».

Art. 22. In artikel 45, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° volgend lid wordt ingevoegd na lid 3 :

« De bronnen die vanuit hydrogeologisch standpunt stroomafwaarts gelegen zijn van het technisch ingravingscentrum en die aangetast zouden kunnen worden, worden opgenomen in de regeling voor het toezicht op de waterlagen. »;

2° in lid 4, dat lid 5 wordt, worden de woorden « beveelt de bevoegde overheid na advies van de technisch ambtenaar de installatie van bijkomende piëzometers » vervangen door de woorden « of op grond van een intern interventieplan en plan voor de bescherming van het grondwater omschreven in de artikelen 56 en 57 leggen de bijzondere voorwaarden de installatie van bijkomende piëzometers op » en worden de woorden « waarvan laatstgenoemde de kenmerken bepaalt » vervangen door de woorden « waarvan zij de kenmerken bepalen »;

3° de laatste volzin wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, lid 1, wordt vervangen als volgt :

« Het besmette water en de percolaten mogen niet als dusdanig buiten de site geloosd worden. Die vloeistoffen worden integraal opgevangen en zo spoedig mogelijk naar een behoorlijk vergund zuiveringsstation afgevoerd om er behandeld te worden. »;

2° in § 2 worden het tweede, derde en vierde lid opgeheven;

3° in § 2 wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen »;

4° in § 2 worden de woorden « door de bevoegde overheid » vervangen door de woorden « door de bijzondere voorwaarden »;

5° in § 2 worden de woorden « na advies van de technisch ambtenaar » opgeheven;

6° in § 2 worden de woorden « de toezichthoudende ambtenaar waterbesproeiing toelaat of oplegt » vervangen door de woorden « de bijzondere voorwaarden waterbesproeiing toelaten of opleggen »;

7° § 6, gedeeltelijk nietig verklaard bij advies nr. 185.629 van de Raad van State, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Alle kunstwerken uit cement, beton en gelijkgestelde stoffen die in contact kunnen komen met agressieve percolaten worden permanent afgedekt met een slijtvaste afdekking. »;

8° § 7, nietig verklaard bij advies nr. 185.629 van de Raad van State, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 7. Bovenvermelde bepalingen zijn niet van toepassing op de technische ingravingscentra en de cellen van klasse 3, 4A en 5.3. »

Art. 24. De afdelingen 2, 3 en 4 van hoofdstuk V van hetzelfde besluit, waarvan de artikelen 57 en 58 gedeeltelijk nietig zijn verklaard bij advies nr. 185.629 van de Raad van State, worden vervangen door hetgeen volgt :

« *Afdeling 2.* — Lozingsvoorwaarden

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen in gewone oppervlaktewateren en kunstmatige afwateringskanalen

Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater of in kunstmatige afvloeiwegen wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden : »,

1. de pH is niet hoger dan 10,5 of niet lager dan 6,5;
2. de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;
3. de biochemische zuurstofvraag in vijf dagen op 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 90 mg zuurstof per liter;
4. de zuurstofbehoefte in het geloosde water is niet hoger dan 300 mg/l;
5. het gehalte aan zwevende stoffen in het geloosde water is niet hoger dan 60 mg per liter;
6. het gehalte aan bezinkbare stoffen in het geloosde water bedraagt hoogstens 0.5 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
7. het gehalte aan koolwaterstoffen C10-C40 in het geloosde water is niet hoger dan 5 mg per liter;
8. het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 20 mg N/l tussen 1 mei en 31 oktober;
9. het gehalte aan ammoniumstikstof in het geloosde water is niet hoger dan 50 mg N/l tussen 1 november en 30 april;
10. het gehalte aan fenolen in het geloosde water is niet hoger dan 15 mg per liter;
11. het gehalte aan vlot ontleedbare of vrijkomende cyaniden in het geloosde water is niet hoger dan 0.5 mg CN per liter;
12. het gehalte aan sulfuren en mercaptans in het geloosde water is niet hoger dan 5 mg S per liter;
13. het gehalte aan totaal chroom in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Cr per liter;
14. het gehalte aan totaal zink in het geloosde water is niet hoger dan 4 mg Zn per liter;
15. het gehalte aan totaal lood in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;

16. het gehalte aan totaal nikkel in het geloosde water is niet hoger dan 2mg Ni per liter;
17. het gehalte aan totaal arseen in het geloosde water is niet hoger dan 0,15 mg As per liter;
18. het gehalte aan totaal koper in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Cu per liter;
19. het gehalte aan totaal cadmium in het geloosde water is niet hoger dan 0,5 mg Cd per liter;
20. het gehalte aan totaal kwik in het geloosde water is niet hoger dan 0,05 mg Hg per liter;
21. het gehalte aan extraheerbare organohalogeenvverbindingen (EOX) in het geloosde water is niet hoger dan 3 mg Cl per liter;
22. het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;
23. het geloosde water is vrij van de stoffen bedoeld in de artikelen R. 131 tot R. 141 en de bijlagen I en VII van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en niet besproken in deze voorwaarden.

Onderafdeling 2 - Voorwaarden voor het lozen in openbare rioleringen

Art. 48. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt voldoet aan de volgende voorwaarden :

1. de pH is niet hoger dan 10,5 of niet lager dan 6;
2. de temperatuur van het geloosde water bedraagt hoogstens 45 °C;
3. het gehalte aan zwevende stoffen in het geloosde water is niet hoger dan 1 000 mg per liter;
4. vanwege hun structuur mogen de zwevende deeltjes de werking van de opvang- en zuiveringsstations niet schaden;
5. de zwevende deeltjes mogen niet meer meten dan 10 mm;
6. het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 200 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);
7. het gehalte aan vlot ontleedbare of vrijkomende cyaniden in het geloosde water is niet hoger dan 0,5 mg CN per liter;
8. het gehalte aan totaal chroom in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Cr per liter;
9. het gehalte aan totaal zink in het geloosde water is niet hoger dan 4 mg Zn per liter;
10. het gehalte aan totaal lood in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;
11. het gehalte aan totaal nikkel in het geloosde water is niet hoger dan 2 mg Ni per liter;
12. het gehalte aan totaal arseen in het geloosde water is niet hoger dan 0,15 mg As per liter;
13. het gehalte aan totaal koper in het geloosde water is niet hoger dan 1 mg Cu per liter;
14. het gehalte aan totaal cadmium in het geloosde water is niet hoger dan 0,5 mg Cd per liter;
15. het gehalte aan totaal kwik in het geloosde water is niet hoger dan 0,05 mg Hg per liter;
16. het gehalte aan extraheerbare organohalogeenvverbindingen (EOX) in het geloosde water is niet hoger dan 3 mg Cl per liter;
17. het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;
18. het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;
19. het is verboden mechanisch vermaalde vaste stoffen te storten of water te lozen dat zulke stoffen bevat;
20. het gehalte aan fenolen in het geloosde water is niet hoger dan 2000 mg per liter;
21. het geloosde water is behoudens uitdrukkelijke machtiging vrij van de gevaarlijke stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en in de bijlagen I en VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en niet besproken in deze voorwaarden.

Art. 49. § 1. Onverminderd artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen de bijzondere voorwaarden afwijken van de chloridenormen (lozing in de rioleringen), afhankelijk van de buitengewone weersomstandigheden zoals vastgesteld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België.

§ 2. Onverminderd artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen de bijzondere voorwaarden op grond van de voorgeschiedenis van de resultaten van de meetcampagnes en gelet op de specificiteit van de vaststelling op grond van criteria zoals het ontvangende watermilieu, het type behandeling van de percolaten of de geloosde watervolumes, de lijst wijzigen van de parameters bedoeld in de artikelen 47 en 48 als twee controles uitgevoerd met een tussentijd van zes maanden lagere resultaten opleveren dan de relevantiedrempels omschreven in bijlage 4C.

Afdeling 3. — Controles, zelfcontrole en toezicht

Onderafdeling 1. — Monsternemings- en analysemethodes

Art. 50. De uitbater en de toezichthoudend ambtenaar gebruiken referentiemethodes voor de monsterneming en de analyse van alle parameters bedoeld in de artikelen 47 tot en met 49 zoals vastgesteld door de Minister.

Art. 51. De meting van een « totaal metaal », bedoeld in de artikelen 47 en 48, wordt uitgevoerd op grond van een niet-gefiltreerde staal met een zuurtegraad van pH2.

De kwantificatielimiten die bij die analyses toegepast worden, worden nader omschreven in de tabellen opgenomen in de bijlagen 4B en 4C.

Onderafdeling 2. — Gerichte monsternemingen

Art. 52. § 1. De data en de uren van de monsternemingen, vereist krachtens de artikelen 53 en 56, worden door de uitbater minstens vijf dagen op voorhand per faxbericht medegedeeld aan :

- de technisch ambtenaar;
- de toezichthoudend ambtenaar.

§ 2. Voor de monsterneming voor grondwater wordt, voor zover de doorlaatbaarheid van de grondwaterlaag dat mogelijk maakt, tijdens minstens één uur en hoedanook tot aan de stabilisering van het piëzometrisch niveau en de gemeten geleidbaarheid, water uit de grondwaterlaag gepompt met een gepast debiet.

- § 3. Op elk document waarin melding wordt gemaakt van de monsterneming wordt gewag gemaakt van :
- de datum, het uur van de monsterneming, evenals van de naam van degene die de monsterneming verricht heeft;
 - de referentie en de juiste coördinaten van het monsternemingspunt (X, Y in Lambertcoördinaten en Z nationale hoogtemeting);
 - iedere eventuele bijzondere waarneming.

Voor de monsternemingen in grondwater worden volgende gegevens eveneens medegedeeld :

- het piëzometrisch niveau;
- de diepte waarin de monsterneming is verricht;
- de variaties van het relatieve niveau, van de pH, van de temperatuur en de geleidbaarheid tijdens het oppompen van water.

Onderafdeling 3. — Controle en autocontrole van industrieel afvalwater, oppervlaktewater en percolaten

Art. 53. § 1. Tijdens de exploitatiefase worden driemaandelijks en tijdens de nabeheerfase worden zesmaandelijks op last van de exploitant door een erkend laboratorium monsternemingen en analyses verricht van de niet-behandelde percolaten in het inzamelbekken of onmiddellijk stroomopwaarts ervan.

De analyses hebben betrekking op de terreinparameters vermeld in bijlage 4B.

Om de twee jaar worden de analyses uitgebreid naar de gezamenlijke toezichtparameters die overeenstemmen met de rubriek van het technisch ingravingscentrum vermeld in bijlage 4B. Er wordt eveneens een kwalitatieve evaluatie verricht van de aanwezige organische verbindingen met behulp van een chromatograaf in de gasfase, gekoppeld aan een massaspectrometer of een gelijkwaardig systeem, evenals een screening van de metalen per ICP.

§ 2. De uitbater laat een erkend laboratorium monsternemingen en analyses verrichten van industrieel afvalwater op grond van de volgende parameters en frequenties :

- driemaandelijks voor de geleidbaarheidsparameters, de zwevende stoffen, de zuurstofbehoefte, DBO₅, ammonium, nitraten, totale stikstof, fosfaten;
- zesmaandelijks voor de parameters chloride, sulfaten, arseen, chroom, koper, nikkel, lood, zink, ijzer, manganesium, gehalte aan koolwaterstoffen C10-C40;
- jaarlijks voor de parameters cadmium, kwik, fenolgehalte, cyaniden, benzeen, naftaleen en EOX;
- jaarlijkse bepaling van de toxiciteit na 48u van *Pseudokirchneriella subcapitata* volgens ISO-norm 8692 - Waterkwaliteit Fresh water algal growth inhibition test with *Scenedesmus subspicatus* and *Selenastrum capricornutum*;
- jaarlijks : bepaling van de toxiciteit op lange termijn ten opzichte van *Daphnia magna*, gebaseerd op ISO norm 10706 (effect op de reproductie en mortaliteit in 21 d. of vereenvoudigde methode in 14 d); of bepaling van de remming van de mobiliteit van *Daphnia magna* Straus (Cladocera, Crustacea) - testmethode acute toxiciteit gegrond op ISO - norm 6341.

De bijzondere voorwaarden bepalen de nadere regels voor de tests die van toepassing zijn op de inrichting.

§ 3. De uitbater laat een erkend laboratorium monsternemingen en analyses verrichten van industrieel oppervlaktewater stroomopwaarts en stroomafwaarts van de lozing van industrieel afvalwater op grond van de volgende parameters en frequenties :

- driemaandelijks voor de geleidbaarheidsparameters, de zwevende stoffen, de zuurstofbehoefte, DBO₅, ammonium, nitraten, totale stikstof, fosfaten;
- zesmaandelijks voor de parameters chloride, sulfaten, arseen, chroom, koper, nikkel, lood, zink, ijzer, manganesium, gehalte aan koolwaterstoffen C10-C40;
- jaarlijks voor de parameters cadmium, kwik, fenolgehalte, cyaniden, benzeen, naftaleen en EOX;
- zesmaandelijks, namelijk in maart en september : IDL test of diatomisch gehalte LECLERQ.

§ 4. Onverminderd artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen de bijzondere voorwaarden, gelet op de voorgeschiedenis van de resultaten of wegens de specificiteit van de inrichting op grond van criteria zoals het ontvangende watermilieu, het soort behandeling van de percolaten of het volume geloosde water, de lijst wijzigen van de parameters die geanalyseerd moeten worden, evenals de frequentie van de monsternemingen en de analyse bepaald in de §§ 1 tot en met 3.

Art. 54. § 1. Behalve de inrichtingen van klasse 3 en klasse 5.3. voert de exploitant wekelijks monsternemingen en analyses uit om na te gaan of de voorwaarden voor de lozing van afvalwater zoals bedoeld in de artikelen 47 en 48 nageleefd worden en of de zuiveringsinstallaties correct functioneren. De analyses hebben betrekking op de parameters van de zuurstofbehoefte en de ammoniumstikstof.

§ 2. Onverminderd artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen de bijzondere voorwaarden wegens de specificiteit van de inrichting, op grond van criteria zoals het ontvangend watermilieu, de soort behandeling van percolaten of het volume geloosde water, de lijst wijzigen van de parameters die geanalyseerd moeten worden, alsook de frequentie van de monsternemingen en analyses.

Art. 55. § 1. Het geloosde industrieel afvalwater wordt aangevoerd via een controlevoorziening die aan de volgende vereisten voldoet :

Voor de inrichtingen van klasse 3 en klasse 5.3 :

1. ervoor zorgen dat de stalen in verhouding tot het debiet van het geloosde water vlot genomen kunnen worden;
2. op verzoek of op initiatief van de toezichthoudende ambtenaar het nemen van monsters mogelijk maken;
3. vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;
4. geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit;

Voor de overige inrichtingen :

1. ervoor zorgen dat de stalen in verhouding tot het debiet van het geloosde water vlot genomen kunnen worden;
2. op verzoek of op initiatief van de toezichthoudende ambtenaar het nemen van monsters mogelijk maken;

3. vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;
4. geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties biedt inzake waterkwantiteit en -kwaliteit;
5. de waarde van de afvoerstroom, uitgedrukt in l/sec en/of m³/u, van de pH, van de geleidbaarheid, van de temperatuur en van de zuurstofbehoefte onmiddellijk aangeven;
6. permanent de waarde van het dagvolume, uitgedrukt in m³/d, van de pH, van de temperatuur, van de zuurstofbehoefte en van de geleidbaarheid registreren, en dit in een minimumtijdsbestek van uur per uur;
7. het automatisch nemen van stalen die in verhouding zijn tot het gemeten debiet van het tijdens 24 uur geloosde water en de bewaring ervan gedurende 48 uur.

§ 2. Onverminderd artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen de bijzondere voorwaarden wegens de specificiteit van de inrichting, op grond van criteria zoals het ontvangend watermilieu, de soort behandeling van percolaten of het volume geloosde water, de controlevoorziening wijzigen.

Onderafdeling 4. — Controle van het grondwater

Art. 56. § 1. Het toezicht op het grondwater wordt gevoerd volgens de procedure omschreven in bijlage 4A.

De traceer- en toezichtparameters zijn vermeld in de tabel opgenomen in bijlage 4B.

Voor de technische ingravingscentra van klasse 5.1, 5.2 en 5.3 worden de te analyseren parameters door de bijzondere voorwaarden onder de parameters opgelijst voor de technische ingravingscentra van klasse 1 of 2 vastgesteld in functie van de specificiteit van het betrokken ingravingscentrum.

§ 2. Op de traceerparameters wordt een routinemonitoring uitgevoerd met een zesmaandelijkse frequentie tijdens de maanden maart en september voor het grondwater van de piëzometers en de bronnen.

Om de twee jaar en voor het eerst tijdens de eerste toezichtscampagne worden de analyses uitgebreid naar de gezamenlijke toezichtparameters om de eventuele evolutie van de kenmerken bij de emissie van het technisch ingravingscentrum op te sporen.

De stalen en de analyses worden door een erkend laboratorium uitgevoerd overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer.

De bijzondere voorwaarden kunnen, gelet op de specificiteit van bepaalde sites wat betreft de snelheid van de afvoer van het grondwater, de frequentie van de monsternemingen en de analyses wijzigen, met inachtneming evenwel van het minimum van één monsterneming en één analyse per jaar.

De bijzondere voorwaarden kunnen, gelet op de voorgeschiedenis van de resultaten en de kenmerken van de afvalstoffen, de lijst van de te analyseren parameters wijzigen met uitzondering van de traceerparameters en de terreinparameters. Van de meting van een bepaalde parameter kan evenwel enkel afgezien worden tijdens een periode van hoogstens zes jaar op voorwaarde dat twee controles, uitgevoerd met een tussentijd van zes maanden, lagere resultaten opleveren dan de VR referentiewaarden voor het grondwater van bijlage 1 bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer of, bij ontstentenis van de referentiewaarden :

- voor de parameters mineraalvorming en zoutgehalte : dan P65 van de grondwaterlagen, vermeld in de tabel van bijlage 4B;
- voor de overige parameters : dan de kwantificatiegrens LOQ, vermeld in de tabel van bijlage 4B.

§ 3. Tijdens die monitoring wordt bij overschrijding van een waakzaamheidsdrempel zoals door het erkende laboratorium gemeten en, bij betwisting door de exploitant, bevestigd door een tegensprekelijke analyse uitgevoerd in twee andere erkende laboratoria, een verhoogde controle ingevoerd die het opgespoorde probleem beoogt als de verhouding tussen de concentraties stroomafwaarts en stroomopwaarts hoger is dan drie.

De nadere regels voor die controle (afnamepunten, duur, frequentie, parameters) worden in overleg vastgesteld met de toezichthoudend ambtenaar binnen de dertig dagen volgend op de bevestiging van die overschrijding.

§ 4. Als de verhoogde controle aantoont dat de opgespoorde overschrijding niet toe te schrijven is aan een persistente endogene besmetting en besluit dat het risico afwezig is, wordt weer overgeschakeld op de routinemonitoring zoals aangepast aan het opgespoorde probleem.

Als de verhoogde controle aantoont dat er een persistente endogene besmetting bestaat of als die controle onvoldoende is om tot het niet-bestaan van het risico te besluiten, wordt het interventieplan onmiddellijk in werking gesteld en de uitbater legt de bevoegde overheid een intern interventie- en grondwaterbeschermingsplan voor binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de aanvraag uitgedrukt door de technisch ambtenaar.

Art. 57. § 1. Het intern interventie- en grondwaterbeschermingsplan bevat een onderzoek naar de kenmerken en de afbakening van de vervuulende laag, uitgevoerd door een erkend deskundige overeenkomstig het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer. Het beoogt eveneens rekening te houden met de plaatselijke geochemische ondergrond en de eventuele exogene of historische besmettingen.

§ 2. Het intern interventie- en grondwaterbeschermingsplan beoordeelt de onderkende risico's voor de recipiënten en stelt, rekening houdend met alle specifieke plaatselijke, aldus omschreven kenmerken, uitbreidingen voor van het toezichtsnet, evenals met de bijzondere waarden voor het in actie treden van de parameters opgegeven in de tabel in bijlage 4B, rekening houdend met de specifieke hydrogeologische formaties op de site van het technisch ingravingscentrum. Het geeft ten slotte de correctiemaatregelen aan die de uitbater beoogt te treffen bij overschrijding van die drempels.

§ 3. De bevoegde overheid beslist na advies van de technisch ambtenaar over de geleidigheid van het intern interventie- en grondwaterbeschermingsplan uiterlijk zestig dagen na ontvangst van dat advies. Ze bekrachtigt de bijzondere waarden van de actiedrempels voor elke piëzometer van het toezichtsnetwerk en stelt het programma van correctiemaatregelen vast.

§ 4. Als de waarde van een actiedrempel overschreden wordt, voert de uitbater het programma van de correctiemaatregelen uit om de concentraties in het grondwater op duurzame wijze terug te brengen naar waarden onder de actiedrempels.

Onderafdeling 5. — Analyseverslagen

Art. 58. § 1. De resultaten van de controle- en zelfcontroleanalyses worden op papieren en elektronische informatiedragers opgeslaan en gedurende vijf jaar bewaard op de exploitatiezetel. De toezichthoudend ambtenaar krijgt ze binnen 24 uur nadat hij erom verzocht heeft, ter beschikking.

§ 2. De krachtens dit hoofdstuk vereiste analysecertificaten worden bij het register gevoegd bedoeld in artikel 25 van dit besluit. Ze worden door de verantwoordelijke van het erkende laboratorium ondertekend.

§ 3. Op elk analysecertificaat worden voor elke gemeten parameter vermeld :

- de waakzaamheids- en actiedrempels van de parameters vermeld in bijlage 4B voor wat betreft het grondwater;
- de parameters voor de lozingsvoorwaarden vastgesteld in de vergunning voor wat betreft het industrieel afvalwater;
- de milieukwaliteitsnormen voor wat betreft de oppervlaktewateren.

Art. 58bis. Jaarlijks wordt er door de uitbater een verslag overgemaakt aan de technisch ambtenaar, de toezichthoudend ambtenaar, de bevoegde ambtenaar van het Departement Leefmilieu en Water, evenals aan de burgemeesters van de gemeenten waar er technische ingravingscentra gevestigd zijn.

Dat verslag bevat minstens :

1. de analysecertificaten bedoeld in de artikelen 53 en 56 van dit besluit;
2. de resultaten van de analyses, die verzameld zijn in vorm van;
 - een cijfertabel waarin de plaatsen en de data van de monsternemingen, de parameters en, in voorkomend geval, de codes van de parameters van bijlage 4B vermeld zijn, evenals de waakzaamheids- en de actiedrempels;
 - grafieken waarin de tijdens de laatste vijf jaar waargenomen resultaten systematisch vermeld worden. Om de zes maanden wordt de informaticaversie van die tabel eveneens elektronisch overgemaakt aan de bevoegde ambtenaar van het Departement Leefmilieu en Water;
3. de protocollen van de monsternemingen van grondwater, evenals de geregistreerde waarden voor de schommeling van de grondwaterlagen, vastgesteld in functie van de bepalingen van artikel 45, § 1, van dit besluit;
4. de gegevens geregistreerd voor de werking van het zuiveringsstation, vastgesteld in functie van de bepalingen van artikel 55 van dit besluit, met name de maandelijks vastgestelde percolaatvolumes op grond van de voorzieningen die de uitbater opgesteld heeft. Die maandelijks volumes worden cumulatief voorgesteld op grafieken op de gepaste schaal. ».

Art. 25. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Gasbeheersing ».

Art. 26. Het opschrift van onderafdeling 1 van afdeling 1 van hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Gasopvang ».

Art. 27. In artikel 59 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de eerste zin van het eerste lid van § 1 wordt aangevuld met de woorden « en zorgt voor de behandeling ervan »;
- 2° in § 1, lid 1, wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen »;
- 3° in § 1, lid 2, wordt het woord « biogas » vervangen door het woord « gas »;
- 4° in § 1, lid 3, wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen » en wordt het woord « biogassen » vervangen door het woord « gassen »;
- 5° in § 2, leden 1, 2 en 3, wordt het woord « biogassen » vervangen door het woord « gassen »;
- 6° in § 3, lid 1, wordt het woord « biogassen » vervangen door het woord « gassen ».

Art. 28. Het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 1 van hoofdstuk VI van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Karakterisering en beheersing van de gassen ».

Art. 29. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord « biogas » wordt vervangen door het woord « gas »;
- 2° in § 2, lid 3, wordt het woord « biogas » vervangen door het woord « gas »;
- 3° in § 4 wordt het woord « biogas » vervangen door het woord « gas » en wordt de laatste volzin opgeheven;
- 4° in § 5, leden 1, 2 en 3, wordt het woorddeel « biogas » vervangen door het woorddeel « gas ».

Art. 30. In artikel 61 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 worden de woorden « van biogasopvang » vervangen door de woorden « voor de opvang en de behandeling van de gassen »;
- 2° in §§ 2 en 3, wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen »;

Art. 31. Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 32. Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Zekerheden, verzekeringen en tariefregels ».

Art. 33. In artikel 69 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° § 2 wordt opgeheven;
- 2° in § 3, die § 2 wordt, worden de woorden « met name die bedoeld in § 4 » aangevuld met woorden « van artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning »;
- 3° volgende paragrafen worden toegevoegd :
 - « § 3. De berekeningswijze van de zekerheid wordt omstandig omschreven in de tabellen opgenomen in bijlage 5 bij dit besluit.

In functie van de specifieke kenmerken van het overwogen technisch ingravingscentrum legt de exploitant zijn berekening voor aan de technisch ambtenaar in het kader van zijn aanvraag voor een milieuvergunning.

De exploitant mag voorstellen om af te wijken van het gebruik van de bedragen vermeld in de tabellen afgebeeld in bijlage 5 als hij de technisch ambtenaar een bestek voorlegt voor de werkzaamheden die in dat verband vereist zijn :

- a) interventies bij ongevallen of verontreiniging;
- b) herstel van de site in oorspronkelijke staat na uitbating ervan;
- c) nabeheer.

Om dat bestek te bekomen wordt er een beroep gedaan op aannemers of maatschappijen die voldoende ervaring kunnen voorleggen in het overwogen activiteitsdomein. Daarvan worden bewijzen overgemaakt aan de technisch ambtenaar.

§ 4. De eenheidsprijs vermeld in de tabellen in bijlage 5 bij dit besluit zijn de prijzen voor het jaar 2007. Bijgevolg wordt het bedrag van de zekerheid (S) aangepast op de verjaardag (spildatum) van de milieuvergunning, met volgende formule :

$$S_{\text{aangepast}} = S \times \frac{\text{Indice des prix à la consommation à la date pivot}}{\text{Indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2007}}$$

De index der consumptieprijzen op 1 januari 2007 bedroeg 105,2 (basis 2004 = 100). »

Art. 34. § 1. Het opschrift van bijlage I bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Waterdichtheid van de bodem, de zijwanden en de oppervlakte ».

§ 2. Het opschrift « Kenmerken van de materialen » opgenomen in diezelfde bijlage wordt voorafgegaan door het cijfer « 1 ».

§ 3. Het opschrift « Waterdichtheid op mineraal vlak (aangevoerde of hergebruikte kleiige materialen) » wordt voorafgegaan door cijfer « 1.1 ».

§ 4. De paragraaf opgenomen onder punt 2 van dezelfde bijlage na de woorden « Op het grensvlak tussen de cellen » wordt vervangen door volgende paragraaf :

« De cellen van klasse 2.1.a., 2.1.b. of 2.2. moeten fysiek van elkaar afgescheiden worden voor zover de klasse van de aan elkaar grenzende cellen verschilt, door een systeem waarmee de scheiding mogelijk wordt gemaakt tussen bioafbreekbare organische stoffen en niet-bioafbreekbare organische stoffen, zodanig dat :

- het percolaat dat ontstaat door de inwerking van het water op de gestorte afvalstoffen in een cel van een bepaalde klasse niet in contact kunnen komen met de afvalstoffen gestort in de cellen van een verschillende klasse;
- de gassen optimaal beheerd worden.

Het percolaat van de cellen van verschillende klassen 2.1.a., 2.1.b. of 2.2) mag gemeenschappelijk behandeld worden als die methode de doeltreffendheid van de behandeling niet in de weg staat. »

§ 5. In lid 1 van punt 3.1. van dezelfde bijlage wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen »;

§ 6. In het laatste lid van punt 3.1 van dezelfde bijlage worden de woorden « kan de bevoegde overheid de exploitant, na advies van de technisch ambtenaar, » vervangen door de woorden « kunnen de bijzondere voorwaarden ».

§ 7. In de titels van de tabel van punt 3.2. van dezelfde bijlage wordt het woord « organische » ingevoegd tussen de woorden « biologisch afbreekbare » en « afvalstoffen ».

Art. 35. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 3 zoals opgenomen in bijlage I bij dit besluit, met volgend opschrift :

« Bijlage 3 - Procedure voor de klassificatie en de aanvaarding van de afvalstoffen ».

Art. 36. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 4 zoals opgenomen in bijlage II bij dit besluit, met volgend opschrift :

« Bijlage 4 - Procedure voor het toezicht op en de controle van het grondwater. »

Art. 37. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 5 zoals opgenomen in bijlage III bij dit besluit, met volgend opschrift :

« Bijlage 5 - Wijze van berekening van de zekerheid. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving*

Art. 38. In het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving wordt het opschrift aangevuld als volgt :

« en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving ».

Art. 39. Hetzelfde besluit wordt met een artikel *1bis* aangevuld, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1) Aanvaardingscriteria : criteria waaraan de afvalstoffen moeten voldoen om aanvaard te kunnen worden in een centrum voor technische ingraving van de betrokken (sub)categorie;
- 2) Asbestafval : afvalstoffen van de werken omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest;
- 3) Bouwafval die asbest bevat : afval vermeld onder de rubriek 17.06.05 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;
- 4) Geschikt asbestafval : afvalstoffen die overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest, worden gelijkgesteld met asbestafval, namelijk :
 - asbesthoudende materialen;

- materialen die in contact zijn gekomen met of besmet zijn door asbestvezels en die niet ter plaatse kunnen worden ontsmet met behulp van een stofzuiger en/of water.

Deze omschrijving heeft echter geen betrekking op de asbesthoudende afval die ook gevaarlijk is krachtens andere stoffen of eigenschappen;

- 5) Gebonden asbest : asbest in een niet-broze inerte drager en in plastic verpakt;
- 6) In plastic verpakt : verpakt in een verpakking die t.o.v. het milieu dezelfde garanties inhoudt dan die voorzien in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest;

Bovendien moeten deze verpakkingen hermetisch afgesloten worden en tegen scheuren en stoten voldoende bestand zijn;
- 7) Voldoende hermetisch afgesloten : apart om ervoor te zorgen dat de asbesthoudende afval fysisch gescheiden blijft van de overige afval;
- 8) Geschikte materialen : korrelvormige brandvrije materialen die geen enkel element bevatten dat de afval of de verpakking zou kunnen verstoren;
- 9) Geschikte maatregelen : maatregelen die ervoor moeten zorgen dat het centrum voor technische ingraving of de cel niet het voorwerp kan uitmaken van een verrichting die vezels zou kunnen laten vrijkomen (bijvoorbeeld het boren van putten), die tenminste een herkenningsteken inhouden om de ligging van de cellen met asbestafval duidelijk te kunnen identificeren;
- 10) Gipshoudende afval (gips) : afval vermeld onder de rubriek 17.08.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;
- 11) Stabiël en niet-reactief afval : afval waarvan het uitlooggedrag op lange termijn onder de ontwerpomstandigheden van het centrum voor technische ingraving of bij voorzienbare calamiteiten niet in ongunstige zin verandert :
 - in de afval zelf (bijvoorbeeld door biologische afbraak);
 - onder invloed van omgevingsomstandigheden op lange termijn (bijvoorbeeld water, lucht, temperatuur, mechanische invloeden);
 - onder invloed van andere afvalstoffen (met inbegrip van afvalproducten zoals percolaat en gas).
- 12) Eluaat : de oplossing die wordt verkregen door een percolatietest in het laboratorium.

Art. 40. Hetzelfde besluit wordt met een artikel 1*ter* aangevuld, luidend als volgt :

« Art. 1*ter*. Voor de toepassing van dit besluit en in het kader van de aanvaarding van de afvalstoffen in het centrum voor technische ingraving, is de indeling van de centra voor technische ingraving zoals omschreven in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving van toepassing. »

Art. 41. Artikel 2, § 7, *b*) van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« *b*) Onverminderd de bepalingen van de §§ 1 tot 6, de biologisch afbreekbare organische afvalstoffen opgenomen onder kolom 6 van de tabel in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus. »

Art. 42. Hetzelfde besluit wordt met een artikel 2*bis* aangevuld, luidend als volgt :

« Art. 2*bis*. Voor de afvalstoffen die krachtens artikel 2 niet vallen onder het stortverbod in een centrum voor technische ingraving, kunnen alleen de afvalstoffen die voldoen aan de aanvaardingscriteria opgenomen in bijlage 1 of die geen proefnemingen vereisen overeenkomstig bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, in een centrum voor technische ingraving van klasse 3 of klasse 5.3. gestort worden.

Voor de afvalstoffen die krachtens artikel 2 niet vallen onder het stortverbod in een centrum voor technische ingraving, kunnen alleen de afvalstoffen die voldoen aan de aanvaardingscriteria opgenomen in één van de bijlagen 2, 3, 3*bis* of 4 of die geen proefnemingen vereisen overeenkomstig bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, in een centrum voor technische ingraving van klasse 2 of klasse 5.2. gestort worden.

Voor de afvalstoffen die krachtens artikel 2 niet vallen onder het stortverbod in een centrum voor technische ingraving, kunnen alleen de afvalstoffen die voldoen aan de aanvaardingscriteria opgenomen in bijlage 5 of die geen proefnemingen vereisen overeenkomstig bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, in een centrum voor technische ingraving van klasse 1 of klasse 5.1. gestort worden.

Voor de afvalstoffen die krachtens artikel 2 niet vallen onder het stortverbod in een centrum voor technische ingraving, kunnen alleen de afvalstoffen die voldoen aan de aanvaardingscriteria opgenomen in bijlage 6 of die geen proefnemingen vereisen overeenkomstig bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, in een centrum voor technische ingraving van klasse 4 gestort worden.

Voor de afvalstoffen die krachtens artikel 2 niet vallen onder het stortverbod in een centrum voor technische ingraving, kunnen alleen de afvalstoffen die voldoen aan de aanvaardingscriteria opgenomen in bijlage 7 in een ondergrondse opslag worden gestort. »

Art. 43. Hetzelfde besluit wordt met een artikel 2*ter* aangevuld, luidend als volgt :

« De Minister bepaalt de technische voorwaarden voor de uitvoering van de percolatietest. »

Art. 44. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 1 zoals opgenomen in bijlage IV bij dit besluit :

« Bijlage 1. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen - klasse 3 en 5.3 »

Art. 45. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 2 zoals opgenomen in bijlage V bij dit besluit :

« Bijlage 2. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die niet voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden - klasse 2.1.a en 5.2.1.a. »

Art. 46. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 3 zoals opgenomen in bijlage VI bij dit besluit :

« Bijlage 3. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden - klasse 2.1.b en 5.2.1.b. »

Art. 47. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 3bis zoals opgenomen in bijlage VII bij dit besluit :

« Bijlage 3bis. Bijzondere voorwaarden inzake bepaalde afvalstoffen ».

Art. 48. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 4 zoals opgenomen in bijlage VIII bij dit besluit :

« Bijlage 4. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de centra voor technische ingraving voor ongevaarlijke biologisch afbreekbare organische afvalstoffen en verenigbare niet biologisch afbreekbare afvalstoffen - klasse 2.2 en 5.2.2. »

Art. 49. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 5 zoals opgenomen in bijlage IX bij dit besluit :

« Bijlage 5. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de centra voor technische ingraving voor gevaarlijke afvalstoffen - klasse 1 en 5.1. »

Art. 50. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 6 zoals opgenomen in bijlage X bij dit besluit :

« Bijlage 6. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de centra voor technische ingraving van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimsingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden - Centrum voor technische ingraving van klasse 4. »

Art. 51. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 7 zoals opgenomen in bijlage XI bij dit besluit :

« Bijlage 7. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de ondergrondse opslagplaatsen. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 52. Artikel 79 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt vervangen als volgt :

« Art. 79. De zekerheid voor de exploitatie van een centrum voor technische ingraving dekt de kosten voor het herstel en de onderhoudsfases, het toezicht en de controle op de installatie gedurende de nabeheersperiode.

Het bedrag van de zekerheid voor het centrum voor technische ingraving wordt overeenkomstig artikel 82 door de bevoegde overheid bepaald na advies van de technisch ambtenaar. »

Art. 53. In artikel 80 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Wanneer de zekerheid voor een centrum voor technische ingraving wordt samengesteld in de vorm van één of meerdere bankgaranties, moet(en) ze aan de volgende voorwaarden voldoen :

- het gaat om een bankwaarborg op eerste verzoek ten gunste van de Waalse Regering waarbij de garant zich ertoe verbindt het gewaarborgde bedrag te volstorten binnen één maand na de aangetekende verzending per post van de aanvraag om volstorting van de waarborg door de Waalse Regering wegens gebrek aan uitvoering van de verplichtingen van de schuldenaar binnen één maand, met ingang van het vonnis van zijn faillietverklaring;
- de garant verklaart uitdrukkelijk afstand te doen van het voorrecht van uitwinning en verdeling, van de artikelen 2036, 2037 en 2039 van het Burgerlijk Wetboek en, in het algemeen, van elk voordeel en uitzondering die gerechtelijk voorzien zijn ten gunste van de garant, zowel tegen de schuldenaar als tegen de Waalse Regering;
- de uitvoering van de verplichtingen van de exploitant van het centrum voor technische ingraving inzake herstel en nabeheer overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de algemene en sectorale voorwaarden worden er onvoorwaardelijk in gewaarborgd. »;

2° § 3 wordt aangevuld met de volgende zin « Deze bepaling is niet van toepassing op de zekerheden betreffende de centra voor technische ingraving. »

Art. 54. In artikel 83 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden na de woorden « artikel 55, § 5° » de volgende woorden toegevoegd : « en in geval van een centrum voor technische ingraving, artikel 55, § 6bis, tweede en derde lid »;

2° in § 2 worden de woorden « ingediend door de exploitant » na de woorden « De aanvraag om vrijgave » toegevoegd en worden de woorden « of in artikel 55, § 6bis, tweede en derde lid » na de woorden « artikel 55, § 5° » toegevoegd;

3° in § 4 worden de woorden « ingediend door de exploitant » na de woorden « De aanvraag om vrijgave van de zekerheid » toegevoegd, worden de woorden « overeenkomstig artikel 55, § 6bis, vierde en vijfde lid, van het decreet » na de woorden « het nabeheer van het centrum voor technische ondergraving » toegevoegd, en worden de woorden « door de exploitant » na de woorden « De aanvraag wordt » toegevoegd;

Art. 55. In artikel 84 van hetzelfde besluit, in de eerste zin, worden de woorden « of zijn verplichtingen inzake nabeheer van het centrum voor technische ingraving » na de woorden « zijn herstelplicht » toegevoegd en worden de woorden « of het nabeheer van het centrum voor technische ingraving » na de woorden « de herstelwerken » toegevoegd.

Art. 56. In artikel 115 van hetzelfde besluit wordt het woord « *bis* » na de woorden « artikel 55, §§ 4 tot 6° » toegevoegd »

Art. 57. § 1. In bijlage VI van hetzelfde besluit, met als opschrift « Formulier betreffende de centra voor technische ondergraving », wordt punt 4 van deel I gewijzigd als volgt :

« De voorgestelde tarieven voor het storten van elk soort afval in een centrum voor technische ingraving, alsmede de structuur van die tarieven, die hoe dan ook de kosten van de volgende elementen moeten dekken :

1. Inrichting van de installaties van de site en van het centrum voor technische ingraving (administratief gebouw, opslagplaats, weegbalans, een portaal voor het opsporen van radioactieve stoffen, zuiveringsstation, systeem voor gasbeheer, systeem voor het beheer van het afvloeiend hemelwater, grondige capping en aan de zijkant,...);
2. Werking en onderhoud van de werfvoertuigen tijdens de exploitatiejaren;
3. Werking van het systeem voor het beheer van de percolaten tijdens de exploitatiejaren;
4. Werking van het systeem voor het gasbeheer in de centra voor technische ingraving tijdens de exploitatiejaren;
5. Personeelskosten tijdens de exploitatiejaren;
6. Kosten van de campagnes i.v.m. de controles en de analyses van water en lucht tijdens de exploitatiejaren;
7. Administratieve kosten tijdens de exploitatiejaren;
8. Aflossing in kapitaal en interesten van de voorschotten gedaan tijdens de exploitatiejaren;
9. Kosten van het herstel na de exploitatie;
10. Kosten van het nabeheer na herstel over een periode van 30 jaar;
11. Verzekeringen en bankkosten i.v.m. de zekerheden o.a. »

§ 2. Deel I van dezelfde bijlage wordt aangevuld met een punt 24, luidend als volgt :

« 24. Een technische beschrijving en een overzicht van het vermogen van de aangewende middelen, en in het bijzonder het aantal en het type vrachtwagens, het aantal en het type verdichters, het aantal en het type bulldozers, het aantal en het type hydraulische graafmachines, ...enz. waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen het materiaal dat permanent op de site moet beschikbaar zijn en het materiaal dat op korte termijn ter beschikking kan worden gesteld. »

§ 3. Deel I van dezelfde bijlage wordt aangevuld met een punt 18, luidend als volgt :

« 18. de overwogen maatregelen voor de efficiënte beperking van elk risico voor het oppervlaktewater en het grondwater dat door het centrum voor technische ingraving kan worden besmet, namelijk het intern interventie- en beschermingsplan voor het grondwater dat moet worden aangewend bij overschrijding van de alarmdrempels inzake het grondwater; »

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten*

Art. 58. Rubriek 90.25.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt vervangen als volgt :

Nummer-Installatie of activiteit		Klasse	EIE	Te raadplegen orgaan	Deelfactoren		
90.25.02	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving van ongevaarlijke industriële en huishoudelijke afvalstoffen, zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen				ZH	ZHR	ZI
90.25.02.01	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die niet voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden (klasse CET 2.1.a)	1	X	OWD, DE			
90.25.02.02	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden (klasse CET 2.1.b)	1	X	OWD, DE			
90.25.02.03	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke biologisch afbreekbare organische afvalstoffen en verenigbare niet biologisch afbreekbare afvalstoffen - onverminderd de bepalingen van artikel 19, § 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen - (klasse CET 2.2)	1	X	OWD, DE			

Art. 59. Rubriek 90.25.05.02 van bijlage I van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

Nummer-Installatie of activiteit		Klasse	EIE	Te raadplegen orgaan	Deelfactoren		
90.25.05.02	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving van ongevaarlijke industriële afvalstoffen (klasse CET 5.2)				ZH	ZHR	ZI
90.25.05.02.01	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die niet voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden (klasse CET 5.2.1.a)	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.02	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ondergraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden (klasse CET 5.2.1.b)	1	X	OWD, DE			
90.25.05.02.03	Centrum voor technische ingraving en cellen van een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke biologisch afbreekbare organische afvalstoffen en verenigbare niet biologisch afbreekbare afvalstoffen - onverminderd de bepalingen van artikel 19, § 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen - (klasse CET 5.2.2)	1	X	OWD, DE			

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 60. § 1. De bepalingen van de hoofdstukken I en II zijn van toepassing op de centra voor technische ingraving die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan zodra dit besluit in werking treedt, behalve voor :

- 1° de gestelde zekerheden die binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit zullen moeten worden aangepast. De jaarlijkse aanpassing opgelegd bij artikel 82, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning zoals bepaald in artikel 69, § 4 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving geldt evenwel vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit;
- 2° de watermonitoring waarvoor het in overeenstemming brengen moet worden uitgevoerd binnen de zes maanden die volgen op deze datum;
- 3° het exploitatieplan bedoeld in artikel 33 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving wordt aan de technisch ambtenaar overgemaakt binnen de maand na de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Voor de centra voor technische ingraving van klasse 5 vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven de bijzondere voorwaarden inzake watermonitoring geldig voor de vastgelegde termijn.

Art. 61. § 1. De milieuvergunningsaanvragen betreffende een centrum voor technische ingraving gerangschikt in rubriek 90.25.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend en de centra voor technische ingraving gerangschikt in rubriek 90.25.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan, worden gelijkgesteld met aanvragen of centra voor technische ingraving bedoeld in de subrubriek(en) 90.25.02.01 tot 90.25.02.03 en dit, op basis van de gegevens opgenomen in de milieuvergunningsaanvraag.

§ 2. De milieuvergunningsaanvragen betreffende een centrum voor technische ingraving gerangschikt in rubriek 90.25.05.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend en de centra voor technische ingraving gerangschikt in rubriek 90.25.05.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaan, worden gelijkgesteld met aanvragen of centra voor technische ingraving bedoeld in de subrubriek(en) 90.25.05.02.01 tot 90.25.05.02.03 en dit, op basis van de gegevens opgenomen in de milieuvergunningsaanvraag.

Art. 62. Onverminderd de artikelen 59 en 60, worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende milieuvergunningsaanvragen voor een centrum voor technische ingraving behandeld volgens de regels van kracht op het tijdstip van indiening van de aanvraag.

Art. 63. Het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater wordt opgeheven wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

Art. 64. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE I

« Bijlage 3 - Indeling en aanvaardingsprocedure voor afvalstoffen »

Deze bijlage schrijft de uniforme indeling en de aanvaardingsprocedure voor afvalstoffen voor.

Punt 1 van deze bijlage schrijft de procedure voor het bepalen van de aanvaardbaarheid van afvalstoffen in centra voor technische ingraving voor. Deze procedure bestaat uit de basiskarakterisering, een controletest en de verificatie ter plaatse, zoals hieronder omschreven.

Punt 2 van deze bijlage geeft een overzicht van de te gebruiken methoden voor het bemonsteren en testen van afvalstoffen.

Punt 3 van deze bijlage beschrijft de voor ondergrondse opslagplaatsen uit te voeren veiligheidsbeoordeling.

1. PROCEDURE VOOR DE AANVAARDING VAN DE AFVALSTOFFEN IN DE CENTRA VOOR TECHNISCHE INGRAVING

1.1. Basiskarakterisering

Basiskarakterisering is de eerste stap in de aanvaardingsprocedure en houdt een volledige karakterisering van de afvalstoffen in door het verzamelen van alle benodigde informatie voor het veilig verwijderen van de afvalstoffen op lange termijn. Voor elk type afvalstof is basiskarakterisering vereist.

1.1.1. Basiskarakterisering heeft de volgende functies :

- a) basisinformatie over de afvalstoffen (type en herkomst, samenstelling, consistentie, uitloogbaarheid en - zo nodig en beschikbaar - andere karakteristieke eigenschappen);
- b) basisinformatie voor het verwerven van inzicht in het gedrag van afvalstoffen in de centra voor technische ingraving en opties voor behandeling zoals vastgesteld in artikel 2, 13° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

- c) beoordeling van afvalstoffen aan de hand van grenswaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving;
- d) vaststelling van de belangrijkste variabelen (kritische parameters) voor het uitvoeren van de controletest en opties voor de vereenvoudiging van deze test (wat moet leiden tot een aanzienlijke vermindering van het aantal te meten bestanddelen, maar uitsluitend na overlegging van de relevante informatie). Karakterisering kan verhoudingen tussen basiskarakterisering en resultaten van vereenvoudigde testprocedures opleveren alsmede frequentie van controletests.

Als de basiskarakterisering van een afvalstof laat zien dat de afvalstof voldoet aan de aanvaardingscriteria van een klasse van centra voor technische ingraving zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving wordt de afvalstof geacht aanvaardbaar te zijn voor deze klasse van centra voor technische ingraving. Indien de afvalstof niet aan de criteria voldoet, is deze niet aanvaardbaar voor deze klasse van centra voor technische ingraving.

De exploitant zorgt ervoor dat de informatie aangaande de karakterisering en die verstrekt wordt door de producent van de afvalstoffen of, bij gebrek, door de persoon die verantwoordelijk is voor het beheer ervan, correct is.

De uitbater vermeldt in een register opgelegd bij artikel 25 van dit besluit de informatie waaruit blijkt dat de elementaire eisen met het oog op de basiskarakterisering van een afvalstof vervuld zijn.

1.1.2. De essentiële eisen voor basiskarakterisering van de afvalstoffen zijn de volgende :

- a) bron en oorsprong van de afvalstoffen;
- b) informatie over het proces waarbij de afvalstoffen zijn geproduceerd (beschrijving en kenmerken van grondstoffen en producten);
- c) beschrijving van de afvalvoorbehandeling die is toegepast zoals omschreven in artikel 2, 13° van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of een verklaring van redenen waarom zulk een voorbehandeling niet noodzakelijk wordt geacht;
- d) gegevens over de samenstelling van de afvalstoffen en het uitlooggedrag indien van toepassing;
- e) uiterlijk van de afvalstoffen (geur, kleur, fysische vorm);
- f) code van de afvalstoffen volgens de nomenclatuur opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;
- g) voor gevaarlijke afvalstoffen ingeval van spiegelcategorieën : de desbetreffende gevaarlijke eigenschappen overeenkomstig bijlage III bij besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;
- h) informatie waaruit blijkt dat de afvalstoffen niet onder de uitsluitingen van artikel 19° § 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen vallen;
- i) de klasse van centra voor technische ingraving waarin de afvalstoffen kunnen worden aanvaard;
- j) zo nodig, aanvullende voorzorgsmaatregelen op het centrum voor technische ingraving;
- k) nagaan of recycling of nuttige toepassing van de afvalstoffen mogelijk is.

1.1.3. Testen

Behalve in de gevallen bedoeld in punt 1.1.4, dient een afvalstof te worden getest om bovenbedoelde informatie te verkrijgen. Behalve het uitlooggedrag dient de samenstelling van de afval bekend te zijn of door uitvoering van tests te worden vastgesteld. De voor de basiskarakterisering gebruikte tests dienen ook die voor het uitvoeren van de controle te omvatten.

De inhoud van de karakterisering, de mate waarin laboratoriumproeven nodig zijn en de relatie tussen basiskarakterisering en controletest hangen af van het type afval. Er valt een onderscheid te maken tussen :

- a) afval dat regelmatig tijdens hetzelfde proces ontstaat;
- b) afval dat niet regelmatig ontstaat.

De onder a) en b) genoemde karakterisering zullen informatie verschaffen die rechtstreeks kan worden vergeleken met aanvaardingscriteria voor de desbetreffende centra voor technische ingraving; en bovendien kan beschrijvende informatie worden verstrekt (bijvoorbeeld de gevolgen van het storten van dit afval samen met huishoudelijk afval).

a) Afval dat regelmatig tijdens hetzelfde proces ontstaat

Hierbij gaat het om specifieke afvalstoffen met een constante samenstelling die regelmatig tijdens hetzelfde proces ontstaat, waarbij :

- de installatie en het proces die de afvalstoffen doen ontstaan, genoegzaam bekend zijn en het ingezette materiaal voor het proces en het proces zelf nauwkeurig zijn omschreven;
- de exploitant van de installatie alle benodigde informatie verstrekt en de exploitant van het centrum voor technische ingraving informeert over veranderingen in het proces (met name veranderingen in het ingezette materiaal).

Het proces zal veelal in dezelfde installatie plaatsvinden. De afvalstoffen kunnen ook van verschillende installaties afkomstig zijn, als kan worden vastgesteld dat het één enkele afvalstroom met gemeenschappelijke kenmerken binnen bekende grenzen betreft (bijvoorbeeld bodemas afkomstig van de verbranding van huishoudelijk afval).

Voor deze afvalstoffen zal de basiskarakterisering bestaan uit de in punt 1.1.2 opgenomen essentiële eisen en met name uit het volgende :

- spreiding in de samenstelling van de afzonderlijke afvalstoffen,
- spreiding en variabiliteit van karakteristieke eigenschappen,
- indien nodig, de uitloogbaarheid van de afvalstoffen zoals bepaald door middel van een schudproef en/of een kolomproef en/of een pH-afhankelijkheidsproef,
- belangrijkste variabelen die regelmatig moeten worden getest.

Als de afvalproductie tijdens hetzelfde proces in verschillende installaties plaatsheeft, dient informatie te worden verstrekt over de omvang van de evaluatie. Het aantal metingen om een statistisch representatief resultaat te halen, moet derhalve groot genoeg zijn om de spreiding en variabiliteit van de karakteristieke eigenschappen van de afvalstoffen in beeld te brengen. De afval kan dan als gekarakteriseerd worden aangemerkt en wordt daarna slechts ter controle getest, tenzij er zich in de ontstaansprocessen belangrijke veranderingen voordoen.

Voor afvalstoffen, afkomstig van hetzelfde proces in dezelfde installatie, mogen de resultaten van de metingen slechts geringe variaties in de eigenschappen van de afvalstoffen vertonen in vergelijking met de toepasselijke grenswaarden. De afval kan dan als gekarakteriseerd worden aangemerkt en wordt daarna slechts ter controle getest, tenzij er zich in het ontstaansproces belangrijke veranderingen voordoen.

De eigenschappen van afval, afkomstig van installaties voor het opbulken of mengen van afval, afvaloverslagstations of gemengde afvalstromen afkomstig van afvalinzamelingspunten kunnen aanzienlijke variaties vertonen. Bij de basiskarakterisering dient hiermee rekening te worden gehouden. Dit afval kan onder geval *b)* vallen.

b) Afval dat niet regelmatig ontstaat.

Het betreft hier afvalstoffen die niet regelmatig tijdens hetzelfde proces in dezelfde installatie ontstaan en die geen deel uitmaken van een gekarakteriseerde afvalstroom. Voor elke partij van dergelijk afval is karakterisering vereist. De basiskarakterisering dient de essentiële eisen voor deze karakterisering te omvatten. Aangezien elke partij afval moet worden gekarakteriseerd, is uitvoering van controletests niet noodzakelijk.

1.1.4. Gevallen waarin tests niet vereist zijn

In de volgende gevallen zijn tests voor de basiskarakterisering niet nodig :

- a) de afvalstoffen staan op de hierna vermelde lijst van afvalstoffen waarvoor geen tests vereist zijn;
- b) alle benodigde informatie voor de basiskarakterisering is bekend, naar behoren gemotiveerd en door de bevoegde instantie goedgekeurd;
- c) bepaalde typen afval waarvoor het testen niet uitvoerbaar is of passende testprocedures en aanvaardingscriteria ontbreken. Dit dient te worden gemotiveerd en gedocumenteerd, met omschrijving van de redenen waarom de afval aanvaardbaar wordt geacht voor deze klasse van centrum voor technische ingraving.

Lijst van afvalstoffen die zonder tests aanvaardbaar zijn in centra voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen

De afvalstoffen in de volgende beknopte lijst worden geacht te voldoen aan de criteria, vermeld in de definitie van inerte afvalstoffen in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, alsook aan de grenswaarden die van toepassing zijn op de afvalstoffen die aanvaardbaar zijn in de centra voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen. Die afvalstoffen mogen zonder tests in een centrum voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen worden toegelaten.

De afval dient uit één enkele stroom (slechts één bron) van één afvaltype te bestaan. Verschillende afvalstoffen op de lijst kunnen tezamen worden aanvaard, mits ze van dezelfde bron afkomstig zijn.

In geval van een vermoeden van vervuiling (op grond van ofwel visuele inspectie ofwel kennis van de oorsprong van de afvalstoffen) dienen tests plaats te vinden of dienen de afvalstoffen te worden geweigerd. Als de in de lijst voorkomende afvalstoffen zo sterk vervuild zijn of zoveel ander materiaal of andere stoffen, zoals metalen, asbest, kunststoffen of chemische stoffen, bevatten dat het risico van de afvalstoffen dermate wordt verhoogd dat ze op stortplaatsen van andere klassen dienen te worden gestort, is aanvaarding ervan in een centrum voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen niet toegestaan.

Als niet met zekerheid is vast te stellen dat de afvalstoffen in overeenstemming zijn met de definitie van inerte afvalstoffen in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en met de grenswaarden die van toepassing zijn op de afvalstoffen die aanvaardbaar zijn in de centra voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen, moeten tests plaatsvinden. Daarbij moeten de in punt 2 van deze bijlage vermelde methoden worden gebruikt.

Codes volgens het BWR van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus	Beschrijving	Beperkingen
10 11 03	Vezelmateriaal op basis van afvalglas	Alleen zonder organische afvalglas bindmiddelen
15 01 07	Glasverpakking	
17 01 01	Beton	Alleen geselecteerd afval (*)
17 01 02	Bakstenen	Alleen geselecteerd afval (*)
17 01 03	Tegels en keramiek	Alleen geselecteerd afval (*)
17 01 07	Mengsels van beton, bakstenen, tegels en keramiek ander dan die bedoeld onder rubriek 17.01.06	Alleen geselecteerd afval (*)
17 02 02	Glas	
17 05 04	Andere grond en stenen dan die bedoeld in rubriek 17.05.03	Uitgezonderd teelaarde, turf; alsook grond en stenen afkomstig van vervuilde locaties
19 12 05	Glas	
20 01 02	Glas	Alleen gescheiden ingezameld glas
20 02 02	Grond en stenen	Alleen afkomstig van tuin- en parkafval, teelaarde en turf uitgezonderd

Codes volgens het BWR van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus	Beschrijving	Beperkingen
(*) Geselecteerd bouw- en sloopafval met minder dan 0,5 % aan gewicht van andere typen materialen (zoals metalen, kunststof, organische stoffen, hout of rubber). De oorsprong van de afval moet bekend zijn. — Geen bouw- of sloopafval afkomstig van gebouwen vervuild met anorganische of organische gevaarlijke stoffen, bijvoorbeeld vanwege productieprocessen in het gebouw, bodemvervuiling of opslag en gebruik van pesticiden of andere gevaarlijke stoffen, ...enz., tenzij uitdrukkelijk is aangetoond dat het gesloopte gebouw niet ernstig was vervuild. — Geen bouw- of sloopafval afkomstig van gebouwen die zijn behandeld, bedekt of beschilderd met materialen die aanzienlijke hoeveelheden gevaarlijke stoffen bevatten.		

Afvalstoffen die niet in deze lijst voorkomen, moeten aan de tests worden onderworpen die zijn vastgesteld in punt I van dit document om te bepalen of ze voldoen aan de criteria die aanvaardbaar zijn op stortplaatsen voor inerte afvalstoffen.

Afvalstoffen die zonder tests aanvaardbaar zijn in centra voor technische ingraving voor ongevaarlijke afvalstoffen.

Afval dat is ingedeeld als ongevaarlijk in rubriek 20 van de afvalcatalogus bedoeld in de tabel in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, de gescheiden ingezamelde ongevaarlijke fracties van huishoudelijk afval en dezelfde ongevaarlijke materialen van andere oorsprong kunnen zonder tests worden aanvaard in de centra voor technische ingraving voor ongevaarlijke afvalstoffen.

De afvalstoffen mogen niet worden toegelaten als ze niet vooraf zijn behandeld overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving of als ze zo sterk zijn vervuild dat het risico van de afvalstoffen zodanig wordt verhoogd dat ze in andere centra voor technische ingraving dienen te worden gestort.

De afvalstoffen mogen mag niet worden aanvaard in cellen waar stabiele, niet-reactieve gevaarlijke afvalstoffen worden aanvaard overeenkomstig artikel 5 van dit besluit.

1.2. Controletest

Wanneer afval op grond van een basiskarakterisering overeenkomstig punt 1 van dit document als aanvaardbaar voor een centrum voor technische ingraving is aangemerkt, dient de afval vervolgens aan controletests te worden onderworpen om te bepalen of de afval in overeenstemming is met de resultaten van de basiskarakterisering en de toepasselijke aanvaardingscriteria zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Controletests hebben tot doel het periodiek testen van regelmatig ontstane afvalstromen.

De te testen toepasselijke parameters worden tijdens de basiskarakterisering bepaald. De parameters dienen te worden gerelateerd aan de uit deze karakterisering verkregen informatie; er is alleen een controle van kritische parameters (belangrijkste variabelen) nodig, zoals die tijdens de basiskarakterisering zijn vastgesteld.

De controle moet laten zien dat de afval voor de kritische parameters aan de grenswaarden voldoet die bepaald worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

De voor uitvoering van de controletest gebruikte tests dienen deel uit te maken van de tests van de basiskarakterisering. Bij de controletests moet ten minste een schudproef worden uitgevoerd. Daarbij moeten de in punt 2 vermelde methoden worden gebruikt.

Afvalstoffen die overeenkomstig punt 1.1.4 a) en c) vrijgesteld zijn van de tests voor basiskarakterisering, zijn ook vrijgesteld van controletests. Wel dient te worden nagegaan of deze afvalstoffen in overeenstemming zijn met de informatie voor de basiskarakterisering die geen verband houdt met het testen.

Controletests dienen ten minste eenmaal per jaar te worden uitgevoerd en de exploitant dient er in ieder geval voor te zorgen dat uitvoering van deze tests gebeurt in een omvang en frequentie die zijn bepaald op grond van de basiskarakterisering.

De testresultaten dienen te worden bewaard in het register opgelegd bij artikel 25 van dit besluit.

1.3. Verificatie ter plaatse

Voor elke in een centrum voor technische ingraving afgeleverde lading afval vindt voor en na het lossen visuele inspectie plaats. Tevens vindt controle van de vereiste documenten plaats.

Voor afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving worden gestort, kunnen de bijzondere voorwaarden van de milieuvergunning voorzien dat deze verificatie op het punt van verzending plaatsvindt.

De afvalstoffen mogen in een centrum voor technische ingraving worden aanvaard, als ze dezelfde zijn als de afvalstoffen die aan de basiskarakterisering en controletests zijn onderworpen en in de bijbehorende documenten worden beschreven. Is aan deze voorwaarde niet voldaan, dan mogen de afvalstoffen niet worden aanvaard.

Bij de aflevering worden regelmatig monsters genomen zodat er altijd een representatief monster op de locatie aanwezig is. De genomen monsters worden na aanvaarding van de afvalstoffen gedurende minstens een maand optimaal bewaard.

De Minister dient de testvereisten voor verificatie ter plaatse vast te stellen, waaronder indien nodig snelle testmethoden.

2. Bemonsterings- en testmethoden

De bemonsterings- en testwerkzaamheden voor basiskarakterisering en de controletest worden verricht door een laboratorium dat erkend wordt krachtens artikel 14, 2° d) van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen. De exploitanten van de centra voor technische ingraving die evenwel over een EMAS registratie beschikken overeenkomstig artikel 32 van dit besluit, kunnen de bemonstering zelf verrichten of door een bevoegde onderaannemer die onder hun rechtstreekse gezag staat, laten uitvoeren.

Zolang de CEN-norm niet als formele Europese Norm (EN) beschikbaar is, worden regionale normen of procedures dan wel de ontwerpnorm van de CEN, wanneer deze het prEN-stadium heeft bereikt, toegepast.

De volgende methoden worden gebruikt :

Bemonstering

Voor de bemonstering van afvalstoffen - voor basiskarakterisering, controletests en verificatie ter plaatse - wordt een bemonsteringsplan ontwikkeld overeenkomstig deel 1 van de bemonsteringsnorm die momenteel door de CEN wordt opgesteld.

Algemene eigenschappen van afvalstoffen.

EN 13137 : Bepaling van het gehalte aan TOC in afval, slib en sediment

prEN 14346 : Berekening van het drogestofgehalte door bepaling van de droge rest of het watergehalte

Uitloogproeven

PrEN 14405 Uitloogproef ter karakterisering - Opwaartse kolomproef (opwaartse kolomproef voor anorganische stoffen)

EN 12457/1-4 : Uitlooging - Verkorte uitloogproef van korrelvormige afvalstoffen en slib

Deel 2 : bij L/S = 10 l/kg, korrelgrootte < 4 mm.

Deel 4 : bij L/S = 10 l/kg, korrelgrootte < 10 mm

De modaliteiten inzake uitvoering van deze norm kunnen door de Minister worden bepaald

Ontsluiting van ruwe afvalstoffen

EN 13657 : Ontsluiting voor de bepaling van in koningswater oplosbare elementen in afval (gedeeltelijke ontsluiting van de vaste afvalstoffen vóór elementaire analyse, waarbij de silicaatmatrix intact blijft)

EN 13656 : Microgolfontsluiting met waterstoffluoride- (HF), salpeterzuur- (HNO₃) en zoutzuur- (HCl)-mengsels voor de bepaling van elementen in afval (totale ontsluiting van de vaste afvalstoffen vóór elementaire analyse)

Analyse

EN 12506 : Analyse van eluaten - Bepaling van pH, As, Ba, Cd, Cl, Co, Cr, Cr(VI), Cu, Mo, Ni, NO₂, Pb, S, SO₄, V en Zn (analyse van anorganische bestanddelen van vaste afvalstoffen en/of het eluaat ervan; macro-, micro- en sporelementen)

EN 13370 : Analyse van eluaten - Bepaling van : het gehalte aan ammonium-N, AOX, geleidbaarheid, Hg, fenolindex, TOC, vrij CN, F (analyse van anorganische bestanddelen van vaste afvalstoffen en/of het eluaat ervan (anionen))

prEN 14039 : Bepaling van het gehalte aan minerale olie C10-C40 met gaschromatografie

Voor tests en analyses waarvoor (nog) geen CEN-methoden beschikbaar zijn, dienen de gebruikte methoden door de Dienst te worden goedgekeurd.

3. Veiligheidsbeoordeling voor het aanvaarden van afvalstoffen in ondergrondse opslagplaatsen

3.1. Veiligheidsfilosofie voor ondergrondse opslagplaatsen - alle typen

De specifieke veiligheidsbeoordeling van de locatie moet rekening houden met de hiernavermelde elementen met het oog op de aanvaarding van afvalstoffen in in ondergrondse opslagplaatsen. De exploitant moet deze specifieke beoordeling uitvoeren.

3.1.1. Het belang van de geologische barrière

Isolering van afvalstoffen van de biosfeer is het einddoel voor de definitieve verwijdering van afvalstoffen in ondergrondse opslagplaatsen. De afvalstoffen, de geologische barrière en de onderaardse ruimten, met inbegrip van aangelegde structuren, vormen een systeem dat samen met alle andere technische aspecten aan de desbetreffende eisen moet voldoen.

Er moet worden aangetoond dat de installatie op lange termijn veilig is (zie punt 3.1.2.7) om te voldoen aan het algemeen verbod op rechtstreekse lozing van verontreinigende stoffen in het grondwater en om de achteruitgang van de toestand van alle grondwaterlichamen te voorkomen.

3.1.2. Risicobeoordeling voor elke specifieke opslagplaats

De risicobeoordeling vereist de vaststelling van :

- het gevaar (in dit geval de gestorte afvalstoffen),
- de receptoren (in dit geval de biosfeer en mogelijk het grondwater),
- de wegen waarlangs uit de afval afkomstige stoffen de biosfeer kunnen bereiken, en
- de beoordeling van het effect van stoffen die de biosfeer kunnen bereiken.

Aanvaardingscriteria voor ondergrondse opslagplaatsen dienen te worden afgeleid van onder meer een analyse van het opberggesteente, dus er dient te worden aangetoond dat geen van de in de artikelen 8, 9, 16, 18, 20 en 21 van dit besluit genoemde voorwaarden van toepassing zijn.

De aanvaardingscriteria voor ondergrondse opslagplaatsen kunnen alleen met inachtneming van de plaatselijke omstandigheden worden bepaald. Daartoe is het nodig de geschiktheid van de lagen voor de aanleg van een opslagplaats aan te tonen, dwz te beoordelen wat de risico's voor insluiting zijn, rekening houdend met het totaalstelsel van de afvalstoffen, de aangelegde structuren en onderaardse ruimten en het opberggesteente.

Uitvoering van de risicobeoordeling van de installatie dient te geschieden voor zowel de operationele als de postoperationele fase. Op grond van deze beoordelingen is het mogelijk de vereiste beheersings- en veiligheidsmaatregelen vast te stellen en de aanvaardingscriteria te formuleren.

Er wordt een geïntegreerde prestatiebeoordelingsanalyse gemaakt, bestaande uit de volgende onderdelen :

- 1) een geologische beoordeling;
- 2) een geomechanische beoordeling;
- 3) een hydrogeologische beoordeling;
- 4) een geochemische beoordeling;
- 5) een beoordeling van het effect op de biosfeer;
- 6) een beoordeling van de operationele fase;
- 7) een langetermijnbeoordeling;
- 8) een beoordeling van het effect van alle oppervlaktevoorzieningen ter plaatse.

3.1.2.1. Geologische beoordeling

Een diepgaand onderzoek naar of grondige kennis van de geologische gesteldheid van een stortplaats is vereist. Dit houdt in onderzoek naar en analyse van de soorten gesteenten, de bodem en de topografie. De geologische beoordeling dient aan te tonen of de stortplaats geschikt is voor ondergrondse opslag. De beoordeling dient ook de locatie, frequentie en structuur van breuken of scheuren in omringende geologische lagen en het mogelijke effect van seismische activiteit op deze structuren te betreffen. Ook dient onderzoek te worden gedaan naar alternatieve locaties voor ondergrondse opslag.

3.1.2.2. Geomechanische beoordeling

De stabiliteit van de onderaardse ruimten moet worden aangetoond door middel van passende onderzoeken en prognoses. De gestorte afval dient deel uit te maken van deze beoordeling. De processen dienen op systematische wijze te worden geanalyseerd en gedocumenteerd.

Aangetoond dient te worden :

- 1) dat tijdens en na de vorming van de onderaardse ruimten geen belangrijke vervorming in de ruimte zelf of aan het aardoppervlak is te verwachten die afbreuk kan doen aan de exploitatie van de ondergrondse opslagplaats of een weg naar de biosfeer kan verschaffen;
- 2) dat het draagvermogen van de onderaardse ruimte voldoende is om instorting ervan tijdens de exploitatie te voorkomen;
- 3) dat het gestorte materiaal de noodzakelijke stabiliteit moet hebben die verenigbaar is met de geomechanische eigenschappen van het opberggesteente.

3.1.2.3. Hydrogeologische beoordeling

Er is een diepgaand onderzoek naar de hydrogeologische eigenschappen nodig om het stroompatroon van het grondwater in de omringende lagen te beoordelen op basis van informatie over de hydraulische geleidbaarheid van de gesteentemassa, scheuren en de hydraulische gradiënten.

3.1.2.4. Geochemische beoordeling

Er is diepgaand onderzoek naar de samenstelling van het gesteente en het grondwater nodig voor een beoordeling van de huidige samenstelling van het grondwater en de mogelijke ontwikkeling daarvan in de tijd, de aard en hoeveelheid van scheuren opvullende mineralen, alsmede een kwantitatieve mineralogische beschrijving van het opberggesteente. Het effect van variabiliteit op het geochemische systeem dient te worden beoordeeld.

3.1.2.5. Beoordeling van het effect op de biosfeer

Er is onderzoek nodig naar de biosfeer waarop de ondergrondse opslagplaats effect zou kunnen hebben. Er zijn referentiestudies nodig om plaatselijke natuurlijke achtergrondniveaus van relevante stoffen te definiëren.

3.1.2.6. Beoordeling van de operationele fase

Voor de operationele fase dient de analyse het volgende aan te tonen :

- 1) de stabiliteit van de onderaardse ruimten overeenkomstig punt 3.1.2.2;
- 2) er is geen onaanvaardbaar risico dat er een route ontstaat van de afvalstoffen naar de biosfeer;
- 3) er zijn geen onaanvaardbare risico's die van invloed zijn op de exploitatie van de opslagplaats.

Tegelijk met het aantonen van de veiligheid tijdens de operationele fase moet een systematische analyse van de exploitatie van de opslagplaats worden gemaakt op basis van specifieke gegevens over de afvalboekhouding, het beheer van de voorziening en het exploitatieplan. Aangetoond dient te worden dat de afvalstoffen niet op een zodanige chemische of fysische wijze met het gesteente zullen reageren dat de sterkte en dichtheid van het gesteente kunnen worden aangetast en de opslagplaats zelf in gevaar kan worden gebracht. Om deze redenen mogen, naast de afvalstoffen uitgesloten krachtens artikel 19, § 3, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, afvalstoffen die onder de opslagomstandigheden (temperatuur, vochtigheid) spontaan kunnen ontbranden, gasvormige producten, vluchtige afvalstoffen en afvalstoffen die afkomstig zijn van inzameling in de vorm van ongeïdentificeerde mengsels niet worden aanvaard.

Nagegaan dient te worden welke specifieke incidenten in de operationele fase kunnen leiden tot het ontstaan van een route tussen de afvalstoffen en de biosfeer. De verschillende typen potentiële operationele risico's dienen in specifieke categorieën te worden samengevat en ondergebracht. De mogelijke effecten ervan dienen te worden beoordeeld. Aangetoond dient te worden dat er geen onaanvaardbaar risico bestaat dat de opslagplaats zodanig deformeert dat er een verbinding met de biosfeer kan ontstaan. Er dient te worden gezorgd voor maatregelen voor noodsituaties.

3.1.2.7. Langetermijnbeoordeling

Teneinde aan de doelstellingen van duurzaam storten in een centrum voor technische ingraving te voldoen, moet de risicobeoordeling ook betrekking hebben op de lange termijn. Er dient met zekerheid te worden vastgesteld dat er na beëindiging van de actieve exploitatie van de ondergrondse opslagplaats ook op lange termijn geen routes naar de biosfeer ontstaan.

Ten aanzien van de barrières van de ondergrondse opslaglocatie (bijvoorbeeld de kwaliteit van de afvalstoffen, aangelegde structuren, aanaarding en afdichting van schachten en boorgaten), het gedrag van het opberggesteente, de omringende lagen en de deklaag is een kwantitatieve langetermijnbeoordeling nodig op basis van voor de opslagplaats specifieke gegevens of voldoende voorzichtige veronderstellingen. Daarbij dient rekening te worden gehouden met de geochemische en hydrogeologische omstandigheden zoals de grondwaterstroom (zie de punten 3.1.2.3 en 3.1.2.4), de doeltreffendheid van de barrière, de natuurlijke binding aan de grond alsmede de uitloging van de gestorte afvalstoffen.

De veiligheid op lange termijn van een ondergrondse opslagplaats dient te worden aangetoond door middel van een veiligheidsbeoordeling. Deze dient een beschrijving te omvatten van de begintoestand op een nauwkeurig omschreven tijdstip (bijvoorbeeld het tijdstip van sluiting) gevolgd door een scenario van belangrijke veranderingen die in de loop van de geologische tijd zijn te verwachten. Tenslotte moeten de gevolgen van het vrijkomen van relevante stoffen uit de ondergrondse opslagplaats worden beoordeeld voor verschillende scenario's waarin rekening wordt gehouden met de mogelijke langetermijnontwikkeling van de biosfeer, de geosfeer en de ondergrondse opslagplaats.

Bij de beoordeling van de langetermijnrisico's van afvalstortplaatsen dient geen rekening te worden gehouden met stutten en de bekleding van de onderaardse ruimten vanwege de beperkte levensduur ervan.

3.1.2.8. Milieueffectbeoordeling van de oppervlakte-ontvangstfaciliteiten

Hoewel de op de opslaglocatie aanvaarde afvalstoffen wellicht bestemd zijn voor ondergrondse opslag, dienen ze alvorens hun eindbestemming te bereiken aan het oppervlak te worden gelost, getest en mogelijk opgeslagen. De ontvangstfaciliteiten dienen zodanig te worden ontworpen en geëxploiteerd dat schade aan de gezondheid van de mens en het plaatselijke milieu wordt voorkomen. Ze moeten aan dezelfde eisen voldoen als alle andere ontvangstfaciliteiten voor afvalstoffen.

3.1.2.9. Beoordeling van overige risico's

Ter bescherming van werknemers mogen afvalstoffen alleen in een ondergrondse opslagplaats worden opgeborgen die volledig is gescheiden van mijnbouwactiviteiten.

Aanvaarding van afvalstoffen is niet toegestaan als deze gevaarlijke stoffen bevatten of kunnen doen ontstaan die de gezondheid van de mens kunnen schaden, zoals ziektekiemen van besmettelijke ziekten.

3.2. Aanvullende overwegingen : zoutmijnen.

3.2.1. Belang van de geologische barrière

In de veiligheidsfilosofie voor zoutmijnen vervult het gesteente dat de afvalstoffen omgeeft, een dubbele rol :

- het fungeert als opberggesteente waarin de afvalstoffen worden ingekapseld,
- samen met de boven- en onderliggende ondoordringbare gesteentelagen (bijvoorbeeld anhydriet) werkt het gesteente als een geologische barrière, die is bedoeld om te voorkomen dat grondwater in het centrum voor technische ingraving binnendringt en om waar nodig te voorkomen dat vloeistoffen of gassen uit de locatie van het centrum voor technische ingraving ontsnappen. Schachten of boorgaten die door de geologische barrière heen gaan, moeten tijdens de exploitatie zijn afgedicht om binnendringing van water te voorkomen en moeten na beëindiging van de exploitatie van het centrum voor technische ingraving hermetisch worden afgesloten. Als de winning van mineralen langer doorgaat dan de exploitatie van het centrum voor technische ingraving, moet het gebied van het centrum voor technische ingraving na beëindiging van de exploitatie worden afgedicht met een hydraulisch ondoordringbare dam die dient te worden gebouwd aan de hand van de berekende hydraulische bedrijfsdruk die met de diepte overeenkomt, zodat water dat in de nog geëxploiteerde mijn sijpelt, niet in het gebied van het centrum voor technische ingraving kan doordringen,
- bij opslag in zoutmijnen wordt ervan uitgegaan dat het zout volledige insluiting biedt. De afvalstoffen zullen alleen met de biosfeer in contact komen bij een calamiteit of een gebeurtenis in de geologische tijd, zoals een aardverschuiving of erosie (bijvoorbeeld ten gevolge van het stijgen van de zeespiegel). De kans dat de afvalstoffen tijdens de opslag veranderen, moet gering zijn. De gevolgen van dergelijke rampscenario's moeten in aanmerking worden genomen.

3.2.2. Langetermijnbeoordeling

Het aantonen van de veiligheid op lange termijn van de ondergrondse opslag in zoutgesteente dient voornamelijk te geschieden door het aanwijzen van zoutgesteente als de barrière. Zoutgesteente voldoet aan de eis dat het ondoordringbaar is voor gassen en vloeistoffen, dat het in staat is de afvalstoffen vanwege zijn convergente gedrag te omsluiten en dat het de afvalstoffen aan het einde van het transformatieproces geheel afsluit.

Het convergente gedrag van het zoutgesteente is derhalve niet in tegenspraak met de eis dat de onderaardse ruimten tijdens de exploitatiefase stabiel moeten zijn. De stabiliteit is van belang om de operationele veiligheid van de voorzieningen te waarborgen en de integriteit van de geologische barrière voor onbepaalde tijd te handhaven, zodat de biosfeer blijvend wordt beschermd. De afvalstoffen moeten permanent van de biosfeer worden geïsoleerd. Gecontroleerde verzakking van de deklaag of andere defecten die na verloop van lange tijd optreden, zijn alleen aanvaardbaar als kan worden aangetoond dat zich uitsluitend breukvrije transformaties zullen voordoen, dat de integriteit van de geologische barrière gehandhaafd blijft en dat er geen routes ontstaan waarlangs water in contact kan komen met de afvalstoffen of waarlangs afvalstoffen of bestanddelen ervan naar de biosfeer kunnen migreren.

3.3. Aanvullende overwegingen - hard gesteente

Diepe opslag in hard gesteente wordt hier gedefinieerd als ondergrondse opslag op een diepte van enkele honderden meters, waarbij hard gesteente verschillende soorten stollingsgesteenten omvat zoals graniet of gneis, en ook sedimentgesteente zoals kalksteen en zandsteen kan omvatten.

3.3.1. Veiligheidsfilosofie

Diepe opslag in hard gesteente is een geschikte manier om te voorkomen dat toekomstige generaties met de verantwoordelijkheid voor de afvalstoffen worden belast, aangezien de opslagplaats een zodanige constructie dient te hebben dat deze passief is en geen onderhoud behoeft. Bovendien mag de constructie terugwinning van de afvalstoffen of de mogelijkheid tot het nemen van corrigerende maatregelen in de toekomst niet in de weg staan. Voorts dient de opslagplaats zo te zijn ontworpen, dat negatieve milieueffecten of mogelijke problemen die het resultaat zijn van de activiteiten van de huidige generatie, niet op toekomstige generaties worden afgewenteld.

Het hoofduitgangspunt van de veiligheidsfilosofie ten aanzien van de ondergrondse opslag van afvalstoffen is isolatie van de afvalstoffen van de biosfeer, alsmede natuurlijke binding aan de grond van verontreinigende stoffen die uit de afval weglekken. Voor sommige typen gevaarlijke stoffen en afvalstoffen is de noodzaak gebleken om de samenleving en het milieu te beschermen tegen voortdurende blootstelling gedurende lange perioden. Een lange periode betekent enkele duizenden jaren. Diepe opslag van afvalstoffen in hard gesteente kan inderdaad zulk een beschermingsniveau bieden. Diepe opslag van afvalstoffen in hard gesteente kan plaatsvinden in een voormalige mijn, waar de mijnbouwactiviteiten zijn beëindigd, of in een nieuwe opslaginstallatie.

In geval van opslag in hard gesteente is totale insluiting niet mogelijk. In dat geval moet een ondergrondse opslagplaats zodanig worden geconstrueerd, dat natuurlijke binding aan de grond in de omringende lagen de effecten van verontreinigende stoffen dermate opvangt, dat deze geen onomkeerbare negatieve effecten hebben op het milieu. Dit betekent dat het vermogen van de directe omgeving om verontreinigende stoffen af te zwakken en af te breken de aanvaardbaarheid van het vrijkomen van stoffen uit een dergelijke installatie zal bepalen.

Er moet worden aangetoond dat de installatie op lange termijn veilig is (zie punt 3.1.2.7) om te voldoen aan het algemeen verbod op rechtstreekse lozing van verontreinigende stoffen in het grondwater en om de achteruitgang van de toestand van alle grondwaterlichamen te voorkomen. De beoordeling van een systeem voor diepe opslag dient op holistische wijze te geschieden, rekening houdend met de coherente functie van verschillende onderdelen van het systeem. Bij diepe opslag in hard gesteente zullen de afvalstoffen onder de grondwaterspiegel liggen. Bij diepe opslag in hard gesteente moet worden voorkomen dat lozingen van gevaarlijke stoffen uit de opslagplaats de biosfeer en de voor de biosfeer toegankelijke bovenste delen van het grondwatersysteem bereiken in hoeveelheden of concentraties die schadelijke effecten zullen hebben. Daarom is een beoordeling van de waterstroombanen naar en in de biosfeer nodig. Het effect van de variabiliteit op het hydrogeologische systeem dient te worden beoordeeld.

Bij diepe opslag in hard gesteente kan gasvorming optreden ten gevolge van aantasting van afvalstoffen, verpakking en aangelegde structuren op lange termijn. Hiermee dient rekening te worden gehouden bij het ontwerpen van locaties voor diepe opslag in hard gesteente.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

Namen, 7 oktober 2010.

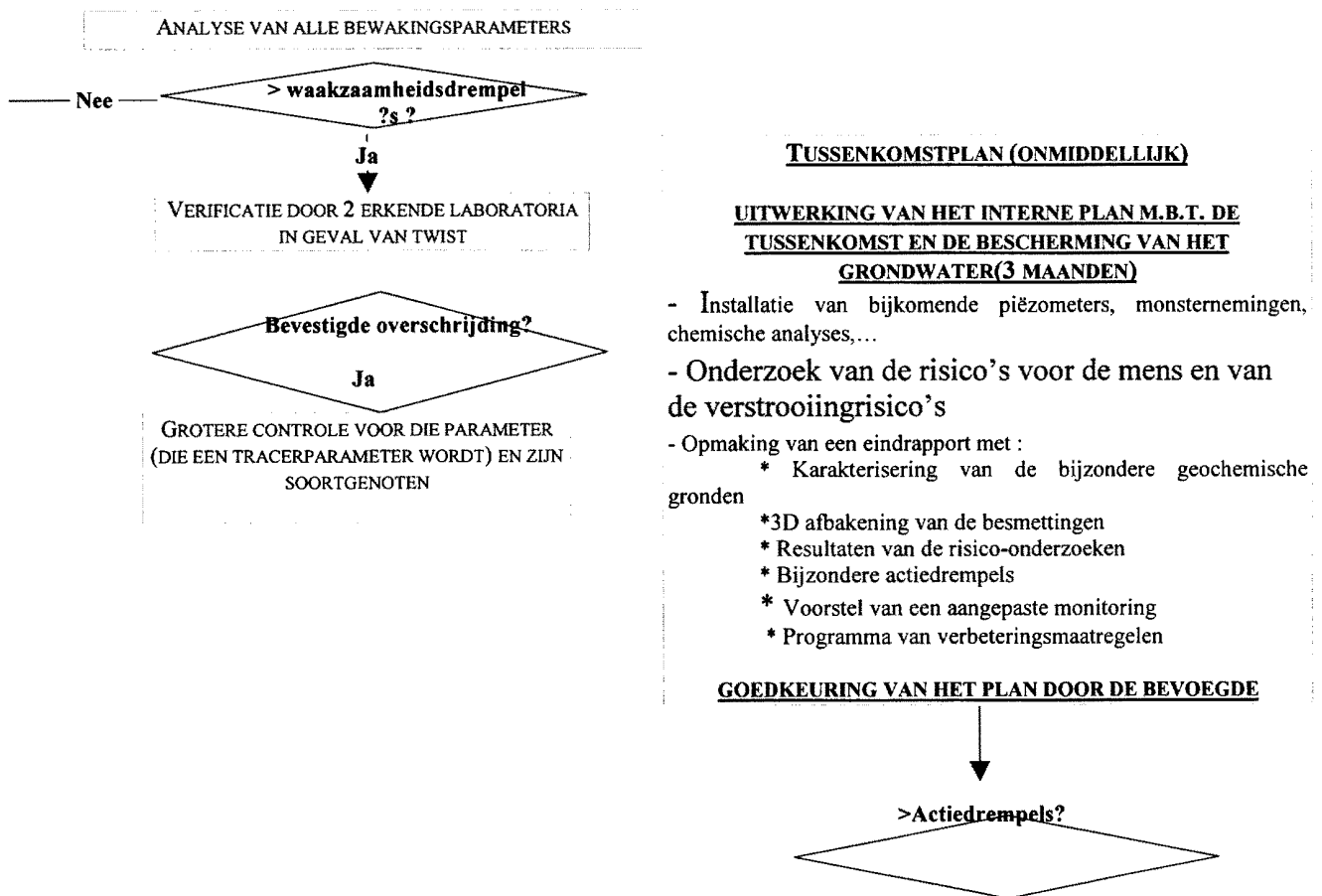
De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE II

« Bijlage 4 — Procedure voor de bewaking van en de controle op het grondwater »

Bijlage 4A : Procedure voor de bewaking van het grondwater



Bijlage 4.B Te controleren parameters en actiedrempels

Parameters	Code Tekst	Eenheden	LOQ ¹³	Statistieken van de aquifers		Klasse 1 (en 5.1.) Klasse 2 (en 5.2.)		Klasse 3 (en 5.3.)		Klasse 4		Drempels ¹²	
				Mediaan	P95	Tracer	Uitgebreid	Tracer	Uitgebreid	Tracer	Uitgebreid	Waakzaamheid	Actie
Terreinparameters													
2005	Temperatuur	°C				X	X	X	X	X	X		
2101	pH					X	X	X	X	X	X		
2102	Geleidingsvermogen	µS/cm		646	1009	X	X	X	X	X	X	2100	
2008	Eh	mV											
2106	of opgelost O ₂	mg/l				X	X	X	X	X	X		
2002	Troebelheid	NTU											
2006	of MES	mg/l				X	X	X	X	X	X		
Mineralisatie en zoutgehalte													
2201	Chloriden	mg/l	1	Beschikbaar	72	X	X	X	X	X	X	150	X
2202	Sulfaten ¹⁵	mg/l	5	are	159	X	X	X	X	X	X	250	X
3001	Nitraten	mg/l NO ₃	2	gemiddelde	50	X	X	X	X	X	X		
2204	Calcium	mg/l	5	de waarden	187								
2205	Magnesium	mg/l	1	per	34								
2206	Natrium	mg/l	1	aquifers	44							150	
2207	Kalium	mg/l	1	D	12								
3203	Fluoriden	mg/l	0,05	e staal	0,5	X	X	X	X	X	X	1,5	X
2107	Alkaliteit (TAC)	°F	1	van de grondwaterlagen van Wallonië raadplegen ¹⁴	35								

¹² De kruizen verwijzen naar de parameters waarvoor een actiedrempel bepaald moet worden in het tussenkomstplan in geval van overschrijding van de waakzaamheidsdrempel

¹³ Maximale kwantificatiegrens geëist in erkende laboratoria

¹⁴ <http://environnement.wallonie.be/de/eso/atlas/>

¹⁵ De drempels voor die parameter zijn niet van toepassing op de geologische formaties van het Houiller (codes M015, M016 en E017), noch op de grondwatermassa's die met laatstgenoemde in aanraking komen (E030 en M073)

Metalen ¹⁶		1	0,3	1,7	X	X	X	X	X	10	X		
3601	Arseen	µg/l											
3602	Cadmium	µg/l	0,05	0,4	X	X	X	X	X	5	X		
3603	Chroom	µg/l	2	3,4	X	X	X	X	X	50	X		
Parameters													
Statistieken van de aquifers													
Klasse 1 (en 5.1.)													
Klasse 2 (en 5.2.)													
Klasse 3 (en 5.3.)													
Klasse 4													
Code	Tekst	Eenheden	LOQ ²	Mediaan	P95	Tracer	Uitgebreid id	Tracer	Uitgebreid id	Tracer	Uitgebreid id	Waakzaamheid	Actie
3503	Koper	µg/l	2	1,7	39	X	X	X	X	X	X	100	X
3604	Kwik	µg/l	0,1	0,1								1	X
3605	Nikkel	µg/l	2	1	8,2	X	X	X	X	X	X	20	X
3606	Lood	µg/l	1	0,3	3,0	X	X	X	X	X	X	10	X
3607	Antimonium	µg/l	1	0	0,3							5	X
3608	Sélénium ⁴	µg/l	1	0,7	3,2							10	X
3504	Zink	µg/l	20	15	130	X	X	X	X	X	X	200	X
3501	Ijzer (filter 0,45 µ) ¹⁷	µg/l	20	6	988	X	X	X	X	X	X	1000	-
3502	Mangaan ¹⁸	µg/l	5	2,5	315	X	X	X	X	X	X	250	-
	Andere metalen ⁸	µg/l					X		X		X		X
Oxideerbare stoffen en eutrofiërende stoffen													
4002	TOC	mg/l C	0,3	0,7	2,5	X	X	X	X	X	X	5	-
4012	DCO	mg/l O ₂	5				X		X		X	-	-
4013	DBO5	mg/l O ₂	3				X		X		X	-	-
3003	Ammonium	mg/l NH ₄	0,05		0,3	X	X	X	X	X	X	0,5	-
3005	Fosfor	mg/l P ₂ O ₅	0,1		0,9		X		X		X	1,15	-
Organische micro-verontreinigende stoffen													
4004	Fenolindex	µg/l	2			X	X		X		X	5	-
3205	(Totale) cyaniden	µg/l	3	1,5	2,8		X		X		X	50	X

¹⁶ Behoudens andersluidende bepaling gaat het om de meting van het uittrekbare metaal op een monster dat niet gefiltreerd is en dat met pH 2 verzuurd wordt

¹⁷ De drempels voor die parameter zijn niet van toepassing op de plaatselijke aquifers van het Houiller (codes M015, M016 en E017), noch op de aquifer van de carboniumhoudende kalkzandsteen (watermassa's E013 en E060)

¹⁸ De drempels voor die parameter zijn niet van toepassing op de plaatselijke aquifers van het Houiller (codes M015, M016 en E017), noch op de watermassa's in aanraking met de sokkel van het Houiller (E030 en M073) noch op het schist- en zandsteenhoudende massief van de Ardennen (watermassa's M100, R101, M102 en M103).

Code	Tekst	Eenheden	LOQ ²	Statistieken van de aquifers		Klasse 1 (en 5.1.)	Klasse 2 (en 5.2.)	Klasse 3 (en 5.3.)	Klasse 4		Drempels	Waakzaamheid	Actie	
				Mediaan	P95				Tracer	Uitgebreid				Tracer
4003	Minerale oliën (koolwaterstofindex C10-C40)	µg/l	50			X		X		X	100		X	
4020	Index vluchtige koolwaterstoffen (C5-C11)	µg/l	30			X		X			100		-	
4201	Benzeen	µg/l	0,25			X		X			1		X	
4202	Toluene	µg/l	1			X		X			70		X	
Parameters														
				Mediaan	P95	Tracer	Uitgebreid	Tracer	Uitgebreid	Tracer	Uitgebreid	Tracer	Uitgebreid	Actie
4203	Ethylbenzeen	µg/l	0,5			X		X			30		X	
4204	Xyleen	µg/l	0,5			X		X			50		X	
4511	Naftaleen	µg/l	0,5			X		X			6		X	
	Andere PAK's ⁸	µg/l	0,005			X		X		X	zie bijlage I bij het decreet over de gronden			
4007	A.O.X.	µg Cl/l	10			X		X		X	100		-	
4307	Tetrachlooretheen (PCE)	µg/l	0,5			X		X			20 in :		X	
4306	Trichlooretheen (TCE)	µg/l	0,5			X		X			totaal		X	
4325	(Cis+trans)1,2-dichlooretheen	µg/l	0,5			X		X					X	
4318	Vinylchloride	µg/l	1			X		X					X	
	Andere gechloreerde oplosmiddelen ¹⁹	µg/l	1			X		X					zie bijlage I bij het decreet over de gronden	
4700	PCB's (7 Ballschmitter)	µg/l	0,01			X		X		X	0,01		X	

BIJLAGE III

“Bijlage 5 – Wijze van berekening van de zekerheid.”

1. Voorlopig herstel van de site na uitbating van het technisch ingravingscentrum

Post	Commentaren	Eenheid	Hoeveelheid	Eenheidsprijs (€ excl. BTW)	Totale prijs
A. Tijdelijke afdekking	Ter hoogte van de cellen die uitgebaat zijn ¹				
A1. Tussenafdekking	Alternatief 1 : uitvoering met levering van deS x 0,15 m materialen	m ³		8,75	
	Alternatief 2 : uitvoering zonder levering van deS x 0,15 m materialen ²	m ³		4,00	
A2. Gasrainagelaag	Alternatief 1 : natuurlijke drainagelaag				
	- Beschermingsgeotextiel + drainagematerialen (15 cm grof zand)	m ²		6,30	
	- Ontgassingsdraineerbuizen gemaakt van HDPE 250 m / ha	m		27,50	
A3. Tijdelijke afdekking	Alternatief 2 : synthetische drainagelaag	m ²		4,00	
Alternatief 1° : met gronden van tweede categorie	Alternatief 1 : uitvoering met levering van deS x 0,7 m materialen	m ³		8,75	
	Alternatief 2 : uitvoering zonder levering van de materialen ²	m ³		4,00	
Tijdelijke afdekking	Alternatief 1 : uitvoering met levering van deS x 0,7 m materialen	m ³		16,00	
Alternatief 2 : met kleileem/baggerslib	Alternatief 2 : uitvoering zonder levering van de materialen ²	m ³		4,00	
A4. Inzaaiing met gras	-	m ²		0,60	
A5. Installatie van palen voor het waterpassen	-	stuk	16 / ha	75,00	

¹ In geval van verlenging van de vergunning en voor grote technische ingravingscentra worden alle cellen van een technisch ingravingscentrum niet tegelijkertijd uitgebaat: in dit geval stemt de voor de tijdelijke afdekking in aanmerking te nemen oppervlakte overeen met de oppervlakte van de cellen die tegelijkertijd in het technisch ingravingscentrum uitgebaat zullen worden. In het geval van het begin van de uitbating van een technisch ingravingscentrum is de in aanmerking te nemen oppervlakte de totale oppervlakte van het technisch ingravingscentrum.

² Er wordt van uitgegaan dat de materialen op de site van het technisch ingravingscentrum beschikbaar zijn.

³ De met 10% verhoogde oppervlakte zal gebruikt worden om rekening te houden met de verliezen van het snijden en het bedekken van de membraan.

Post	Commentaren	Eenheid	Hoeveelheid	Eenheidsprijs (€ excl. BTW)	Totale prijs
A6. Ontgassingsnetwerk ⁴	Aansluiting van de gasputten op de fakkels (leidingen en accessoires)	m	200 m / ha	50,00	
A7. Recuperatie van afvloeiend hemelwater	Randsloten	m	120 m / ha	45,00	

2. Definitief herstel.

B. Definitieve afdekking ⁵	Wanneer het jaarlijkse zettingspercentage lager is dan 1,5% voor het geheel van de site na het definitieve einde van de lozingen en het aanbrengen van de tijdelijke afdekking				
B1. Voorbereidende werken ⁶	Voorlopige aanpassing van het ontgassingsnetwerk	HA		6200,00	
	Weghalen en opslag van de tijdelijke afdekking van gronden van tweede categorie	m ³	S x 0,6 m	5,00	
	Algemene herprofilering	m ²	-	0,50	
	Opvulling en definitieve nivellering (met leem)	m ³	S x 1,5 m	7,5	
B2. Gasdrainagelaag	Alternatief 1 : natuurlijke drainagelaag				
	- Drainagematerialen (grof zand)	m ³	S x 0,15 m	25,00	
	- Ontgassingsdraineerbuizen gemaakt van HDPE	m	250 m / ha	27,50	
	Alternatief 2 : synthetische drainagelaag	m ²	S x 1,1 ³	4,00	
B3. Waterdichtheidslaag	Beschermingsgeotextiel	m ²	S x 1,1 ³	2,50	
	Niet minerale waterdichtheid				
	Alternatief 1: geomembraan HDPE 2 mm	m ²	S x 1,1 ³	7,50	
	Alternatief 2: geocomposit (bentoniet)	m ²	dikte = 0,05 m	6,00	
	Minerale waterdichtheid (klei) ⁷	m ³	dikte = 0,6-0,8 m	25,00	

4

Er wordt verondersteld dat de ontgassingsputten geplaatst worden naar gelang van de opvulling van een cel aan de hand van een telescoopbuis. Er wordt eveneens verondersteld dat de investering van de fakkels tijdens de uitbating verricht wordt.

5

Er wordt verondersteld dat geen enkel deel van de site het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve afdekking. De in aanmerking te nemen oppervlakte is dus de totale oppervlakte van het technisch ingravingscentrum.

6

Sommige van die voorbereidende werken kunnen niet vereist worden volgens het type technisch ingravingscentrum en volgens de bestaande inrichting.

B4. Drainagelaag voor het water	Drainagelaag						
	Alternatief 1: natuurlijk						
	Scheidingsgeotextiel onder de draineermaterialen + beschermingsgeotextiel onder de draineermaterialen	S x 1,13	m ²			5,00	
	Draineermaterialen (zand)	S x 0,15 m	m ³			21,00	
	Alternatief 2: geosynthetisch	S x 1,13	m ²			6,00	
	Leidingen voor de drainage van het water	200 m / ha	m			25,00	
B5. Teelaarde	Hetstel van de gronden van de teruggewonnen gronden van 2de categorie	S x 0,6 m	m ³			4,00	
	Teelaarde						
	Alternatief 1: uitvoering met levering van dedikte = 0,3-0,5m materialen		m ³			12,50	
	Alternatief 2: uitvoering zonder levering van de materialen ²	dikte = 0,3-0,5 m	m ³			4,00	
B6. Plantendek	Inzaaiing met gras	-	m ²			0,60	
	Aanplantingen	-	m ²			2,00	
B7. Ontgassingsnetwerk	Aansluiting van de gasputten op de fakkels (leidingen en accessoires)	200 m / ha	m			50,00	
B8. Afwerking	Installatie van palen voor het waterpassen	12 / ha	stuk			75,00	
	Recuperatie van afvloeiend hemelwater (sloten)	100 m / ha	m			45,00	
	Verwijdering van de verouderde installaties ⁸	-	HA			75000,00	
	Subtotaal						
	Studies, controles, bewakingen, algemene kosten					15 %	
	TOTAAL						

3. Nabeheer van het technisch ingravingscentrum

Voor de berekening van de zekerheid wordt het nabestellen in twee periodes gedeeld:

7

De waarde van de klei is belangrijk voor de totale prijs van pulpapping. Voor de berekening van de zekerheid wordt aanbevolen de plaats van de bevoorrading van de klei zo nauwkeurig mogelijk te kennen om het belang van de vervoerkosten te bepalen.

8

Op de site gelokaliseerd. De in aanmerking te nemen oppervlakte omvat niet de totale oppervlakte van het technisch ingravingscentrum.

Fase I: in afwachting van de vermindering van de zettingen van de tijdelijke afdekking – periode geraamd op 7 jaar na het aanbrengen van de tijdelijke afdekking.

Fase II: periode geraamd op 23 jaar na het aanbrengen van de definitieve afdekking.

Wat het percolaat betreft, wordt er van uitgegaan dat de opvang en de behandeling van het percolaat op een periode van 15 jaar na het aanbrengen van de definitieve afdekking wordt beperkt.

Post	Commentaren	Duur	Eenheden	Hoeveelheid	Eenheidsprijzen (€ EXCL. prijs BTW)	Totale prijzen
C1. Beheer van de (administratieve) opvolging	deControles, gegevensverwerking,...	30 jaar	jaar		20000,00	
C2. Esthetisch onderhoud (vegetatie)	Scheren	2X/jaar gedurende 30 jaar	ha.jaar		1250,00	
	Onderhoud van de struiken	23 jaar	ha.jaar		25,00	
	Onderhoud van de banen en wegen	2X/jaar gedurende 30 jaar	stuk		2500,00	
	Onderhoud van de sloten	2X/jaar gedurende 30 jaar	ha.jaar		500,00	
C3. Handhaving van de ontoegankelijkheid van de site	deOmheiningsonderhoud (vernieuwing 1/5 om de 30 jaar)	30 jaar	m		35,00	
	Weghalen van de omheining aan het einde van haar levensduur	-	m		25,00	
	Bewaking	1d/week gedurende 30 jaar	d		200,00	
C4. Handhaving van mechanische stabiliteit	deInstallatie van hellingmeters ⁹ (1/ha)	-	m		200,00	
	Stabiliteitsmetingen op de hellingmeters (1/incl.)	-	meting		150,00	
	Topografische kaarten	2X/jaar/ha gedurende 7 jaar	opmeting		500,00	
		2X/jaar/ha gedurende 23 jaar				

Post	Commentaren	Duur	Eenheden	Hoeveelheid	Eenhedsprijzen (€ EXCL. prijs BTW)	Totale
C5. Onderhoud van drainagesysteem waterbehandeling	<p>Onderhoud van het station voor de behandeling van het percolaat</p> <p>Onderhoud van het netwerk voor de terugname van het percolaat/pompen,...</p> <p>Behandeling van het percolaat¹⁰</p> <p>Monstermeling en analyses van waterlozingen</p>	<p>22 jaar</p> <p>6X/jaar gedurende 15 jaar</p> <p>15 jaar</p> <p>2X/jaar gedurende 15 jaar</p> <p>2X/jaar gedurende 15 jaar</p>	<p>jaar</p> <p>ha.jaar</p> <p>m³</p> <p>monsterneming</p>	<p>65000,00</p> <p>3500,00</p> <p>15,00¹¹</p> <p>3000,00</p>		
C6. Onderhoud van de drainage en het verbranden van gassen	Onderhoud van het ontgassingsnetwerk	<p>2X/jaar gedurende 30 jaar</p> <p>30 jaar</p>	<p>ha.jaar</p> <p>jaar</p>	<p>1500,00</p> <p>45000,00</p> <p>1400,00</p>		
C7. Opvolging van grondwater	Onderhoud van de piëzometers	<p>1X/jaar gedurende 30 jaar</p> <p>30 jaar</p>	<p>piëzo.jaar</p>	<p>1500,00</p> <p>300,00</p>		

10

Tijdens de nauwkeurigheidsfase te behandelen volume:

Indien P_0 ($m^3/jaar$) de jaarlijkse productie is van percolaat tijdens het laatste uitbatingsjaar, namelijk $P_0 = S \times 0,5 \times P$ waarbij $S =$ infiltratieoppervlakte (m^2) en $P =$ jaarlijks gemiddelde van de neerslag uitgedrukt in m , dan

- wordt, in geval van een tijdelijke afdekking, een exponentiële vermindering van percolaat van het type P_0 ($exp - 2/3 t$) vastgesteld tot het bereiken van een lekdebit gelijk aan 10% van P_0
- wordt, in geval van een definitieve afdekking, een exponentiële vermindering van percolaat van het type P_0 ($exp - t$) vastgesteld tot het bereiken van een lekdebit gelijk aan 1% van P_0

11

Voor een behandeling op een site. In het geval van een behandeling buiten een site moet rekening worden gehouden met een kost van 52 €/m³.

Post	Commentaren	Duur	Eenheden	Hoeveelheid	Eenheidsprijzen (€ EXCL. prijs BTW)	Totale prijs
	Opvolging van de piëzometers	2X/jaar gedurende jaar	piëzo.jaar	30	1750,00	
C8. Bewakingsnetwerk voor gassen buiten de site	Onderhoud van de controleputten	30 jaar	putten.jaar		500,00	
	Opvolging van de controleputten	2X/jaar gedurende jaar	putten.jaar	30	2500,00	
C9. Opvolging van het oppervlaktewater	Controle (monstername en analyse) stroomopwaarts en stroomafwaarts van de site	2X/jaar gedurende jaar	punt.jaar	30	1500,00	
C10. Andere	Beheer van de lucht (onderhoud van monsternamestation en van een weerstation)	30 jaar	station.jaar		1500,00	
	Controle van de lucht (immissie)	2X/jaar gedurende jaar	punt.jaar	30	1750,00	
	Verwijdering van de verouderde installaties (bureau, fakkels, netwerk,...)		site		50000,00	
TOTAAL						

4. Interventies bij ongevallen of verontreiniging

Post	Eenheidsprijzen (€ EXCL. BTW)	Totale prijs
D1. Een gedeelte van de beschadigde dijken herstellen	5€/m ³ x 20% van de jaarlijkse tonnage	
D2. Een gedeelte van de afdekking herstellen	15€/m ² x (20% van de jaarlijkse tonnage/hoogte)	
D3. Overstroming van percolaatbekken	20€/m ³ x (20% van de jaarlijkse tonnage beperkt tot 20% van het totaalbedrag van de waarborgen)	

Post	Eenheidsprijzen (€ EXCL. BTW)	Totale prijs
TOTAAL		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage 4.C. Relevantiedrempels

Tekst	Eenheden	Kwantificatiegrens µg/l	Controle op percolaat	Relevantie- drempel µg/l
Terreinparameters				
Temperatuur	°C		X	
pH			X	
Geleidbaarheid	µS/cm		X	
Troebelheid	NTU		X	
MES	mg/l	5		
Mineralisatie en zoutgehalte				
Chloriden	mg/l	5	X	
Sulfaten [00e8	mg/l	15	X	
Metalen				
Arseen	µg/l	1		500
Cadmium	µg/l	0,05		1,5
Chroom	µg/l	2		50
Koper	µg/l	2		400
Kwik	µg/l	0,1		0,5
Nikkel	µg/l	2		200
Lood	µg/l	1		70
Zink	µg/l	20		3000
Ijzer	µg/l	20		
Mangaan	µg/l	5		
Oxideerbare stoffen en eutrofiërende stoffen				
TOC	mg/l C	0,3		
DCO	mg/l O ₂	10		
DBO5	mg/l O ₂	3		
Ammonium	mg/l NH ₄	0,05		
Nitraat	mg/l NO ₃	2		
Fosfor	mg/l P	0,1		
Organische micro-verontreinigende stoffen				
Met petroleumether extraheerbare stoffen	mg/l	5		
Fenolindex	µg/l	2		10
Cyaniden	µg/l	3		50
Minerale oliën (koolwaterstofindex C10-C40)	µg/l	50		100
Benzeen	µg/l	0,25		
Tolueen	µg/l	1		
Ethylbenzeen	µg/l	0,5		
Xyleen	µg/l	0,5		
Naftaleen	µg/l	0,5		24
Andere PAK's	µg/l	0,005		
A.O.X.	µg Cl/l	10		100
PCB's (7 Ballschmiter)	µg/l	0,01		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE IV

« Bijlage 1. Criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra voor inerte afvalstoffen – klasse 3 en 5.3. »

De afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum van klasse 3 of 5.3. aanvaard worden, stemmen overeen met de inerte afvalstoffen die aangekruist zijn in de vierde kolom van tabel vermeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus.

De volgende grenswaarden voor uitloging zijn van toepassing op de afvalstoffen die aanvaard worden in de technische ingravingscentra voor inerte afvalstoffen; ze worden berekend bij een verhouding vloeistof/vaste stof (L/S) van 10 l/kg voor totale afgifte. De uitlogingstest die op de afvalstoffen toegepast moet worden, wordt verricht volgens Europese norm EN-12457-2 of 4°.

Maximaal driemaal zo hoge grenswaarden kunnen aanvaard worden voor de in dit punt vermelde specifieke parameters, behalve opgeloste organische koolstof, BTEX, PCB's en koolwaterstoffen, en met beperking van de mogelijke verhoging van de grenswaarde voor TOC tot twee maal de grenswaarde, indien

- de bevoegde instantie per geval een milieuvergunning afgeeft voor bepaalde afvalstoffen die in het betrokken technisch ingravingscentrum aanvaard worden, waarbij rekening wordt gehouden met de kenmerken van het technisch ingravingscentrum en zijn omgeving, en
- de emissies (inclusief percolaat) van het technisch ingravingscentrum, rekening houdend met de in dit deel voor die specifieke parameters genoemde grenswaarden, op basis van een risicoanalyse geen extra risico voor het milieu zullen opleveren.

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitlogingsvoorwaarden : L/S = 10 l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (niet-dimensionaal)
pH	4-13
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr totaal	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Chloriden	800
Fluoriden	10
Sulfaten	1 000 (*)
Fenolindex	1
DOC	500 (**)
TDS	4 000 (***)
	(*) Als de afvalstoffen niet aan deze waarden voor sulfaat voldoen, kunnen ze toch als in overeenstemming zijnde met de aanvaardingscriteria worden beschouwd als de uitloging de volgende waarde niet overschrijdt : 6 000 mg/kg bij L/S = 10 l/kg. De waarde bij L/S = 10 l/kg kan worden bepaald door ofwel een schudproef ofwel een kolomproef onder omstandigheden die lokaal evenwicht benaderen.
	(**) Als de afvalstoffen bij hun eigen pH-waarde niet aan deze waarden voor DOC voldoen, kunnen ze eventueel worden getest bij L/S = 10 l/kg en een pH tussen 7,5 en 8. De afvalstoffen kunnen worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met de aanvaardingscriteria voor DOC, als het resultaat van deze bepaling niet hoger is dan 500 mg/kg (volgens de methode gegrond op technische bijzonderheden CEN/TS 14429).
	(***) De waarden voor totaal opgeloste vaste stoffen (" Total Dissolved Solids " of TDS) kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt.

Naast de hierbovenvermelde grenswaarden voor uitloging voldoen de afvalstoffen aan de volgende criteria :

Grenswaarden voor het totaalgehalte van organische parameters	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
TOC	30 000 (*)
BTEX	6
Benzeen	0,5
Tolueen	6
Ethylbenzeen	5
Xyleen	6
Styreen	1,5
PCB	1
Koolwaterstoffen (C10 tot C40)	500
PAK'S	
Benzo(a)antraceen	35
Benzo(a)pyreen	8,5
Benzo(ghi)peryleen	35
benzo(k)fluorantheen	55
benzo(k)fluorantheen	55
Chryseen	400
Fenantreen	30
Fluorantheen	40
Indeno(123cd)pyreen	35
Naftaleen	20
	(*) In het geval van grond mag de bevoegde instantie een hogere grenswaarde toestaan, mits voor DOC een waarde van 500 mg/kg niet overschreden wordt bij L/S = 10 l/kg en de pH-waarde van de grond zelf dan wel een pH tussen 7,5 en 8,0.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een technisch ingravingscentrum en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph.HENRY

BIJLAGE V

« Bijlage 2. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die niet voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden - klasse 2.1.a en 5.2.1.a ».

De afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving van klasse 2.1.a of 5.2.1 a worden aanvaard, stemmen overeen met ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen aangeduid met de letters « NB » of met de letter « C » in kolom 6 van de tabel in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus voor zover zij niet als gevaarlijke afvalstoffen worden opgenomen in diezelfde catalogus, behalve wat betreft de afvalstoffen bedoeld in bijlage 3 punt A (asbest) bij dit besluit.

In bepaalde omstandigheden kan een grenswaarde die driemaal hoger is, worden aanvaard voor de parameter « TDS » (totaal opgeloste vaste stoffen) als :

- de bevoegde overheid al naargelang het geval een milieuvergunning verleent voor de gestabiliseerde fractie afkomstig van de zuivering van rook van de verbrandingsovens van huisafval gestort in het betrokken centrum voor technische ingraving, rekening houdend met de kenmerken van het genoemde centrum voor technische ingraving en zijn omgeving, en
- de emissies (inclusief percolaat) van het centrum voor technische ingraving, rekening houdend met de in dit deel voor die specifieke parameters genoemde grenswaarden, op basis van een risicoanalyse geen extra risico voor het milieu opleveren

A. Korrelvormige afvalstoffen

De volgende grenswaarden voor uitloging worden voor totale afgifte berekend bij een verhouding vloeistof/vaste stof (L/S) van 10 l/kg.

Korrelvormige afval omvat alle afvalstoffen die niet monolithisch zijn. De uitlogingstest op korrelvormige afval gebeurt volgens de Europese norm EN-12457-2 of 4.

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitloogvoorwaarde : L/S = 10 l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (dimensieloos)
PH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr totaal	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloriden	15 000
Fluoriden	150
Sulfaat	30 000
Fenolen	1000
TDS	60 000 (*)
	(*) De waarden voor TDS kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt

Behalve aan de bovenvermelde grenswaarden voor uitloging dienen de afvalstoffen aan de volgende aanvullende criteria te voldoen :

Grenswaarden voor het totaalgehalte van organische parameters	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
TOC	6 % (*)
Styreen	2,5
PCB	50
Minerale olie (C10 t/m C40)	50 000
	(*) uitgezonderd de koolstof vervat in polymeren - voor de toepassing van deze bepalingen wordt met vaste polymeren bedoeld de kunststoffen in vaste vorm zoals folies, granulaten, voorwerpen, vaste brokken

B. Monolithische afvalstoffen

Afval wordt als monolithisch beschouwd indien :

- het nemen van bodemonsters in deze afval mogelijk is op basis van het protocol omschreven in de punten 4.2 tot 4.4 van de Franse norm XP-X31-212 (versie juli 1995);
- op basis van de mechanische proeven zoals omschreven in de punten 5.1. (drukproef op monster die klaar is om beproefd te worden), 5.2 (trekproef op monster die klaar is om beproefd te worden) 5.4. (drukproef op monster na storten) en 5.5. (trekproef op monster na storten) van dezelfde Franse norm XP-X31-212, het monster aan de volgende druk- (Rc) en trekgrenzen (Rt) voldoet :
 - o vóór het storten $R_c > 1 \text{ MPa}$ en $R_t > 0,1 \text{ MPa}$;
 - o na het storten $R'_c > 1 \text{ MPa}$ en $R'_t > 0,1 \text{ MPa}$.

De monsters van monolithisch afval worden dan tot brokstukken van minder dan 10 mm herleid vóór ze aan een uitlogingstest volgens de norm EN-12457-4 worden onderworpen. De korrelvormige fractie van de monsters van minder dan 4 mm (fijne fractie) wordt eerst verwijderd met het zeven van droog materiaal.

De volgende grenswaarden zijn van toepassing op de ongevaarlijke monolithische afvalstoffen. De waarden worden berekend bij $L/S = 10 \text{ l/kg}$ voor totale afgifte.

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitloogvoorwaarde : $L/S = 10 \text{ l/kg}$
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (dimensieloos)
pH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr totaal	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloriden	15 000
Fluoriden	150
Sulfaat	30 000
Fenolen	1000
TDS	60 000 (*)
	(*) De waarden voor TDS kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt

Behalve aan de bovenvermelde grenswaarden voor uitloging dienen de monolithische afvalstoffen aan de volgende aanvullende criteria te voldoen :

Grenswaarden	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
TOC	6 % (*)
Styreen	2,5
PCB	50
Minerale olie (C10 t/m C40)	50 000
	Als deze waarde wordt overschreden kan door de bevoegde overheid een hogere grenswaarde worden toegelaten, mits de grenswaarde van 800 mg/kg voor een DOC op de eigen pH-waarde van het materiaal of een pH tussen 7,5 en 8,0 wordt nageleefd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE VI

« Bijlage 3. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving voor ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen, al dan niet verenigbaar, die voldoen aan de criteria inzake ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving met gevaarlijke stabiele en niet reactieve afvalstoffen kunnen gestort worden - klasse 2.1.b en 5.2.1.b »

De afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving van klasse 2.1.b of 5.2.1 b worden aanvaard, stemmen overeen met ongevaarlijke niet biologisch afbreekbare afvalstoffen en gevaarlijke, maar stabiele en niet reactieve, niet biologisch afbreekbare afvalstoffen aangeduid met de letters « NB » of met de letter « C » in kolom 6 van de tabel in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

In bepaalde gevallen zijn maximaal driemaal zo hoge grenswaarden voor in dit deel vermelde specifieke parameters (behalve opgeloste organische koolstof (" Dissolved Organic Carbon " of " DOC ") totaal organische koolstof (" Total Organic Carbon " of " TOC ") en pH) aanvaardbaar, indien :

- de bevoegde overheid naargelang het geval een milieuvergunning afgeeft voor bepaalde specifieke afvalstoffen die worden gestort in het betrokken centrum voor technische ingraving, waarbij rekening wordt gehouden met de kenmerken van het centrum voor technische ingraving, en
- de emissies (inclusief percolaat) van het centrum voor technische ingraving, rekening houdend met de in dit deel voor die specifieke parameters genoemde grenswaarden, op basis van een risicoanalyse geen extra risico voor het milieu opleveren.

A. Korrelvormige afvalstoffen

De volgende grenswaarden zijn van toepassing op korrelvormige ongevaarlijke afvalstoffen, alsook op stabiele, niet-reactieve gevaarlijke korrelvormige afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving worden aanvaard. De waarden worden berekend bij $L/S = 10$ l/kg voor totale afgifte.

Korrelvormige afval omvat alle afvalstoffen die niet monolithisch zijn. De uitlogingstest op korrelvormige afval gebeurt volgens de Europese norm EN-12457-2 of 4.

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitloogvoorwaarde : $L/S = 10$ l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (dimensieloos)
pH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr totaal	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chloriden	15 000
Fluoriden	150
Sulfaat	20 000
Fenolen	1000
DOC	800 (*)
TDS	60 000 (**)
	(*) Als de afvalstoffen bij hun eigen pH-waarde niet aan deze waarden voor DOC voldoen, kunnen ze eventueel worden getest bij $L/S = 10$ l/kg en een pH tussen 7,5 en 8,0. De afvalstoffen kunnen worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met de aanvaardingscriteria voor DOC, als het resultaat van deze bepaling niet hoger is dan 800 mg/kg. (volgens de methode op basis van de technische specificiteiten CEN /TS 14429).
	(**) De waarden voor TDS kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt.

Behalve aan de bovenvermelde grenswaarden voor uitloging dienen de korrelvormige afvalstoffen aan de volgende aanvullende criteria te voldoen :

Grenswaarden voor het totaalgehalte van organische parameters	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
TOC	5 % (*)
Styreen	2,5
PCB	50
Minerale olie (C10 t/m C40)	50 000
ZBV (zuurbindend vermogen)	te bepalen door de bevoegde overheid
	Als deze waarde wordt overschreden kan door de bevoegde overheid een hogere grenswaarde worden toegelaten, mits de grenswaarde van 800 mg/kg voor een DOC op de eigen pH-waarde van het materiaal of een pH tussen 7,5 en 8,0 wordt nageleefd

De afvalstoffen moeten een voldoende fysieke stabiliteit en draagvermogen hebben; in de bijzondere voorwaarden van de milieuvergunning kunnen ter zake nadere criteria worden vastgesteld.

B. Monolithische afvalstoffen

Afval wordt als monolithische beschouwd indien :

- het nemen van bodemonsters in deze afval mogelijk is op basis van het protocol omschreven in de punten 4.2 tot 4.4 van de Franse norm XP-X31-212 (versie juli 1995);
- op basis van de mechanische proeven zoals omschreven in de punten 5.1. (drukproef op monster die klaar is om beproefd te worden), 5.2 (trekproef op monster die klaar is om beproefd te worden) 5.4. (drukproef op monster na storten) en 5.5. (trekproef op monster na storten) van dezelfde Franse norm XP-X31-212, het monster aan de volgende druk- (Rc) en trekgrenzen (Rt) voldoet :
 - o vóór het storten $R_c > 1$ MPa en $R_t > 0,1$ MPa;
 - o na het storten $R'_c > 1$ MPa en $R'_t > 0,1$ MPa.

De monsters van monolithisch afval worden dan tot brokstukken van minder dan 10 mm herleid vóór ze aan een uitlogingstest volgens de norm EN-12457-4 worden onderworpen. De korrelvormige fractie van de monsters van minder dan 4 mm (fijne fractie) wordt eerst verwijderd met het zeven van droog materiaal.

De volgende grenswaarden zijn van toepassing op monolithische ongevaarlijke afvalstoffen, alsook op stabiele, niet-reactieve gevaarlijke monolithische afvalstoffen die in een centrum voor technische ingraving worden aanvaard. De waarden worden berekend bij $L/S = 10$ l/kg voor totale afgifte.

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitloogvoorwaarde : $L/S = 10$ l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (dimensieloos)
PH	6 min
As	2
Ba	100
Cd	1
Cr totaal	10
Cu	50
Hg	0,2
Mo	10
Ni	10
Pb	10
Sb	0,7
Se	0,5
Zn	50
Chloriden	15 000
Fluoriden	150
Sulfaat	20 000
Fenolen	1000
DOC	800 (*)
TDS	60 000 (**)

Grenswaarden voor uitloging	
	(*) Als de afvalstoffen bij hun eigen pH-waarde niet aan deze waarden voor DOC voldoen, kunnen ze eventueel worden getest bij L/S = 10 l/kg en een pH tussen 7,5 en 8,0. De afvalstoffen kunnen worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met de aanvaardingscriteria voor DOC, als het resultaat van deze bepaling niet hoger is dan 800 g/kg. (volgens de methode op basis van de technische specificiteiten CEN /TS 14429).
	(*) De waarden voor TDS kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt

Behalve aan de bovenvermelde grenswaarden voor uitloging dienen de monolithische afvalstoffen aan de volgende aanvullende criteria te voldoen :

Grenswaarden	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
TOC	5 % (*)
Styreen	2,5
PCB	50
Minerale olie (C10 t/m C40)	50 000
ZBV (zuurbindend vermogen)	te bepalen door de bevoegde overheid
	Als deze waarde wordt overschreden kan door de bevoegde overheid een hogere grenswaarde worden toegelaten, mits de grenswaarde van 800 mg/kg voor een DOC op de eigen pH-waarde van het materiaal of een pH tussen 7,5 en 8,0 wordt nageleefd.

De exploitant waakt er over dat gevaarlijke monolithische afvalstoffen stabiel en niet-reactief zijn voordat ze in de centra voor technische ingraving voor niet gevaarlijke afvalstoffen worden aanvaard. De bijzondere voorwaarden van de milieuvergunning kunnen nadere criteria bepalen om de stabiliteit en niet reactiviteit van de gevaarlijke stabiele en niet-reactieve monolithische afvalstoffen die in de centra voor technische ingraving worden aanvaard, te waarborgen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE VII

« Bijlage 3bis. Bijzondere voorwaarden betreffende sommige afvalstoffen »

A. Absesthoudende afvalstoffen

Bouwafval dat asbest bevat, asbestafval en ander geschikt asbestafval mogen zonder tests in technische ingravingscentra van klasse 2.1.a. of 2.1.b., 5.2.1.a of 5.2.1.b. aanvaard worden.

Die afvalstoffen alsmede de technische ingravingscentra of de cellen van technische ingravingscentra die ze ontvangen, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- worden enkel aanvaard, de afvalstoffen die gebonden asbest bevatten en die geen ander soort gevaar hebben dan het gevaar gebonden aan de aanwezigheid van asbest,
- om verspreiding van vezels te voorkomen, wordt het stortgebied dagelijks en voorafgaand aan elke verdichtingsbewerking met daartoe geëigend materiaal afgedekt en wordt het, als het afval niet is verpakt, regelmatig besprenkeld;
- uiteindelijk wordt het technisch ingravingscentrum/cel geheel afgedekt om verspreiding van vezels te voorkomen;
- de cellen die asbesthoudende afvalstoffen ontvangen, worden voldoende afgezonderd,
- op het technisch ingravingscentrum/cel worden geen werkzaamheden uitgevoerd die het vrijkomen van vezels tot gevolg kunnen hebben (bv. het boren van gaten of de verplettering van de verwijderde afvalstoffen),
- na sluiting van het technisch ingravingscentrum/cel wordt een plan, waarop de ingravingsplaatsen van de asbesthoudende afvalstoffen aangegeven worden, door de bevoegde overheid aan de exploitant overgemaakt,
- er worden passende maatregelen genomen om de mogelijkheden tot gebruik van de bodem na sluiting van het technisch ingravingscentrum te beperken teneinde te voorkomen dat mensen in contact met het afval komen,
- een eigen en gedetailleerde boekhouding ligt ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar. De bijzondere voorwaarden kunnen de modaliteiten van die boekhouding in de milieuvergunning van het technisch ingravingscentrum bepalen.

B. Gipsafval

Afvalstoffen op gipsbasis mogen alleen in technische ingravingscentra van klasse 2.1.a. of 2.1.b. 5.2.1.a of 5.2.1.b worden verwijderd. De grenswaarden voor TOC van 5 % en DOC van 800 mg/kg, gelden voor afvalstoffen die samen met dergelijke afvalstoffen in technische ingravingscentra wordt gestort.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE VIII

« Bijlage 4. Criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra voor ongevaarlijke, bioafbreekbare organische afvalstoffen en niet-bioafbreekbare organische en verenigbare afvalstoffen – klasse 2.2. en 5.2.2. »

De afvalstoffen die in een technisch ingravingscentrum van klasse 2.2 of 5.2.2. aanvaard worden, stemmen overeen met de ongevaarlijke en bioafbreekbare organische afvalstoffen en met de ongevaarlijke en niet-bioafbreekbare verenigbare afvalstoffen die met letter « B » of letter « C » aangeduid worden in de 6de kolom van tabel vermeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus.

De volgende grenswaarden voor uitloging worden berekend bij een verhouding vloeistof/vaste stof (L/S) van 10 l/kg voor totale afgifte. De uitlogingstest die op de afvalstoffen toegepast moet worden, wordt verricht volgens Europese norm EN-12457-2 of 4°

Grenswaarden voor uitloging	
Parameters	Uitlogingsvoorwaarden : L/S = 10 l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (niet-dimensionaal)
pH	4-13
As	4
Ba	200
Cd	2
Cr totaal	20
Cu	50
Hg	0,4
Mo	30
Ni	20
Pb	30
Sb	2,1
Se	1,5
Zn	100
Chloriden	15 000
Fluoriden	150
Sulfaten	30 000
Fenolen	1000
TDS	60 000 (*)
	(*) De waarden voor totaal opgeloste vaste stoffen ("Total Dissolved Solids" of TDS) kunnen als alternatief voor de waarden voor sulfaat en chloride worden gebruikt.

Naast de hierbovenvermelde grenswaarden voor uitloging voldoen de afvalstoffen aan de volgende criteria :

Grenswaarden voor het totaalgehalte van organische parameters	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
Styreen	2,5
PCB	50
Koolwaterstoffen (C10 tot C40)	50 000

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE IX

« Bijlage 5. Criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in de centra voor technische ingraving, gevaarlijke afvalstoffen – klasse 1 en 5.1 »

De afvalstoffen die aanvaard worden in een centrum voor technische ingraving van klasse 1 of 5.1 stemmen overeen met de gevaarlijke afvalstoffen aangeduid met een kruisje in de derde kolom van de tabel opgenomen in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus.

Insommige omstandigheden kunnen tot driemaal hogere grenswaarden toegelaten worden voor de specifieke parameters bedoeld onder dit punt, andere dan totale organische koolstof op eluaat en het afbrandverlies en/of COT, als :

- de bevoegde overheid geval per geval een milieuvergunning verstrekt voor sommige specifieke afvalstoffen die in het betrokken technisch ingravingscentrum aanvaard worden, rekening houdend met de kenmerken van bedoeld centrum en diens omgeving, en
- als de emissies (met inbegrip van de percolaten) van het technisch ingravingscentrum, rekening houdend met de limieten vastgesteld voor de overeenstemmende specifieke parameters, bedoeld onder dit punt, geen enkel bijkomend risico vertonen voor het milieu, wat blijkt uit een risico-evaluatie.

A. Korrelvormige afvalstoffen

De percolatiegrenswaarden, hieronder vastgesteld, zijn van toepassing op de koorelvormige gevaarlijke afvalstoffen die aanvaard kunnen worden in de technische ingravingscentra voor gevaarlijke afvalstoffen. De uitzoutwaarden worden berekend voor $L/S = 10$ l/kg.

De korrelvormige afvalstoffen omvatten alle niet-monolithische afvalstoffen. De percolaattest die toegepast dient te worden op de korrelvormige afvalstoffen wordt uitgevoerd volgens Europese norm EN-12457-2 of 4.

Grenswaarden inzake percolaten	
Parameters	Percolatievoorwaarde : $L/S = 10$ l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (adimensioneel)
PH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr total	70
Cu	100
Hg	2
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chloriden	25 000
Fluoriden	500

Grenswaarden inzake percolaten	
Sulfaten	50 000
Fenolen	1 000
COT op eluaat	1 000 (*)
FS (Oplosbaar deel)	100 000 (**)
	(*) Als de afvalstof niet voldoet aan de waarden aangegeven door COT na eluaat op eigen pH-waarde, kan hij ook getest worden met een verhouding L/S = 10 l/kg en een pH vervat tussen 7,5 en 8. De afvalstof kan ook beoordeeld worden als voldoende aan de aanvaardingscriteria voor COT na eluaat als het resultaat van die berekening 1000 mg/kg niet overschrijdt (volgens methode gegrond op technische specificiteiten CEN/TS 14429).
	(**) De waarden die overeenstemmen met FS kunnen gebruikt worden ipv de waarden vastgesteld voor sulfaten en chloriden.

Naast de grenswaarden voor percolatie, zoals hierboven vastgesteld, voldoen de korrelvormige afvalstoffen aan volgende bijkomende criteria :

Grenswaarden voor de totale inhoud van organische parameters	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
COT	6 % (*) (**)
Styreen	3
PCBs	50
Oliehoudende stoffen C10 tot C40	50 000
Afbrandverlies	10 % (*)
zuurbindend vermogen	wordt vastgesteld door bevoegde overheid
	(*) Ofwel afbrandverlies ofwel COT gebruiken.
	(**) Als die waarde overschreden wordt, kan een hogere grenswaarde door de bevoegde overheid aanvaard worden als de grenswaarde van 1000 mg/kg voor totale organische koolwaterstof op eluaat nageleefd wordt voor L/S = 10 l/kg, namelijk de de pH van de afvalstof, namelijk voor een pH schommelend tussen 7,5 en 8,0.

B. De monolithische afvalstoffen

Een afvalstof wordt als monolithisch beschouwd als :

- als het nemen van een bodemonmonster mogelijk is in die afvalstof op grond van het protocol omschreven in de punten 4.2 tot en met 4.4 in de Franse norm XP-X31-212 (versie juli 1995);
- op grond van mechanische proeven zoals omschreven in de punten 5.1. (compressietest op een staal als dusdanig), 5.2 (trektest op staal als dusdanig), 5.4 (compressietest op staal na onderdompeling) en 5.5 (trektest op staal na onderdompeling) van dezelfde Franse norm XP-X31-212, voldoet het monster aan de Rc-compressie- en Rt-trekdrempels hierna omschreven :
 - o voor onderdompeling $R_c > 1\text{Mpa}$ en $R_t > 0,1\text{Mpa}$;
 - o na onderdompeling $R'_c > 1\text{MPa}$ en $R'_t > 0,1\text{MPa}$.

De stalen van monolithische afvalstoffen worden dan in stukjes gebroken kleiner dan 10 mm voor ze een percolatietest ondergaan volgens norm EN-12457-4. De zeeffractie van de stalen kleiner dan 4 mm (fijnste delen) wordt vooraf per droogzeving weggezeefd.

Volgende grenswaarden, hieronder vastgesteld, zijn van toepassing op de monolithische gevaarlijke afvalstoffen die aanvaard kunnen in de technische ingravingscentra voor gevaarlijke afvalstoffen. De uitzoutwaarden worden berekend voor L/S = 10 l/kg.

Grenswaarden inzake percolaten	
Parameters	Percolatievoorwaarde : L/S = 10 l/kg
	Eenheid : mg/kg ms, behalve pH (adimensioneel)
PH	6 min
As	25
Ba	300
Cd	5
Cr total	70
Cu	100
Hg	2

Grenswaarden inzake percolaten	
Mo	30
Ni	40
Pb	50
Sb	5
Se	7
Zn	200
Chloriden	25 000
Fluoriden	500
Sulfaten	50 000
Fenolen	1 000
COT op eluaat	1 000 (*)
FS (Oplosbaar deel)	100 000 (**)
	(*) Als de afvalstof niet voldoet aan de waarden aangegeven door COT na eluaat op eigen pH-waarde, kan hij ook getest worden met een verhouding L/S = 10 l/kg en een pH vervat tussen 7,5 en 8. De afvalstof kan ook beoordeeld worden als voldoende aan de aanvaardingscriteria voor COT na eluaat als het resultaat van die berekening 1000 mg/kg niet overschrijdt (volgens methode gegrond op technische specificiteiten CEN/TS 14429).
	(**) De waarden die overeenstemmen met FS kunnen gebruikt worden ipv de waarden vastgesteld voor sulfaten en chloriden.

Naast de grenswaarden voor percolatie, zoals hierboven vastgesteld, voldoen de monolithische afvalstoffen aan volgende bijkomende criteria :

Grenswaarden	
Parameters	Eenheid : mg/kg ms
COT	6 % (*) (**)
Styreen	3
PCBS	50
Oliehoudende stoffen C10 tot C40	50 000
Afbrandverlies	10 % (*)
zuurbindend vermogen	wordt vastgesteld door bevoegde overheid
	(*) Ofwel afbrandverlies ofwel COT gebruiken.
	(**) Als die waarde overschreden wordt, kan een hogere grenswaarde door de bevoegde overheid aanvaard worden als de grenswaarde van 1000 mg/kg voor totale organische koolwaterstof op eluaat nageleefd wordt voor L/S = 10 l/kg, namelijk de de pH van de afvalstof, namelijk voor een pH schommelend tussen 7,5 en 8,0.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

BIJLAGE X

« Bijlage 6. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de centra voor technische ingraving van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden – Centrum voor technische ingraving van klasse 4A en 4B ».

De afvalstoffen aanvaard in een technisch ingravingscentrum van klasse 4A zijn stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden van categorie A zoals omschreven in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden.

De afvalstoffen aanvaard in een technisch ingravingscentrum van klasse 4B zijn stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden van categorie B zoals omschreven in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 1995 betreffende het beheer van stoffen die d.m.v. bagger- of ruimingswerken uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE XI

« Bijlage 7. Aanvaardingscriteria van de afvalstoffen in de ondergrondse opslagplaatsen »

1. Uitgesloten afvalstoffen

Overeenkomstig punt 3.1.2. van bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving moeten de afvalstoffen die ongewenste fysische, chemische of biologische wijzigingen zouden kunnen ondergaan na hun opslag niet verwijderd worden bij een ondergrondse opslag. Het betreft volgende afvalstoffen :

- a) de afvalstoffen bedoeld in artikel 19, § 3, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- b) de afvalstoffen en hun recipiënten die in reactie zouden kunnen treden met het water of het ontvangende rotsgesteente in de gegeven opslagomstandigheden met volgende mogelijke gevolgen :
 - een variërend volume;
 - het voortbrengen van auto-ontvlambare, toxische of ontplofbare stoffen of gassen of
 - elke andere reactie die potentieel gevaar zou kunnen opleveren voor de operationele veiligheid en/of integriteit van het hek.

De afvalstoffen die met elkaar in reactie zouden kunnen treden moeten omschreven en ondergebracht worden in compatibiliteitsgroepen, de verschillende compatibiliteitsgroepen moeten fysiek van elkaar gescheiden worden op het ogenblik van de opslag;

- c) de afvalstoffen met een scherpe geur;
- d) de afvalstoffen die een giftig of ontplofbaar mengsel lucht-gas zouden kunnen voortbrengen. Het betreft in het bijzonder de afvalstoffen die aanleiding geven tot :
 - concentraties van gifgas wegens partiële druk van hun verbindingen;
 - concentraties van meer dan 10 % hoger dan de concentratie die overeenstemt met de laagste grens voor ontploffingsgevaar wanneer ze in een recipiënt verzadigd zijn;
- e) de afvalstoffen met een onvoldoende stabiliteit wegens de geomechanische omstandigheden;
- f) de afvalstoffen die uit zichzelf ontvlambaar of spontaan ontvlambaar zijn in de gegeven opslagomstandigheden, de gasproducten, de volatiele afvalstoffen, de afvalstoffen die ingezameld zijn in moeilijk te omschrijven mengsels ;
- g) de afvalstoffen die pathogene kiemen van overdraaglijke ziektes inhouden of zouden kunnen afgeven.

2. Lijst van de afvalstoffen die aanvaardbaar zijn in ondergrondse opslag

De inerte afvalstoffen en de gevaarlijke en ongevaarlijke afvalstoffen die niet onder punt 1 vallen zijn aanvaardbaar in ondergrondse opslagplaatsen.

3. Specifieke evaluatie van plaatsgebonden risico's

De aanvaarding van de afvalstoffen op een specifieke plaats moet onderworpen worden aan een evaluatie van de risico's die specifiek is voor die site.

Die specifieke evaluatie omschreven in punt 3.1.2. van bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende de sectorale voorwaarden voor de uitbating van de technische ingravingscentra voor de afvalstoffen die aanvaardbaar zijn in ondergrondse opslagplaatsen moet aantonen dat het inperkingsniveau ten opzichte van de biosfeer aanvaardbaar is. Aan die criteria moet voldaan worden rekening houdend met de opslagvoorwaarden.

Een afvalstof kan pas aanvaard worden als hij verenigbaar is met de specifieke veiligheidsevaluatie van de site.

De Minister geeft een nadere omschrijving van de beslissingsprocedure waarmee beslist kan worden of een afvalstof verenigbaar is met de veiligheidsevaluatie van de site.

4. Aanvaardingsvoorwaarden

De afvalstoffen mogen niet onder de grond opgeslagen worden behoudens als die site veilig afgezonderd is van de mijnbouwactiviteiten.

De afvalstoffen die met elkaar in reactie zouden kunnen treden moeten omschreven en ondergebracht worden in compatibiliteitsgroepen, de verschillende compatibiliteitsgroepen moeten fysiek van elkaar gescheiden worden op het ogenblik van de opslag;

Enkel de afvalstoffen die tegemoet komen aan de criteria waarvan sprake in bijlage 1 mogen aanvaard worden in ondergrondse opslagplaatsen voor inerte afvalstoffen.

Enkel de afvalstoffen die tegemoet komen aan de criteria waarvan sprake in bijlage 2, 3 of 4 mogen aanvaard worden in ondergrondse opslagplaatsen voor ongevaarlijke afvalstoffen.

Enkel de afvalstoffen die verenigbaar zijn met de specifieke evaluatie van de betrokken site zoals bepaald in punt 3 van bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving van toepassing mogen aanvaard worden in ondergrondse opslagplaatsen voor gevaarlijke afvalstoffen. In dat geval gelden de criteria van bijlage 5 niet. De afvalstoffen worden evenwel onderworpen aan de aanvaardingsprocedure omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

In sommige omstandigheden kunnen tot driemaal hogere grenswaarden toegelaten worden voor de specifieke parameters bedoeld onder dit punt, in de voorwaarden en de gevallen nader omschreven in de bijlagen 1 of 3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving.

Namen, 7 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY